PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2023-2025

(PROJET)

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS *5*

INTRODUCTION *9*

1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT *12*

1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions 12

1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères 18

2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2023-2025 ..... *20*

2.1. Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses du budget de l'Etat (en milliers de FCFA) 20

2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA) 22

2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA) 26

2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique 26

2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA) 27

2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA) 29

2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA) 31

2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition des immobilisations hors PIP (en milliers de FCFA) 33

2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA) 35

2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA) 37

2.5. Programmes et dotations au sens de la LOLF 48

2.6. Comptes d'affectation spéciale (CAS) 49

3. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION *51*

3.1. BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION 51

3.1.1. Assemblée nationale (Section 110) 51

3.1.2. Présidence de la République (Section 120) 54

3.1.3. Premier ministère (Section 130) 57

3.1.4. Secrétariat général du Gouvernement (Section 131) 60

3.1.5. Cour constitutionnelle (Section 140) 63
3.1.6. Cour suprême (Section 150) 66
3.1.7. Médiateur de la République (Section 160) 70
3.1.8. Cour des comptes (Section 170) 73
3.1.9. Conseil économique et social (Section 180) 77
3.1.10. Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190) 79
3.1.11. Conseil supérieur de la magistrature (Section 421) 82
3.1.12. Commission nationale des droits de l'homme (Section 921) 85

3.2. BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE 89
3.2.1. Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (Section 121) 89
3.2.2. Ministère de l'économie et des finances (Section 210) 95
3.2.3. Ministère de la plan et de la coopération (Section 220) 110
3.2.4. Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230) 120
3.2.5. Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240) 128
3.2.6. Ministère des armées (Section 310) 138
3.2.7. Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (Section 410) 149
3.2.8. Ministère de la justice et de la législation (Section 420) 158
3.2.9. Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430) 168
3.2.10. Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (Section 510) 177
3.2.11. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530) 190
3.2.12. Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins (Section 610) 199
3.2.13. Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social (Section 710) 212
3.2.14. Ministère de la communication et des médias (Section 720) 224
3.2.15. Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740) 231
3.2.16. Ministère des sports et des loisirs (Section 750) 241
3.2.17. Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760) 248
3.2.18. Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (Section 810) 258
3.2.19. Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (Section 811) 269
3.2.20. Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière (Section 813) 279
3.2.21. Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale (Section 820) 287
3.2.22. Ministère de la promotion des investissements (Section 821) 296

3.2.23. Ministère des travaux publics (Section 830) 301
3.2.24. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831) 309
3.2.25. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832) 315
3.2.26. Ministère délégué auprès de la Présidence de la République chargé de l'énergie et des mines (Section 840) 324
3.2.27. Ministère de la culture et du tourisme (Section 850) 333
3.2.28. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860) 342
3.2.29. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870) 352
3.2.30. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920) 362

4. PRESENTATION DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE 372

4.1. Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) 372

4.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH) 376

4.3. Fonds national de développement forestier (FNDF) 379

4.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT) 383

CONCLUSION 386

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGR	Activité génératrice de revenus
AGRISEF	Accès des agriculteurs aux services financiers
AIDE	Appui à l'insertion et au développement de l'embauche
AIGE	Aéroport international Gnassingbé Eyadema
AJSEF	Accès des jeunes aux services financiers
AN	Assemblée nationale
ANADEB	Agence nationale d'appui au développement à la base
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
APSEF	Accès des pauvres aux services financiers
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BID	Banque islamique de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
BP	Budget programme
BSG	Budgétisation sensible au genre
CC	Cour Constitutionnelle
CCL	Centre de la construction et du logement
CdC	Cour des comptes
CDDI	Commissariat des douanes et des droits indirects
CES	Conseil économique et social
CI	Commissariat des impôts
CITAFRIC	Agence de développement urbain et municipal
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CNS	Conseil national de la statistique
CS	Cour suprême
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
DBSG	Document budgétaire sensible au genre
DOB	Débat d'orientation budgétaire

DPBEP	Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle
DPPD	Document de programmation pluriannuelle des dépenses
DTS	Droits de tirages spéciaux
FAD	Fiche d'autorisation des dépenses
FAIEJ	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FBCF	Formation brute de capital fixe
FMI	Fonds monétaire international
FNFI	Fonds national de la finance inclusive
GAR	Gestion axée sur les résultats
HAAC	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication
IADM	Initiative pour l'annulation de la dette multilatérale
IDE	Investissements directs étrangers
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques
LDR	Loi de règlement
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MAEDR	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural
MAEIATE	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur
MASPFA	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation
MATDDT	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires
MCICL	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale
MCM	Ministère de la communication et des médias
MCT	Ministère de la culture et du tourisme
MINARM	Ministère des armées
MDBJEJ	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes
MDHFCRIR	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEHV	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise

MEMPPC	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière
MEMPPC	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines
MEPS	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat
MERF	Ministère de l'environnement et des ressources forestières
MESR	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
MFPTDS	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social
MINOSI	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel
MJL	Ministère de la justice et de la législation
MPC	Ministère du plan et de la coopération
MPENTD	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale
MSHPAUS	Ministère de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins
MSL	Ministère des sports et loisirs
MSPC	Ministère de la sécurité et de la protection civile
MTP	Ministère des travaux publics
MTP	Ministère du désenclavement et des pistes rurales
MTRFA	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien
MUHRF	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OTR	Office togolais des recettes
PAIPJA	Projet d'appui à l'insertion et à la promotion des jeunes artisans
PAP	Projet annuel de performance
PDU-Lomé	Plan de développement urbain de Lomé
PIB	Produit intérieur brut
PIDU	Projet d'infrastructures et de développement urbain
PIP	Programme d'investissements publics
PIP	Programme d'Investissement Public
PLF	Projet de loi de finances
PM	Premier ministère
PND	Plan national de développement

PNHDU	Politique nationale de l'habitat et du développement urbain
PR	Présidence de la République
PTBA	Plan de travail et budget annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
PURISE	Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et services électriques
RAP	Rapport annuel de performance
SCAPE	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
SDU	Stratégie de développement urbain du Grand Lomé
SEGUCE	Société d'exploitation du guichet unique du commerce extérieur
SNL	Stratégie nationale du logement
SSN	Système statistique national
TBAI	Tableau de bord annuel des indicateurs
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
UEMOA	Union économique et monétaire ouest Africaine
UMOA	Union monétaire ouest africaine

INTRODUCTION

L'engagement du Gouvernement d'assurer une gestion saine et efficace des finances publiques au Togo, a conduit à d'importantes réformes en matière institutionnelle et financière mises en œuvre depuis 2009.

L'adoption de la loi n°2014-009 du 11 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques et de la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances, conformes aux directives de 2009 de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) relatives aux finances publiques, donne un coup d'accélérateur à ces réformes.

La mise en œuvre des dispositions de ces lois, permet au Gouvernement de passer du système de gestion des finances publiques par des "budgets moyens" à un système de "gestion axée sur les résultats" qui exige la présentation des budgets des ministères et institutions de la République sous forme de programmes et la reddition des comptes notamment les rapports annuels de performance.

Le budget programme est un outil de programmation et de gestion rationnelle des finances publiques qui intègre harmonieusement les fonctions de planification, de programmation et de budgétisation permettant d'établir une adéquation entre le caractère annuel du budget et le caractère pluriannuel des dépenses de l'Etat.

Le premier intérêt est que le budget programme améliore la lisibilité de l'action de l'Etat. Ainsi, à travers le budget programme, le citoyen perçoit mieux à quoi servent les crédits budgétaires, à quelles fins est dépensé l'argent du contribuable.

Un autre intérêt est que le budget programme ne se contente pas seulement de modifier le mode de présentation des crédits. Il change aussi la manière d'utiliser les crédits en ce sens qu'à chaque programme doivent être associés :

- des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et ;

- des résultats attendus. Ces résultats sont mesurés par des indicateurs de performance, vérifiables de manière objective et font l'objet d'évaluations régulières.

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des dépenses d'investissement, notre Gouvernement a mis en œuvre la procédure des autorisations d'engagement et des crédits de paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget de l'Etat.

Il permet la budgétisation des politiques sectorielles en fonction des objectifs fixés par les différents programmes des ministères et institutions et ceux de la Feuille de route gouvernementale (FDR) 2025. Conformément aux dispositions des lois citées ci-dessus, le budget programme offre aussi l'opportunité au Gouvernement, à la société civile, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'à toutes autres parties prenantes de s'assurer que chaque franc dépensé dans le cadre de l'intervention publique l'a été avec économie, efficacité et efficience dans le respect de l'environnement au profit de l'ensemble de la population.

L'élaboration du budget de l'Etat 2023-2025 intervient dans un contexte économique mondial particulier, marqué par la persistance de la pandémie de la covid-19 et les tensions inflationnistes sur les prix des produits de base.

Au niveau national, si l'année 2021, marque le début de la mise en œuvre effective du budget programme, l'année 2023 concrétisera davantage, l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre le PND et la feuille de route gouvernementale en vue de renforcer les actions entreprises pour faire face aux enjeux de la pauvreté, de l'emploi, de l'inclusion et de l'approche équité genre. Le budget programme 2023-2025 est renforcé par la prise en compte du genre avec l'élaboration, pour la première fois, du Document de budgétisation sensible au genre (DBSG) dans six ministères pilotes (ministères chargés de l'action sociale, du développement à la base, de la santé, de l'enseignement primaire, de l'agriculture et des travaux publics). Le DBSG, annexé à la loi de finances, utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et l'épanouissement des filles, des femmes et des personnes vulnérables.

Par ailleurs, le présent budget programme met l'accent sur les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la défense et sécurité, de l'énergie, de l'eau, de l'économie numérique et de la protection sociale qui continueront de recevoir une attention particulière. La réduction des déséquilibres régionaux au plan national et l'atteinte des ODD sont également des défis importants que le gouvernement entend relever.

Pour ce faire, les orientations et les choix stratégiques du budget programme 2023-2025, visent une adaptation rationnelle et un renforcement des actions déjà engagées en vue d'assurer la transformation structurelle de l'économie nationale. Ils devront permettre au Togo d'atteindre les ambitions de développement déclinées dans le PND et dans la feuille de route du Gouvernement 2020-2025.

Le projet de budget programme de l'Etat 2023-2025 est composé du « budget général » et des « comptes d'affectation spéciale (CAS) ». Il prend en compte les budgets programmes de trente (30) ministères et de douze (12) institutions.

Ce projet de budget programme de l'Etat comprend cent treize (113) programmes dont quatre (4) pour les comptes d'affection spéciale (CAS) et dix-huit (18) dotations.

A chaque programme, sont rattachés des objectifs stratégiques mesurés par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles. Les programmes budgétaires sont déclinés en quatre cent quarante-six (446) actions dont neuf (09) actions pour les CAS avec leurs objectifs spécifiques ou opérationnels mesurés également par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles.

Le document comporte quatre (4) parties à savoir (i) la cartographie des programmes et dotations budgétaires de l'Etat, (ii) la présentation du budget programme de l'Etat 2023-2025, (iii) le budget général par ministère et institution et (iv) la présentation des comptes d'affectation spéciale (CAS).

1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT

1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	DOTATIONS	PROGRAMMES						
			PILOTAGE ET SOUTIEN	OPERATIONNELS					COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)
				1	2	3	4	5	
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique de l'assemblée nationale							
120	Présidence de la République (PR)	Pilotage stratégique de la Présidence de la République							
121	Inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (MIOSI)		Pilotage et coordination des actions de l'IFSI	Renforcement de l'inclusion financière	Organisation du secteur informel				
130	Premier ministère	Pilotage stratégique de la primature							
131	Secrétariat général du Gouvernement	Pilotage du Secrétariat général du gouvernement							
140	Cour constitutionnelle	Pilotage de la Cour constitutionnelle							
150	Cour suprême	Pilotage de la Cour suprême							
160	Médiateur	Pilotage du Médiateur							
170	Cour des comptes	Pilotage de la Cour des comptes							
180	Conseil économique et social	Pilotage du Conseil économique et social							

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	DOTATIONS	PROGRAMMES						
			PILOTAGE ET SOUTIEN	OPERATIONNELS					COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)
				1	2	3	4	5	
190	Haute autorité de l'audiovisuel & de la communication (HAAC)	Pilotage de la HAAC							
210	Economie et finances (MEF)	Dotations : 1- Charges financières de la dette publique 2- Dépenses communes ordinaires hors transferts 3- Dépenses communes de transferts 4- Dépenses communes d'investissement	Pilotage et soutien aux services du MEF	Mobilisation des ressources financières	Gestion macroéconomique	Programmation et gestion budgétaire	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	
220	Plan et Coopération (MPC)		Pilotage et soutien au service du MPDC	Planification du développement	Coopération au développement	Aménagement du territoire			
230	Affaires Etrangères, l'intégration Régionale et togolais de l'extérieur (MAEIRTE)		Pilotage et soutien aux services du MAEIRTE	Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales				
240	Développement à la base, jeunesse et emploi des		Pilotage et soutien aux services du	Développement à la base	Jeunesse				

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	DOTATIONS	PROGRAMMES						
			PILOTAGE ET SOUTIEN	OPERATIONNELS					COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)
				1	2	3	4	5	
	jeunes (MDBJEJ)		MDBJEJ						
310	Armées (MINARM)	Dotation : Infrastructures militaires + Besoins spécifiques MA + Renseignements	Pilotage et soutien des services du MINARM	Préparation et emploi des forces	Soutien des forces	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation			
410	Administration territoriale, décentralisation et développement des territoires (MATDDT)		Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Décentralisation et déconcentration	Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	Culte et chefferie traditionnelle	Développement des territoires		
420	Justice et législation (JL)		Pilotage et soutien des services du MJL	Administration de la justice	Accès au droit et à la justice	Administration pénitentiaire et réinsertion			
421	Conseil supérieur de la magistrature	Dotation : Conseil supérieur de la magistrature							
921	Commission nationale des droits de l'homme	Dotation : Commission nationale des droits de l'homme							
430	Sécurité et protection civile (MSPC)	Dotation : Sécurité	Pilotage et soutien des services du MSPC	Sécurité intérieure et transfrontalière	Protection civile				

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	DOTATIONS	PROGRAMMES						
			PILOTAGE ET SOUTIEN	OPERATIONNELS					COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)
				1	2	3	4	5	
510	Enseignements Primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (MEPSTA)		Pilotage et soutien aux services du MEPSTA	Enseignements Préscolaire et Primaire	Enseignement secondaire général	Enseignement technique et Formation professionnelle	Artisanat		CAS FNAFPP : Contribution au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financementt de la formation
530	Enseignement supérieur et de la recherche (MESR)		Pilotage et soutien aux services du MESR	Enseignement supérieur	Recherche et innovation				
610	Santé, hygiène publique et accès universel aux soins (MSHPAUS)		Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	Couverture Santé Universelle	Réponse aux urgences sanitaires			
710	Fonction Publique, Travail et dialogue social (MFPTDS)		Pilotage et soutien des services du MFPTDS	Fonction publique	Modernisation de l'administration publique	Emploi	Travail		
720	Communication et médias (MCM)		Pilotage et soutien aux services du MCM	Communication et information					
740	Action sociale, promotion de la femme et de l'alphabétisation (MASPFA)		Pilotage et soutien aux services du ministère	Promotion de l'action sociale	Protection de l'enfant	Genre et promotion de la femme	Alphabétisation et éducation non formelle		
	Sports et loisirs		Pilotage et soutien aux services du MSL	Sports	Loisirs				

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	DOTATIONS	PROGRAMMES						
			PILOTAGE ET SOUTIEN	OPERATIONNELS					COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)
				1	2	3	4	5	
760	Urbanisme, habitat et réforme foncière (MUHRF)		Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Information géographique	Logement décent	Cadre de vie			CAS FSDH: Appui à la promotion immobilière
810	Agriculture, élevage et développement rural (MAEDR)		Pilotage et soutien des services du MAEDR	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	Amélioration de la productivité et valorisation des produits	Sécurité alimentaire et résilience des populations			
811	Eau et Hydraulique Villageoise (MEHV)		Pilotage et soutien des services du MEHV	Gestion intégrée des ressources en eau	Approvisionnement en eau potable	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excrétas			
	Economie maritime, de la pêche et de la protection côtière (MEMPPC)		Pilotage et soutien aux services du ministère	Transport maritime	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Développement et protection du littoral			
820	Commerce, industrie et consommation locale (MCICL)		Pilotage et soutien aux services du MCICL	Commerce	Industrie	Secteur privé			
821	Ministère de la promotion des investissements		Pilotage et soutien aux services du MPI	Promotion des investissements					
830	Travaux publics (MTP)		Pilotage et soutien aux services du MTP	Réseaux de routes nationales	Bâtiments publics				
831	Désenclavement et Pistes rurales (MDPR)		Pilotage et soutien aux services du MDPR	Développement et extension du réseau des pistes rurales					

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	DOTATIONS	PROGRAMMES						
			PILOTAGE ET SOUTIEN	OPERATIONNELS					COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)
				1	2	3	4	5	
832	Transports routiers, ferroviaire et aérien (MTRFA)		Pilotage et soutien aux services du MTRFA	Transport aérien	Transports routiers et ferroviaires				
840	Mines et énergies (MME)		Pilotage et soutien aux services du MME	Mines	Energies				
850	Culture et tourisme (MCT)		Pilotage et Soutien aux services du MCT	Culture	Tourisme				CAS FPDT : Promotion et développement du tourisme
860	Environnement et des ressources forestières (MERF)		Pilotage et soutien aux services du MERF	Gestion durable des écosystèmes	Environnement et climat				CAS FNDF : Appui au financement pour la gestion durable des forêts
870	Economie Numérique et transformation digitale (MENTG)		Pilotage et soutien aux services du MENTD	Infrastructures numériques et postales	Digitalisation des activités économiques et sociales				
920	Droits de l'homme, formation à la citoyenneté et relations avec les institutions de la République (MDHFCRIR)		Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Droits de l'homme	Consolidation de la démocratie et de la paix	Citoyenneté	Relation avec les institutions de la République		
TOTAL		18	30	79					4

1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères

N°	Ministères et CAS	Nbre de progr.	Nombre d'actions par programme						
			1	2	3	4	5	6	TOTAL
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	3	5	1	1	0	0	0	**7**
210	Ministère de l'économie et des finances	6	7	4	3	4	9	6	**33**
220	Ministère du plan et de la coopération	4	7	4	2	1	0	0	**14**
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	3	5	6	2	0	0	0	**13**
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	3	6	4	4	0	0	0	**14**
310	Ministère des armées	4	7	9	5	4	0	0	**25**
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	5	5	2	2	2	3	0	**14**
420	Ministère de la justice et de la législation	4	6	5	3	2	0	0	**16**
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	3	5	8	2	0	0	0	**15**
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	5	8	2	2	6	2	0	**20**
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	3	6	9	4	0	0	0	**19**
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	4	6	6	3	2	0	0	**17**
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	5	6	3	2	3	5	0	**19**
720	Ministère de la communication et des médias	2	3	5	0	0	0	0	**8**
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	5	6	4	2	3	2	0	**17**
750	Ministère des sports et loisirs	3	5	3	1	0	0	0	**9**
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	4	6	3	5	3	0	0	**17**
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	4	7	4	5	5	0	0	**21**
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	4	4	2	3	2	0	0	**11**
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	4	6	2	1	1	0	0	**10**
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	4	4	6	8	3	0	0	**21**
821	Ministère de la promotion des investissements	2	4	2	0	0	0	0	**6**

N°	Ministères et CAS	Nbre de progr.	Nombre d'actions par programme						
			1	2	3	4	5	6	TOTAL
830	Ministère des travaux publics	3	7	2	2	0	0	0	**11**
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	2	4	1	0	0	0	0	**5**
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	3	6	5	4	0	0	0	**15**
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	3	6	4	2	0	0	0	**12**
850	Ministère de la culture et du tourisme	3	5	5	2	0	0	0	**12**
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	3	4	2	3	0	0	0	**9**
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	3	6	3	6	0	0	0	**15**
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	5	6	2	2	1	1	0	**12**
	COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)	**4**	**9**						**9**
TOTAL		**113**	**177**	**118**	**81**	**42**	**22**	**6**	**446**

2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2023-2025

2.1. Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses du budget de l'Etat (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total 2023-2025
1	**RECETTES BUDGETAIRES (a)**	**921 580 283**	**1 070 207 028**	**1 187 232 121**	**1 159 821 215**	**1 240 552 880**	**3 570 326 217**
2	**RECETTES FISCALES**	**779 575 719**	**814 717 258**	**912 097 382**	**1 022 233 045**	**1 147 640 155**	**3 081 970 582**
3	Recettes liquides	646 910 073	680 650 000	765 140 975	855 690 137	966 858 155	2 587 689 268
4	Recettes non liquides	132 665 646	134 067 258	146 956 406	166 542 908	180 782 000	494 281 314
5	**COMMISSARIAT DES IMPÔTS**	**405 588 526**	**420 743 446**	**472 006 157**	**525 118 073**	**585 721 958**	**1 582 846 188**
6	Recettes liquides	359 332 394	366 350 000	420 892 179	467 191 571	522 842 853	1 410 926 603
7	Recettes non liquides	46 256 132	54 393 446	51 113 978	57 926 502	62 879 104	171 919 585
8	**COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**	**373 987 193**	**393 973 812**	**440 091 224**	**497 114 973**	**561 918 197**	**1 499 124 394**
9	Recettes liquides	287 577 679	314 300 000	344 248 796	388 498 567	444 015 302	1 176 762 665
10	Recettes non liquides	86 409 514	79 673 812	95 842 428	108 616 406	117 902 896	322 361 729
11	**RECETTES NON-FISCALES**	**58 031 684**	**63 719 437**	**60 067 946**	**61 806 711**	**63 506 711**	**168 101 368**
12	**DONS**	**83 972 880**	**191 770 333**	**215 066 794**	**75 781 458**	**29 406 014**	**320 254 266**
13	Dons projets	82 972 880	161 808 867	203 095 579	63 810 243	29 406 014	296 311 836
15	Appuis budgétaires	1 000 000	29 961 466	11 971 215	11 971 215	0	23 942 430
16	**RESSOURCES DE TRESORERIE (b)**	**622 092 916**	**802 439 666**	**766 244 711**	**680 525 082**	**637 606 626**	**2 084 376 419**
17	Produits de privatisation		6 435 000				0
18	Titres publics	545 965 946	663 312 442	574 615 098	467 282 031	453 632 704	1 495 529 832
19	Emprunts - projets	76 126 970	113 092 224	131 629 613	153 243 052	183 973 923	468 846 587
20	Autres emprunts		19 600 000	60 000 000	60 000 000	0	120 000 000
21	**TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL (c)=a+b**	**1 543 673 199**	**1 872 646 694**	**1 953 476 832**	**1 840 346 297**	**1 878 159 507**	**5 654 702 636**
22	RECETTES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (d)	2 306 076	3 139 182	4 444 083	3 956 524	4 167 188	12 567 795
23	**TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (e)= c+d**	**1 545 979 276**	**1 875 785 876**	**1 957 920 915**	**1 844 302 821**	**1 882 326 695**	**5 667 270 431**

N°	INTITULE	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total 2023-2025
24	**DEPENSES BUDGETAIRES (f)**	**1 137 236 210**	**1 498 417 931**	**1 554 719 250**	**1 460 593 707**	**1 536 286 094**	**4 551 599 051**
25	**DEPENSES ORDINAIRES**	**757 409 270**	**887 656 558**	**945 118 664**	**944 956 982**	**931 278 007**	**2 821 353 653**
26	Charges financières de la dette publique	99 802 525	125 132 312	142 931 513	158 105 761	107 957 242	408 994 517
27	Dépenses de personnel	251 531 777	269 292 563	301 962 003	309 217 197	314 396 503	925 575 702
28	Dépenses d'acquisition de biens et services	131 511 783	158 651 533	155 008 768	156 876 142	173 927 288	485 812 198
29	Dépenses de transferts courants	141 897 539	200 512 892	198 259 974	154 214 974	154 214 974	506 689 922
30	Dépenses en atténuation de recettes	132 665 646	134 067 258	146 956 406	166 542 908	180 782 000	494 281 314
31	**DEPENSES EN CAPITAL**	**379 826 940**	**610 761 373**	**609 600 586**	**515 636 725**	**605 008 087**	**1 730 245 398**
32	Dépenses d'investissement (hors PIP)	63 191 938	121 964 700	31 378 042	30 200 290	30 963 865	92 542 198
33	**Projets d'investissement**	**316 635 002**	**488 796 673**	**578 222 544**	**485 436 434**	**574 044 221**	**1 637 703 200**
34	Sur ressources internes	157 535 152	213 895 582	243 497 352	268 383 139	360 664 285	872 544 776
35	**Sur ressources externes**	**159 099 850**	**274 901 091**	**334 725 192**	**217 053 295**	**213 379 937**	**765 158 423**
36	Emprunts	76 126 970	113 092 224	131 629 613	153 243 052	183 973 923	468 846 587
37	Dons	82 972 880	161 808 867	203 095 579	63 810 243	29 406 014	296 311 836
38	**CHARGES DE TRESORERIE (g)**	**406 436 989**	**374 228 763**	**398 757 582**	**379 752 590**	**341 873 413**	**1 120 383 585**
39	Amortissement dette intérieure	382 359 559	304 771 392	329 039 590	300 739 861	242 993 174	872 772 625
40	Compte spécial DTS à la BCEAO		6 435 000				
41	Amortissement dette extérieure	24 077 430	63 022 371	69 717 992	79 012 729	98 880 239	247 610 960
42	**TOTAL DES CHARGES DU BUDGET GENERAL (h)= f+g**	**1 543 673 199**	**1 872 646 694**	**1 953 476 832**	**1 840 346 297**	**1 878 159 507**	**5 671 982 636**
43	DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (i)	2 306 076	3 139 182	4 444 083	3 956 524	4 167 188	12 567 795
44	**TOTAL CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT (j)= i+h**	**1 545 979 276**	**1 875 785 876**	**1 957 920 915**	**1 844 302 821**	**1 882 326 695**	**5 684 550 431**
45	Solde budgétaire dons compris (a-f)	-215 655 927	-428 210 903	-367 487 129	-300 772 492	-295 733 213	
46	Solde de trésorerie (b-g)	215 655 927	428 210 903	367 487 129	300 772 492	295 733 213	
47	Solde global (c-h)	0	0	0	0	0	
48	Déficit en % du PIB	-4,6%	-8,4%	-6,6%	-5,0%	-4,5%	
49	Pression fiscale	13,7%	13,3%	13,8%	14,1%	14,6%	
50	Masse salariale sur recettes fiscales	38,9%	39,6%	39,5%	36,1%	32,5%	
51	**PIB**	**4 720 387 000**	**5 117 913 000**	**5 563 545 000**	**6 056 924 000**	**6 615 528 000**	

2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total 2023-2025
1	**RECETTES BUDGÉTAIRES**	**921 580 283**	**1 070 207 028**	**1 187 232 121**	**1 159 821 215**	**1 240 552 880**	**3 570 326 217**
2	**RECETTES FISCALES**	**779 575 719**	**814 717 258**	**912 097 382**	**1 022 233 045**	**1 147 640 155**	**3 081 970 582**
3	**COMMISSARIAT DES IMPÔTS**	**405 588 526**	**420 743 446**	**472 006 157**	**525 118 073**	**585 721 958**	**1 582 846 188**
4	**IMPOTS DIRECTS**	**186 883 992**	**174 758 887**	**203 288 253**	**230 228 198**	**261 319 124**	**694 835 574**
5	**Impôts sur les revenus des personnes physiques**	**70 350 344**	**60 935 213**	**69 919 101**	**78 394 108**	**88 198 965**	**236 512 174**
6	Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers	0	0	0	0	0	0
7	Retenue sur les revenus des capitaux mobiliers	21 921 329	13 321 952	15 808 820	17 784 923	20 008 038	53 601 781
8	Taxe complémentaire à l'Impôt sur le revenu	344 326	0	0	0	0	0
9	IRPP (non ventilé)	48 076 879	47 604 372	54 094 213	60 585 519	68 158 709	182 838 441
10	Taxe sur les Plus-values de Cession (TPV)	7 810	8 889	16 068	23 666	32 218	71 952
11	**Impôts sur les Sociétés**	**114 073 830**	**111 807 100**	**130 664 991**	**148 958 090**	**169 812 222**	**449 435 303**
12	Impôt sur les Sociétés	101 111 935	96 875 511	113 344 348	129 212 557	147 302 314	389 859 219
13	Prélèvement BIC	12 961 895	14 931 589	17 320 643	19 745 533	22 509 908	59 576 084
14	**Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations**	**104 751**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
15	Taxes/Salaires	104 751	0	0	0	0	0
16	**Impôts sur le patrimoine**	**2 355 067**	**2 016 574**	**2 704 160**	**2 876 000**	**3 307 937**	**8 888 097**
17	Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	1 014 357	1 474 926	1 594 857	1 648 733	1 944 213	5 187 803
18	Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	14 324	54 710	56 351	58 042	59 783	174 176
19	Droits d'Immatr. /Prop. Foncière	1 172 338	370 163	839 946	964 410	1 107 316	2 911 672
20	Droits de conservation de la propriété foncière (DCPF)	154 047	116 775	213 005	204 815	196 625	614 446
21	**AUTRES IMPÔTS DIRECTS**	**7 548 585**	**8 612 044**	**9 221 698**	**9 877 192**	**10 610 172**	**29 709 062**
22	*TPU régime déclaratif*	272 193	211 905	240 940	274 563	314 409	829 912
23	Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)	1 899 017	1 910 008	1 978 695	2 038 055	2 099 197	6 115 947
24	*dont TVM (SAFER)*	1 699 120	1 623 362	1 765 985	1 818 964	1 873 533	5 458 483

N°	INTITULE	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total 2023-2025
25	Taxe professionnelle	309 083	0	0	0	0	0
26	Patente	5 068 292	6 490 131	7 002 063	7 564 574	8 196 566	22 763 203
27	**IMPOTS INDIRECTS**	**195 933 672**	**222 528 256**	**244 292 532**	**269 433 358**	**297 828 119**	**811 554 010**
28	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**140 061 035**	**163 819 177**	**182 647 999**	**204 121 661**	**229 220 789**	**615 990 449**
29	Taxe sur la Valeur Ajoutée	123 270 826	145 190 332	163 234 636	183 896 063	208 103 194	555 233 893
30	Taxe sur les Activités Financières	12 451 839	13 689 677	14 105 335	14 541 521	15 009 171	43 656 028
31	Taxe/Convention d'Assurance	2 849 984	3 190 768	3 366 260	3 523 588	3 694 852	10 584 701
32	Taxe sur les Véhicules des Sociétés	23 318	0	0	0	0	0
33	Taxe spéc. sur la fabric. et le commerce des boissons	216	0	0	0	0	0
34	Taxe sur les Produits des Jeux de Hasard	1 464 852	1 748 400	1 941 768	2 160 488	2 413 572	6 515 828
35	**Droits d'Accises**	**55 872 637**	**58 709 079**	**61 644 533**	**65 311 698**	**68 607 330**	**195 563 561**
36	Droits d'Accises/Produits Pétroliers	32 172 626	34 168 797	35 877 237	38 256 037	40 198 886	114 332 160
37	*dont SAFER*	17 205 685	17 100 387	18 400 920	19 623 917	20 516 130	58 540 967
38	Autres Droits d'Accises	23 700 011	24 540 282	25 767 296	27 055 661	28 408 444	81 231 401
39	**AUTRES IMPÔTS INDIRECTS**	**199 752**	**269 937**	**270 916**	**279 043**	**287 414**	**837 373**
40	Taxe à l'Emission des Billets d'Avion (TEBA)	*199 752*	*269 937*	*270 916*	*279 043*	*287 414*	837 373
41	**AUTRES RECETTES FISCALES**	**15 022 525**	**14 574 322**	**14 932 759**	**15 300 282**	**15 677 128**	**45 910 169**
42	Droits de Timbres	3 428 325	3 135 194	3 235 105	3 338 200	3 444 580	10 017 885
43	Droits D'enregistrement	8 567 569	10 459 041	10 688 165	10 922 308	11 161 580	32 772 053
44	Amendes et Pénalités	3 026 630	980 087	1 009 490	1 039 774	1 070 968	3 120 231
45	Autres						0
46	**COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**	**373 987 193**	**393 973 812**	**440 091 224**	**497 114 973**	**561 918 197**	**1 499 124 394**
47	**DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION**	**161 133 595**	**167 218 052**	**195 639 016**	**230 122 351**	**269 265 287**	**695 026 654**
48	Droit de douane	125 234 882	130 940 333	149 676 120	171 488 176	193 610 151	514 774 448
49	Redevance Statistique	30 187 695	29 906 987	38 827 532	50 622 699	66 615 792	156 066 022
50	Timbre douanier	387 306	385 377	426 876	473 693	527 720	1 428 289

N°	INTITULE	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total 2023-2025
51	Cartes et vignettes	413 774	746 027	885 727	1 054 650	1 263 830	3 204 207
52	Taxe de protection et d'entretien des infrastructures 80 %	4 909 938	5 239 328	5 822 760	6 483 134	7 247 794	19 553 688
53	**IMPOTS ET TAXES INTERIEURS**	**202 193 716**	**211 484 953**	**230 600 739**	**251 829 223**	**275 938 671**	**758 368 633**
54	Taxe sur la valeur Ajoutée (TVA)	202 193 716	211 484 953	230 600 739	251 829 223	275 938 671	758 368 633
56	**AUTRES RECETTES FISCALES**	**6 512 762**	**11 260 066**	**8 785 167**	**9 945 107**	**11 339 400**	**30 069 674**
57	Produits des crédits en douane 10%	11 703	11 254	12 546	14 038	14 952	41 535
58	Prélèvement National de Solidarité	5 281 134	5 626 891	6 548 010	7 639 708	8 964 332	23 152 050
59	Entrepôts fictifs 10 %	147	200	218	237	258	714
60	Amendes et penalités	186 941	659 473	878 099	904 442	931 575	2 714 115
61	Confiscations et ventes en douane	1 032 838	4 962 248	1 346 294	1 386 683	1 428 283	4 161 260
62	**TAXE A L'EXPORTATION**	**4 147 121**	**4 010 741**	**5 066 302**	**5 218 291**	**5 374 840**	**15 659 434**
63	Taxe spéciale de réexportation	4 147 121	4 010 741	5 066 302	5 218 291	5 374 840	15 659 434
64	**RECETTES NON-FISCALES**	**58 031 684**	**63 719 437**	**60 067 946**	**61 806 711**	**63 506 711**	**168 101 368**
65	**REVENUS DE L'ENTREPRISE ET DU DOMAINE**	**19 597 487**	**25 279 180**	**29 228 667**	**29 978 667**	**29 978 667**	**89 186 001**
66	Produits des participations financières (dividendes)	14 690 166	19 746 822	21 839 303	22 589 303	22 589 303	67 017 909
67	Loyers d'immeubles	59 347	322 530	284 530	284 530	284 530	853 590
68	Produits de l'adjudication des biens réformés de l'Etat	0	234 585	0	0	0	0
69	Redevances minières	1 660 087	1 756 783	2 006 374	2 006 374	2 006 374	6 019 122
70	Redevances de Dévpt des Infrastructures Aéroportuaires (RDIA)	2 755 420	2 758 460	4 678 460	4 678 460	4 678 460	14 035 380
71	Redevances téléphoniques	0	0	0	0	0	0
72	Autres recettes domaniales	432 467	460 000	420 000	420 000	420 000	1 260 000
73	**DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS**	**13 537 406**	**13 434 700**	**11 739 279**	**12 598 044**	**13 198 044**	**37 535 367**
74	Régies de recettes	6 469 358	6 184 700	7 539 279	8 298 044	8 798 044	24 635 367
75	Autres droits et frais administratifs (ANTASER, RDI, ARCEP etc.)	6 567 288	6 600 000	3 550 000	3 650 000	3 750 000	10 950 000
76	Rescettes consulaires	500 760	650 000	650 000	650 000	650 000	1 950 000

N°	INTITULE	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total 2023-2025
77	Autres recettes de services	0	0	0	0	0	0
78	**PRODUITS FINANCIERS**	**10 072 724**	**12 638 634**	**7 340 000**	**7 450 000**	**7 450 000**	**22 240 000**
79	Intérêts et Com./dettes avalisées de l'Etat	503 902	1 210 000	190 000	200 000	150 000	540 000
80	Produits divers (commissions sur transferts BCEAO)	8 599 191	10 858 275	6 500 000	6 500 000	6 500 000	19 500 000
81	Autres produits financiers (gains de change et Intérêts des placements)	969 631	570 359	650 000	750 000	800 000	2 200 000
82	**AUTRES RECETTES NON FISCALES**	**14 824 068**	**12 366 923**	**11 760 000**	**11 780 000**	**12 880 000**	**19 140 000**
83	Autres recettes non fiscales (SRT, Pénalité ,PADSP, Divers reversements)	13 844 259	12 041 923	11 410 000	11 400 000	12 500 000	18 030 000
84	Recettes en atténuation de dépenses	979 809	325 000	350 000	380 000	380 000	1 110 000
85	**DONS**	**83 972 880**	**191 770 333**	**215 066 794**	**75 781 458**	**29 406 014**	**320 254 266**
86	Dons projets	82 972 880	161 808 867	203 095 579	63 810 243	29 406 014	296 311 836
87	Fonds de concours						0
88	Appuis budgétaires	1 000 000	29 961 466	11 971 215	11 971 215		23 942 430
89	**RESSOURCES DE TRESORERIE**	**622 092 916**	**802 439 666**	**766 244 711**	**680 525 082**	**637 606 626**	**2 084 376 420**
91	Titres publics	545 965 946	663 312 442	574 615 098	467 282 031	453 632 704	1 495 529 832
92	Emprunts - projets	76 126 970	113 092 224	131 629 613	153 243 052	183 973 923	468 846 587
93	Autres Emprunts		19 600 000	60 000 000	60 000 000	0	120 000 000
94	Droits de tirages spéciaux						0
95	Recettes de privatisation		6 435 000				0
96	**TOTALE DES RECETTES**	**1 543 673 199**	**1 872 646 694**	**1 953 476 832**	**1 840 346 297**	**1 878 159 507**	**5 654 702 636**

2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA)

2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique

N°	NATURE ECONOMIQUE DES DEPENSES	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025		Total 2023-2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1	**DEPENSES ORDINAIRES**	**0**	**757 409 270**	**0**	**887 656 558**	**0**	**945 118 664**	**0**	**944 956 982**	**0**	**931 278 007**	**0**	**2 821 353 653**
2	Charges financières de la dette		99 802 525		125 132 312		142 931 513		158 105 761		107 957 242	0	408 994 517
3	Dépenses de personnel		251 531 777		269 292 563		301 962 003		309 217 197		314 396 503	0	925 575 702
4	Dépenses en atténuation des recettes		132 665 646		134 067 258		146 956 406		166 542 908		180 782 000	0	494 281 314
5	Dépenses d'acquisition des biens et services		131 511 783		158 651 533		155 008 768		156 876 142		173 927 288	0	485 812 198
6	Dépenses de transferts courants		141 897 539		200 512 892		198 259 974		154 214 974		154 214 974	0	506 689 922
7	**DEPENSES EN CAPITAL**	**379 826 940**	**379 826 940**	**801 324 584**	**610 761 373**	**1 147 860 771**	**609 600 586**	**447 353 318**	**515 636 725**	**427 423 310**	**605 008 087**	**2 022 637 399**	**1 730 245 398**
8	Dépenses d'acquisition des immobilisations Hors PIP	63 191 938	63 191 938	121 964 700	121 964 700	31 378 042	31 378 042	30 200 290	30 200 290	30 963 865	30 963 865	92 542 198	92 542 198
9	**Projets d'investissement public (PIP)**	**316 635 002**	**316 635 002**	**679 359 884**	**488 796 673**	**1 116 482 728**	**578 222 544**	**417 153 028**	**485 436 434**	**396 459 445**	**574 044 221**	**1 930 095 201**	**1 637 703 200**
10	Ressources internes	157 535 152	157 535 152	288 646 903	213 895 582	727 151 875	243 497 352	203 848 783	268 383 139	241 909 119	360 664 285	1 172 909 778	872 544 776
11	**Ressources externes**	**159 099 850**	**159 099 850**	**390 712 981**	**274 901 091**	**389 330 853**	**334 725 192**	**213 304 245**	**217 053 295**	**154 550 325**	**213 379 937**	**757 185 423**	**765 158 423**
12	Emprunts	76 126 970	76 126 970	154 083 891	113 092 224	208 316 125	131 629 613	161 814 276	153 243 052	129 756 828	183 973 923	499 887 230	468 846 587
13	Dons	82 972 880	82 972 880	236 629 090	161 808 867	181 014 728	203 095 579	51 489 969	63 810 243	24 793 497	29 406 014	257 298 194	296 311 836
14	**TOTAL**	**379 826 940**	**1 137 236 210**	**801 324 584**	**1 498 417 931**	**1 147 860 771**	**1 554 719 250**	**447 353 318**	**1 460 593 707**	**427 423 310**	**1 536 286 094**	**2 022 637 399**	**4 551 599 051**

2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	2 414 081	2 466 234	2 426 939	2 845 935	2 445 073
120	Présidence de la République	2 002 563	1 813 369	1 887 475	1 888 160	1 920 864
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	27 200	53 676	70 147	72 588	74 014
130	Premier ministère	454 078	365 214	457 689	467 996	471 301
131	Secrétariat général du Gouvernement	31 416	113 304	128 147	129 759	131 803
140	Cour constitutionnelle	183 563	245 056	289 716	293 384	299 294
150	Cour suprême	502 429	486 283	764 445	718 016	681 724
160	Médiateur de la République	26 960	36 011	42 263	42 263	42 935
170	Cour des comptes	713 907	765 425	779 926	803 470	819 813
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	81 072	88 553	103 608	107 010	109 417
210	Ministère de l'économie et des finances	12 992 591	17 796 546	*11 086 855*	*12 322 036*	*11 069 743*
	Dont Dépenses communes	8 714 291	11 611 440	*4 697 440*	*5 997 440*	*4 697 440*
220	Ministère du plan et de la coopération	1 157 623	1 256 635	1 387 878	1 384 592	1 387 770
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	785 536	7 846 658	8 534 223	8 760 903	9 015 280
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	241 922	207 340	224 011	223 267	226 853
310	Ministère des armées	41 254 220	41 624 660	47 973 848	50 007 080	52 089 293
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	1 822 853	1 946 547	2 432 239	2 432 239	2 432 239
420	Ministère de la justice et de la législation	4 739 065	5 193 337	5 130 372	5 228 701	5 330 789
421	Conseil supérieur de la magistrature	33 600	39 994	39 048	39 048	39 048
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	15 605 737	14 727 181	19 244 392	19 145 619	19 201 057
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	129 266 739	128 431 140	149 037 250	149 871 088	150 585 409
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	488 738	816 167	849 541	836 923	860 838
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	22 463 622	26 720 721	30 274 181	32 654 659	35 520 024
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	1 500 204	1 335 818	1 620 772	1 665 015	1 722 481
720	Ministère de la communication et des médias	2 325 966	1 742 039	1 833 155	1 814 984	1 797 104
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	1 919 133	1 735 624	2 026 028	1 803 476	1 842 019
750	Ministère des sports et loisirs	250 173	544 227	619 159	613 491	611 198
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	426 753	441 664	529 831	457 752	464 478
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	1 762 743	4 040 989	5 367 086	5 861 766	6 404 202

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
		CP	CP	CP	CP	CP
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	374 180	342 188	375 520	345 987	351 634
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	43 364	255 891	284 039	289 550	295 720
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	707 849	628 215	773 516	795 989	819 149
821	Ministère de la promotion des investissements	60 042	62 482	62 794	64 642	66 535
830	Ministère des travaux publics	1 116 276	647 806	695 633	677 496	675 793
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	35 588	91 352	151 078	151 078	151 078
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	144 536	467 329	596 896	617 745	638 594
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	369 816	325 857	331 712	334 798	345 703
850	Ministère de la culture et du tourisme	815 768	774 008	855 461	863 509	860 621
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	2 147 059	2 472 533	2 321 237	2 236 669	2 238 796
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	49 225	37 070	36 920	36 965	43 513
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	193 588	256 331	259 138	260 006	259 412
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	51 089	57 833	51 542	53 894
TOTAL		**251 531 777**	**269 292 563**	**301 962 003**	**309 217 197**	**314 396 503**

2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	2 365 453	2 660 397	2 489 877	2 564 573	2 641 511
120	Présidence de la République	11 427 950	12 358 458	11 567 670	11 915 421	12 273 603
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	69 439	98 504	87 579	90 386	93 278
130	Premier ministère	692 255	875 478	821 954	846 613	872 011
131	Secrétariat général du Gouvernement	56 575	59 096	49 856	51 532	53 258
140	Cour constitutionnelle	43 328	87 049	82 697	85 177	87 733
150	Cour suprême	79 986	95 971	91 172	93 908	96 725
160	Médiateur de la République	47 870	349 615	47 134	48 548	50 005
170	Cour des comptes	250 486	297 924	287 028	293 579	302 386
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	0	0	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	211 588 782	230 508 201	*243 980 820*	*264 484 274*	*294 010 261*
	Dont Dépenses communes	210 623 405	229 345 970	*242 842 201*	*263 312 231*	*292 793 492*
220	Ministère du plan et de la coopération	248 172	254 799	253 059	260 321	267 800
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	4 013 980	5 800 680	7 304 646	7 523 965	7 749 864
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	53 801	69 316	61 850	63 886	65 982
310	Ministère des armées	20 597 442	21 009 494	20 210 663	20 813 893	21 435 220
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	366 846	424 162	432 854	445 537	458 600
420	Ministère de la justice et de la législation	704 743	776 864	744 515	766 950	790 059
421	Conseil supérieur de la magistrature	24 050	31 444	29 872	30 768	31 691
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	1 805 204	3 126 198	2 531 888	1 887 024	1 943 815
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	3 506 692	6 388 762	3 869 868	3 986 324	4 106 274
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	568 163	698 776	659 837	679 812	700 387
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	1 686 945	1 844 084	1 893 880	1 948 759	2 005 285
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	194 542	235 586	211 579	218 107	224 830

Sect °	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
		CP	CP	CP	CP	CP
720	Ministère de la communication et des médias	1 297 752	1 333 407	1 295 937	1 333 711	1 372 618
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	211 748	227 908	212 513	219 068	225 820
750	Ministère des sports et loisirs	214 187	249 658	151 631	156 060	160 622
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	90 217	99 749	108 762	112 204	115 751
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	492 512	569 056	736 603	758 881	781 828
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	131 198	174 247	140 535	144 931	149 459
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	56 990	66 158	66 850	68 736	70 678
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	147 338	366 851	243 008	247 479	252 083
821	Ministère de la promotion des investissements	68 134	106 425	95 104	98 137	101 261
830	Ministère des travaux publics	195 650	258 979	242 030	249 471	257 135
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	38 245	61 256	52 193	53 939	55 737
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	80 941	95 402	104 632	107 351	110 151
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	132 861	386 160	187 035	130 512	134 607
850	Ministère de la culture et du tourisme	233 382	244 918	226 672	233 652	240 842
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	159 464	164 924	153 678	160 378	167 219
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	45 657	65 991	56 691	58 572	60 509
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	188 447	196 844	181 002	186 612	192 390
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	0	0	0	0
TOTAL		**264 177 428**	**292 718 791**	**301 965 174**	**323 419 050**	**354 709 288**

2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	128 395	128 395	128 395	128 395	128 395
120	Présidence de la République	8 460 000	9 616 895	9 616 895	9 616 895	9 616 895
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
130	Premier ministère	14 946	15 000	15 000	15 000	15 000
131	Secrétariat général du Gouvernement	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
140	Cour constitutionnelle	0	0	0	0	0
150	Cour suprême	0	0	0	0	0
160	Médiateur de la République	0	0	0	0	0
170	Cour des comptes	0	0	0	0	0
180	Conseil économique et social	0	500 000	500 000	500 000	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	210 720	210 720	210 720	210 720	210 720
210	Ministère de l'économie et des finances	31 442 609	33 405 000	*37 580 000*	*37 550 000*	*37 550 000*
	Dont Dépenses communes	10 238 276	10 600 000	*14 600 000*	*14 600 000*	*14 600 000*
220	Ministère du plan et de la coopération	971 000	971 000	971 000	971 000	971 000
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	2 945 909	2 268 500	2 068 500	2 068 500	2 068 500
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	7 135 000	7 135 000	7 135 000	7 135 000	7 135 000
310	Ministère des armées	0	0	0	0	0
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	4 470 000	8 390 000	7 788 000	7 788 000	7 788 000
420	Ministère de la justice et de la législation	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
421	Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	870 000	870 000	2 170 000	2 170 000	2 170 000
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	9 283 379	11 810 904	8 860 904	8 860 904	8 860 904
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	36 538 299	38 853 299	34 053 299	34 053 299	34 053 299
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	12 783 315	13 532 567	13 817 942	13 817 942	13 817 942
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	1 888 573	2 202 246	2 492 246	2 492 246	2 492 246
720	Ministère de la communication et des médias	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	1 055 422	1 077 200	1 092 200	1 077 200	1 077 200
750	Ministère des sports et loisirs	2 716 014	4 063 257	2 070 000	2 070 000	2 070 000
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	820 000	820 000	820 000	820 000	820 000

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
		CP	CP	CP	CP	CP
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	5 625 000	12 115 000	12 015 000	6 015 000	6 015 000
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	0	0	20 000	20 000	20 000
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	10 499 278	48 298 229	48 465 193	10 465 193	10 465 193
821	Ministère de la promotion des investissements	0	100 000	100 000	100 000	100 000
830	Ministère des travaux publics	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	0	0	0	0	0
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	1 150 000	1 150 000	1 350 000	1 350 000	1 350 000
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
850	Ministère de la culture et du tourisme	495 000	495 000	535 000	535 000	535 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	100 000	100 000	300 000	300 000	300 000
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	200 000	200 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	0	0	0	0	0
921	Commission nationale des droits de l'homme	350 680	440 680	440 680	440 680	440 680
TOTAL		**141 897 539**	**200 512 892**	**198 259 974**	**154 214 974**	**154 214 974**

2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition des immobilisations hors PIP (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition d'Immobilisation HPIP									
		2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	71 182	71 182	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 276	109 276
120	Présidence de la République	195 510	195 510	200 000	200 000	206 000	206 000	212 180	212 180	218 545	218 545
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	10 999	10 999	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
130	Premier ministère	53 017	53 017	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
131	Secrétariat général du Gouvernement	13 657	13 657	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
140	Cour constitutionnelle	0	0	0	0	103 000	103 000	109 090	109 090	109 272	109 272
150	Cour suprême	19 989	19 989	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
160	Médiateur de la République	0	0	50 000	50 000	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523
170	Cour des comptes	0	0	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	12 115 221	12 115 221	9 307 115	9 307 115	22 799 691	22 799 691	21 302 859	21 302 859	21 806 122	21 806 122
	Dont Dépenses communes	*12 058 004*	*12 058 004*	*9 204 585*	*9 204 585*	*15 684 585*	*15 684 585*	*14 184 585*	*14 184 585*	*14 684 585*	*14 684 585*
220	Ministère du plan et de la coopération	15 603	15 603	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	238 838	238 838	350 000	350 000	360 500	360 500	371 315	371 315	382 454	382 454
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	99 897	99 897	150 000	150 000	154 500	154 500	159 135	159 135	163 909	163 909
310	Ministère des armées	48 674 757	48 674 757	105 500 000	105 500 000	3 234 000	3 234 000	3 329 790	3 329 790	3 428 454	3 428 454
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	26 469	26 469	150 000	150 000	302 000	302 000	311 135	311 135	320 544	320 544
420	Ministère de la justice et de la législation	14 899	14 899	100 000	100 000	110 340	110 340	113 430	113 430	116 615	116 615
421	Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	39 963	39 963	1 000 000	1 000 000	1 030 000	1 030 000	1 060 900	1 060 900	1 092 727	1 092 727
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	124 025	124 025	250 000	250 000	257 500	257 500	265 225	265 225	273 182	273 182

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition d'Immobilisation HPIP									
		2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	382 683	382 683	346 030	346 030	356 411	356 411	367 103	367 103	378 116	378 116
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	166 985	166 985	250 000	250 000	267 500	267 500	275 225	275 225	283 181	283 181
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	31 533	31 533	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
720	Ministère de la communication et des médias	53 814	53 814	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	25 025	25 025	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
750	Ministère des sports et loisirs	45 907	45 907	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	14 998	14 998	2 176 000	2 176 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	99 990	99 990	200 000	200 000	206 000	206 000	212 180	212 180	218 545	218 545
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	74 694	74 694	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	24 767	24 767	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	20 967	20 967	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
821	Ministère de la promotion des investissements	99 774	99 774	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
830	Ministère des travaux publics	213 468	213 468	70 000	70 000	72 100	72 100	74 263	74 263	76 491	76 491
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	24 951	24 951	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	24 785	24 785	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	99 011	99 011	150 000	150 000	94 000	94 000	159 135	159 135	163 909	163 909
850	Ministère de la culture et du tourisme	24 588	24 588	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	25 000	25 000	100 000	100 000	100 000	100 000	101 090	101 090	102 273	102 273
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	4 973	4 973	115 555	115 555	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	20 000	20 000	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		**63 191 938**	**63 191 938**	**121 964 700**	**121 964 700**	**31 378 042**	**31 378 042**	**30 200 290**	**30 200 290**	**30 963 865**	**30 963 865**

2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	600 000	600 000	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	500 000	500 000
120	Présidence de la République	873 564	873 564	3 350 250	3 350 250	4 035 637	3 434 720	4 614 557	4 814 557	9 588 968	9 471 601
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	1 250 106	1 250 106	0	0	0	0	0	0	0	0
130	Premier ministère	182 933	182 933	126 690	126 690	0	0	0	0	0	0
131	Secrétariat général du Gouvernement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
140	Cour constitutionnelle	372 447	372 447	1 151 408	1 151 408	0	570 881	0	0	0	0
150	Cour suprême	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
160	Médiateur de la République	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
170	Cour des comptes	0	0	6 717 703	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	0	0
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	54 847 931	54 847 931	49 792 696	49 792 695	48 110 623	48 110 623	23 325 241	23 325 241	23 670 671	23 670 671
	Dont Dépenses communes	46 263 603	46 263 603	32 162 703	32 162 702	43 000 000	43 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
220	Ministère du plan et de la coopération	1 039 206	1 039 206	7 659 944	7 659 944	11 769 050	11 172 955	11 230 000	11 530 000	8 440 000	8 736 095
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	4 193 125	4 193 125	12 409 001	11 831 191	21 478 185	20 878 602	14 750 000	10 795 000	6 625 000	3 250 000
310	Ministère des armées	2 517 908	2 517 908	47 268 787	41 798 039	68 360 112	48 113 491	47 105 564	48 258 268	69 316 252	79 041 318
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	5 629 404	5 629 404	7 830 570	7 830 570	14 871 141	14 871 141	6 377 867	6 377 867	16 113 708	16 113 708
420	Ministère de la justice et de la législation	0	0	0	0	9 570 650	900 000	1 217 444	3 077 231	0	2 055 617
421	Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	580 387	580 387	1 153 750	1 153 750	1 334 658	1 334 658	2 392 838	2 392 838	0	0
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	2 294 339	2 294 339	43 746 115	15 465 456	16 753 964	27 516 919	4 415 518	17 016 086	4 558 069	10 308 193

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 615 509	2 615 509	13 408 198	3 572 416	6 064 153	5 003 898	1 467 059	3 911 906	0	1 964 114
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	43 069 779	43 069 779	66 534 727	64 527 190	74 469 609	80 840 795	20 370 525	18 835 670	17 551 317	18 008 569
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	131 910	131 910	1 602 250	222 000	300 000	300 000	0	0	0	0
720	Ministère de la communication et des médias	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	37 938	37 938	72 000	72 000	110 000	110 000	1 085 932	1 085 932	1 780 000	1 780 000
750	Ministère des sports et loisirs	251 390	251 390	2 983 100	890 822	2 818 984	850 000	0	1 968 984	0	0
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	4 221 582	4 221 582	15 802 579	11 659 404	46 702 749	12 634 779	21 595 633	14 390 483	38 700 000	29 442 293
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	26 843 166	26 843 166	53 845 732	24 436 093	74 167 152	34 091 771	49 335 056	25 765 676	52 108 883	62 564 615
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	14 668 598	14 668 598	30 492 244	23 299 772	45 038 646	25 874 141	27 053 933	26 831 504	18 038 691	23 324 975
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	1 898 887	1 898 887	2 657 309	2 657 309	2 870 000	1 890 461	0	979 539	0	0
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	2 866 576	2 866 576	2 356 323	2 356 323	1 785 020	500 000	0	500 000	0	785 020
821	Ministère de la promotion des investissements	0	0	43 950	43 950	2 687 069	1 493 348	0	635 718	0	558 003
830	Ministère des travaux publics	77 448 267	77 448 267	96 021 068	99 743 638	378 972 097	96 696 582	24 282 940	99 935 346	21 500 000	111 200 482
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	6 361 296	6 361 296	36 647 542	18 542 994	143 580 485	31 377 650	33 735 675	62 296 209	32 152 942	89 353 234
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	8 063 741	8 063 741	67 792 069	12 526 238	20 756 638	20 121 142	39 589 306	23 000 000	0	5 608 515
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	30 264 473	30 264 473	73 499 180	48 104 839	60 471 929	60 471 929	44 284 612	44 284 611	52 086 216	52 086 216
850	Ministère de la culture et du tourisme	192 684	192 684	207 249	207 249	1 242 750	742 750	4 563 235	4 050 588	5 500 000	5 500 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	6 045 291	6 045 291	17 850 628	17 850 628	16 447 169	14 100 683	16 295 664	13 709 800	10 393 484	5 569 393
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	17 272 566	17 272 566	15 536 822	15 536 822	39 587 928	12 092 295	14 209 050	11 812 000	7 835 244	13 151 590
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		**316 635 005**	**316 635 005**	**679 359 884**	**488 796 673**	**1 116 482 728**	**578 222 544**	**417 153 028**	**485 436 434**	**396 459 445**	**574 044 221**

2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA)

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
INSTITUTIONS ET CREDITS GLOBAUX			**60 703 905**	**420 682 763**	**54 113 339**	**459 874 004**	**65 541 052**	**503 942 209**	**43 372 857**	**519 820 681**	**45 510 350**	**499 780 936**
INSTITUTIONS			**2 382 299**	**32 982 660**	**12 746 051**	**41 816 995**	**6 856 467**	**40 186 470**	**9 188 272**	**43 620 663**	**10 825 765**	**45 048 177**
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique de l'AN	671 182	5 579 111	900 000	6 155 026	754 000	5 799 211	306 090	5 844 993	609 276	5 824 255
120	Présidence de la République	Pilotage stratégique de la PR	1 069 074	22 959 587	3 550 250	27 338 972	4 241 637	26 712 760	4 826 737	28 447 213	9 807 513	33 501 508
130	Premier ministère	Pilotage stratégique du Premier ministère	235 950	1 397 230	226 690	1 482 382	103 000	1 397 643	106 090	1 435 699	109 273	1 467 585
131	Secrétariat Général du Gouvernement	Pilotage stratégique du SGG	13 657	105 647	50 000	226 400	51 500	233 503	53 045	238 336	54 636	243 697
140	Cour constitutionnelle	Pilotage stratégique de la Cour constitutionnelle	372 447	599 337	1 151 408	1 483 513	103 000	1 046 294	109 090	487 651	109 272	496 299
150	Cour suprême	Pilotage stratégique de la Cour suprême	19 989	602 403	50 000	632 254	51 500	907 117	53 045	864 969	54 636	833 085
160	Médiateur de la République	Pilotage stratégique du MR	0	74 830	50 000	435 626	25 000	114 397	25 750	116 561	26 523	119 463
170	Cour des comptes	Pilotage stratégique de la CdC	0	964 393	6 767 703	2 700 342	1 526 830	2 593 784	3 708 425	4 805 473	54 636	1 176 836
180	Conseil économique et social	Pilotage stratégique du CES	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	Pilotage stratégique de la HAAC	0	291 792	0	299 273	0	314 328	0	317 730	0	320 137
421	Conseil supérieur de la magistrature	Pilotage stratégique du CSM	0	57 650	0	71 438	0	68 920	0	69 816	0	70 739
921	Commission nationale des droits de l'homme	Pilotage stratégique de la	0	350 680	0	491 769	0	498 513	0	492 222	0	494 574

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		CNDH										
CREDITS GLOBAUX			**58 321 606**	**387 700 103**	**41 367 288**	**418 057 009**	**58 684 585**	**463 755 739**	**34 184 585**	**476 200 018**	**34 684 585**	**454 732 759**
210	Ministère de l'économie et des finances	Dotations 1 : Charges financières de la dette publique		99 802 525	0	125 132 312		142 931 513		158 105 761		107 957 242
		Dotations 2 : Dépenses communes ordinaires hors transferts	0	219 337 696	0	240 957 410	0	247 539 641	0	269 309 671	0	297 490 932
		Dotations 3 : Dépenses communes de transferts	0	10 238 276	0	10 600 000	0	14 600 000	0	14 600 000	0	14 600 000
		Dotations 4 : Dépenses communes d'investissement	58 321 606	58 321 606	41 367 288	41 367 287	58 684 585	58 684 585	34 184 585	34 184 585	34 684 585	34 684 585
MINISTERES			**319 123 038**	**716 553 450**	**747 211 245**	**1 038 543 927**	**1 082 319 719**	**1 050 777 041**	**403 980 461**	**940 773 026**	**381 912 960**	**1 036 505 158**
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	Pilotage et soutien des services de l'IFSI	6 999	49 876	46 500	134 879	26 500	133 913	43 020	154 007	50 636	164 957
		Inclusion financière	1 254 106	1 807 869	3 500	567 301	25 000	75 314	10 025	62 013	4 000	56 971
		Secteur informel	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000
		TOTAL	**1 261 105**	**1 857 745**	**50 000**	**702 180**	**51 500**	**709 226**	**53 045**	**716 019**	**54 636**	**721 928**
210	Ministère de l'économie et des finances	Pilotage et soutien aux services du MEF	9 138	1 175 705	17 999	1 791 412	2 134 162	3 486 014	2 349 335	3 726 116	3 695 340	5 113 260
		Mobilisation des ressources financières	0	19 553 803	0	19 801 214	0	20 049 653	0	20 050 543	0	20 051 459
		Gestion macroéconomique	1 595 204	1 841 972	2 192 669	2 564 664	3 005 839	3 350 939	1 006 014	1 321 102	6 195	325 642
		Programmation et gestion budgétaire	10 063	1 610 362	19 222	3 060 206	19 799	2 903 637	20 393	2 869 271	21 004	2 869 224

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	7 016 672	9 623 238	15 479 998	18 797 233	7 038 115	10 872 463	7 039 259	10 938 794	7 040 436	10 966 290
		Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	10 469	1 284 476	22 635	1 870 131	27 814	2 071 058	28 514	1 984 327	29 233	2 005 406
		TOTAL	**8 641 546**	**35 089 556**	**17 732 523**	**47 884 860**	**12 225 729**	**42 733 763**	**10 443 515**	**40 890 154**	**10 792 208**	**41 331 280**
220	Ministère du plan et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	15 603	811 269	100 000	744 810	83 000	708 964	106 090	735 873	109 273	746 527
		Planification du développement	1 039 206	2 591 570	7 659 944	9 129 157	10 963 924	12 494 559	11 230 000	12 760 258	8 440 000	9 970 258
		Coopération au développement	0	28 766	0	368 411	4 000	415 274	0	411 279	0	414 579
		Aménagement du territoire	0	0	0	0	821 126	269 094	0	344 593	0	340 574
		TOTAL	**1 054 809**	**3 431 605**	**7 759 944**	**10 242 378**	**11 872 050**	**13 887 892**	**11 336 090**	**14 252 003**	**8 549 273**	**11 471 938**
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	pilotage et soutien aux services du MAEIRTE	79 837	1 185 004	123 549	1 251 565	132 000	1 113 142	135 960	1 144 304	140 039	1 177 545
		Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	159 001	6 789 266	197 951	14 895 353	214 500	17 026 049	220 935	17 448 100	227 563	17 902 377

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	0	9 993	28 500	118 920	14 000	128 678	14 420	132 278	14 853	136 177
		TOTAL	**238 838**	**7 984 263**	**350 000**	**16 265 838**	**360 500**	**18 267 869**	**371 315**	**18 724 682**	**382 454**	**19 216 098**
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	50 000	185 177	90 000	240 502	94 500	238 900	99 135	244 485	103 909	248 883
		Développement à la base	1 594 793	4 196 898	10 018 323	12 244 500	20 624 444	22 617 133	14 750 000	13 387 448	6 625 000	5 843 319
		Jeunesse	2 648 229	7 341 671	2 450 678	6 907 845	913 741	5 597 931	60 000	4 744 356	60 000	4 749 542
		TOTAL	**4 293 022**	**11 723 746**	**12 559 001**	**19 392 847**	**21 632 685**	**28 453 964**	**14 909 135**	**18 376 289**	**6 788 909**	**10 841 744**
310	Ministère des armées	**DOTATION STRATÉGIQUE DE L'ARMÉE**	**47 889 346**	**50 311 501**	**143 417 584**	**145 839 739**	**45 637 788**	**48 059 943**	**44 983 283**	**47 405 438**	**69 743 866**	**72 166 021**
		Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	43 436	161 779	43 440	1 992 872	2 753 480	7 060 194	146 440	7 284 854	146 440	9 341 183
		Préparation et emploi des forces	1 690 458	19 658 350	2 225 218	22 498 911	22 926 944	26 326 336	5 029 731	26 728 972	2 578 500	35 160 479
		Soutien des forces	1 538 685	42 839 338	7 051 805	39 460 378	245 160	37 936 865	245 160	40 837 843	245 160	39 171 322
		Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	30 740	73 358	30 740	140 293	30 740	148 665	30 740	151 924	30 740	155 281
		TOTAL	**51 192 665**	**113 044 326**	**152 768 787**	**209 932 193**	**71 594 112**	**119 532 002**	**50 435 354**	**122 409 031**	**72 744 706**	**155 994 285**
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	21 969	687 012	112 000	596 799	285 500	678 357	294 635	692 927	304 044	707 935
		Décentralisation et déconcentration	3 442 309	9 005 220	7 666 538	17 041 714	14 839 641	23 945 288	6 346 367	15 453 826	11 448 566	20 557 891
		Gestion des affaires politiques, des associations	0	311 595	4 000	795 172	3 000	363 658	3 000	365 470	3 000	367 336

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		civiles et des processus électoraux										
		Culte et chefferie traditionnelle	2 191 595	2 311 746	198 032	307 594	3 000	733 611	3 000	735 423	3 000	737 289
		Développement des territoires	0	0	0	0	42 000	105 320	42 000	107 132	4 675 642	4 742 640
		TOTAL	**5 655 874**	**12 315 573**	**7 980 570**	**18 741 279**	**15 173 141**	**25 826 234**	**6 689 002**	**17 354 778**	**16 434 252**	**27 113 091**
420	Ministère de la justice et de la législation	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	11 900	2 212 974	68 900	1 198 309	9 665 990	1 581 570	1 315 874	3 790 591	101 615	2 800 689
		Administration de la justice	3 000	1 926 334	13 100	3 251 601	15 000	3 421 473	15 000	3 477 081	15 000	3 535 931
		Accès au droit et à la justice	0	58 234	3 000	137 439	0	179 398	0	182 202	0	185 387
		Administration pénitentiaire et réinsertion	0	1 421 166	15 000	1 642 852	0	1 862 786	0	1 896 438	0	1 931 073
		TOTAL	**14 899**	**5 618 707**	**100 000**	**6 230 201**	**9 680 990**	**7 045 227**	**1 330 874**	**9 346 312**	**116 615**	**8 453 080**
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	**DOTATION STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ**	**0**	**1 232 705**	**0**	**1 137 007**	**0**	**1 837 007**	**0**	**1 137 007**	**0**	**1 137 007**
		Pilotage et soutien des services du MSPC	30 000	1 345 468	870 000	3 020 877	853 000	1 133 342	960 900	1 297 129	1 092 727	1 489 417
		Sécurité intérieure et transfrontalière	328 105	15 257 548	606 508	14 622 689	796 622	21 064 709	2 155 130	22 323 377	0	20 149 872
		Protection civile	262 245	1 065 568	677 242	2 096 556	715 036	2 275 879	337 708	1 898 868	0	1 631 302
		TOTAL	**620 349**	**18 901 290**	**2 153 750**	**20 877 129**	**2 364 658**	**26 310 938**	**3 453 738**	**26 656 381**	**1 092 727**	**24 407 599**
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	Pilotage et soutien aux services du MEPSTA	60 913	47 294 308	117 938	22 117 887	682 500	20 238 153	251 835	20 531 834	259 390	20 599 907
		Enseignements Préscolaire et Primaire	48 116	84 380 784	34 560 602	83 730 424	12 360 450	98 907 270	0	93 967 401	800 000	90 279 459
		Enseignement	895 596	2 371 340	3 646 867	44 436 157	0	56 024 236	299 727	51 741 344	0	49 878 690

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		secondaire général										
		Enseignement technique et Formation professionnelle	1 413 739	9 732 131	5 667 708	11 350 377	3 965 514	13 642 820	4 126 091	13 028 463	3 768 678	12 644 751
		Artisanat	0	696 610	3 000	711 417	3 000	729 963	3 090	730 585	3 183	731 154
		TOTAL	**2 418 364**	**144 475 174**	**43 996 115**	**162 346 262**	**17 011 464**	**189 542 441**	**4 680 743**	**179 999 627**	**4 831 251**	**174 133 961**
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Pilotage et soutien des services du MESR	103 374	783 880	274 820	694 817	285 759	668 990	302 451	697 594	313 464	732 087
		Enseignement supérieur	393 724	37 198 840	34 160	39 831 583	33 844	35 046 733	27 844	35 040 959	27 844	35 056 991
		Recherche et innovation	2 501 094	2 610 671	13 445 248	3 760 288	6 100 961	5 207 263	1 503 867	4 110 490	36 808	2 167 676
		TOTAL	**2 998 192**	**40 593 392**	**13 754 228**	**44 286 688**	**6 420 564**	**40 922 986**	**1 834 162**	**39 849 043**	**378 116**	**37 956 754**
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS	166 985	21 619 275	145 500	7 392 716	160 500	4 420 000	165 015	4 702 236	169 665	5 028 345
		Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	30 121 138	44 471 158	29 413 593	60 117 158	43 313 858	92 942 336	389 610	41 898 103	232 298	44 236 799
		Couverture Santé Universelle	2 575 174	3 683 045	23 135 202	25 181 816	18 924 348	21 785 156	20 091 125	16 239 982	17 432 535	20 202 105
		Réponse aux urgences sanitaires	10 373 467	10 397 168	14 090 432	14 182 872	12 338 403	7 946 806	0	4 691 935	0	167 753
		TOTAL	**43 236 764**	**80 170 646**	**66 784 727**	**106 874 562**	**74 737 109**	**127 094 298**	**20 645 750**	**67 532 255**	**17 834 498**	**69 635 001**
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	Pilotage et soutien des services du MFPTDS	23 568	696 248	100 000	637 292	103 000	476 033	106 090	492 094	109 273	509 859
		Fonction publique	7 965	473 460	0	438 959	0	582 573	0	585 009	0	601 343
		Modernisation de l'administration publique	131 910	346 985	1 602 250	400 826	300 000	559 919	0	262 727	0	272 931
		Emploi	0	1 268 969	0	1 654 702	0	2 001 021	0	2 003 389	0	2 012 418
		Travail	0	961 100	0	963 871	0	1 108 050	0	1 138 239	0	1 152 279

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		TOTAL	**163 443**	**3 746 762**	**1 702 250**	**4 095 650**	**403 000**	**4 727 597**	**106 090**	**4 481 458**	**109 273**	**4 548 830**
720	Ministère de la communication et des médias	Pilotage et soutien des services du MCM	18 500	2 085 635	89 446	1 621 826	92 861	538 720	95 647	550 962	98 516	564 405
		Communication et information	35 314	2 341 897	10 554	2 303 620	10 139	3 443 372	10 443	3 453 823	10 756	3 464 590
		TOTAL	**53 814**	**4 427 532**	**100 000**	**3 925 446**	**103 000**	**3 982 092**	**106 090**	**4 004 785**	**109 273**	**4 028 995**
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	Pilotage et soutien aux services du ministère	25 025	1 586 594	100 000	1 497 861	103 000	1 675 596	106 090	1 500 979	109 273	1 536 413
		Promotion de l'action sociale	0	559 724	0	606 735	35 000	672 116	283 713	899 215	265 713	879 055
		Protection de l'enfant	0	329 973	0	332 297	0	362 611	0	373 566	0	387 345
		Genre et promotion de la femme	37 938	603 708	72 000	586 931	75 000	634 946	802 219	1 320 579	1 514 287	2 034 060
		Alphabétisation et éducation non formelle	0	169 267	0	188 908	0	198 472	0	197 428	0	197 438
		TOTAL	**62 963**	**3 249 266**	**172 000**	**3 212 732**	**213 000**	**3 543 741**	**1 192 022**	**4 291 766**	**1 889 273**	**5 034 312**
750	Ministère des sports et loisirs	pilotage et soutien aux services du MSL	45 907	214 058	3 083 100	1 231 855	2 921 984	1 200 639	106 090	2 324 128	109 273	360 796
		Sports	251 390	3 263 613	0	4 616 109	0	2 564 179	0	2 561 572	0	2 561 411
		Loisirs	0	0	0	0	0	28 972	0	28 925	0	28 886
		TOTAL	**297 297**	**3 477 670**	**3 083 100**	**5 847 964**	**2 921 984**	**3 793 790**	**106 090**	**4 914 625**	**109 273**	**2 951 093**
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	10 499	304 225	2 173 000	2 441 937	96 500	444 935	99 090	381 529	102 273	396 706
		Information géographique	120 729	200 317	122 252	197 150	351 000	416 475	401 000	463 493	1 000	63 495
		Logement décent	314 930	571 739	749 889	967 841	8 504 500	3 021 401	12 005 000	6 242 739	25 005 000	16 191 834
		Cadre de vie	3 790 422	4 497 268	14 933 438	11 589 889	37 853 749	10 313 561	9 196 633	8 798 768	13 701 000	14 299 760
		TOTAL	**4 236 580**	**5 573 550**	**17 978 579**	**15 196 817**	**46 805 749**	**14 196 372**	**21 701 723**	**15 886 529**	**38 809 273**	**30 951 795**
810	Ministère de l'agriculture, de	Pilotage et soutien	443 492	2 361 124	265 716	3 125 120	1 206 000	4 020 615	2 212 180	5 053 591	718 545	5 298 325

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	l'élevage et du développement rural	des services du MAEDR										
		Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	3 065 751	3 811 563	14 826 921	5 901 971	17 931 706	8 412 397	5 765 262	8 005 654	6 560 000	10 636 709
		Amélioration de la productivité et valorisation des produits	18 214 648	22 446 459	32 555 067	24 070 273	41 653 140	26 641 503	18 739 808	13 493 466	29 843 769	45 024 408
		Sécurité alimentaire et résilience des populations	5 219 265	6 204 265	6 398 028	8 263 774	13 582 306	13 341 945	22 829 986	12 060 792	15 205 114	15 024 748
		TOTAL	**26 943 156**	**34 823 411**	**54 045 732**	**41 361 138**	**74 373 152**	**52 416 460**	**49 547 236**	**38 613 503**	**52 327 428**	**75 984 190**
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	Pilotage et soutien des services du MEHV	74 694	471 513	100 000	580 853	103 000	582 503	106 090	566 544	109 273	577 311
		Gestion intégrée des ressources en eau	149 757	182 475	205 288	594 863	200 000	237 003	685 837	719 864	0	34 933
		Approvisionnement en eau potable	12 665 728	12 718 033	30 286 956	22 409 354	44 838 646	25 584 316	17 617 524	24 161 194	18 038 691	20 337 702
		Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excrétas	1 853 113	1 926 649	0	381 137	0	139 375	8 750 572	2 030 911	0	3 035 395
		TOTAL	**14 743 292**	**15 298 670**	**30 592 244**	**23 966 207**	**45 141 646**	**26 543 197**	**27 160 023**	**27 478 512**	**18 147 964**	**23 985 341**
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	Pilotage et soutien aux services du ministère	12 389	87 482	33 000	181 118	33 500	188 401	34 535	192 161	34 578	194 999
		Transport maritime	1 252 735	1 263 641	155 515	226 758	1 809 000	929 746	9 270	1 091 342	10 049	114 893
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	559 815	574 171	2 418 794	2 511 656	1 079 000	1 186 127	9 240	119 271	10 009	123 047
		Développement et protection du littoral	98 715	98 715	100 000	109 826	0	8 576	0	8 096	0	8 096

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		TOTAL	**1 923 654**	**2 024 009**	**2 707 309**	**3 029 358**	**2 921 500**	**2 312 850**	**53 045**	**1 410 870**	**54 636**	**441 034**
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	Pilotage et soutien des services du MCICL	380 130	814 089	587 800	1 182 934	78 500	347 140	81 100	355 715	83 783	364 580
		Commerce	2 424 116	13 083 321	1 667 023	50 204 410	16 000	48 045 036	16 320	10 060 230	16 646	10 075 871
		Industrie	83 298	344 599	201 500	362 274	1 789 520	753 632	4 590	757 578	4 682	1 046 655
		Secteur prive	0	0	0	0	4 000	938 909	4 080	941 229	4 162	943 611
		TOTAL	**2 887 543**	**14 242 009**	**2 456 323**	**51 749 618**	**1 888 020**	**50 084 717**	**106 090**	**12 114 752**	**109 273**	**12 430 718**
821	Ministère de la promotion des investissements	Pilotage et soutien des services du MPI	99 774	227 950	100 000	258 248	103 000	250 240	106 090	257 891	109 273	265 763
		Promotion des investissements	0	0	43 950	154 609	2 687 069	1 604 006	0	746 697	0	669 309
		TOTAL	**99 774**	**227 950**	**143 950**	**412 857**	**2 790 069**	**1 854 246**	**106 090**	**1 004 587**	**109 273**	**935 072**
830	Ministère des travaux publics	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	4 262 813	5 153 057	50 000	930 875	43 550	482 716	24 132	460 426	39 100	477 287
		Réseaux de routes nationales	72 087 287	72 664 602	91 966 623	94 320 044	378 524 981	96 656 211	20 543 500	100 289 285	21 537 391	111 552 001
		Bâtiments publics	1 311 635	1 316 003	4 074 445	5 629 504	475 666	727 418	3 789 571	346 865	0	340 613
		TOTAL	**77 661 736**	**79 133 662**	**96 091 068**	**100 880 423**	**379 044 197**	**97 866 345**	**24 357 203**	**101 096 576**	**21 576 491**	**112 369 901**
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	0	52 861	0	92 102	0	140 908	0	143 079	0	144 052
		Développement et extension du réseau des pistes rurales	6 386 247	6 407 219	36 697 542	18 653 500	143 631 985	31 491 513	33 788 720	62 411 192	32 207 578	89 470 633
		TOTAL	**6 386 247**	**6 460 080**	**36 697 542**	**18 745 602**	**143 631 985**	**31 632 421**	**33 788 720**	**62 554 271**	**32 207 578**	**89 614 685**
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	Pilotage et soutien des services du MTRAF	24 785	120 495	50 000	202 523	21 500	187 638	53 045	224 404	54 636	231 297

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Transport aérien	80 000	651 190	0	757 259	1 655 496	2 031 828	0	1 649 731	0	1 042 186
		Transports routiers et ferroviaires	7 983 741	8 692 318	67 792 069	13 329 187	19 131 142	20 004 704	39 589 306	23 254 006	0	6 488 413
		TOTAL	**8 088 526**	**9 464 003**	**67 842 069**	**14 288 969**	**20 808 138**	**22 224 170**	**39 642 351**	**25 128 141**	**54 636**	**7 761 896**
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	Pilotage et Soutien	57 699	536 054	86 035	518 671	40 500	274 844	85 635	272 832	90 409	285 015
		Mines	2 562 016	2 617 295	63 965	1 562 859	521 500	821 988	542 896	835 538	1 006 988	1 304 779
		Energie	27 743 769	27 832 812	73 499 180	47 005 326	60 003 929	60 107 844	43 815 216	43 920 686	51 152 728	51 260 641
		TOTAL	**30 363 484**	**30 986 161**	**73 649 180**	**49 086 856**	**60 565 929**	**61 204 676**	**44 443 747**	**45 029 056**	**52 250 125**	**52 850 435**
850	Ministère de la culture et du tourisme	Pilotage et soutien aux services du MCT	24 588	1 089 501	100 000	753 562	103 000	767 150	106 090	781 698	109 273	786 943
		Culture	0	454 065	107 249	757 926	0	724 424	0	723 467	0	725 266
		Tourisme	192 684	217 856	100 000	309 687	1 242 750	971 309	4 563 235	4 283 673	5 500 000	5 733 526
		TOTAL	**217 272**	**1 761 423**	**307 249**	**1 821 175**	**1 345 750**	**2 462 883**	**4 669 325**	**5 788 838**	**5 609 273**	**7 245 735**
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Pilotage et soutien aux services du MERF	369 593	1 623 757	354 745	915 760	640 879	958 009	641 969	1 240 823	1 395 525	1 252 940
		Gestion durable des écosystèmes	2 537 304	3 544 342	3 303 884	5 208 838	4 838 000	3 727 305	7 328 200	6 066 896	8 125 500	6 124 219
		Environnement et climat	3 163 394	3 308 714	14 291 999	14 563 487	11 068 290	12 290 283	8 426 585	9 200 218	974 732	1 000 522
		TOTAL	**6 070 291**	**8 476 814**	**17 950 628**	**20 688 085**	**16 547 169**	**16 975 598**	**16 396 754**	**16 507 937**	**10 495 757**	**8 377 681**
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	Pilotage et soutien aux services du MENTD	4 973	87 188	50 000	137 349	51 500	137 111	53 045	140 582	54 636	150 658
		Infrastructures numériques et postales	16 679 909	16 889 576	6 255 000	6 466 720	13 486 985	817 478	0	205 000	0	205 000
		Digitalisation des activités économiques et sociales	592 657	595 657	9 347 377	9 351 369	26 100 943	13 182 817	14 209 050	13 515 000	7 835 244	14 854 590
		TOTAL	**17 277 539**	**17 572 421**	**15 652 377**	**15 955 438**	**39 639 428**	**14 137 406**	**14 262 095**	**13 860 582**	**7 889 880**	**15 210 248**
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	20 000	267 374	50 000	269 513	51 500	277 442	53 045	285 460	54 636	286 346

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	de la République	Droits de l'homme	0	25 341	0	48 087	0	45 217	0	46 480	0	47 952
		Consolidation de la démocratie et de la paix	0	46 151	0	35 332	0	24 063	0	22 104	0	23 037
		Citoyenneté	0	0	0	112 656	0	110 893	0	112 314	0	112 875
		Relation avec les institutions de la République	0	63 169	0	37 587	0	34 025	0	33 305	0	36 228
		TOTAL	**20 000**	**402 034**	**50 000**	**503 175**	**51 500**	**491 640**	**53 045**	**499 663**	**54 636**	**506 438**
TOTAL GENERAL			**379 826 943**	**1 137 236 213**	**801 324 584**	**1 498 417 931**	**1 147 860 771**	**1 554 719 250**	**447 353 318**	**1 460 593 707**	**427 423 310**	**1 536 286 094**

2.5. Programmes et dotations au sens de la LOLF

Selon la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 27 juin 2014 à son article 12 : "Les lois de finances répartissent les crédits budgétaires qu'elles ouvrent entre les différents ministères et institutions constitutionnelles. A l'intérieur des ministères, ces crédits sont décomposés en programmes.

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. A ces programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Ces résultats, mesurés notamment par des indicateurs de performance, font l'objet d'évaluations régulières et donnent lieu à un rapport annuel de performance élaboré en fin d'exercice par les ministères et institutions constitutionnelles concernées".

L'article 13 de ladite loi prévoie que : "…Sans préjudice de leurs missions de contrôle et de vérification de la régularité des opérations financières, les corps et institutions de contrôle, ainsi que la Cour des comptes, contrôlent les résultats des programmes et en évaluent l'efficacité, l'économie et l'efficience".

Enfin, l'article 14 de la LOLF stipule que : " Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont inscrits en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir des dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politique publique ou des critères de performance.

Font l'objet de dotations :

- les crédits destinés aux pouvoirs publics pour chacune des institutions constitutionnelles qui couvrent pour chacune de ces institutions les dépenses de personnel, de biens et services, de transfert et d'investissement directement nécessaires à l'exercice de ses fonctions constitutionnelles ;
- les crédits globaux pour des dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'avals et de garanties ;
- les charges financières de la dette de l'Etat.

Ainsi, les crédits répartis en dotation ne font pas l'objet de définition d'objectif, ni d'indicateur de performance permettant de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs.

Conformément aux dispositions de la LOLF devant régir le budget programme 2023-2025, les dotations ont été présentées par nature de dépense (personnel, biens et services, transferts et investissements) et par source de financement sur le moyen terme.

Toutefois, pour tenir compte de la spécificité de l'intervention de certains ministères, il a été jugé opportun de regrouper des crédits de ces ministères (qui ne devraient pas faire l'objet de définition d'objectifs et d'évaluation) au sein d'une dotation.

La présentation des allocations dans le budget programme 2023-2025 se présente dans le tableau suivant :

2.6. Comptes d'affectation spéciale (CAS)

ETAT RECAPITULATIF DES RECETTES DES CAS

CODE	LIBELLE DU CAS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025		Total 2023-2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle													
	FNAFPP		494 537		1 439 689		1 625 011		1 720 762		1 826 094	0	5 171 867
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie													
	FSDH		347 053		1 081 689		1 844 072		1 260 762		1 366 094	0	4 470 928
Ministère de l'industrie et du tourisme													
	FPDT		250 000		142 804		500 000		500 000		500 000	0	1 500 000
Ministère de l'environnement des ressources forestières													
	FNDF		422 670		475 000		475 000		475 000		475 000	0	1 425 000
	TOTAL	**0**	**1 514 260**	**0**	**3 139 182**	**0**	**4 444 083**	**0**	**3 956 524**	**0**	**4 167 188**	**0**	**12 567 795**

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DES CAS

CODE	LIBELLE DU CAS	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025		Total 2023-2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle													
	FNAFPP	41 029	494 537	131 000	1 439 689	92 000	1 625 011	80 000	1 720 762	78 000	1 826 094	250 000	5 171 867
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie													
	FSDH	234 200	347 053	844 856	1 081 689	1 547 289	1 844 072	1 010 979	1 260 762	1 116 311	1 366 094	3 674 579	4 470 928
Ministère de l'industrie et du tourisme													
	FPDT	214 835	250 000	23 454	142 804	304 764	500 000	304 764	500 000	304 764	500 000	914 292	1 500 000
Ministère de l'environnement des ressources forestières													
	FNDF	340 624	422 670	407 050	475 000	241 108	475 000	241 108	475 000	241 108	475 000	723 324	1 425 000
	TOTAL	**830 688**	**1 514 260**	**1 406 360**	**3 139 182**	**2 185 161**	**4 444 083**	**1 636 851**	**3 956 524**	**1 740 183**	**4 167 188**	**5 562 196**	**12 567 795**

3. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION

3.1. BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION

3.1.1. Assemblée nationale (Section 110)

Comme les années précédentes, les prévisions budgétaires 2023-2025 de l'Assemblée nationale tiennent non seulement compte des taux d'exécution des budgets passés mais aussi des nouveaux besoins de l'institution, ceci dans le respect de la lettre de cadrage du premier ministre.

❖ Mission de l'institution

Selon l'article 51 de la Constitution, le pouvoir législatif est exercé par le parlement composé de l'Assemblée nationale et le Sénat. La mission de l'Assemblée nationale est de voter les lois et de contrôler l'action gouvernementale (Article 81 de la Constitution).

❖ Politiques sectorielles et les stratégies

L'Assemblée nationale se veut, à l'horizon 2023 une institution dynamique, moderne, compétente et innovante afin de garantir des services de haute qualité aux députés dans leur mission constitutionnelle et conformément au plan stratégique de développement (PSD) de l'Assemblée nationale en cours de finalisation.

❖ Contraintes et défis de l'institution

- ✓ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023 opérés par l'institution
- ✓ Amélioration du cadre de travail parlementaire à travers la construction d'une salle polyvalente ;
- ✓ Le renforcement des capacités des parlementaires et du personnel ;
- ✓ Le renforcement des équipement et matériels de travail ;
- ✓ Le recrutement du personnel pour l'efficacité du travail parlementaire.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de l'Assemblée nationale	71 182	4 979 112	900 000	5 843 785	754 000	5 799 211	306 090	5 844 993	609 276	5 824 255	**1 669 366**	**17 468 459**
Total des programmes		**71 182**	**4 979 112**	**900 000**	**5 843 785**	**754 000**	**5 799 211**	**306 090**	**5 844 993**	**609 276**	**5 824 255**	**1 669 366**	**17 468 459**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**4 907 930**	**0**	**4 943 785**	**0**	**5 045 211**	**0**	**5 538 903**	**0**	**5 214 979**	**0**	**15 799 093**
Personnel	0	2 414 082	0	2 404 993	0	2 426 939	0	2 845 935	0	2 445 073	0	7 717 947
Biens et Services	0	2 365 453	0	2 410 397	0	2 489 877	0	2 564 573	0	2 641 511	0	7 695 961
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	**71 182**	**71 182**	**900 000**	**900 000**	**754 000**	**754 000**	**306 090**	**306 090**	**609 276**	**609 276**	**1 669 366**	**1 669 366**
Dépenses d'investissement	71 182	71 182	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 276	109 276	318 366	318 366
Projets d'investissement	**0**	**0**	**800 000**	**800 000**	**651 000**	**651 000**	**200 000**	**200 000**	**500 000**	**500 000**	**1 351 000**	**1 351 000**
Investissement financés sur RI	0	0	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	500 000	500 000	1 351 000	1 351 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**71 182**	**4 979 112**	**900 000**	**5 843 785**	**754 000**	**5 799 211**	**306 090**	**5 844 993**	**609 276**	**5 824 255**	**1 669 366**	**17 468 459**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**71 182**	**4 979 112**	**900 000**	**5 843 785**	**754 000**	**5 799 211**	**306 090**	**5 844 993**	**609 276**	**5 824 255**	**1 669 366**	**17 468 459**
Hors Projets	71 182	4 979 112	100 000	5 043 785	103 000	5 148 211	106 090	5 644 993	109 276	5 324 255	**318 366**	**16 117 459**
Projets	0	0	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	500 000	500 000	**1 351 000**	**1 351 000**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**71 182**	**4 979 112**	**900 000**	**5 843 785**	**754 000**	**5 799 211**	**306 090**	**5 844 993**	**609 276**	**5 824 255**	**1 669 366**	**17 468 459**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**4 907 930**	**0**	**4 943 785**	**0**	**5 045 211**	**0**	**5 538 903**	**0**	**5 214 979**	**0**	**15 799 093**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 414 082	0	2 404 993	0	2 426 939	0	2 845 935	0	2 445 073	0	7 717 947
Biens et Services	0	2 365 453	0	2 410 397	0	2 489 877	0	2 564 573	0	2 641 511	0	7 695 961
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	**71 182**	**71 182**	**900 000**	**900 000**	**754 000**	**754 000**	**306 090**	**306 090**	**609 276**	**609 276**	**1 669 366**	**1 669 366**
Dépenses d'investissement	71 182	71 182	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 276	109 276	318 366	318 366
Projets d'investissement	**0**	**0**	**800 000**	**800 000**	**651 000**	**651 000**	**200 000**	**200 000**	**500 000**	**500 000**	**1 351 000**	**1 351 000**
Investissement financés sur RI	0	0	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	500 000	500 000	1 351 000	1 351 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**71 182**	**4 979 112**	**900 000**	**5 843 785**	**754 000**	**5 799 211**	**306 090**	**5 844 993**	**609 276**	**5 824 255**	**1 669 366**	**17 468 459**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	17	84 143	16	79 598	18	81 225	15	66 382	15	69 506
Catégorie A2	30	114 188	30	119 610	28	113 564	27	109 482	26	108 621
Catégorie A3	4	13 189	4	13 931	4	14 487	4	14 713	4	15 390
Catégorie B	9	26 276	9	24 814	8	24 153	8	25 732	8	25 958
Catégorie C	14	29 307	14	27 818	12	26 323	12	23 448	10	23 305
Catégorie D	2	2 131	4	4 748	4	2 374	4	2 617	4	2 617
Contractuels	113	238 604	123	265 414	116	263 122	116	269 146	117	280 682
Volontaires	0	1 836 348	0	1 869 060	0	1 836 946	0	2 272 725	0	1 856 629
TOTAL	**189**	**2 414 082**	**200**	**2 404 993**	**190**	**2 426 939**	**186**	**2 845 935**	**184**	**2 445 073**

3.1.2. Présidence de la République (Section 120)

❖ Rappel sommaire de la mission de la Présidence de la République

La Présidence de la République exerce la plus haute fonction du pouvoir exécutif de l'Etat. Pour exercer cette fonction, les autres attributions constitutionnelles et exécuter son projet de société, le Président de la République dispose des services propres (Cabinet, Secrétariat Général, Etat-major particulier, collège de conseillers..) et des services rattachés (Inspection Générale d'Etat, Grande Chancellerie de l'Ordre National, ANR, HCRRUN, Haut Conseil pour la Mer, Haute Autorité de Prévention contre la Corruption et les Infractions Assimilées, Agence des Grands Projets, MIFA…….).

❖ Politiques et stratégies de la Présidence de la République

La Présidence de la République, en tant qu'institution constitutionnelle et première institution de souveraineté, ne dispose pas de politique publique et une partie de ses interventions est regroupée au sein d'une dotation : "**Pilotage stratégique du Président de la République**". Cette dotation est décrite dans le document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD). Cette dotation est déclinée en une (01) action dénommée **« Action présidentielle** ».

❖ Résumé succinct des contraintes et défis de la Présidence de la République

Afin de réaliser avec succès le DPPD 2023-2025, les défis ci-après doivent être relevés :

- opérationnalisation de l'organigramme des Responsables de mise en œuvre du DPPD ;
- utilisation efficace des outils de programmation du DPPD ;
- renforcement des capacités des acteurs de la Présidence de la République dans la mise en œuvre de la réforme budgétaire ;
- renforcement de l'intégration de la dimension "genre et équité" dans les actions de la Présidence de la République en vue de prendre en compte les besoins des groupes socio-spécifiques dans l'action présidentielle ;
- renforcement des appuis spécifiques en vue de la consolidation de la sécurité et du maintien de la paix au Togo.

❖ Choix stratégique et budgétaire de l'année 2023

Produit conformément aux orientations de la lettre de cadrage n° 233/2021/PM/CAB du 16 août 2021 du Premier Ministre, les choix budgétaires sont cohérents avec les axes prioritaires du Plan National de Développement (PND) 2018- 2023, précisément l'axe 3 "Moderniser le pays et renforcer ses structures". Il est basé sur l'approche de la gestion axée sur les résultats (GAR) consacrée par la loi organique N°2014-013 du 27 juin 2014.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation stratégique de la Présidence de la République	983 634	22 959 587	1 050 250	24 439 676	4 241 637	26 712 760	4 826 737	28 447 213	9 807 513	33 501 508	**18 875 887**	**88 661 481**
Total des programmes		**983 634**	**22 959 587**	**1 050 250**	**24 439 676**	**4 241 637**	**26 712 760**	**4 826 737**	**28 447 213**	**9 807 513**	**33 501 508**	**18 875 887**	**88 661 481**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**21 890 513**	**0**	**23 389 426**	**0**	**23 072 040**	**0**	**23 420 476**	**0**	**23 811 362**	**0**	**70 303 878**
Personnel	0	2 002 563	0	1 811 299	0	1 887 475	0	1 888 160	0	1 920 864	0	5 696 499
Biens et Services	0	11 427 950	0	11 991 232	0	11 567 670	0	11 915 421	0	12 273 603	0	35 756 694
Transferts Courants	0	8 460 000	0	9 586 895	0	9 616 895	0	9 616 895	0	9 616 895	0	28 850 685
Dépenses en capital	**983 634**	**1 069 074**	**1 050 250**	**1 050 250**	**4 241 637**	**3 640 720**	**4 826 737**	**5 026 737**	**9 807 513**	**9 690 146**	**18 875 887**	**18 357 603**
Dépenses d'investissement	195 510	195 510	200 000	200 000	206 000	206 000	212 180	212 180	218 545	218 545	636 725	636 725
Projets d'investissement	**788 124**	**873 564**	**850 250**	**850 250**	**4 035 637**	**3 434 720**	**4 614 557**	**4 814 557**	**9 588 968**	**9 471 601**	**18 239 162**	**17 720 878**
Investissement financés sur RI	788 124	873 564	850 250	850 250	1 255 917	655 000	430 000	630 000	1 338 968	1 221 601	3 024 885	2 506 601
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	2 779 720	2 779 720	4 184 557	4 184 557	8 250 000	8 250 000	15 214 277	15 214 277
Total des programmes par nature	**983 634**	**22 959 587**	**1 050 250**	**24 439 676**	**4 241 637**	**26 712 760**	**4 826 737**	**28 447 213**	**9 807 513**	**33 501 508**	**18 875 887**	**88 661 481**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**731 309**	**22 653 284**	**979 290**	**24 368 716**	**1 461 917**	**23 933 040**	**642 180**	**24 262 656**	**1 557 513**	**25 251 508**	**3 661 610**	**73 447 204**
Hors Projets	195 510	22 086 023	200 000	23 589 426	206 000	23 278 040	212 180	23 632 656	218 545	24 029 907	**636 725**	**70 940 603**
Projets	535 799	567 261	779 290	779 290	1 255 917	655 000	430 000	630 000	1 338 968	1 221 601	**3 024 885**	**2 506 601**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 779 720**	**2 779 720**	**4 184 557**	**4 184 557**	**8 250 000**	**8 250 000**	**15 214 277**	**15 214 277**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 779 720**	**2 779 720**	**4 184 557**	**4 184 557**	**8 250 000**	**8 250 000**	**15 214 277**	**15 214 277**
BM	0	0	0	0	2 779 720	2 779 720	4 184 557	4 184 557	8 250 000	8 250 000	**15 214 277**	**15 214 277**
TOTAL DE FINANCEMENT	**731 309**	**22 653 284**	**979 290**	**24 368 716**	**4 241 637**	**26 712 760**	**4 826 737**	**28 447 213**	**9 807 513**	**33 501 508**	**18 875 887**	**88 661 481**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**21 890 513**	**0**	**23 389 426**	**0**	**23 072 040**	**0**	**23 420 476**	**0**	**23 811 362**	**0**	**70 303 878**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 002 563	0	1 811 299	0	1 887 475	0	1 888 160	0	1 920 864	0	5 696 499
Biens et Services	0	11 427 950	0	11 991 232	0	11 567 670	0	11 915 421	0	12 273 603	0	35 756 694
Transferts Courants	0	8 460 000	0	9 586 895	0	9 616 895	0	9 616 895	0	9 616 895	0	28 850 685
Dépenses en capital	**983 634**	**1 069 074**	**1 050 250**	**1 050 250**	**4 241 637**	**3 640 720**	**4 826 737**	**5 026 737**	**9 807 513**	**9 690 146**	**18 875 887**	**18 357 603**
Dépenses d'investissement	195 510	195 510	200 000	200 000	206 000	206 000	212 180	212 180	218 545	218 545	636 725	636 725
Projets d'investissement	**788 124**	**873 564**	**850 250**	**850 250**	**4 035 637**	**3 434 720**	**4 614 557**	**4 814 557**	**9 588 968**	**9 471 601**	**18 239 162**	**17 720 878**
Investissement financés sur RI	788 124	873 564	850 250	850 250	1 255 917	655 000	430 000	630 000	1 338 968	1 221 601	3 024 885	2 506 601
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	2 779 720	2 779 720	4 184 557	4 184 557	8 250 000	8 250 000	15 214 277	15 214 277
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**983 634**	**22 959 587**	**1 050 250**	**24 439 676**	**4 241 637**	**26 712 760**	**4 826 737**	**28 447 213**	**9 807 513**	**33 501 508**	**18 875 887**	**88 661 481**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	26	0	25	0	25	0	24	0	24	0
Catégorie A2	155	0	155	0	152	0	152	0	143	0
Catégorie A3	10	0	10	0	10	0	10	0	10	0
Catégorie B	110	0	107	0	105	0	105	0	102	0
Catégorie C	36	0	38	0	32	0	30	0	28	0
Catégorie D	26	0	18	0	15	0	14	0	13	0
Contractuels	34	0	32	0	35	0	35	0	35	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**397**	**2 002 563**	**385**	**1 811 299**	**374**	**1 887 475**	**370**	**1 888 160**	**355**	**1 920 864**

3.1.3. Premier ministère (Section 130)

❖ Mission de la Primature

La Primature, entant qu'institution de la République, a pour mission la coordination et le suivi de l'action gouvernementale. Le cabinet du Premier ministre est la structure qui assiste le Premier ministre en matière de coordination de l'action gouvernementale. Il contribue à la conception et au suivi de l'exécution de la politique générale du gouvernement en relation avec le secrétariat général du gouvernement.

❖ Liste des politiques sectorielles et les stratégies de la primature

La Primature élabore la Politique générale du Gouvernement, laquelle est mise en œuvre dans sa phase opérationnelle par les ministères sectoriels.

Entant qu'institution de la République, la Primature est érigée en dotation intitulée : **"dotation stratégique de la primature".**

❖ Contraintes et défis de la primature

Comme contrainte essentielle de la Primature, on peut citer la stabilité du pays.

Le défi auquel est confrontée la primature se résume à la proactivité des ministères dans la mise en œuvre des actions gouvernementales, notamment la mise en application des textes (lois, décrets) adoptés en conseil des ministres.

❖ Choix stratégique et budgétaires de l'année 2023

La Primature, pour l'année 2023, entend poursuivre la coordination et le suivi de l'action gouvernementale.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Le responsable de la dotation de la Primature est Monsieur **Etsri HOMEVOR**, Directeur de cabinet du Premier ministre.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Pilotage et soutien : Renforcement des capacités organisationnelles et fonctionnelles de la Primature	235 949	1 397 228	226 690	1 406 281	103 000	1 397 643	106 090	1 435 699	109 273	1 467 585	**318 363**	**4 300 927**
Total		**235 949**	**1 397 228**	**226 690**	**1 406 281**	**103 000**	**1 397 643**	**106 090**	**1 435 699**	**109 273**	**1 467 585**	**318 363**	**4 300 927**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 161 279**	**0**	**1 179 591**	**0**	**1 294 643**	**0**	**1 329 609**	**0**	**1 358 312**	**0**	**3 982 564**
Personnel	0	454 078	0	354 113	0	457 689	0	467 996	0	471 301	0	1 396 986
Biens et Services	0	692 255	0	810 478	0	821 954	0	846 613	0	872 011	0	2 540 578
Transferts Courants	0	14 946	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	45 000
Dépenses en capital	**235 949**	**235 949**	**226 690**	**226 690**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	53 017	53 017	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**182 932**	**182 932**	**126 690**	**126 690**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	182 932	182 932	126 690	126 690	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**235 949**	**1 397 228**	**226 690**	**1 406 281**	**103 000**	**1 397 643**	**106 090**	**1 435 699**	**109 273**	**1 467 585**	**318 363**	**4 300 927**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**235 949**	**1 397 228**	**226 690**	**1 406 281**	**103 000**	**1 397 643**	**106 090**	**1 435 699**	**109 273**	**1 467 585**	**318 363**	**4 300 927**
Hors Projets	53 017	1 214 296	100 000	1 279 591	103 000	1 397 643	106 090	1 435 699	109 273	1 467 585	**318 363**	**4 300 927**
Projets	182 932	182 932	126 690	126 690	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**235 949**	**1 397 228**	**226 690**	**1 406 281**	**103 000**	**1 397 643**	**106 090**	**1 435 699**	**109 273**	**1 467 585**	**318 363**	**4 300 927**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 161 279**	**0**	**1 179 591**	**0**	**1 294 643**	**0**	**1 329 609**	**0**	**1 358 312**	**0**	**3 982 564**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	454 078	0	354 113	0	457 689	0	467 996	0	471 301	0	1 396 986
Biens et Services	0	692 255	0	810 478	0	821 954	0	846 613	0	872 011	0	2 540 578
Transferts Courants	0	14 946	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	45 000
Dépenses en capital	**235 949**	**235 949**	**226 690**	**226 690**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	53 017	53 017	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**182 932**	**182 932**	**126 690**	**126 690**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	182 932	182 932	126 690	126 690	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**235 949**	**1 397 228**	**226 690**	**1 406 281**	**103 000**	**1 397 643**	**106 090**	**1 435 699**	**109 273**	**1 467 585**	**318 363**	**4 300 927**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	3	15 800	3	15 929	3	17 732	4	18 374	4	18 694
Catégorie A2	11	45 300	11	45 266	11	50 600	10	52 565	10	53 148
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	9	24 297	9	24 297	9	27 639	9	28 565	9	29 724
Catégorie C	9	16 100	9	16 192	9	18 760	9	19 615	9	19 757
Catégorie D	7	8 400	7	8 447	7	10 052	7	10 551	7	10 551
Contractuels	7	11 253	7	11 253	7	11 253	7	11 253	7	11 253
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**46**	**454 078**	**46**	**354 113**	**46**	**457 689**	**46**	**467 996**	**46**	**471 301**

3.1.4. Secrétariat général du Gouvernement (Section 131)

❖ Mission du secrétariat général du Gouvernement (SGG)

Le secrétariat général du gouvernement est chargé d'assurer le bon fonctionnement et la régularité de l'action gouvernementale. Il assiste le Premier ministre dans sa mission de coordination et de suivi de l'action gouvernementale. Il est le conseiller juridique du gouvernement.

A ce titre, le secrétariat général du gouvernement organise le travail gouvernemental et veille au respect des procédures. Il prépare les dossiers du conseil des ministres en rapport avec le secrétariat général de la présidence de la République et assure le secrétariat du conseil des ministres.

Le secrétariat général du gouvernement coordonne la préparation des projets de loi et de règlements émanant des différents ministères ou institutions, examine leur exactitude juridique et formelle et vérifie la conformité de ces textes avec les dispositions constitutionnelles et normes internationales, ainsi que leur compatibilité avec la législation ou la réglementation en vigueur.

Il recueille les observations des départements ministériels concernés par les projets de loi, de décret et d'ordonnance et organise, si nécessaire, des réunions d'arbitrage sur ces textes.

❖ Liste des politiques sectorielles et les stratégies du SGG

Entant qu'entité de la Primature (une institution de la République), le SGG est érigé en dotation intitulée : «**Appui à la coordination et au suivi de l'action gouvernementale ».** A ce titre, le SGG ne dispose pas de politique sectorielle, ni de stratégie.

❖ Contraintes et défis du SGG

En terme de contraintes, le SGG fait face à l'insuffisance des enveloppes prévues pour les biens et services en vue de pouvoir créer des lignes budgétaires suivantes : frais de mission à l'intérieur, frais de mission à l'extérieur et frais de transport à l'extérieur.

Le défi auquel est confronté le SGG se résume à la proactivité des ministères dans l'élaboration et le suivi des textes (lois, décrets) à soumettre en conseil des ministres. Il se pose également de suivi des actions gouvernementales, notamment la mise en application des textes (lois, décrets) adoptés en conseil des ministres.

❖ Choix stratégique et budgétaires de l'année 2023

Entant qu'une dotation, le SGG pour l'année 2023, entend poursuivre l'appui à la coordination de l'action gouvernementale.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Le responsable de la dotation du SGG est Monsieur **Kanka-Malik NATCHABA**, ministre-secrétaire général du gouvernement.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation SGG : Appui à la coordination et au suivi de l'action gouvernementale	13 657	105 648	50 000	223 185	51 500	233 503	53 045	238 336	54 636	243 697	159 181	715 536
Total		**13 657**	**105 648**	**50 000**	**223 185**	**51 500**	**233 503**	**53 045**	**238 336**	**54 636**	**243 697**	**159 181**	**715 536**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**91 991**	**0**	**173 185**	**0**	**182 003**	**0**	**185 291**	**0**	**189 061**	**0**	**556 355**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	31 416	0	110 389	0	128 147	0	129 759	0	131 803	0	389 709
Biens et Services	0	56 575	0	58 796	0	49 856	0	51 532	0	53 258	0	154 646
Transferts Courants	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	12 000
Dépenses en capital	**13 657**	**13 657**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	13 657	13 657	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**13 657**	**105 648**	**50 000**	**223 185**	**51 500**	**233 503**	**53 045**	**238 336**	**54 636**	**243 697**	**159 181**	**715 536**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**13 657**	**105 648**	**50 000**	**223 185**	**51 500**	**233 503**	**53 045**	**238 336**	**54 636**	**243 697**	**159 181**	**715 536**
Hors Projets	13 657	105 648	50 000	223 185	51 500	233 503	53 045	238 336	54 636	243 697	**159 181**	**715 536**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**13 657**	**105 648**	**50 000**	**223 185**	**51 500**	**233 503**	**53 045**	**238 336**	**54 636**	**243 697**	**159 181**	**715 536**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**91 991**	**0**	**173 185**	**0**	**182 003**	**0**	**185 291**	**0**	**189 061**	**0**	**556 355**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	31 416	0	110 389	0	128 147	0	129 759	0	131 803	0	389 709
Biens et Services	0	56 575	0	58 796	0	49 856	0	51 532	0	53 258	0	154 646
Transferts Courants	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	12 000
Dépenses en capital	**13 657**	**13 657**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	13 657	13 657	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**13 657**	**105 648**	**50 000**	**223 185**	**51 500**	**233 503**	**53 045**	**238 336**	**54 636**	**243 697**	**159 181**	**715 536**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	8	40 200	9	40 200	9	45 199	9	46 041	9	48 085
Catégorie A2	3	12 154	3	12 154	3	13 692	3	14 462	3	14 462
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**15**	**31 416**	**12**	**110 389**	**12**	**128 147**	**12**	**129 759**	**12**	**131 803**

3.1.5. Cour constitutionnelle (Section 140)

❖ Missions de la Cour Constitutionnelle

La Cour constitutionnelle est la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle. Elle est juge de la constitutionnalité de la loi et elle garantit les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques. Elle est l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics. Elle est juge de la régularité des consultations référendaires, des élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Elle statue sur le contentieux de ces consultations et élections.

❖ Politiques sectorielles de la Cour Constitutionnelle

Les politiques sectorielles de la Cour constitutionnelle reposent sur des fondements juridique et stratégique au niveau national. Elles reposent également sur des principes directeurs et des valeurs qui guideront la Cour dans l'accomplissement de sa mission avec pour objectif d'améliorer la contribution de la Cour à la promotion de la paix, des droits de l'homme, de l'Etat de droit, de l'enracinement de la démocratie, de la protection des citoyens, de l'épanouissement et du bien-être des populations togolaises, de la cohésion sociale et de la croissance économique aux fins de garantir un développement harmonieux et inclusif.

Les politiques sectorielles stratégiques sont organisées autour de trois (03) priorités :

- Renforcer le cadre juridico-légal et le cadre institutionnel de la Cour.
- Renforcer les capacités opérationnelles pour une meilleure offre des services de la Cour.
- Améliorer le financement, le cadre partenarial de coopération et la communication de la Cour.

Ces priorités sont traduites en programmes, projets et actions stratégiques.

❖ Contraintes et défis de la cour constitutionnelle

- Autonomie financière limitée ne permettant pas à la Cour constitutionnelle d'entreprendre librement la réalisation de ses missions ;
- Rigidité des procédures de financement du ministère des Finances.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de la cour pour l'année 2023

Renforcer les capacités opérationnelles pour une meilleure offre des services de la Cour, avec pour choix budgétaire le financement de la construction du siège de l'Institution.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation Cour constitutionnelle	372 447	666 601	1 151 408	1 441 754	103 000	1 046 294	109 090	487 651	109 272	496 299	**321 362**	**2 030 243**
Total des programmes		**372 447**	**666 601**	**1 151 408**	**1 441 754**	**103 000**	**1 046 294**	**109 090**	**487 651**	**109 272**	**496 299**	**321 362**	**2 030 243**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**294 154**	**0**	**290 346**	**0**	**372 413**	**0**	**378 561**	**0**	**387 027**	**0**	**1 138 000**
Personnel	0	208 728	0	203 297	0	289 716	0	293 384	0	299 294	0	882 393
Biens et Services	0	85 426	0	87 049	0	82 697	0	85 177	0	87 733	0	255 607
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**372 447**	**372 447**	**1 151 408**	**1 151 408**	**103 000**	**673 881**	**109 090**	**109 090**	**109 272**	**109 272**	**321 362**	**892 243**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	103 000	103 000	109 090	109 090	109 272	109 272	321 362	321 362
Projets d'investissement	**372 447**	**372 447**	**1 151 408**	**1 151 408**	**0**	**570 881**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**570 881**
Investissement financés sur RI	372 447	372 447	1 151 408	1 151 408	0	570 881	0	0	0	0	0	570 881
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**372 447**	**666 601**	**1 151 408**	**1 441 754**	**103 000**	**1 046 294**	**109 090**	**487 651**	**109 272**	**496 299**	**321 362**	**2 030 243**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**744 894**	**1 039 048**	**2 302 816**	**2 593 162**	**103 000**	**1 617 175**	**109 090**	**487 651**	**109 272**	**496 299**	**321 362**	**2 601 124**
Hors Projets	0	294 154	0	290 346	103 000	475 413	109 090	487 651	109 272	496 299	**321 362**	**1 459 362**
Projets	744 894	744 894	2 302 816	2 302 816	0	1 141 762	0	0	0	0	**0**	**1 141 762**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**744 894**	**1 039 048**	**2 302 816**	**2 593 162**	**103 000**	**1 617 175**	**109 090**	**487 651**	**109 272**	**496 299**	**321 362**	**2 601 124**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**294 154**	**0**	**290 346**	**0**	**372 413**	**0**	**378 561**	**0**	**387 027**	**0**	**1 138 000**
Personnel	0	208 728	0	203 297	0	289 716	0	293 384	0	299 294	0	882 393
Biens et Services	0	85 426	0	87 049	0	82 697	0	85 177	0	87 733	0	255 607
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**372 447**	**372 447**	**1 151 408**	**1 151 408**	**103 000**	**673 881**	**109 090**	**109 090**	**109 272**	**109 272**	**321 362**	**892 243**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	103 000	103 000	109 090	109 090	109 272	109 272	321 362	321 362
Projets d'investissement	**372 447**	**372 447**	**1 151 408**	**1 151 408**	**0**	**570 881**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**570 881**
Investissement financés sur RI	372 447	372 447	1 151 408	1 151 408	0	570 881	0	0	0	0	0	570 881
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**372 447**	**666 601**	**1 151 408**	**1 441 754**	**103 000**	**1 046 294**	**109 090**	**487 651**	**109 272**	**496 299**	**321 362**	**2 030 243**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	2	0	7	0	11	0	11	0	11	0
Catégorie A2	3	0	7	0	9	0	9	0	9	0
Catégorie A3	0	0	1	0	3	0	3	0	3	0
Catégorie B	1	0	3	0	3	0	3	0	3	0
Catégorie C	2	0	8	0	8	0	8	0	8	0
Catégorie D	0	0	3	0	9	0	9	0	9	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**8**	**208 728**	**29**	**203 297**	**43**	**289 716**	**43**	**293 384**	**43**	**299 294**

3.1.6. Cour suprême (Section 150)

❖ Mission de la Cour Suprême

Institution de la République, la Cour suprême du Togo est, aux termes des dispositions de l'article 120 de la Constitution du 14 octobre 1992, la plus haute juridiction de l'Etat en matière judiciaire et administrative. Elle a pour mission de veiller à la bonne application de la règle de droit par les juridictions inférieures. En clair, la Cour suprême vérifie la conformité de la décision à la règle de droit, ce qui lui permet d'assurer l'unité d'interprétation et d'application de la loi. Les décisions de la Cour suprême présentent donc un grand intérêt pour la santé du droit nécessaire à l'amélioration du climat des affaires. La Cour suprême, à travers sa délicate mission, contribue au règne de la paix sociale en répondant précisément aux exigences d'une justice juste et protectrice des droits de l'Homme, facteurs de développement durable.

❖ Politiques sectorielles et stratégies de l'institution

Les stratégies de l'institution se résument en renforcement des capacités des structures qui l'animent.
Il s'agit du cabinet de la présidence de la Cour, les deux (02) chambres judiciaire et administrative qui la composent et le parquet général.

❖ Contraintes et défis de l'institution

- **Les contraintes sont entre autres** :
  - la non-adoption du projet de loi portant réorganisation et fonctionnement de la Cour suprême ;
  - la non-approbation du décret d'application portant aide juridictionnelle ;
  - l'insuffisance de ressources humaines ; la Cour suprême manque de ressources humaines pour doter ses différents services ;
  - l'insuffisance notoire du budget alloué à la Cour ;
  - l'inexistence d'infrastructures propres à la Cour suprême (siège de la Cour).
- **Les défis de l'institution**
  - La réduction des délais de traitement des dossiers ;
  - Le renforcement de l'accès équitable au droit et à la justice ;
  - La bonne application de la règle de droit par les juridictions inférieures.

❖ Choix stratégique et budgétaire de l'année 2023

Le projet d'informatisation des chaines judiciaires doit également être étendu à la Cour suprême pour répondre au renforcement de sa performance et à l'amélioration de l'accès au service public de la justice.

Ce choix stratégique va permettre la dématérialisation de toute la chaine allant de l'enrôlement et à la publication en ligne, à l'instar de ce qui se fait actuellement au niveau de la chaine commerciale du Tribunal de Lomé.

Dans ce cadre, les besoins en équipement informatique sont nécessaires pour la réalisation d'un tel projet.

Il importe également de souligner que ce système ne peut être mis en place sans des prérequis importants comme des infrastructures adéquates (la construction du siège de l'institution) et le personnel informaticien.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation stratégique de la Cour Suprême	19 989	602 404	50 000	619 108	51 500	907 117	53 045	864 969	54 636	833 085	**159 181**	**2 605 171**
Total des programmes		**19 989**	**602 404**	**50 000**	**619 108**	**51 500**	**907 117**	**53 045**	**864 969**	**54 636**	**833 085**	**159 181**	**2 605 171**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**582 415**	**0**	**569 108**	**0**	**855 617**	**0**	**811 924**	**0**	**778 449**	**0**	**2 445 990**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	502 429	0	473 137	0	764 445	0	718 016	0	681 724	0	2 164 185
Biens et Services	0	79 986	0	95 971	0	91 172	0	93 908	0	96 725	0	281 805
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**19 989**	**19 989**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	19 989	19 989	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**19 989**	**602 404**	**50 000**	**619 108**	**51 500**	**907 117**	**53 045**	**864 969**	**54 636**	**833 085**	**159 181**	**2 605 171**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**19 989**	**602 404**	**50 000**	**619 108**	**51 500**	**907 117**	**53 045**	**864 969**	**54 636**	**833 085**	**159 181**	**2 605 171**
Hors Projets	19 989	602 404	50 000	619 108	51 500	907 117	53 045	864 969	54 636	833 085	**159 181**	**2 605 171**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**19 989**	**602 404**	**50 000**	**619 108**	**51 500**	**907 117**	**53 045**	**864 969**	**54 636**	**833 085**	**159 181**	**2 605 171**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**582 415**	**0**	**569 108**	**0**	**855 617**	**0**	**811 924**	**0**	**778 449**	**0**	**2 445 990**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	502 429	0	473 137	0	764 445	0	718 016	0	681 724	0	2 164 185
Biens et Services	0	79 986	0	95 971	0	91 172	0	93 908	0	96 725	0	281 805
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**19 989**	**19 989**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	19 989	19 989	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**19 989**	**602 404**	**50 000**	**619 108**	**51 500**	**907 117**	**53 045**	**864 969**	**54 636**	**833 085**	**159 181**	**2 605 171**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	25	454799	25	415737	14	303486	5	65763	1	4451
Catégorie A2	4	14798	4	32563	9	34219	9	35452	9	36084
Catégorie A3	0	0	1	2800	1	3292	1	3292	1	3503
Catégorie B	8	28722	8	10915	6	24582	5	20441	4	16487
Catégorie C	1	1971	1	3976	2	4365	2	4365	2	4624
Catégorie D	1	1309	1	1745	1	1858	1	1858	1	1972
Contractuels	4	830	4	5401	2	5401	2	5401	2	5401
Hors hiérarchie	0	0	0	0	17	387242	23	581444	25	609202
TOTAL	**43**	**502 429**	**44**	**473 137**	**52**	**764 445**	**48**	**718 016**	**45**	**681 724**

3.1.7. Médiateur de la République (Section 160)

❖ Mission du Médiateur de la République

La mission dévolue du Médiateur de la République est de deux ordres :

- Au service de l'administré, le médiateur se présente comme un protecteur du citoyen contre la toute-puissance de l'administration.
- Au service de l'administration, il se présente comme un levier de l'efficacité de l'action publique.

Ceci étant, le médiateur est une autorité administrative indépendante, chargée de recevoir les réclamations portées contre le fonctionnement de l'Etat et de ses démembrements. En tant qu'institution de promotion de la gouvernance administrative et de défense des droits de l'Homme, le médiateur est une autorité de règlement non juridictionnel des litiges entre l'Administration et le citoyen

Avec l'adoption de la nouvelle loi organique n°2021-006 du 01 avril 2021, le périmètre des attributions du médiateur a évolué. De conseiller de l'administration, il est chargé aujourd'hui de recevoir les déclarations de biens et avoirs des hautes personnalités et autres assujettis.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies

Avec des attributions de la loi organique, notamment en ce qui concerne le travail de médiation administrative et de réception des déclarations de biens et avoirs, le médiateur participe au renforcement de la gouvernance administrative par la mise en place d'une administration moderne et performante.

❖ Contraintes et défis

Les contraintes actuelles du médiateur sont le manque de personnel, de bâtiment adéquat et de budget conséquent.

Si ces contraintes sont levées, il fera face aux défis de la bonne gouvernance administrative, du respect des droits des administrés, de l'amélioration des relations entre administration et administré et de la proximité de l'institution avec les administrés par l'installation des Médiateurs délégués dans les régions administratives et des points focaux au sein des administrations.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

Pour mener à bien ses objectifs que sont le règlement des conflits non juridictionnels entre les citoyens et l'administration et les nouvelles attributions que la déclaration des biens et avoirs en 2023, le médiateur compte faire :

- Des campagnes de sensibilisation des populations ;
- La mise en place ou l'installation des médiateurs régionaux et des points focaux dans les administrations ;
- Des missions d'études et de formation surtout sur le mécanisme de la déclaration des biens et avoirs.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Médiateur de la République	0	74 830	50 000	133 915	25 000	114 397	25 750	116 561	26 523	119 463	**77 273**	**350 421**
Total des programmes		**0**	**74 830**	**50 000**	**133 915**	**25 000**	**114 397**	**25 750**	**116 561**	**26 523**	**119 463**	**77 273**	**350 421**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**74 830**	**0**	**83 915**	**0**	**89 397**	**0**	**90 811**	**0**	**92 940**	**0**	**273 148**
Personnel	0	26 960	0	34 300	0	42 263	0	42 263	0	42 935	0	127 461
Biens et Services	0	47 870	0	49 615	0	47 134	0	48 548	0	50 005	0	145 687
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**	**25 000**	**25 000**	**25 750**	**25 750**	**26 523**	**26 523**	**77 273**	**77 273**
Dépenses d'investissement	0	0	50 000	50 000	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523	77 273	77 273
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**0**	**74 830**	**50 000**	**133 915**	**25 000**	**114 397**	**25 750**	**116 561**	**26 523**	**119 463**	**77 273**	**350 421**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**0**	**74 830**	**50 000**	**133 915**	**25 000**	**114 397**	**25 750**	**116 561**	**26 523**	**119 463**	**77 273**	**350 421**
Hors Projets	0	74 830	50 000	133 915	25 000	114 397	25 750	116 561	26 523	119 463	**77 273**	**350 421**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**0**	**74 830**	**50 000**	**133 915**	**25 000**	**114 397**	**25 750**	**116 561**	**26 523**	**119 463**	**77 273**	**350 421**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**74 830**	**0**	**83 915**	**0**	**89 397**	**0**	**90 811**	**0**	**92 940**	**0**	**273 148**
Personnel	0	26 960	0	34 300	0	42 263	0	42 263	0	42 935	0	127 461
Biens et Services	0	47 870	0	49 615	0	47 134	0	48 548	0	50 005	0	145 687
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**	**25 000**	**25 000**	**25 750**	**25 750**	**26 523**	**26 523**	**77 273**	**77 273**
Dépenses d'investissement	0	0	50 000	50 000	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523	77 273	77 273
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**0**	**74 830**	**50 000**	**133 915**	**25 000**	**114 397**	**25 750**	**116 561**	**26 523**	**119 463**	**77 273**	**350 421**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie A2	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**2**	**26 960**	**3**	**34 300**	**3**	**42 263**	**3**	**42 263**	**3**	**42 935**

3.1.8. Cour des comptes (Section 170)

❖ Mission de la Cour des comptes

Créée par la Constitution de la IVème République togolaise, la Cour des comptes est une institution supérieure de contrôle garante de la bonne gouvernance, de la transparence et de la responsabilisation afin de contribuer à assainir la gestion des deniers publics.

La loi organique n°98-014 du 10 juillet 1998 portant son organisation et son fonctionnement explicite ses attributions qui sont deux ordres :

- d'une part, les attributions d'ordre juridictionnel en vertu desquelles, elle juge les comptes des comptables publics, apure les gestions de fait en infligeant, le cas échéant, les sanctions prévues par la loi ;
- d'autre part, la Cour des comptes jouit d'attributions non juridictionnelles qui consistent en des missions de contrôles et en des missions d'assistance.

S'agissant des missions de contrôle, la Cour des comptes contrôle les comptes de l'Etat ainsi que ceux de ses démembrements tels que les collectivités locales, les établissements publics ; elle contrôle aussi les comptes et la gestion de tout organisme bénéficiant, de la part de l'Etat ou de ses démembrements, d'une aide financière ; de même, les comptes et la gestion de tout organisme faisant appel à la générosité publique, sont soumis à son contrôle.

Au titre des missions d'assistance, la Cour des comptes assiste le parlement et le gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle procède à toutes études de finances et de comptabilité publique qui lui sont demandées par le gouvernement ou par l'Assemblée Nationale.

Les attributions de la Cour des comptes ont été renforcées par le vote, à l'Assemblée nationale, de nouveaux textes organiques. Les nouvelles lois votées par l'Assemblée nationale visent à se conformer aux normes communautaires et internationales en matière de contrôle des finances publiques. Ainsi, ces nouvelles lois prévoient l'extension des attributions de la Cour des comptes en y ajoutant l'évaluation des politiques publiques, l'émission d'avis sur les rapports annuels de performance, le contrôle des visas des contrôleurs financiers et le contrôle de la gestion des responsables de programmes. Entre autres, les nouveaux textes énoncent l'affirmation de l'indépendance de la Cour des comptes et son autonomie financière et de gestion afin de respecter les normes de l'UEMOA et de l'INTOSAI.

❖ Contraintes majeures

Le Plan national de développement (PND) a été lancé le 4 mars 2019 et couvre la période 2018- 2023. Il ambitionne d'assurer le développement économique et social du pays. Sa réussite repose sur deux grands défis :

- la mobilisation effective des ressources requises pour financer les actions projetées, dont le montant est évalué à 4 622,2 milliards de francs CFA ;
- l'instauration, autour de la mise en œuvre du PND, des réflexes de transparence et de reddition des comptes à tous les niveaux de l'action publique, pour atteindre l'effectivité et la qualité de la gestion et des services offerts aux citoyens.

Ces deux défis interpellent la Cour des comptes dont l'action permet de stimuler la collecte des ressources propres, d'instaurer la confiance des contribuables, des investisseurs privés et des partenaires au développement, autant qu'elle limite les gaspillages ; toutes choses qui équivalent à la mobilisation optimale des ressources en faveur du développement du Togo.

Dans la mouvance des réformes de la gestion publique, l'Etat togolais a engagé une politique d'informatisation et de dématérialisation progressive des processus et des procédures de gestion. La mobilisation des ressources fiscales et douanières, la gestion de la dette, l'exécution des dépenses de l'Etat, la gestion de la masse salariale de l'Etat sont autant de domaines dans lesquels l'informatisation domine le travail quotidien de gestion, d'analyse des données, d'échange mondialisé et d'accès à des sources d'information.

A l'évidence, le contrôle des finances publiques ne peut, dans un tel contexte, faire abstraction d'une prise en compte de l'informatique.

En matière de fourniture de services publics aux citoyens, des défis demeurent liés notamment à l'éducation, à la santé, aux infrastructures de transport, à l'énergie, à l'assainissement et aux TIC. A ces défis, s'ajoutent la faiblesse de l'administration, la corruption et diverses insuffisances en matière de capacités humaines, organisationnelles et techniques.

Face à tous ces défis, la Cour des comptes envisage de contribuer, par ses missions de contrôle, à les lever.

❖ Choix stratégiques

La Cour des comptes s'emploie à réaliser les missions qui lui sont dévolues par la loi, sous la forme d'objectifs de performance prédéfinis. Ces objectifs de performance forment l'ossature de la stratégie de la juridiction et tournent autour d'un enjeu principal qui est celui de la transparence et de la crédibilité de la gestion des finances publiques en faveur du développement durable du Togo. De manière spécifique, la Cour des comptes opère deux choix stratégiques qui sont :

- la contribution des travaux de la Cour à la mobilisation davantage de ressources pour le Programme National de Développement (PND) du Togo ;
- la conformité des travaux et de la gestion de la Cour aux normes ISSAI et aux bonnes pratiques du contrôle externe des finances publiques.

❖ Dotation de la Cour des comptes

Les crédits de la Cour des comptes sont regroupés en dotation.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation stratégique de la Cour des Comptes	0	964 393	1 636 993	2 680 123	1 526 830	2 593 784	3 708 425	4 805 473	54 636	1 176 836	**5 289 891**	**8 576 093**
Total des programmes		**0**	**964 393**	**1 636 993**	**2 680 123**	**1 526 830**	**2 593 784**	**3 708 425**	**4 805 473**	**54 636**	**1 176 836**	**5 289 891**	**8 576 093**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**964 393**	**0**	**1 043 130**	**0**	**1 066 954**	**0**	**1 097 048**	**0**	**1 122 199**	**0**	**3 286 202**
Personnel	0	713 907	0	745 206	0	779 926	0	803 470	0	819 813	0	2 403 209
Biens et Services	0	250 486	0	297 924	0	287 028	0	293 579	0	302 386	0	882 993
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**1 636 993**	**1 636 993**	**1 526 830**	**1 526 830**	**3 708 425**	**3 708 425**	**54 636**	**54 636**	**5 289 891**	**5 289 891**
Dépenses d'investissement	0	0	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**1 586 993**	**1 586 993**	**1 475 330**	**1 475 330**	**3 655 380**	**3 655 380**	**0**	**0**	**5 130 710**	**5 130 710**
Investissement financés sur RI	0	0	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	0	0	5 130 710	5 130 710
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**964 393**	**1 636 993**	**2 680 123**	**1 526 830**	**2 593 784**	**3 708 425**	**4 805 473**	**54 636**	**1 176 836**	**5 289 891**	**8 576 093**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**0**	**964 393**	**1 636 993**	**2 680 123**	**1 526 830**	**2 593 784**	**3 708 425**	**4 805 473**	**54 636**	**1 176 836**	**5 289 891**	**8 576 093**
Hors Projets	0	964 393	50 000	1 093 130	51 500	1 118 454	53 045	1 150 093	54 636	1 176 836	**159 181**	**3 445 383**
Projets	0	0	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	0	0	**5 130 710**	**5 130 710**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**0**	**964 393**	**1 636 993**	**2 680 123**	**1 526 830**	**2 593 784**	**3 708 425**	**4 805 473**	**54 636**	**1 176 836**	**5 289 891**	**8 576 093**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**964 393**	**0**	**1 043 130**	**0**	**1 066 954**	**0**	**1 097 048**	**0**	**1 122 199**	**0**	**3 286 202**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	713 907	0	745 206	0	779 926	0	803 470	0	819 813	0	2 403 209
Biens et Services	0	250 486	0	297 924	0	287 028	0	293 579	0	302 386	0	882 993
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**1 636 993**	**1 636 993**	**1 526 830**	**1 526 830**	**3 708 425**	**3 708 425**	**54 636**	**54 636**	**5 289 891**	**5 289 891**
Dépenses d'investissement	0	0	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**1 586 993**	**1 586 993**	**1 475 330**	**1 475 330**	**3 655 380**	**3 655 380**	**0**	**0**	**5 130 710**	**5 130 710**
Investissement financés sur RI	0	0	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	0	0	5 130 710	5 130 710
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**964 393**	**1 636 993**	**2 680 123**	**1 526 830**	**2 593 784**	**3 708 425**	**4 805 473**	**54 636**	**1 176 836**	**5 289 891**	**8 576 093**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	12	17426	12	14393	29	616579	29	622199	60	622754
Catégorie A2	9	20694	9	17091	8	45116	8	45527	12	46725
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	7519	5	7588
Catégorie B	5	13070	5	10794	5	29002	5	37596	10	37939
Catégorie C	2	3267	2	2699	2	6445	2	15038	7	15176
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	1	3718	6	3718	6	30077	6	30351	6	32563
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**29**	**713 907**	**34**	**745 206**	**50**	**779 926**	**50**	**803 470**	**100**	**819 813**

3.1.9. Conseil économique et social (Section 180)

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation stratégique du Conseil Economique et Social	0	0	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	**0**	**1 500 000**
Total des programmes		**0**	**0**	**0**	**300 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**
Hors Projets	0	0	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	**0**	**1 500 000**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**

3.1.10. Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190)

❖ Mission de la HAAC

La HAAC a pour mission de :

- Garantir et assurer la liberté et la protection de la presse et de tous les moyens de communication de masse ;
- Veiller à l'accès équitable des partis politiques, des associations, syndicats et des citoyens aux médias officiels ;
- Veiller à la qualité et au pluralisme de l'information ;
- Garantir l'éveil juridique en période électorale ;
- Professionnaliser la presse par le soutien de l'Etat ;
- Rendre compétitive la presse au Togo ;
- Mener des études et donner des avis sur toutes questions relatives à la communication et l'information ;
- Contrôler la publicité médiatique.

❖ Politique de la HAAC

La préoccupation majeure de la politique publique de la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication est la professionnalisation des acteurs de la presse au Togo.

❖ Contraintes et défis de HAAC

Dans l'exécution de sa mission, la HAAC est souvent confronté à des difficultés liées à : l'insuffisance de ressources financières ; de personnels, d'infrastructures, d'équipements de monitoring des médias.

Afin de minimiser l'impact de ces faiblesses, la HAAC préconise de rationaliser la gestion des ressources disponibles à travers sa dotation.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

La dotation vise à améliorer la régulation des médias par une coordination performante et une gestion efficace des ressources mises à sa disposition. Cette dotation vise également l'augmentation de la productivité du personnel de l'Institution. Un dispositif de planification et de suivi-évaluation portera son regard sur l'exécution.

La HAAC entend à travers la mise en œuvre de cette dotation obtenir un certain nombre de résultats : une meilleure organisation et un fonctionnement plus performant de la HAAC, un bon rendement du personnel et une bonne réputation de l'Institution.

M. TELOU Pitalounani, Président de la HAAC, assure la coordination et la gestion de la dotation budgétaire de l'institution.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation: Pilotage de la HAAC	0	291 791	0	300 897	0	314 328	0	317 730	0	320 137	**0**	**952 195**
Total		**0**	**291 791**	**0**	**300 897**	**0**	**314 328**	**0**	**317 730**	**0**	**320 137**	**0**	**952 195**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**291 791**	**0**	**300 897**	**0**	**314 328**	**0**	**317 730**	**0**	**320 137**	**0**	**952 195**
Personnel	0	81 071	0	90 177	0	103 608	0	107 010	0	109 417	0	320 035
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	632 160
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**291 791**	**0**	**300 897**	**0**	**314 328**	**0**	**317 730**	**0**	**320 137**	**0**	**952 195**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**0**	**291 791**	**0**	**300 897**	**0**	**314 328**	**0**	**317 730**	**0**	**320 137**	**0**	**952 195**
Hors Projets	0	291 791	0	300 897	0	314 328	0	317 730	0	320 137	**0**	**952 195**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL	**0**	**291 791**	**0**	**300 897**	**0**	**314 328**	**0**	**317 730**	**0**	**320 137**	**0**	**952 195**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**291 791**	**0**	**300 897**	**0**	**314 328**	**0**	**317 730**	**0**	**320 137**	**0**	**952 195**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	81 071	0	90 177	0	103 608	0	107 010	0	109 417	0	320 035
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	632 160
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**291 791**	**0**	**300 897**	**0**	**314 328**	**0**	**317 730**	**0**	**320 137**	**0**	**952 195**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	2	12528	3	17376	3	18178	3	18761	3	19052
Catégorie A2	8	29573	8	31111	12	43364	12	44838	12	45891
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	2	5353	1	5774	1	3365	1	3365	1	3576
Catégorie C	20	38634	17	34720	12	25522	12	26559	12	27077
Catégorie D	1	1082	1	1195	1	1333	1	1333	1	1446
Contractuels	8	11787	7	13608	7	0	7	0	7	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**41**	**81 071**	**37**	**90 177**	**36**	**103 608**	**36**	**107 010**	**36**	**109 417**

3.1.11. Conseil supérieur de la magistrature (Section 421)

❖ Mission CSM

Le Conseil Supérieur de la Magistrature est institué par la constitution de la IVè République adoptée par référendum le 27 Septembre 1992 en ses articles 115 alinéa 2, 116 et 117.
En application de l'article 117 alinéas 3 de la constitution, l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature sont régis par la loi organique N° 97-04 du 06 Mars 1997.
Dans ses missions, le Conseil Supérieur de la Magistrature joue un rôle important dans le recrutement, la nomination et l'avancement des magistrats. Il est aussi le conseil de discipline des magistrats ; enfin il intervient dans :

- la procédure des recours en grâce ;
- les questions relatives à l'indépendance de la magistrature ;
- la recherche des solutions aux revendications des magistrats.

❖ Politique sectorielle et stratégie de l'institution

L'affirmation des principes de conduite professionnelle des juges afin de renforcer la confiance de tous en la justice et permettre de mieux connaître le rôle du juge dans la cité est au cœur de sa politique. Sur ce, le Conseil Supérieur de la Magistrature participe à la stratégie de la politique nationale de la justice où les citoyens sont égaux devant la loi.

❖ Contraintes et défis

Il s'agit entre autres :

- ✓ la non adoption jusqu'à ce jouir de la loi organique portant organisation, attributions et fonctionnement du CSM ;
- ✓ l'absence d'un siège propre au CSM avec un personnel d'appui qualifié ;
- ✓ l'absence du matériel roulant pouvant permettre les descentes dans les juridictions ;
- ✓ la non organisation d'un cadre légal d'auto saisine du CSM en tant qu'organe de discipline ;
- ✓ la poursuite de la publication intégrale des sanctions disciplinaires.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

Le renforcement de l'organisation des ateliers de sensibilisation des magistrats sur leur éthique et déontologie afin de renforcer l'image de la justice en 2023.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Conseil Supérieur de la Magistrature	0	0	57 650	0	70 492	0	68 920	0	69 816	0	70 739	**0**	**209 475**
Total			**0**	**57 650**	**0**	**70 492**	**0**	**68 920**	**0**	**69 816**	**0**	**70 739**	**0**	**209 475**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**57 650**	**0**	**70 492**	**0**	**68 920**	**0**	**69 816**	**0**	**70 739**	**0**	**209 475**
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	24 050	0	31 444	0	29 872	0	30 768	0	31 691	0	92 331
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**57 650**	**0**	**70 492**	**0**	**68 920**	**0**	**69 816**	**0**	**70 739**	**0**	**209 475**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**0**	**57 650**	**0**	**70 492**	**0**	**68 920**	**0**	**69 816**	**0**	**70 739**	**0**	**209 475**
Hors Projets	0	57 650	0	70 492	0	68 920	0	69 816	0	70 739	**0**	**209 475**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**0**	**57 650**	**0**	**70 492**	**0**	**68 920**	**0**	**69 816**	**0**	**70 739**	**0**	**209 475**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**57 650**	**0**	**70 492**	**0**	**68 920**	**0**	**69 816**	**0**	**70 739**	**0**	**209 475**
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	24 050	0	31 444	0	29 872	0	30 768	0	31 691	0	92 331
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**57 650**	**0**	**70 492**	**0**	**68 920**	**0**	**69 816**	**0**	**70 739**	**0**	**209 475**

3.1.12. Commission nationale des droits de l'homme (Section 921)

❖ Missions de la CNDH

Aux termes de l'article 4 de la loi organique n°2021-015 du 03 août 2021 portant modification de la loi organique n° 2018-006 du 20 juin 2018 relative à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), la CNDH a pour missions, sur le territoire de la République togolaise de :

- promouvoir et protéger les droits de l'homme ;
- protéger les défenseurs des droits de l'homme ; et
- prévenir la torture et d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de privation de liberté ou tout autre lieu qu'elle aura identifié.

En résumé, la Commission est chargée de : (i) prévenir la torture ou autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de privation de liberté ou tout autre lieu qu'elle aurait identifié sur toute l'étendue du territoire national, (ii) assister les pouvoirs publics en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, (iii) protéger les défenseur des droits de l'homme et (iv) faire respecter les droits qui sont garantis et reconnus à la population à travers les instruments nationaux et internationaux auxquels le Togo est partie.

Pour remplir efficacement ses missions et ainsi contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire national, la CNDH s'est doté d'un plan stratégique quinquennal.

❖ Stratégies de la CNDH

Afin d'être mieux outillé pour participer à la consolidation des droits de l'homme au Togo, la CNDH a élaboré son plan stratégique 2021-2025, le premier dans l'histoire de l'institution. Ce plan vise à positionner la Commission comme leader et référence en matière de droits de l'homme afin de permettre à la population une plus grande jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'horizon 2025. Son objectif global est de contribuer à l'amélioration des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire national. Pour se donner les moyens de cet objectif, le Plan stratégique met l'accent sur le développement institutionnel, organisationnel et des capacités de la CNDH aux niveaux central et régional ; sur une collaboration renforcée avec les ministères et institutions de l'Etat ; et sur une expansion des partenariats avec les organisations de la société civile togolaise, les institutions internationales et régionales des droits de l'homme et les autres partenaires techniques et financiers.

Ce plan s'articule autour de trois axes stratégiques : (1) Développement institutionnel ; (2) Promotion d'une culture des droits de l'homme et renforcement de la protection ; (3) Renforcement du Mécanisme national de prévention de la torture et autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants.

❖ **Contraintes et défis de la CNDH**

Le diagnostic institutionnel des capacités de la CNDH a permis de mettre en évidence les faiblesses de l'institution dans le contexte actuel. Entre autres faiblesses, nous pouvons citer :

- insuffisance de la subvention allouée par l'Etat ;
- inexistence d'infrastructures propres à la CNDH (siège et antennes) ;
- insuffisance et inadéquation des bureaux ;
- insuffisance de matériels roulants ;
- insuffisance de bureau et de matériel informatique (matériel informatique) ;
- faible visibilité de la CNDH et de ses actions sur le terrain ;
- faiblesse du partenariat technique et financier avec les PTF privant l'institution de ressources financières supplémentaires.

A la lumière des contraintes identifiées au niveau du diagnostic et des problèmes majeurs pour la promotion et la protection des droits de l'homme et pour la prévention de la torture, des défis majeurs ont été mis en relief. Les principaux défis identifiés sont relatifs à :

- l'amélioration de la capacité organisationnelle ;
- l'accroissement de sa subvention pour prendre en compte les activités du Mécanisme national de prévention de la torture ;
- l'intensification des activités en matière de promotion des droits de l'homme ;
- le renforcement de la protection des droits de l'homme ;
- l'accélération de la mise en œuvre du Mécanisme national de prévention de la torture.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

La CNDH a pour vision de se positionner comme leader et référence en matière de droits de l'homme, être plus accessible et permettre à la population une plus grande jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'horizon 2025.

Pour l'année 2023, le budget est estimé à **quatre cent quatre-vingt-dix millions cinq cent soixante mille (490 560 000) FCFA**. Il prend en compte le montant du transfert auquel s'ajoute celui du personnel mis à la disposition de l'institution et les indemnités de ses membres (commissaires).

❖ **Nom, prénom et titre du responsable de la CNDH**

Le Président par intérim, M. SRONVIE Yaovi, assure la coordination des interventions de la CNDH.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation CNDH	0	350 680	0	490 560	0	498 513	0	492 222	0	494 574	**0**	**1 485 309**
Total des programmes		**0**	**350 680**	**0**	**490 560**	**0**	**498 513**	**0**	**492 222**	**0**	**494 574**	**0**	**1 485 309**

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**350 680**	**0**	**490 560**	**0**	**498 513**	**0**	**492 222**	**0**	**494 574**	**0**	**1 485 309**
Personnel	0	0	0	49 880	0	57 833	0	51 542	0	53 894	0	163 269
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	350 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	1 322 040
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**0**	**350 680**	**0**	**490 560**	**0**	**498 513**	**0**	**492 222**	**0**	**494 574**	**0**	**1 485 309**

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**0**	**350 680**	**0**	**490 560**	**0**	**498 513**	**0**	**492 222**	**0**	**494 574**	**0**	**1 485 309**
Hors Projets	0	350 680	0	490 560	0	498 513	0	492 222	0	494 574	**0**	**1 485 309**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**0**	**350 680**	**0**	**490 560**	**0**	**498 513**	**0**	**492 222**	**0**	**494 574**	**0**	**1 485 309**

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**350 680**	**0**	**490 560**	**0**	**498 513**	**0**	**492 222**	**0**	**494 574**	**0**	**1 485 309**
Personnel	0	0	0	49 880	0	57 833	0	51 542	0	53 894	0	163 269
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	350 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	1 322 040
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**0**	**350 680**	**0**	**490 560**	**0**	**498 513**	**0**	**492 222**	**0**	**494 574**	**0**	**1 485 309**

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	3	15733	3	15733	3	16608	3	16608
Catégorie A2	0	0	6	23052	6	23052	6	24316	6	24316
Catégorie A3	0	0	1	2889	1	2889	1	3019	1	3109
Catégorie B	0	0	2	1100	2	1100	2	11942	2	11942
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**0**	**0**	**12**	**49 880**	**12**	**57 833**	**12**	**51 542**	**12**	**53 894**

3.2. BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE

3.2.1. Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (Section 121)

❖ Mission du ministère

Le ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel a pour mission de favoriser l'inclusion financière et l'organisation du secteur informel comme leviers pour le développement du Togo.

❖ Contraintes et les défis du ministère

Contraintes :

- aversion des acteurs à la fiscalité ;
- suspension des foraines d'établissement de pièces du fait de la COVID-19,
- dégradation de la situation financière des Prestataires de Services Financiers (PSF) ;
- faible capitalisation des PSF ;

Défis :

- accentuer la sensibilisation sur la formalisation ;
- renforcer les mécanismes d'appui aux Très Petites et Moyennes Entreprise (TPME).
- créer une banque digitale pour tous ;
- diversifier les produits et services financiers ;
- mettre en application le mécanisme de refinancement.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

- renforcement des mécanismes d'appui aux Très Petites et Moyennes Entreprise (TPME) ;
- adoption de la loi sur l'inclusion financière ;
- mise en œuvre la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) ;
- développement des offres digitales.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Intitulé des programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions de l'IFSI	Maïpa PAKIDAME	Secrétaire général
P2 : Inclusion financière	Komla Folitsè GATI	Directeur de la promotion de la finance inclusive
P3 : Secteur informel		

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services de l'IFSI**	**Assurer la coordination des services de l'IFSI**	**Taux pondéré d'exécution physique des programmes**	**Taux**	**2019**	**92,0**	**92,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions de l'IFSI	Améliorer la qualité des services de l'IFSI	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	80,0	80,0	86,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Taux de satisfaction du personnel de l'IFSI par rapport au management du premier responsable	%	2020	85,0	90,0	95,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel formé par an	%	2019	52,0	84,0	86,0	90,0	100,0	100,0	DAAF
			Proportion des agents disposant de fiche de poste de travail	%	2020	75,0	75,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion optimale efficace et efficience des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2020	95,0	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	75,0	88,0	99,0	99,0	99,0	99,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projet de développement	Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Jour	2021	10,0	9,0	7,0	7,0	7,0	7,0	DPSE
			Proportion des rapports de suivi-évaluation	Taux	2019	60,0	80,0	90,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	Taux	2021	33,0	33,0	66,0	75,0	100,0	100,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P2	**Inclusion financière**	**Favoriser l'inclusion financière comme leviers pour le développement**	**Taux d'inclusion financière**	**Taux**	**2016**	**60,0**	**78,0**	**82,0**	**85,0**	**88,0**	**90,0**	**DGPFI**
A2.1	Renforcement de l'inclusion financière	Réduire les disparités régionales en matière d'inclusion financière	nombre de nouvelles personnes incluses	Nombre	2020	31 294,0	20 200,0	44 127,0	55 245,0	69 231,0	87 176,0	DGPFI
P3	**Secteur informel**	**Organiser le secteur informel**	**Nombre de microentreprises formalisées**	**Nombre**	**2019**	**288,0**	**255,0**	**300,0**	**350,0**	**400,0**	**450,0**	**DGOSI**
A3.1	Organisation du secteur informel	Formaliser les micros entreprises	Nombre de microentreprises traditionnelles formalisées	Nombre	2018	288,0	300,0	350,0	400,0	450,0	500,0	DGOSI

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services de l'IFSI	Assurer la coordination des services de l'IFSI	6 999	52 875	46 500	132 451	26 500	133 913	43 020	154 007	50 636	164 957	**120 156**	**452 876**
P2	Inclusion financière	Favoriser l'inclusion financière comme leviers pour le développement	1 254 105	1 307 868	3 500	68 420	25 000	75 314	10 025	62 013	4 000	56 971	**39 025**	**194 298**
P3	Secteur informel	Organiser le secteur informel	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	**0**	**1 500 000**
Total des programmes			**1 261 104**	**1 860 743**	**50 000**	**700 871**	**51 500**	**709 226**	**53 045**	**716 019**	**54 636**	**721 928**	**159 181**	**2 147 174**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**45 876**	**0**	**85 951**	**0**	**107 413**	**0**	**110 987**	**0**	**114 321**	**0**	**332 720**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	27 200	0	43 247	0	59 159	0	60 801	0	62 317	0	182 276
Biens et Services	0	18 676	0	42 704	0	48 254	0	50 186	0	52 004	0	150 444
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**6 999**	**6 999**	**46 500**	**46 500**	**26 500**	**26 500**	**43 020**	**43 020**	**50 636**	**50 636**	**120 156**	**120 156**
Dépenses d'investissement	6 999	6 999	46 500	46 500	26 500	26 500	43 020	43 020	50 636	50 636	120 156	120 156
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**6 999**	**52 875**	**46 500**	**132 451**	**26 500**	**133 913**	**43 020**	**154 007**	**50 636**	**164 957**	**120 156**	**452 876**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**53 763**	**0**	**64 920**	**0**	**50 314**	**0**	**51 988**	**0**	**52 971**	**0**	**155 273**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	9 120	0	10 989	0	11 788	0	11 697	0	34 474
Biens et Services	0	53 763	0	55 800	0	39 325	0	40 200	0	41 274	0	120 799
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**1 254 105**	**1 254 105**	**3 500**	**3 500**	**25 000**	**25 000**	**10 025**	**10 025**	**4 000**	**4 000**	**39 025**	**39 025**
Dépenses d'investissement	3 999	3 999	3 500	3 500	25 000	25 000	10 025	10 025	4 000	4 000	39 025	39 025
Projets d'investissement	**1 250 106**	**1 250 106**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	75 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	1 174 160	1 174 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**1 254 105**	**1 307 868**	**3 500**	**68 420**	**25 000**	**75 314**	**10 025**	**62 013**	**4 000**	**56 971**	**39 025**	**194 298**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**1 500 000**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**86 944**	**686 583**	**50 000**	**700 871**	**51 500**	**709 226**	**53 045**	**716 019**	**54 636**	**721 928**	**159 181**	**2 147 174**
Hors Projets	10 998	610 637	50 000	700 871	51 500	709 226	53 045	716 019	54 636	721 928	**159 181**	**2 147 174**
Projets	75 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**1 174 160**	**1 174 160**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**587 080**	**587 080**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FIDA	587 080	587 080	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Emprunts	**587 080**	**587 080**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FIDA	587 080	587 080	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**1 261 104**	**1 860 743**	**50 000**	**700 871**	**51 500**	**709 226**	**53 045**	**716 019**	**54 636**	**721 928**	**159 181**	**2 147 174**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**599 639**	**0**	**650 871**	**0**	**657 726**	**0**	**662 974**	**0**	**667 292**	**0**	**1 987 993**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	27 200	0	52 367	0	70 147	0	72 588	0	74 014	0	216 750
Biens et Services	0	72 439	0	98 504	0	87 579	0	90 386	0	93 278	0	271 243
Transferts Courants	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	**1 261 104**	**1 261 104**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	10 998	10 998	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**1 250 106**	**1 250 106**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	75 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	1 174 160	1 174 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**1 261 104**	**1 860 743**	**50 000**	**700 871**	**51 500**	**709 226**	**53 045**	**716 019**	**54 636**	**721 928**	**159 181**	**2 147 174**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	3	0	4	0	8	0	14	0	14	0
Catégorie A2	2	0	0	0	14	0	0	0	0	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	5	0	5	0
Catégorie C	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**5**	**27 200**	**4**	**52 367**	**27**	**70 147**	**19**	**72 588**	**19**	**74 014**

3.2.2. Ministère de l'économie et des finances (Section 210)

❖ Présentation de la mission du ministère

Suivant le décret N°2017-112/PR du 29 septembre 2017 fixant les attributions du ministre et portant organisation et fonctionnement du ministère de l'économie et des finances, le département met en œuvre la politique de l'Etat en matière économique et financière. Il assure la mobilisation et la gestion de ressources publiques, la gestion du patrimoine de l'Etat et le contrôle des finances publiques. Il veille à la maitrise et à la stabilité du cadre macroéconomique.

La politique publique du ministère se situe dans le cadre de l'amélioration et la modernisation des instruments de gestion des finances publiques au Togo, telle que préconisée par les directives communautaires et les normes internationales. Le MEF mène des actions qui visent à moderniser le système de gestion des finances publiques. Ces actions permettent de moderniser les cadres juridiques de la mobilisation des ressources financières, de mettre en place une stratégie de maîtrise des dépenses publiques, d'assurer une gestion efficace et efficiente du patrimoine de l'Etat et de renforcer l'attractivité du pays.

❖ Politique sectorielle et les stratégies du ministère

Le document de programmation pluriannuelle des dépenses du MEF s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de la feuille de route du Gouvernement, des orientations du plan de riposte contre la covid-19 adopté par le Gouvernement, en cohérence avec le plan d'action de la réforme de la gestion des finances publiques.

L'objectif global est d'assurer le financement des politiques publiques suivant les normes communautaires et internationales. Pour atteindre cet objectif global, six (6) objectifs stratégiques sont retenus à savoir : (i) assurer le pilotage du ministère, (ii) accroître les ressources pour le financement des politiques publiques, (iii) assurer un cadrage macroéconomique adéquat, (iv) assurer la soutenabilité budgétaire, (v) assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat, et (vi) renforcer et améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques. Ces objectifs globaux se déclinent en objectifs spécifiques en lien avec les différentes actions contenues dans les programmes.

Les programmes du ministère sont articulés comme suit :

Programme 1 : Pilotage et soutien aux services du MEF ; Programme 2 : Mobilisation des ressources financières ; Programme 3 : Gestion macroéconomique ; Programme 4 : Programmation et gestion budgétaire ; Programme 5: Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat ; Programme 6 : Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption.

❖ Contraintes et défis

L'application intégrale des réformes économiques et financières, notamment, les réformes du cadre harmonisé de la gestion des finances publiques, nécessite le renforcement du cadre institutionnel, organisationnel et fonctionnel du ministère. Ainsi, la finalisation et l'adoption des textes relatifs à l'application des dispositions de la LOLF 2014 et du code de transparence seraient un atout pour la mise en œuvre des outils de la gestion axée sur les résultats. De nombreux défis se présentent au MEF. Il s'agit notamment de (i) la mobilisation et l'allocation rationnelle des ressources publiques, (ii) la gestion et le contrôle des dépenses publiques, (ii) la maîtrise du cadre macroéconomique et, (iv) l'intégration du Togo dans l'environnement régional et international.

❖ Choix stratégiques

En vue d'atteindre les objectifs de développement économique et social du pays, le ministère de l'économie et des finances compte :

- poursuivre le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des structures dans le domaine de la gestion des finances publiques ;
- accroître les recettes intérieures et extérieures en renforçant les capacités opérationnelles de l'office togolais des recettes (OTR) et en mettant un accent sur les ressources externes concessionnelles ;
- poursuivre une politique budgétaire favorisant l'augmentation des dépenses d'infrastructure et les dépenses sociales définie dans la feuille de route du gouvernement ;
- renforcer le système financier ;
- mettre en œuvre les réformes des finances publiques dont le budget programme ;
- améliorer le contrôle, le suivi et l'évaluation des dépenses publiques.

❖ Responsables de programme

Programmes	Nom du responsable de programme	Fonction
Programme 1 : Pilotage et soutien aux services du MEF	M. PANIAH Kofi Agbenoxevi	Secrétaire général, pi
Programme 2 : Mobilisation des ressources financières	M. TCHODIE Phillipe Kokou	Commissaire général de l'Office togolais des recettes
Programme 3 : Gestion macroéconomique	M. BOUARE Kname	Directeur de la Conjoncture et des prévisions macroéconomique
Programme 4 : Programmation et gestion budgétaire	M. AMAWUDA Wolanyo Kodzo	Directeur général du budget et des finances
Programme 5 : Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	M. ADJABO Ekpao	Directeur général du trésor et de la comptabilité publique
Programme 6 : Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption	M. AKAKPO Iyatan Komi	Directeur national adjoint du contrôle financier

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MEF**	**Améliorer la qualité des services**	**Taux moyen d'exécution physique des programmes du Ministère**	**%**	**2019**	**50,0**	**50,0**	**60,0**	**65,0**	**70,0**	**75,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes au sein du personnel du ministère	**Pourcentage**	**2021**	**19,0**	**19,0**	**20,0**	**20,0**	**20,0**	**20,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEF	Renforcer les capacités opérationnelles du MEF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	25,0	25,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MEF	Taux d'exécution du plan de formation continue	%	2019	0,0	0,0	25,0	25,0	30,0	35,0	DRH/DAC
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficience des ressources financières et matérielles du MEF	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2021	85,0	85,0	90,0	95,0	96,0	97,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics (PPM) du ministère	%	2021	95,0	95,0	95,0	96,0	97,0	98,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MEF	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Améliorer la performance du système d'information du MEF	Pourcentage de bases de données du MEF interconnectées	%	2019	50,0	80,0	85,0	87,0	90,0	92,0	DSI/CI
			Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2020	2,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	Chargé de communication

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.6	Suivi des réformes et programmes financiers	Assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre des réformes	Proportion des réformes mises en œuvre dans les départements ministériels	%	2019	60,0	65,0	70,0	75,0	80,0	85,0	SP-PRPF
			Proportion des réformes des programmes des PTFs mis en œuvre	%	2019	70,0	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	SP-PRPF
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité au sein du MEF	Proportion des cadres du MEF formés sur les thématiques liées au genre	%	2019	0,0	12,0	20,0	20,0	25,0	30,0	DAF
			Section genre opérationnelle à la DAF	Unité	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DAF
P2	**Mobilisation des ressources financières**	**Accroître les ressources publiques**	**Recettes budgétaires rapportées au PIB**	**%**	**2020**	**18,9**	**19,5**	**20,9**	**20,9**	**19,0**	**18,7**	**OTR**
A2.1	Conception et suivi de la politique fiscale	Renforcer la gestion fiscale et le suivi des services fiscaux	Ratio dépenses fiscales rapportées au PIB	%	2020	2,1	2,3	2,0	1,8	1,6	1,5	UPF
A2.2	Mobilisation des recettes fiscales	Accroître les recettes fiscales et douanières	Taux de pression fiscale hors exonérations	%	2020	12,2	13,6	13,3	13,8	14,3	14,7	OTR
A2.3	Mobilisation des recettes non fiscales	Accroître les recettes non fiscales	Taux d'accroissement des recettes non fiscales	%	2020	2,7	-15,1	0,5	3,0	2,9	2,8	RGE
A2.4	Mobilisation des ressources extérieures	Accroître les ressources externes en dons	Proportion des rapports détaillés des décaissements des ressources en dons produits chaque 5 du mois	%	2020	91,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DDPF
			Taux de décaissement des appuis budgétaires (dons programmes)	%	2020	67,8	6,1	100,0	100,0	100,0	100,0	0
P3	**Gestion macroéconomique**	**Assurer un cadrage macroéconomique adéquat**	**Ecart de prévision**	**%**	**2019**	**(+0,2)**	**(+0,2)**	**(+/-0,5)**	**(+/-0,5)**	**(+/-0,5)**	**(+/-0,5)**	**DGEAE / DCPM**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A3.1	Analyse de l'économie nationale	Assurer le suivi des indicateurs macroéconomiques	Proportion des documents de synthèses économiques élaborés	%	2019	70,0	80,0	83,3	86,7	90,0	100,0	DGEAE / DCPM
A3.2	Etudes stratégiques et politique économique	Contribuer à l'orientation et au suivi de la politique économique	Proportion d'études stratégiques réalisées	%	2019	0,0	0,0	25,0	50,0	75,0	100,0	DGEAE/ DESPE & DARH
			Proportion de rapports de suivi élaborés	%	2019	0,0	0,0	25,0	50,0	75,0	100,0	DGEAE/ DESPE & DARH
A3.3	Concertation Etat secteur privé	Renforcer la contribution du secteur privé au développement économique	Part des investissements privés dans le PIB	%	2019	11,1	10,4	10,5	11,2	12,2	13,3	CCESP
P4	**Programmation et gestion budgétaire**	**Assurer la soutenabilité budgétaire**	**Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB**	**%**	**2020**	**-7,0**	**-4,8**	**-5,1**	**-5,8**	**-3,0**	**-2,9**	**DGBF**
A4.1	Programmation budgétaire	Assurer l'élaboration du projet de loi de finances dans les délais	Délai de dépôt du projet de loi de finances initiale	Date	2020	13 novembre	15 novembre	15 novembre	15 novembre	15 novembre	15 novembre	DGBF
A4.2	Gestion du système d'information et du matériel de la DGBF	Assurer la transparence budgétaire	Proportion de documents budgétaires élaborés et publiés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DGBF
A4.3	Exécution budgétaire	Suivre l'exécution du budget de l'Etat	Délai de production du compte administratif de l'Etat	Date	2019	44 742,0	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	DF
			Proportions des dossiers traités dans le délai règlementaire	%	2019	90,0	90,0	95,0	95,0	98,0	98,0	DF
A4.4	Etudes et analyses budgétaires	Assurer l'efficacité et l'efficience des allocations budgétaires	Nombre de revues budgétaires (recettes et dépenses) réalisées	Unité	2020	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DGBF
P5	**Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et**	**Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de**	**Solde de trésorerie en fin d'exercice≥0**	**Milliards de francs cfa**	**2020**	**213,3**	**184,9**	**33,0**	**34,0**	**35,0**	**36,1**	**DGTCP**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	sauvegarde du patrimoine de l'Etat	**l'Etat**										
A5.1	Tenue de la comptabilité et reddition des comptes	Assurer un meilleur suivi des opérations comptables et la reddition des comptes dans les délais	Pourcentage des comptes de gestion déposés dans les délais à la Cour des comptes	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DELFIC
			Taux de couverture du secteur public par les statistiques des finances publiques	%	2020	40,0	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	DELFIC
A5.2	Gestion des bâtiments publics	Suivre l'utilisation rationnelle des bâtiments publics	Nombre de bâtiments publics recensés	Unité	2022	0,0	0,0	0,0	150,0	250,0	300,0	DMTA
			Pourcentage de bâtiments baillés recensés	%	2022	0,0	0,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DMTA
A5.3	Gestion du parc automobile de l'Etat	Gérer rationnellement le parc automobile de l'Etat	Taux de couverture des besoins en matériel roulant des administrations	%	2020	0,0	47,0	60,0	70,0	75,0	85,0	DGCA
A5.4	Gestion du domaine foncier de l'Etat	Renforcer la sauvegarde du domaine foncier de l'Etat	Nombre de réserves administratives immatriculées	Unité	2020	0,0	1 102,0	85,0	88,0	90,0	92,0	DAD
			Proportion des contrats de baux administratifs des réserves de l'Etat révisés	%	2020	0,0	0,0	25,0	27,0	50,0	65,0	DAD
A5.5	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur financier	Veiller à la rentabilité des participations de l'Etat dans les entreprises et au respect de réglementation financière	Pourcentage d'entreprises publiques suivies	%	2020	69,4	80,0	90,0	100,0	100,0	100,0	DOFIPE
			Pourcentage d'établissements de crédits et d'établissements financiers suivis	%	2020	76,0	78,0	90,0	100,0	100,0	100,0	DOFIPE
A5.6	Mise en place et opérationnalisation des outils modernes de gestion	Assurer une gestion optimale des ressources humaines, matérielles et	Proportion d'outils modernes de gestion mis en place	%	2021	0,0	0,0	75,0	100,0	100,0	100,0	DAM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	des ressources humaines, matérielles et financières	financières de la DGTCP										
A5.7	Gestion de la dette publique	Maitriser l'endettement public	Taux d'endettement public	%	2016	79,9	62,0	61,0	60,0	58,0	56,0	DDPF
			Taux d'intérêt composite de la dette publique	%	2019	4,8	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	DDPF
A5.8	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérationnalisation de la banque du Trésor	Eviter l'accumulation des arriérés et le risque de préfinancement en améliorant le financement de la dépense publique	Taux de couverture des besoins de trésorerie	%	2020	104,7	114,0	100,0	100,0	100,0	100,0	TGE
			Taux d'opérationnalisation des agences de la banque du Trésor	%	2022	0,0	0,0	0,0	57,0	70,0	80,0	TGE
A5.9	Prévention et gestion du contentieux de l'Etat	Assurer la sauvegarde des droits et intérêts de l'Etat	Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires et autres créances contentieuses	%	2020	0,0	0,0	75,0	79,0	82,0	85,0	RGE
P6	**Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption**	**Améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques**	**Proportion de rapports sur les dépenses et les contrats publics passés publiés**	**%**	**2 019**	**75,0**	**80,0**	**83,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**DNCF**
A6.1	Contrôle des finances publiques	Veiller à la bonne exécution des dépenses de l'Etat et de ses démembrements	Pourcentage de services publics de l'Etat et de ses démembrements contrôlés	%	2 020	90,0	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DNCF
A6.2	Contrôle de passation de la commande publique et des conventions de délégations de service public	Veiller à la célérité des procédures de passations de la commande publique.	Délai moyen de traitement des dossiers	Jour	2 019	7,8	8,0	15,0	8,0	8,0	8,0	DNCCP
A6.3	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	Réduire les opérations financières illicites	Proportion d'opérations illicites détectées et suivies	%	2 019	100,0	72,9	66,9	76,9	80,9	84,9	CENTIF-TG

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	et de la prolifération des armes à destruction massives											
A6.4	Inspection et audit des finances publiques	Sécuriser les deniers publics	Proportion des missions d'audit et d'inspection réalisées	%	2 019	75,0	90,0	95,0	95,0	97,0	100,0	IGF
A6.5	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	Assainir l'environnement de la micro finance	Proportion de structures de micro finances illégales fermées	%	2 021	70,0	70,0	70,0	75,0	80,0	85,0	DMF
A6.6	Surveillance du secteur des assurances	Assainir le secteur des assurances	Proportion des structures des assurances contrôlées et respectant la réglementation	%	2 019	16,0	74,0	78,0	80,0	85,0	85,0	DNA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF	Améliorer la qualité des services	9 138	1 163 588	17 999	1 408 922	2 134 162	3 486 014	2 349 335	3 726 116	3 695 340	5 113 260	**8 178 837**	**12 325 390**
P2	Mobilisation des ressources financières	Accroître les ressources publiques	4 455 557	24 009 309	0	19 801 214	0	20 049 653	0	20 050 543	0	20 051 459	**0**	**60 151 655**
P3	Gestion macroéconomique	Assurer un cadrage macroéconomique adéquat	2 116 944	2 363 711	2 175 785	2 368 635	3 005 839	3 350 939	1 006 014	1 321 102	6 195	325 642	**4 018 048**	**4 997 682**
P4	Programmation et gestion budgétaire	Assurer la soutenabilité budgétaire	10 063	1 610 362	19 222	2 860 206	19 799	2 903 637	20 393	2 869 271	21 004	2 869 224	**61 196**	**8 642 132**
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat	8 148 884	10 742 693	12 037 005	15 354 240	7 038 115	10 872 463	7 039 259	10 938 794	7 040 436	10 966 290	**21 117 810**	**32 777 547**
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	Améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques	10 469	1 284 478	22 635	1 870 131	27 814	2 071 058	28 514	1 984 327	29 233	2 005 406	**85 561**	**6 060 791**
Total des programmes			**14 751 055**	**41 174 141**	**14 272 646**	**43 663 348**	**12 225 729**	**42 733 763**	**10 443 515**	**40 890 154**	**10 792 208**	**41 331 280**	**33 461 452**	**124 955 197**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 154 450**	**0**	**1 390 923**	**0**	**1 351 852**	**0**	**1 376 781**	**0**	**1 417 920**	**0**	**4 146 553**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	518 108	0	624 670	0	614 662	0	620 446	0	631 564	0	1 866 672
Biens et Services	0	531 342	0	661 253	0	632 190	0	651 335	0	681 356	0	1 964 881
Transferts Courants	0	105 000	0	105 000	0	105 000	0	105 000	0	105 000	0	315 000
Dépenses en capital	**9 138**	**9 138**	**17 999**	**17 999**	**2 134 162**	**2 134 162**	**2 349 335**	**2 349 335**	**3 695 340**	**3 695 340**	**8 178 837**	**8 178 837**
Dépenses d'investissement	9 138	9 138	17 999	17 999	23 539	23 539	24 094	24 094	24 669	24 669	72 302	72 302
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 110 623**	**2 110 623**	**2 325 241**	**2 325 241**	**3 670 671**	**3 670 671**	**8 106 535**	**8 106 535**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	290 017	290 017	235 298	235 298	160 000	160 000	685 315	685 315
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	1 820 606	1 820 606	2 089 943	2 089 943	3 510 671	3 510 671	7 421 220	7 421 220
Transferts en capital											0	0
Total	**9 138**	**1 163 588**	**17 999**	**1 408 922**	**2 134 162**	**3 486 014**	**2 349 335**	**3 726 116**	**3 695 340**	**5 113 260**	**8 178 837**	**12 325 390**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**19 553 752**	**0**	**19 801 214**	**0**	**20 049 653**	**0**	**20 050 543**	**0**	**20 051 459**	**0**	**60 151 655**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	28 093	0	31 214	0	29 653	0	30 543	0	31 459	0	91 655
Transferts Courants	0	19 525 659	0	19 770 000	0	20 020 000	0	20 020 000	0	20 020 000	0	60 060 000
Dépenses en capital	**4 455 557**	**4 455 557**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**4 455 557**	**4 455 557**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	164 335	164 335	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	4 291 222	4 291 222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**4 455 557**	**24 009 309**	**0**	**19 801 214**	**0**	**20 049 653**	**0**	**20 050 543**	**0**	**20 051 459**	**0**	**60 151 655**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**246 767**	**0**	**192 850**	**0**	**345 100**	**0**	**315 088**	**0**	**319 447**	**0**	**979 634**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	163 802	0	107 043	0	160 333	0	159 728	0	163 477	0	483 537
Biens et Services	0	17 965	0	20 807	0	19 767	0	20 360	0	20 970	0	61 097
Transferts Courants	0	65 000	0	65 000	0	165 000	0	135 000	0	135 000	0	435 000
Dépenses en capital	**2 116 944**	**2 116 944**	**2 175 785**	**2 175 785**	**3 005 839**	**3 005 839**	**1 006 014**	**1 006 014**	**6 195**	**6 195**	**4 018 048**	**4 018 048**
Dépenses d'investissement	2 913	2 913	5 669	5 669	5 839	5 839	6 014	6 014	6 195	6 195	18 048	18 048
Projets d'investissement	**2 114 031**	**2 114 031**	**2 170 116**	**2 170 116**	**3 000 000**	**3 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	**0**	**0**	**4 000 000**	**4 000 000**
Investissement financés sur RI	70 000	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	2 044 031	2 044 031	2 170 116	2 170 116	3 000 000	3 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0	4 000 000	4 000 000
Transferts en capital											0	0
Total	**2 116 944**	**2 363 711**	**2 175 785**	**2 368 635**	**3 005 839**	**3 350 939**	**1 006 014**	**1 321 102**	**6 195**	**325 642**	**4 018 048**	**4 997 682**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 600 299**	**0**	**2 840 984**	**0**	**2 883 838**	**0**	**2 848 878**	**0**	**2 848 220**	**0**	**8 580 936**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	453 540	0	677 096	0	675 144	0	637 224	0	633 516	0	1 945 884
Biens et Services	0	92 327	0	103 888	0	98 694	0	101 654	0	104 704	0	305 052
Transferts Courants	0	1 054 432	0	2 060 000	0	2 110 000	0	2 110 000	0	2 110 000	0	6 330 000
Dépenses en capital	**10 063**	**10 063**	**19 222**	**19 222**	**19 799**	**19 799**	**20 393**	**20 393**	**21 004**	**21 004**	**61 196**	**61 196**
Dépenses d'investissement	10 063	10 063	19 222	19 222	19 799	19 799	20 393	20 393	21 004	21 004	61 196	61 196
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**10 063**	**1 610 362**	**19 222**	**2 860 206**	**19 799**	**2 903 637**	**20 393**	**2 869 271**	**21 004**	**2 869 224**	**61 196**	**8 642 132**

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 601 772**	**0**	**3 317 235**	**0**	**3 834 348**	**0**	**3 899 535**	**0**	**3 925 853**	**0**	**11 659 736**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 362 381	0	3 049 843	0	3 567 826	0	3 626 817	0	3 646 753	0	10 841 396
Biens et Services	0	189 391	0	217 392	0	216 522	0	222 718	0	229 100	0	668 341
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	**8 148 884**	**8 140 921**	**12 037 005**	**12 037 005**	**7 038 115**	**7 038 115**	**7 039 259**	**7 039 259**	**7 040 436**	**7 040 436**	**21 117 810**	**21 117 810**
Dépenses d'investissement	24 635	24 635	37 005	37 005	7 038 115	7 038 115	7 039 259	7 039 259	7 040 436	7 040 436	21 117 810	21 117 810
Projets d'investissement	**8 124 249**	**8 116 287**	**12 000 000**	**12 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	8 124 249	8 116 287	12 000 000	12 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**8 148 884**	**10 742 693**	**12 037 005**	**15 354 240**	**7 038 115**	**10 872 463**	**7 039 259**	**10 938 794**	**7 040 436**	**10 966 290**	**21 117 810**	**32 777 547**

Tableau n°3.6 : Coût du programme 6 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 274 009**	**0**	**1 847 496**	**0**	**2 043 244**	**0**	**1 955 813**	**0**	**1 976 173**	**0**	**5 975 230**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	780 470	0	1 164 819	0	1 371 451	0	1 280 381	0	1 296 993	0	3 948 825
Biens et Services	0	89 297	0	127 677	0	141 793	0	145 432	0	149 180	0	436 405
Transferts Courants	0	404 242	0	555 000	0	530 000	0	530 000	0	530 000	0	1 590 000
Dépenses en capital	**10 469**	**10 469**	**22 635**	**22 635**	**27 814**	**27 814**	**28 514**	**28 514**	**29 233**	**29 233**	**85 561**	**85 561**
Dépenses d'investissement	10 469	10 469	22 635	22 635	27 814	27 814	28 514	28 514	29 233	29 233	85 561	85 561
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**10 469**	**1 284 478**	**22 635**	**1 870 131**	**27 814**	**2 071 058**	**28 514**	**1 984 327**	**29 233**	**2 005 406**	**85 561**	**6 060 791**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**8 415 802**	**34 838 888**	**12 102 530**	**41 493 232**	**7 405 123**	**37 913 157**	**7 353 572**	**37 800 211**	**7 281 537**	**37 820 609**	**22 040 232**	**113 533 977**
Hors Projets	57 218	26 488 267	102 530	29 493 232	7 115 106	37 623 140	7 118 274	37 564 913	7 121 537	37 660 609	**21 354 917**	**112 848 662**
Projets	8 124 249	8 116 287	12 000 000	12 000 000	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	234 335	234 335	0	0	290 017	290 017	235 298	235 298	160 000	160 000	**685 315**	**685 315**
Financement extérieur	**6 335 253**	**6 335 253**	**2 170 116**	**2 170 116**	**4 820 606**	**4 820 606**	**3 089 943**	**3 089 943**	**3 510 671**	**3 510 671**	**11 421 220**	**11 421 220**
Dons	**6 188 334**	**6 188 334**	**2 170 116**	**2 170 116**	**3 622 780**	**3 622 780**	**1 499 500**	**1 499 500**	**600 320**	**600 320**	**5 722 600**	**5 722 600**
BAD	4 144 303	4 144 303	0	0	622 780	622 780	499 500	499 500	600 320	600 320	**1 722 600**	**1 722 600**
BM	906 731	906 731	997 414	997 414	2 500 000	2 500 000	580 000	580 000	0	0	**3 080 000**	**3 080 000**
UE	1 137 300	1 137 300	1 172 702	1 172 702	500 000	500 000	420 000	420 000	0	0	**920 000**	**920 000**
Emprunts	**146 919**	**146 919**	**0**	**0**	**1 197 826**	**1 197 826**	**1 590 443**	**1 590 443**	**2 910 351**	**2 910 351**	**5 698 620**	**5 698 620**
BAD	146 919	146 919	0	0	1 197 826	1 197 826	1 590 443	1 590 443	2 910 351	2 910 351	**5 698 620**	**5 698 620**
BM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**14 751 055**	**41 174 141**	**14 272 646**	**43 663 348**	**12 225 729**	**42 733 763**	**10 443 515**	**40 890 154**	**10 792 208**	**41 331 280**	**33 461 452**	**124 955 197**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**26 431 049**	**0**	**29 390 702**	**0**	**30 508 034**	**0**	**30 446 639**	**0**	**30 539 072**	**0**	**91 493 745**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	4 278 300	0	5 623 471	0	6 389 415	0	6 324 596	0	6 372 303	0	19 086 314
Biens et Services	0	948 415	0	1 162 231	0	1 138 619	0	1 172 043	0	1 216 769	0	3 527 431
Transferts Courants	0	21 204 333	0	22 605 000	0	22 980 000	0	22 950 000	0	22 950 000	0	68 880 000
Dépenses en capital	**14 751 055**	**14 743 093**	**14 272 646**	**14 272 646**	**12 225 729**	**12 225 729**	**10 443 515**	**10 443 515**	**10 792 208**	**10 792 208**	**33 461 452**	**33 461 452**
Dépenses d'investissement	57 218	57 218	102 530	102 530	7 115 106	7 115 106	7 118 274	7 118 274	7 121 537	7 121 537	21 354 917	21 354 917
Projets d'investissement	**14 693 837**	**14 685 875**	**14 170 116**	**14 170 116**	**5 110 623**	**5 110 623**	**3 325 241**	**3 325 241**	**3 670 671**	**3 670 671**	**12 106 535**	**12 106 535**
Investissement financés sur RI	8 358 584	8 350 622	12 000 000	12 000 000	290 017	290 017	235 298	235 298	160 000	160 000	685 315	685 315
Investissement financés sur RE	6 335 253	6 335 253	2 170 116	2 170 116	4 820 606	4 820 606	3 089 943	3 089 943	3 510 671	3 510 671	11 421 220	11 421 220
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**14 751 055**	**41 174 141**	**14 272 646**	**43 663 348**	**12 225 729**	**42 733 763**	**10 443 515**	**40 890 154**	**10 792 208**	**41 331 280**	**33 461 452**	**124 955 197**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	269	1 591 348	309	1 754 104	339	1 868 979	326	1 877 208	322	1 869 756
Catégorie A2	237	968 314	350	1 490 663	411	1 703 223	385	1 707 802	383	1 731 677
Catégorie A3	2	76 668	45	228 428	121	260 731	116	271 696	116	272 344
Catégorie B	157	607 142	251	829 523	469	936 213	455	952 382	452	963 277
Catégorie C	327	847 875	375	1 141 302	425	1 016 465	402	1 045 286	396	1 068 840
Catégorie D	48	136 338	59	170 407	59	185 425	54	186 400	50	192 873
Contractuels	58	50 615	40	9 044	41	22 409	39	17 991	39	15 792
Volontaires	8	0	8	0	8	0	8	0	8	0
TOTAL	**1106**	**4 278 300**	**1437**	**5 623 471**	**1873**	**6 389 415**	**1785**	**6 324 596**	**1766**	**6 372 303**

Tableau n°7 : Dotation du ministère

RUBRIQUE	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025		Total 2023-2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CHARGE FINANCIÈRE	**0**	**99 815 325**	**0**	**125 132 312**	**0**	**142 931 513**	**0**	**158 105 761**	**0**	**107 957 242**	**0**	**408 994 517**
Intérêts sur la dette intérieure	0	84 838 555	0	107 704 310	0	125 920 848	0	141 837 809	0	90 849 637	0	358 608 295
Intérêts sur la dette extérieure	0	14 976 770	0	17 428 002	0	17 010 665	0	16 267 952	0	17 107 605	0	50 386 222
DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	**0**	**201 347 848**	**0**	**231 577 897**	**0**	**262 139 641**	**0**	**283 909 671**	**0**	**312 090 932**	**0**	**858 140 244**
Personnel	0	832 938	0	4 511 440	0	4 697 440	0	5 997 440	0	4 697 440	0	15 392 320
Dépenses en atténuation des recettes	0	123 645 131	0	134 067 258	0	146 877 588	0	157 480 024	0	172 003 728	0	476 361 340
Diverses	0	68 269 779	0	84 399 199	0	95 964 613	0	105 832 207	0	120 789 764	0	322 586 584
Transferts	0	8 600 000	0	8 600 000	0	14 600 000	0	14 600 000	0	14 600 000	0	43 800 000
DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	**21 648 999**	**21 648 999**	**38 605 255**	**38 605 255**	**58 684 585**	**58 684 585**	**34 184 585**	**34 184 585**	**34 684 585**	**34 684 585**	**127 553 755**	**127 553 755**
Dépenses communes d'investissement (Hors PIP)	0	0	8 899 585	8 899 585	15 684 585	15 684 585	14 184 585	14 184 585	14 684 585	14 684 585	44 553 755	44 553 755
Projets d'investissements communs	21 648 999	21 648 999	29 705 670	29 705 670	43 000 000	43 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	83 000 000	83 000 000
Ressources internes	20 770 794	20 770 794	25 913 081	25 913 081	43 000 000	43 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	83 000 000	83 000 000
Ressources externes (Emprunts)	368 564	368 564	1 700 175	1 700 175	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources externes (Dons)	509 641	509 641	2 092 414	2 092 414	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**21 648 999**	**322 812 172**	**38 605 255**	**395 315 464**	**58 684 585**	**463 755 739**	**34 184 585**	**476 200 018**	**34 684 585**	**454 732 759**	**127 553 755**	**1 394 688 516**

3.2.3. Ministère de la plan et de la coopération (Section 220)

Selon les termes du décret 2012-004/PR en date du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministère chargé de la planification du développement a pour mission d'assurer l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de planification du développement et de mobilisation des ressources extérieures pour le financement du développement en relation avec les autres départements ministériels et institutions de l'Etat.

❖ Politique et stratégies du ministère

Pour accomplir cette mission, le ministère dispose des outils relatifs à la planification, à la mobilisation des ressources et aux statistiques.

- Outils de planification : le document-cadre du système national de planification, le guide d'implantation de la chaîne de planification, de programmation, de budgétisation, d'exécution et de suivi-évaluation (PPBESE), le guide d'élaboration des politiques sectorielles, le guide d'élaboration des politiques publiques, le guide d'intégration des données démographiques dans les documents de politiques sectorielles.

- Outils de mobilisation des ressources : la stratégie nationale de mobilisation de partenariat et de ressources, la politique sur l'aide au développement, la monographie des partenaires.

- Outils statistiques : la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS).

- Outils de suivi -évaluation : la politique intégrée de suivi-évaluation, le système intégré de suivi évaluation, le guide de suivi-évaluation. Par ailleurs, il y a le cadre institutionnel de suivi-évaluation assorti de projets de textes pour son opérationnalisation.

❖ Contraintes et défis

En termes de contraintes, on relève une insuffisance de capacités des ressources humaines, institutionnelle, organisationnelle, technique et managériale, une insuffisance de pratique de la culture de planification et de statistique, une insuffisance de capacité de mobilisation et d'absorption de ressources financières et de suivi-évaluation et la multiplicité des approches et méthodologies de conception d'instruments de planification.

Les grands défis à relever par le ministère sont relatifs au : (i) renforcement des capacités des cadres en technique de planification, de programmation et de suivi-évaluation en vue de l'opérationnalisation du système de planification dans tous les secteurs ; (ii) mobilisation suffisante des partenaires pour accompagner la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ; (iii) suivi de la mise en œuvre des projets d'investissements publics ; et (iv) l'élargissement du programme d'investissement public aux investissements des collectivités locales, des entreprises publiques, etc.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires pour l'année 2023**

Les choix stratégiques et budgétaires opérés pour l'année 2023 tournent autour des orientations du gouvernement contenues dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025 et se présentent comme suit :

- le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- l'élaboration du rapport bilan 2021 de mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- le renforcement des capacités des ministères sectoriels et institutions de la République sur l'intégration des ODD et de l'Agenda 2030 dans la planification ;
- la revue des politiques sectorielles et publiques ;
- l'appui à l'actualisation des politiques sectorielles et publiques des ministères ;
- l'élaboration et l'actualisation du PIP 2023-2025 ; le suivi physique des projets d'investissement public ;
- le suivi administratif de l'exécution financière des projets d'investissements publics ;
- l'élaboration des rapports périodiques sur l'exécution des projets du PIP ;
- le renforcement des capacités des sectorielles sur la sélection, la hiérarchisation et la programmation des projets d'investissements publics au regard des instructions issues du séminaire gouvernemental de juillet 2021 ;
- la mobilisation des ressources extérieures pour le financement du développement
- la réalisation de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) ;
- la réalisation du recensement général de la population et de l'habitat, 5e édition (RGPH 5).

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

La mise en œuvre de ces choix budgétaires se fera à travers trois (03) programmes à savoir :

- Programme 1 : pilotage et soutien aux services du ministère dont l'objectif principal est d'assurer le pilotage et la coordination des services du ministère, est placé sous la responsabilité de monsieur Bèguèdouwè PANETO, Secrétaire général ;
- Programme 2 : planification du développement qui vise à assurer une meilleure coordination des actions du développement, est coordonné par madame AKPABIE Adoukoê Adjoavi, Directrice générale adjointe de la planification et du développement ;
- Programme 3 : coopération au développement qui vise à assurer une mobilisation et une coordination efficace du partenariat et de l'aide publique pour le financement des projets et programmes de développement est placé sous la responsabilité de madame ISSIFOU Alima, Directrice générale de la mobilisation de l'aide et du partenariat.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MPDC**	**Taux d'exécution du budget**	**%**	**2020**	**60,0**	**70,0**	**80,0**	**85,0**	**95,0**	**100,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MPDC	**%**	**2020**	**22,0**	**25,0**	**30,0**	**32,0**	**35,0**	**40,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Améliorer la qualité des services du MPDC	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	0,0	70,0	80,0	85,0	90,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	%	2020	7,0	5,0	3,0	3,0	2,0	2,0	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2020	90,0	93,0	95,0	96,0	98,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2020	90,0	95,0	97,0	98,0	100,0	100,0	PRMP
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système informatique performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	%	2020	3,0	3,0	1,0	1,0	1,0	1,0	CSI
			Taux de satisfaction du personnel	%	2020	0,0	0,0	80,0	90,0	98,0	99,0	CSI
A1.5	Gestion de la documentation sur le développement	Améliorer le niveau de satisfaction des usagers du centre	Taux de satisfaction des usagers	%	2020	78,4	86,3	90,0	95,0	97,0	98,0	CDT
A1.6	Formation diplômante et modulaire en informatique	assurer une meilleure maitrise de l'outil informatique et doter les pays membres de l'IAI des ingénieurs en informatique	Nombre de personnes formées en informatiques	%	2020	3,0	9,0	0,0	12,0	15,0	17,0	CENETI
			taux de réussite en fin de cycle	%	2020	100,0	94,0	100,0	100,0	100,0	100,0	IAI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	0,0	40,0	30,0	30,0	30,0	CFG
P2	**Planification du développement**	**assurer une meilleure coordination des actions du développement**	**proportion de projets et programmes suivis**	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**50,0**	**60,0**	**70,0**	**80,0**	**DGPD**
A2.1	Analyse des rapports	Faciliter la prise de décision	nombre de rapports internationaux analysés	nbre	2020	0,0	30,0	35,0	40,0	45,0	50,0	DEG
A2.2	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements	Optimiser la programmation des investissements publics	Proportion de nouveaux projets ayant fait objet d'évaluation ex ante	%	2020	80,0	87,0	90,0	92,0	94,0	96,0	DPPD
A2.3	appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	assurer une meilleure prise en compte des questions de population et la capture du dividende démographique au Togo	proportion de documents de planification élaborés/actualisés au cours de l'année intégrant la thématique de population	%	2020	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP
			proportion de politiques évaluées	%	2020	0,0	0,0	10,0	30,0	60,0	100,0	DEP
A2.4	DEVELOPPEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL	Produire et publier les comptes nationaux et autres statistiques pour répondre aux besoins des usagers	Taux de satisfaction des utilisateurs	%	2020	53,0	57,0	63,0	69,0	75,0	80,0	INSEED
			nombre de compte nationaux provisoires et définitifs élaborés	nbre	2020	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	INSEED
P3	**Coopération au développement**	**Renforcer la mobilisation des ressources extérieures**	**Taux de décaissement des ressources externes**	**%**	**2020**	**45,8**	**49,0**	**42,0**	**43,0**	**45,0**	**47,0**	**DGMAP**
A3.1	coopération bilatérale	Renforcer la mobilisation de ressources extérieures bilatérales	Proportion des partenaires bilatéraux suivis	%	2020	25,0	30,0	40,0	45,0	55,0	65,0	DCB
A3.2	coopération multilatérale	Renforcer la mobilisation de	Proportion des partenaires multilatéraux suivis	%	2020	38,5	40,0	45,0	50,0	55,0	60,0	DCM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		ressources externes multilatérales										
P4	**Aménagement du territoire**	**Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement harmonieux et équilibré du territoire national**	**Nombre d'outils d'aménagement du territoire élaborés**	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**1,0**	**3,0**	**2,0**	**DGAT**
A4.1	Développement des schémas d'aménagement du territoire	Assurer une meilleure répartition des infrastructures et des équipements socio collectifs sur le territoire national	Nombre de schéma national d'aménagement du territoire élaboré	nbre	2020	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	DOST
			Nombre de schéma régional d'aménagement du territoire élaboré et disponible	Nbre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	2,0	DOST

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Renforcer les capacités opérationnelles du MPDC	15 603	811 268	100 000	703 598	83 000	708 964	106 090	735 873	109 273	746 527	**298 363**	**2 191 363**
P2	Planification du développement	assurer une meilleure coordination des actions du développement	1 039 206	2 591 570	5 013 029	6 482 241	10 963 924	12 494 559	11 230 000	12 760 258	8 440 000	9 970 258	**30 633 924**	**35 225 076**
P3	Coopération au développement	Renforcer la mobilisation des ressources extérieures	0	28 766	0	368 411	4 000	415 274	0	411 279	0	414 579	**4 000**	**1 241 133**
P4	Aménagement du territoire	Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement harmonieux et équilibré du territoire national	0	0	0	0	821 126	269 094	0	344 593	0	340 574	**821 126**	**954 262**
Total			**1 054 809**	**3 431 604**	**5 113 029**	**7 554 250**	**11 872 050**	**13 887 892**	**11 336 090**	**14 252 003**	**8 549 273**	**11 471 938**	**31 757 413**	**39 611 833**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**795 665**	**0**	**603 598**	**0**	**625 964**	**0**	**629 783**	**0**	**637 254**	**0**	**1 893 000**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	519 630	0	324 299	0	361 155	0	357 712	0	357 704	0	1 076 570
Biens et Services	0	191 035	0	194 299	0	179 809	0	187 071	0	194 550	0	561 430
Transferts Courants	0	85 000	0	85 000	0	85 000	0	85 000	0	85 000	0	255 000
Dépenses en capital	**15 603**	**15 603**	**100 000**	**100 000**	**83 000**	**83 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**298 363**	**298 363**
Dépenses d'investissement	15 603	15 603	100 000	100 000	83 000	83 000	106 090	106 090	109 273	109 273	298 363	298 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**15 603**	**811 268**	**100 000**	**703 598**	**83 000**	**708 964**	**106 090**	**735 873**	**109 273**	**746 527**	**298 363**	**2 191 363**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 552 364**	**0**	**1 469 212**	**0**	**1 530 635**	**0**	**1 530 258**	**0**	**1 530 258**	**0**	**4 591 152**
Personnel	0	632 596	0	547 712	0	612 135	0	611 758	0	611 758	0	1 835 652
Biens et Services	0	33 768	0	35 500	0	32 500	0	32 500	0	32 500	0	97 500
Transferts Courants	0	886 000	0	886 000	0	886 000	0	886 000	0	886 000	0	2 658 000
Dépenses en capital	**1 039 206**	**1 039 206**	**5 013 029**	**5 013 029**	**10 963 924**	**10 963 924**	**11 230 000**	**11 230 000**	**8 440 000**	**8 440 000**	**30 633 924**	**30 633 924**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	16 000	16 000	0	0	0	0	16 000	16 000
Projets d'investissement	**1 039 206**	**1 039 206**	**5 013 029**	**5 013 029**	**10 947 924**	**10 947 924**	**11 230 000**	**11 230 000**	**8 440 000**	**8 440 000**	**30 617 924**	**30 617 924**
Investissement financés sur RI	400 000	400 000	1 600 000	1 600 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	639 206	639 206	3 413 029	3 413 029	10 947 924	10 947 924	11 230 000	11 230 000	8 440 000	8 440 000	30 617 924	30 617 924
Total	**1 039 206**	**2 591 570**	**5 013 029**	**6 482 241**	**10 963 924**	**12 494 559**	**11 230 000**	**12 760 258**	**8 440 000**	**9 970 258**	**30 633 924**	**35 225 076**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**28 766**	**0**	**368 411**	**0**	**411 274**	**0**	**411 279**	**0**	**414 579**	**0**	**1 237 133**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	5 397	0	343 411	0	387 524	0	387 529	0	390 829	0	1 165 883
Biens et Services	0	23 369	0	25 000	0	23 750	0	23 750	0	23 750	0	71 250
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	4 000	4 000	0	0	0	0	4 000	4 000
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**28 766**	**0**	**368 411**	**4 000**	**415 274**	**0**	**411 279**	**0**	**414 579**	**4 000**	**1 241 133**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**44 063**	**0**	**44 593**	**0**	**44 479**	**0**	**133 136**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	27 063	0	27 593	0	27 479	0	82 136
Biens et Services	0	0	0	0	0	17 000	0	17 000	0	17 000	0	51 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**821 126**	**225 031**	**0**	**300 000**	**0**	**296 095**	**821 126**	**821 126**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**821 126**	**225 031**	**0**	**300 000**	**0**	**296 095**	**821 126**	**821 126**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	821 126	225 031	0	300 000	0	296 095	821 126	821 126
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**821 126**	**269 094**	**0**	**344 593**	**0**	**340 574**	**821 126**	**954 262**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**415 603**	**2 792 398**	**1 700 000**	**4 141 221**	**924 126**	**2 939 968**	**106 090**	**3 022 003**	**109 273**	**3 031 938**	**1 139 489**	**8 993 909**
Hors Projets	15 603	2 392 398	100 000	2 541 221	103 000	2 714 937	106 090	2 722 003	109 273	2 735 843	**318 363**	**8 172 783**
Projets	400 000	400 000	1 600 000	1 600 000	821 126	225 031	0	300 000	0	296 095	**821 126**	**821 126**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**639 206**	**639 206**	**3 413 029**	**3 413 029**	**10 947 924**	**10 947 924**	**11 230 000**	**11 230 000**	**8 440 000**	**8 440 000**	**30 617 924**	**30 617 924**
Dons	**639 206**	**639 206**	**3 413 029**	**3 413 029**	**4 737 924**	**4 737 924**	**530 000**	**530 000**	**530 000**	**530 000**	**5 797 924**	**5 797 924**
BM	639 206	639 206	3 221 286	3 221 286	2 132 594	2 132 594	530 000	530 000	530 000	530 000	**3 192 594**	**3 192 594**
UEMOA	0	0	191 743	191 743	828 019	828 019	0	0	0	0	**828 019**	**828 019**
UNFPA	0	0	0	0	577 311	577 311	0	0	0	0	**577 311**	**577 311**
CEA	0	0	0	0	1 200 000	1 200 000	0	0	0	0	**1 200 000**	**1 200 000**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**6 210 000**	**6 210 000**	**10 700 000**	**10 700 000**	**7 910 000**	**7 910 000**	**24 820 000**	**24 820 000**
BM	0	0	0	0	6 210 000	6 210 000	10 700 000	10 700 000	7 910 000	7 910 000	**24 820 000**	**24 820 000**
TOTAL DE FINANCEMENT	**1 054 809**	**3 431 604**	**5 113 029**	**7 554 250**	**11 872 050**	**13 887 892**	**11 336 090**	**14 252 003**	**8 549 273**	**11 471 938**	**31 757 413**	**39 611 833**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 376 795**	**0**	**2 441 221**	**0**	**2 611 937**	**0**	**2 615 913**	**0**	**2 626 570**	**0**	**7 854 420**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 157 623	0	1 215 422	0	1 387 878	0	1 384 592	0	1 387 770	0	4 160 240
Biens et Services	0	248 172	0	254 799	0	253 059	0	260 321	0	267 800	0	781 180
Transferts Courants	0	971 000	0	971 000	0	971 000	0	971 000	0	971 000	0	2 913 000
Dépenses en capital	**1 054 809**	**1 054 809**	**5 113 029**	**5 113 029**	**11 872 050**	**11 275 955**	**11 336 090**	**11 636 090**	**8 549 273**	**8 845 368**	**31 757 413**	**31 757 413**
Dépenses d'investissement	15 603	15 603	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**1 039 206**	**1 039 206**	**5 013 029**	**5 013 029**	**11 769 050**	**11 172 955**	**11 230 000**	**11 530 000**	**8 440 000**	**8 736 095**	**31 439 050**	**31 439 050**
Investissement financés sur RI	400 000	400 000	1 600 000	1 600 000	821 126	225 031	0	300 000	0	296 095	821 126	821 126
Investissement financés sur RE	639 206	639 206	3 413 029	3 413 029	10 947 924	10 947 924	11 230 000	11 230 000	8 440 000	8 440 000	30 617 924	30 617 924
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**1 054 809**	**3 431 604**	**5 113 029**	**7 554 250**	**11 872 050**	**13 887 892**	**11 336 090**	**14 252 003**	**8 549 273**	**11 471 938**	**31 757 413**	**39 611 833**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	79	0	111	0	111	0	111	0	111	0
Catégorie A2	110	0	112	0	104	0	104	0	104	0
Catégorie A3	1	0	6	0	6	0	6	0	6	0
Catégorie B	70	0	69	0	66	0	66	0	66	0
Catégorie C	55	0	58	0	58	0	58	0	58	0
Catégorie D	5	0	6	0	6	0	6	0	6	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**320**	**1 157 623**	**362**	**1 215 422**	**351**	**1 387 878**	**351**	**1 384 592**	**351**	**1 387 770**

3.2.4. Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230)

❖ **Mission du ministère**

Aux termes du décret N° 2012-004 /PR du 29 février 2012 portant attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministère des affaires étrangères met en œuvre la politique extérieure du Togo définie par le Président de la République. Il est chargé des relations internationales.

Le ministère négocie et signe, par délégation du Président de la République, les traités, les conventions et accords internationaux et veille à leur ratification. Il est responsable de la gestion des relations diplomatiques entre le Togo et les autres nations, les organisations internationales, régionales ou sous régionales et assure la promotion, la protection et la défense des intérêts du Togo et des nationaux vivant à l'étranger. Il élabore les stratégies visant à faire participer la diaspora à l'œuvre de construction nationale et au développement du pays. Il veille au bon fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires et s'assure qu'elles exécutent leur mission de représentation conformément aux règles, usages et pratiques internationaux.

Le ministère assure, en liaison avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de la planification et du développement, la cohérence et le suivi de la politique de coopération bilatérale, technique, sociale et culturelle définie par le Gouvernement. Il étudie toutes informations ou questions susceptibles d'affecter les orientations de la politique de coopération technique du Gouvernement."

Au titre des instruments internationaux, on peut mentionner les Conventions sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946 et des institutions spécialisées du 21 novembre 1947, les conventions de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et de 1963 sur les relations consulaires, la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques du 14 décembre 1973.

❖ **Politiques et les stratégies du ministère**

La feuille de route gouvernementale, Togo 2025 que le ministère est appelé à mettre en œuvre.

- Contribuer au développement des infrastructures d'accueil scolaire par des campagnes de communication et la mise en place de programme de financement par la diaspora ;
- Contribuer à la promotion du tourisme local dans la sous-région ;
- Contribuer à l'attraction des investissements extérieurs notamment en assurant la promotion des opportunités d'investissements au Togo ;
- Contribuer à l'identification et au suivi des talents parmi les togolais à l'étranger afin de les attirer dans la fonction publique ;
- Contribuer à augmenter des revenus de l'Etat par attraction d'investissements extérieurs.

❖ Contraintes et défis du ministère

Au cours de ces dernières années, la pratique diplomatique s'est considérablement diversifiée suivant l'évolution des enjeux internationaux. Le ministère chargé des affaires étrangères doit pouvoir contribuer à la mise en œuvre d'orientation extérieure basée sur des considérations et réalités internationales, régionales et nationales afin de permettre au gouvernement de faire face aux nombreux besoins de la population.

Sur le plan international, les enjeux auxquels sont confrontés les Etats ne cessent de se complexifier. L'environnement international reste aujourd'hui marqué par la fragilité des questions économiques et financières, les crises sociopolitiques, la recrudescence de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales telles que la piraterie maritime, la criminalité transnationale organisée, le terrorisme international et l'extrémisme violent, les trafics illicites de tous genres et les questions migratoires.

Sur le plan régional, la promotion de l'intégration régionale demeure une priorité nationale. Aussi, la visibilité, le positionnement et le rayonnement du Togo constituent-ils des enjeux majeurs.

Sur le plan national, le défi majeur demeure de passer de la diplomatie classique représentative à un véritable instrument de soutien à la croissance économique et au développement. L'enjeu consisterait non seulement à donner du contenu à la diplomatie économique mais également à élaborer la politique étrangère y relative.

Prenant en compte l'importance des togolais de l'extérieur, il s'emploiera à mobiliser la diaspora pour optimiser leur contribution au développement national. Par ailleurs, la coordination interministérielle de la coopération au développement, la planification des actions au sein du ministère ajoutée à une volonté politique manifeste demeure une préoccupation du département.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

Le ministère envisage redoubler d'efforts pour amener la diaspora à s'impliquer davantage au processus, par son investissement, dans les projets de développement socio-économiques.

A ce titre, à l'horizon 2023, le ministère envisage de déployer une diplomatie dynamique et offensive basée sur un réseau diplomatique suffisamment étendu pour contribuer significativement à l'atteinte des objectifs.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	SALIFOU O. Afo	Secrétaire Général
P2 : Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional, régional et international	M. GNAMA Tchaa Batchassi	Directeur de la Coopération Internationale
P3 : Mobilisation de la diaspora et placement togolais dans organisations internationales	M. AZILAN A. K. Afetogbo	Directeur des Togolais de l'Extérieur

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MAEIRTE**	**Améliorer la qualité des services du ministère**	**Taux d'exécution physique des programmes du ministère**	**%**	**2020**	**73,0**	**85,0**	**90,0**	**92,0**	**95,0**	**98,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du ministère	**%**	**2020**	**8,0**	**10,0**	**11,0**	**13,0**	**15,0**	**20,0**	**0**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	Nombre	2020	20,0	22,0	23,0	24,0	24,0	25,0	Cabinet
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2020	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	98,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace, efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2020	8,0	8,0	30,0	35,0	40,0	45,0	DRH
			Proportion des agents disposants des fiches de postes de travail	%	2020	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	98,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace, efficiente des ressources matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2020	97,0	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi évaluation produits dans les délais	%	2020	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	jours	2020	28,0	26,0	25,0	20,0	15,0	10,0	DPSE
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés aux genres	%	2020	20,0	25,0	50,0	60,0	70,0	80,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	0	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	
P2	**Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international**	**Développer la coopération aux plans sous régional, régional et international**	**Nombre d'initiatives diplomatiques conclues**	**%**	**2020**	**42,0**	**44,0**	**48,0**	**53,0**	**61,0**	**69,0**	**DCI**
A2.1	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	Attirer les investisseurs et touristes étrangers	Nombre de visas délivrés pour des motifs économiques, culturelles et touristiques.	%	2020	5,0	5,0	10,0	20,0	40,0	40,0	DCI
A2.2	Protocole d'Etat	Renforcer le protocole d'Etat	Nombre de textes adoptés	Nombre	2020	0,0	0,0	3,0	2,0	2,0	2,0	DPE
			Nombre de documents/ procédures informatisés	Nombre	2020	0,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	DPE
A2.3	Extension du réseau	Renforcer le réseau	Nombre de nouvelles missions	Nombre	2020	0,0	0,0	2,0	4,0	5,0	7,0	AMBASS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	diplomatique du Togo	diplomatique du Togo	diplomatiques créées									ADES
A2.4	Signature et ratification des accords	Renforcer la présence du Togo sur le chiquier international	Nombre d'accords signés et ratifiés	Nombre	2020	11,0	13,0	15,0	15,0	17,0	20,0	DAJC
A2.5	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	Consolider la paix et la sécurité internationale	Nombre de participation du Togo aux initiatives internationales à la paix et à la sécurité.	Nombre	2020	13,0	15,0	18,0	21,0	25,0	28,0	DADS
A2.6	Promotion de la libre circulation des personnes et des biens et l'accès des Togolais aux marchés communautaires	Contribuer à l'intégration sous régionale, régionale et internationale	Nombre d'initiative réalisée en faveur de l'intégration	Nombre	2020	4,0	6,0	8,0	10,0	12,0	13,0	DIA
P3	**Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales**	**Contribuer au développement national**	**Taux d'évolution des transferts de fonds de la diaspora**	**%**	**2020**	**0,3**	**1,1**	**1,5**	**1,8**	**2,1**	**2,5**	**DTE**
A3.1	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Mobiliser les investissements, compétences et savoir faire des Togolais de l'extérieur	Nombre d'action de développement réalisées par les togolais de l'Extérieur	%	2020	30,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	DTE
			Nombre d'expertises capitalisées	Nombre	2020	65,0	70,0	90,0	120,0	140,0	160,0	DTE
A3.2	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	Accroitre la présence du Togo et des Togolais dans les organisations internationales	Taux de progression du nombre des Togolais dans les organisations internationales	%	2020	5,0	3,8	3,7	4,4	5,9	6,7	DOI

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MAEIRTE	Améliorer la qualité des services du ministère	67 804	1 124 563	110 300	890 236	132 000	1 113 142	135 960	1 144 304	140 039	1 177 545	407 999	3 434 990
P2	Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	Développer la coopération aux plans sous régional, régional et international	175 701	5 969 969	211 200	14 867 688	214 500	17 026 049	220 935	17 448 100	227 563	17 902 377	662 998	52 376 526
P3	Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	Contribuer au développement national	0	6 995	28 500	104 531	14 000	128 678	14 420	132 278	14 853	136 177	43 273	397 133
Total des programmes			**243 505**	**7 101 527**	**350 000**	**15 862 455**	**360 500**	**18 267 869**	**371 315**	**18 724 682**	**382 454**	**19 216 098**	**1 114 269**	**56 208 650**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 056 759**	**0**	**779 936**	**0**	**981 142**	**0**	**1 008 344**	**0**	**1 037 506**	**0**	**3 026 992**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	783 926	0	283 517	0	493 999	0	506 407	0	520 330	0	1 520 736
Biens et Services	0	272 833	0	496 419	0	487 143	0	501 937	0	517 175	0	1 506 256
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**67 804**	**67 804**	**110 300**	**110 300**	**132 000**	**132 000**	**135 960**	**135 960**	**140 039**	**140 039**	**407 999**	**407 999**
Dépenses d'investissement	67 804	67 804	110 300	110 300	132 000	132 000	135 960	135 960	140 039	140 039	407 999	407 999
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**67 804**	**1 124 563**	**110 300**	**890 236**	**132 000**	**1 113 142**	**135 960**	**1 144 304**	**140 039**	**1 177 545**	**407 999**	**3 434 990**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**5 794 268**	**0**	**14 656 488**	**0**	**16 811 549**	**0**	**17 227 165**	**0**	**17 674 814**	**0**	**51 713 528**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 610	0	7 303 727	0	7 962 546	0	8 174 748	0	8 412 878	0	24 550 172
Biens et Services	0	3 734 158	0	5 294 261	0	6 780 503	0	6 983 918	0	7 193 435	0	20 957 856
Transferts Courants	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 068 500	0	2 068 500	0	2 068 500	0	6 205 500
Dépenses en capital	**175 701**	**175 701**	**211 200**	**211 200**	**214 500**	**214 500**	**220 935**	**220 935**	**227 563**	**227 563**	**662 998**	**662 998**
Dépenses d'investissement	175 701	175 701	211 200	211 200	214 500	214 500	220 935	220 935	227 563	227 563	662 998	662 998
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**175 701**	**5 969 969**	**211 200**	**14 867 688**	**214 500**	**17 026 049**	**220 935**	**17 448 100**	**227 563**	**17 902 377**	**662 998**	**52 376 526**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**6 995**	**0**	**76 031**	**0**	**114 678**	**0**	**117 858**	**0**	**121 324**	**0**	**353 861**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	66 031	0	77 678	0	79 748	0	82 071	0	239 497
Biens et Services	0	6 995	0	10 000	0	37 000	0	38 110	0	39 253	0	114 363
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**28 500**	**28 500**	**14 000**	**14 000**	**14 420**	**14 420**	**14 853**	**14 853**	**43 273**	**43 273**
Dépenses d'investissement	0	0	28 500	28 500	14 000	14 000	14 420	14 420	14 853	14 853	43 273	43 273
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**6 995**	**28 500**	**104 531**	**14 000**	**128 678**	**14 420**	**132 278**	**14 853**	**136 177**	**43 273**	**397 133**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**243 505**	**7 101 527**	**350 000**	**15 862 455**	**360 500**	**18 267 869**	**371 315**	**18 724 682**	**382 454**	**19 216 098**	**1 114 269**	**56 208 650**
Hors Projets	243 505	7 101 527	350 000	15 862 455	360 500	18 267 869	371 315	18 724 682	382 454	19 216 098	**1 114 269**	**56 208 650**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**243 505**	**7 101 527**	**350 000**	**15 862 455**	**360 500**	**18 267 869**	**371 315**	**18 724 682**	**382 454**	**19 216 098**	**1 114 269**	**56 208 650**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**6 858 022**	**0**	**15 512 455**	**0**	**17 907 369**	**0**	**18 353 367**	**0**	**18 833 644**	**0**	**55 094 380**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	785 536	0	7 653 275	0	8 534 223	0	8 760 903	0	9 015 280	0	26 310 405
Biens et Services	0	4 013 986	0	5 800 680	0	7 304 646	0	7 523 965	0	7 749 864	0	22 578 475
Transferts Courants	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 068 500	0	2 068 500	0	2 068 500	0	6 205 500
Dépenses en capital	**243 505**	**243 505**	**350 000**	**350 000**	**360 500**	**360 500**	**371 315**	**371 315**	**382 454**	**382 454**	**1 114 269**	**1 114 269**
Dépenses d'investissement	243 505	243 505	350 000	350 000	360 500	360 500	371 315	371 315	382 454	382 454	1 114 269	1 114 269
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**243 505**	**7 101 527**	**350 000**	**15 862 455**	**360 500**	**18 267 869**	**371 315**	**18 724 682**	**382 454**	**19 216 098**	**1 114 269**	**56 208 650**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	65	172 979	85	208 462	112	8 417 875	139	373 941	166	427 166
Catégorie A2	15	29 042	21	45 637	28	72 369	52	127 857	76	206 306
Catégorie A3	0	0	0	0	5	18 821	14	41 028	23	71 799
Catégorie B	13	27 900	17	40 300	16	37 801	38	86 800	47	109 736
Catégorie C	15	22 479	12	13 487	16	22 777	29	47 504	40	60 991
Catégorie D	1	1 397	0	0	1	1 397	0	0	0	0
Contractuels	6	17 681	6	17 681	6	17 681	6	17 681	6	17 681
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**115**	**785 536**	**141**	**7 653 275**	**184**	**8 534 223**	**278**	**8 760 903**	**358**	**9 015 280**

3.2.5. Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240)

❖ Mission du ministère

Le ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a pour mission de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Comme attribution, le ministère doit :

- Impulser la dynamique nécessaire pour promouvoir et soutenir le développement harmonieux des communautés à la base, assurer la prise en compte des préoccupations de ces communautés dans les politiques et stratégies de croissance pour la réduction de la pauvreté ;
- Veiller au renforcement des capacités des organisations et collectivités locales en matière de développement à la base et à la mise en œuvre de la politique du développement à la base à travers les différents programmes sectoriels, la microfinance et les activités génératrices de revenus ;
- Mobiliser en collaboration avec le ministère des affaires étrangères et de la coopération, le ministère de l'économie et des finances et le ministère de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire, les ressources pour le financement des initiatives de développement à la base ;
- Elaborer avec les ministères concernés notamment, le ministère de l'emploi, le ministère de la formation professionnelle le plan de formation des jeunes et connaître toutes les questions relatives à l'encadrement et l'emploi des jeunes, à leur insertion socio-économique, à leur participation à la prise des décisions et à leur intégration dans le processus de développement et de construction nationale.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du Ministère

- ✓ La politique nationale de développement à la base (PNDB),
- ✓ La politique nationale de jeunesse (PNJ),
- ✓ Plan stratégique national pour l'emploi des jeunes (PSNEJ);

❖ Contraintes et défis du ministère

Pour accélérer la participation des communautés à la base et des jeunes à la réalisation des objectifs de développement durable et à la mise en œuvre du PND et en lien avec la feuille de route du Gouvernement, le ministère devra développer des stratégies visant à lutter prioritairement contre la pauvreté et doter de façon équitable les communautés, les organisations et les jeunes de moyens nécessaires à la création des richesses. Les grands défis à relever s'inscrivent donc dans des enjeux d'ordre économique, technique, organisationnel, socio culturel, environnemental et d'équité et d'égalité du genre.

Le défi majeur que le ministère devra relever est de mettre en place le Registre Social Unique (RSU) conformément à la feuille de route du Gouvernement et de rendre viable et durable les communautés et organisations à la base. En cinq (5) ans, soit de 2019 à 2023, toutes les actions entreprises devraient contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations à la base en accompagnant plus de 10 000 organisations à la base. A terme et plus précisément à l'horizon 2030, les ODD 1, 8 et 10 pourraient être atteints.

Les actions du ministère dans le cadre de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes intègrent les ODD 8 et 4 et participant à l'atteinte de l'effet 3 « *Les populations, en particulier les jeunes et les femmes, ont accès à un emploi productif, décent et durable* » de l'axe 3 du PND. Dans le même sens, le ministère devra contribuer à la conduite de la réforme relative au renforcement des mécanismes d'appui aux très petites et moyennes entreprises (TPME).

Aussi, à l'horizon 2030, à travers l'ANVT, l'employabilité de plus de 13 000 jeunes diplômés sera-t-elle améliorée. Une proportion de 25% pourra s'insérer sur le marché du travail et une proportion non négligeable sera insérée à travers l'entrepreneuriat. Aussi, plus de 15 000 jeunes déscolarisés sans qualification pourront-ils participer à des travaux d'utilité publique et le 1/3 sera installé après l'apprentissage des métiers de l'artisanat.

- **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Les choix stratégiques du ministère pour l'année 2023 portes sur le développement intégré et équitable des communautés à la base, la responsabilisation accrue des bénéficiaires de projets, le suivi du niveau d'atteinte du minimum vital commun, la mise en place des plateformes multifonctionnelles solaires pour répondre à l'ODD 7 (énergie propre et d'un cout abordable), ODD 8 (croissance économique), l'actualisation de la politique nationale du développement à la base, l'élaboration d'un nouveau plan stratégique national pour la jeunesse et l'emploi des jeunes, la mise en place des écoles d'excellence dans le cadre de l'alimentation scolaire, etc.

- **Mention des noms, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Programme	**Noms et prénoms et titre du responsable**	**Titre /Fonction du responsable de Programme**
Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	M. AGBISSO A. Wanata	Secrétaire Général du Ministère
Développement à la Base	M. Yawotse VOVOR	Directeur de Cabinet
Jeunesse	M. ANALA Arime Telata	Directeur de la Jeunesse

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ**	**Améliorer la qualité des services du MDBJEJ**	**Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MDBJEJ**	**Taux**	**2019**	**87,6**	**95,0**	**96,0**	**96,0**	**96,0**	**96,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MDBJEJ	**%**	**2021**	**24,0**	**24,0**	**23,0**	**24,0**	**25,0**	**26,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDBJEJ	Renforcer les capacités opérationnelles du MDBJEJ	Proportion de dialogues de gestion tenus	Proportion	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	Taux	2022	-	-	80,0	80,0	82,0	85,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MDBJEJ	Proportion du personnel formé par an	Proportion	2017	10,0	20,0	20,0	25,0	26,0	28,0	DRH
			Proportion des agents disposant de fiche de poste de travail	Proportion	2021	70,0	70,0	72,0	75,0	78,0	80,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du MDBJEJ	Taux d'exécution du budget	Taux	2017	80,0	78,5	80,0	90,0	92,0	93,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	Taux	2021	89,0	89,0	90,0	91,0	92,0	93,0	DAF
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Fréquence	2021	10,0	10,0	12,0	13,0	13,0	13,0	DEP
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation du MDBJEJ	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	Proportion	2017	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Mois	2021	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	DEP
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	Proportion	2021	5,0	5,0	8,3	13,3	16,7	20,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Cellule	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P2	**Développement à la base**	**Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre**	**Nombre d'organisations de développement à la base accompagnées**	**Nombre**	**2019**	**2 000,0**	**2 100,0**	**2 100,0**	**2 150,0**	**2 200,0**	**2 250,0**	**DDC; ANADEB**
A2.1	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	Améliorer les capacités d'auto développement des communautés à la base	Nombre de communautés ayant réalisé au moins un projet communautaire sur fonds propre	Nombre	2021	500,0	500,0	540,0	555,0	575,0	590,0	ANADEB/DDC
A2.2	Valorisation des potentialités productives locales	Contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations à la base	Pourcentage des membres des organisations à la base ayant augmenté leurs revenus	Taux	2018	70,0	72,0	72,0	73,0	74,0	75,0	ANADEB/DDC/ PHMDPTFM
A2.3	Amélioration des infrastructures de base	Contribuer à l'amélioration de l'accès des hommes et des femmes aux infrastructures de base	Nombre d'unités d'infrastructures socio-économiques et communautaires de base mises en place	Nombre	2019	67,0	87,0	191,0	153,0	153,0	153,0	ANADEB/DDC
A2.4	Promotion des filets sociaux	Agir sur les vecteurs qui handicapent les couches les plus vulnérables	Nombre de bénéficiaires directs des filets sociaux (cantine scolaire)	Nombre	2021	100 615,0	100 615,0	138 800,0	142 800,0	147 000,0	150 000,0	ANADEB/DDC
			Nombre de bénéficiaires directs des filets sociaux (transfert monétaire)	Nombre	2021	43 099,0	43 099,0	125 000,0	125 000,0	8 000,0	8 000,0	ANADEB/DDC
P3	**Jeunesse**	**Renforcer l'accompagnement de la jeunesse afin d'optimiser sa contribution et sa participation au développement du**	**Proportion des jeunes dans les instances de prise de décision électives et nominatives**	**Pourcentage**	**2020**	**6,7**	**6,7**	**6,7**	**7,4**	**8,4**	**9,0**	**DNJ,CNJ**
			Nombre d'emplois créés	**Nombre**	**2020**	**20 860,0**	**27 223,0**	**16 500,0**	**9 500,0**	**5 500,0**	**5 500,0**	**FAIEJ, PAEIJ-SP, PAIAJ, ANVT**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		Togo										
A3.1	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	Promouvoir l'engagement civique et la participation à la vie publique	Proportion de jeunes participants aux activités socioéducatives (15-35 ans)	Pourcentage	2020	2,0	4,7	6,6	7,0	8,0	9,0	DNJ, CNJ
			Nombre d'unités d'infrastructures socio-éducatives réalisées au profit des jeunes	Nombre	2020	3,0	1,0	4,0	4,0	3,0	3,0	DNJ
A3.2	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	Renforcer le cadre de promotion de l'emploi des jeunes	Proportion de mesures du Haut Conseil implémentées	Pourcentage	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CNEJ
A3.3	Renforcement de l'employabilité des jeunes	Renforcer les compétences des jeunes pour leur insertion professionnelle	Nombre de volontaires insérés	Nombre	2020	5 003,0	3 644,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	ANVT
			Nombre de jeunes ayant renforcé leur employabilité y compris les jeunes vulnérables et les jeunes en situation de handicap	Nombre	2020	27 103,0	33 939,0	22 361,0	16 486,0	12 486,0	12 486,0	ANVT, FAIEJ ,PAIAJ, PAEIJ-SP
A3.4	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	Promouvoir l'auto-emploi et la création d'entreprises par les jeunes filles et garçons y compris ceux avec un handicap	Nombre de TPME créées / renforcées par les jeunes filles et garçons y compris les jeunes vulnérables	Nombre	2020	7 389,0	11 248,0	2 180,0	1 660,0	1 500,0	1 500,0	FAIEJ, PAEIJ-SP, PAIAJ
			Volume de financement mobilisé au profit des jeunes entrepreneurs	F CFA	2020	5 848 232 925,0	6 226 686 283,0	1 560 000 000,0	1 150 000 000,0	1 000 000 000,0	1 000 000 000,0	PAEIJ-SP, PAIAJ, FAIEJ

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	Améliorer la qualité des services du MDBJEJ	50 000	185 177	90 000	239 409	94 500	238 900	99 135	244 485	103 909	248 883	**297 544**	**732 269**
P2	Développement à la base	Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre	1 594 793	4 196 898	9 652 513	12 244 500	20 624 444	22 617 133	14 750 000	13 387 448	6 625 000	5 843 319	**41 999 444**	**41 847 900**
P3	Jeunesse	Renforcer l'accompagnement de la jeunesse afin d'optimiser sa contribution et sa participation au développement du Togo	2 648 229	7 341 671	3 450 805	8 119 972	913 741	5 597 931	60 000	4 744 356	60 000	4 749 542	**1 033 741**	**15 091 828**
Total			**4 293 023**	**11 723 746**	**13 193 318**	**20 603 881**	**21 632 685**	**28 453 964**	**14 909 135**	**18 376 289**	**6 788 909**	**10 841 744**	**43 330 729**	**57 671 997**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**135 177**	**0**	**149 409**	**0**	**144 400**	**0**	**145 350**	**0**	**144 974**	**0**	**434 725**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	94 892	0	95 909	0	97 575	0	97 012	0	95 077	0	289 665
Biens et Services	0	40 285	0	53 500	0	46 825	0	48 338	0	49 897	0	145 060
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**50 000**	**50 000**	**90 000**	**90 000**	**94 500**	**94 500**	**99 135**	**99 135**	**103 909**	**103 909**	**297 544**	**297 544**
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	90 000	90 000	94 500	94 500	99 135	99 135	103 909	103 909	297 544	297 544
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**50 000**	**185 177**	**90 000**	**239 409**	**94 500**	**238 900**	**99 135**	**244 485**	**103 909**	**248 883**	**297 544**	**732 269**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 602 105**	**0**	**2 591 987**	**0**	**2 592 272**	**0**	**2 592 448**	**0**	**2 593 319**	**0**	**7 778 039**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	22 561	0	11 671	0	12 221	0	12 221	0	12 913	0	37 355
Biens et Services	0	4 544	0	5 316	0	5 050	0	5 226	0	5 406	0	15 683
Transferts Courants	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	7 725 000
Dépenses en capital	**1 594 793**	**1 594 793**	**9 652 513**	**9 652 513**	**20 624 444**	**20 024 861**	**14 750 000**	**10 795 000**	**6 625 000**	**3 250 000**	**41 999 444**	**34 069 861**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**1 594 793**	**1 594 793**	**9 652 513**	**9 652 513**	**20 624 444**	**20 024 861**	**14 750 000**	**10 795 000**	**6 625 000**	**3 250 000**	**41 999 444**	**34 069 861**
Investissement financés sur RI	153 193	153 193	96 190	96 190	365 810	60 810	0	305 000	0	0	365 810	365 810
Investissement financés sur RE	1 441 600	1 441 600	9 556 323	9 556 323	20 258 634	19 964 051	14 750 000	10 490 000	6 625 000	3 250 000	41 633 634	33 704 051
Transferts en capital											0	0
Total	**1 594 793**	**4 196 898**	**9 652 513**	**12 244 500**	**20 624 444**	**22 617 133**	**14 750 000**	**13 387 448**	**6 625 000**	**5 843 319**	**41 999 444**	**41 847 900**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**4 693 441**	**0**	**4 669 167**	**0**	**4 684 190**	**0**	**4 684 356**	**0**	**4 689 542**	**0**	**14 058 087**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	124 469	0	98 667	0	114 215	0	114 034	0	118 863	0	347 111
Biens et Services	0	8 972	0	10 500	0	9 975	0	10 322	0	10 679	0	30 976
Transferts Courants	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	13 680 000
Dépenses en capital	**2 648 229**	**2 648 229**	**3 450 805**	**3 450 805**	**913 741**	**913 741**	**60 000**	**60 000**	**60 000**	**60 000**	**1 033 741**	**1 033 741**
Dépenses d'investissement	49 897	49 897	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	180 000	180 000
Projets d'investissement	**2 598 332**	**2 598 332**	**3 390 805**	**3 390 805**	**853 741**	**853 741**	**0**	**0**	**0**	**0**	**853 741**	**853 741**
Investissement financés sur RI	285 825	285 825	298 717	298 717	460 386	460 386	0	0	0	0	460 386	460 386
Investissement financés sur RE	2 312 507	2 312 507	3 092 088	3 092 088	393 355	393 355	0	0	0	0	393 355	393 355
Transferts en capital											0	0
Total	**2 648 229**	**7 341 671**	**3 450 805**	**8 119 972**	**913 741**	**5 597 931**	**60 000**	**4 744 356**	**60 000**	**4 749 542**	**1 033 741**	**15 091 828**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**538 915**	**7 969 639**	**544 907**	**7 955 470**	**980 696**	**8 096 558**	**159 135**	**7 886 289**	**163 909**	**7 591 744**	**1 303 740**	**23 574 591**
Hors Projets	99 897	7 530 621	150 000	7 560 563	154 500	7 575 362	159 135	7 581 289	163 909	7 591 744	**477 544**	**22 748 395**
Projets	235 825	235 825	248 717	248 717	435 386	435 386	0	0	0	0	**435 386**	**435 386**
Fonds de contrepartie	203 193	203 193	146 190	146 190	390 810	85 810	0	305 000	0	0	**390 810**	**390 810**
Financement extérieur	**3 754 108**	**3 754 108**	**12 648 411**	**12 648 411**	**20 651 989**	**20 357 406**	**14 750 000**	**10 490 000**	**6 625 000**	**3 250 000**	**42 026 989**	**34 097 406**
Dons	**3 754 108**	**3 754 108**	**12 648 411**	**12 648 411**	**13 803 031**	**13 803 031**	**6 500 000**	**6 500 000**	**0**	**0**	**20 303 031**	**20 303 031**
BOAD	0	0	292 603	292 603	706 000	706 000	0	0	0	0	**706 000**	**706 000**
BM	2 849 751	2 849 751	5 000 000	5 000 000	10 407 826	10 407 826	6 500 000	6 500 000	0	0	**16 907 826**	**16 907 826**
BAD	904 357	904 357	3 092 088	3 092 088	393 355	393 355	0	0	0	0	**393 355**	**393 355**
AFD	0	0	4 263 720	4 263 720	2 295 850	2 295 850	0	0	0	0	**2 295 850**	**2 295 850**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**6 848 958**	**6 554 375**	**8 250 000**	**3 990 000**	**6 625 000**	**3 250 000**	**21 723 958**	**13 794 375**
BOAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
BM	0	0	0	0	6 848 958	6 554 375	8 250 000	3 990 000	6 625 000	3 250 000	**21 723 958**	**13 794 375**
TOTAL DE FINANCEMENT	**4 293 023**	**11 723 746**	**13 193 318**	**20 603 881**	**21 632 685**	**28 453 964**	**14 909 135**	**18 376 289**	**6 788 909**	**10 841 744**	**43 330 729**	**57 671 997**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**7 430 724**	**0**	**7 410 563**	**0**	**7 420 862**	**0**	**7 422 154**	**0**	**7 427 835**	**0**	**22 270 851**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	241 922	0	206 247	0	224 011	0	223 267	0	226 853	0	674 131
Biens et Services	0	53 801	0	69 316	0	61 850	0	63 886	0	65 982	0	191 719
Transferts Courants	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	21 405 000
Dépenses en capital	**4 293 023**	**4 293 023**	**13 193 318**	**13 193 318**	**21 632 685**	**21 033 102**	**14 909 135**	**10 954 135**	**6 788 909**	**3 413 909**	**43 330 729**	**35 401 146**
Dépenses d'investissement	99 897	99 897	150 000	150 000	154 500	154 500	159 135	159 135	163 909	163 909	477 544	477 544
Projets d'investissement	**4 193 126**	**4 193 126**	**13 043 318**	**13 043 318**	**21 478 185**	**20 878 602**	**14 750 000**	**10 795 000**	**6 625 000**	**3 250 000**	**42 853 185**	**34 923 602**
Investissement financés sur RI	439 018	439 018	394 907	394 907	826 196	521 196	0	305 000	0	0	826 196	826 196
Investissement financés sur RE	3 754 108	3 754 108	12 648 411	12 648 411	20 651 989	20 357 406	14 750 000	10 490 000	6 625 000	3 250 000	42 026 989	34 097 406
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**4 293 023**	**11 723 746**	**13 193 318**	**20 603 881**	**21 632 685**	**28 453 964**	**14 909 135**	**18 376 289**	**6 788 909**	**10 841 744**	**43 330 729**	**57 671 997**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	14	78 797	15	68 949	13	75 892	13	76 854	13	80 062
Catégorie A2	19	62 879	17	63 484	16	69 757	16	69 190	15	67 540
Catégorie A3	1	0	1	3 343	1	4 009	1	4 009	1	4 240
Catégorie B	6	25 251	6	17 460	6	21 204	6	21 204	6	22 590
Catégorie C	3	6 266	2	3 995	2	4 761	2	4 904	2	5 046
Catégorie D	11	17 747	8	12 512	7	13 132	6	11 851	6	12 118
Contractuels	3	35 328	3	38 328	1	35 256	1	35 256	1	35 256
Volontaires	11	7 920	11	7 920	2	720	2	720	2	720
TOTAL	**68**	**241 922**	**63**	**206 247**	**48**	**224 011**	**47**	**223 267**	**46**	**226 853**

3.2.6. Ministère des armées (Section 310)

❖ Mission du Ministère

Le ministère des armées sous l'autorité de la Présidence de la République, a pour mission d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la nation. Les forces armées participent en outre à la sauvegarde de la sécurité intérieure, aux efforts de développement national à travers les travaux d'utilité publique et humanitaire. Elles contribuent à la sécurité et à la stabilité régionale et internationale.

❖ Politique et stratégies du ministère

La vision du Togo en matière de défense consiste à se doter à l'horizon 2030 d'une armée moderne, efficace et opérationnelle capable de défendre l'intégrité territoriale ainsi que les intérêts supérieurs de la nation. Trois axes principaux forment la trame de la politique nationale de défense et de sécurité du ministère des armées :

- Axe 1 : Sauvegarde de la souveraineté et de la défense du Togo, ses intérêts nationaux et préservation de ses populations contre toutes attaques extérieures ou toutes agressions intérieures ;
- Axe 2 : Coordination du renseignement et modélisation de l'engagement des forces au niveau national et international ;
- Axe 3 : Gestion des ressources humaines dans le domaine du recrutement et de la formation pour répondre à l'évolution technologique et au standard requis par les échanges et les engagements internationaux.

❖ Contraintes et défis

Les contraintes réelles auxquelles sont confrontées les forces armées togolaises est l'arrimage optimal du budget (outil annuel opérationnel) à la Loi de programmation militaire 2021-2025 du 24 décembre 2020 pour atteindre le modèle d'armée défini. En effet, l'allocation triennale des ressources budgétaires est en deçà des objectifs chiffrés de l'effort de défense consacré par la ladite loi.

Les défis du ministère des armées sont :

- Amélioration du cadre juridique et institutionnel par la poursuite de l'élaboration des textes réglementaires et la révision de certains textes existants ;
- Consolidation des ressources humaines et matérielles des FAT par un effort pluriannuel de recrutement et de formation du personnel,
- Acquisition de matériels et d'équipements majeurs, ainsi que de réhabilitation et de construction d'infrastructures de défense et sanitaire ;
- Renforcement des capacités de renseignement et de commandement, de projection de forces et de soutien logistique ;
- Affermissement du lien armée-nation ;
- Consolidation de la dimension genre.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Le ministère des armées s'est fixé comme choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023, une approche globale intégrant le renforcement continu des moyens d'actions des forces armées par l'acquisition d'équipements majeurs ainsi que la formation, la consolidation de la coopération en matière de défense, l'affermissement des liens de sécurité collective, la poursuite des projets de construction d'infrastructures de défense, le démarrage effectif de la construction de l'hôpital de référence des armées pour sceller davantage le lien armée-nation et enfin, réduire les disparités liées à la représentativité du personnel militaire féminin, tant sur le plan numérique que sur le plan de la prise de décision.

❖ **Liste des responsables de programme du ministère des armées**

PROGRAMME	NOM ET PRÉNOMS	TITRE	DÉSIGNATION PROGRAMME
P1	Commissaire Colonel BASSAYI Pessé Egbarè	Directeur des affaires financières	Pilotage et soutien du ministère
P2	Général de Brigade MAGANAWE Dadja	Chef d'état-major général des FAT	Préparation et emploi des forces
P3	Commissaire Colonel AMEGNRAN Komi	Directeur central du commissariat des armées	Équipement logistique et soutien interarmées
P4	Colonel WAGUENA Lao	Directeur de la mémoire et du patrimoine de défense	Anciens combattants, mémoires, lien armée-nation

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées**	**Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère**	**Taux d'exécution du budget**	**%**	**2020**	**75,0**	**102,0**	**98,0**	**98,0**	**98,0**	**99,0**	**DAF-MINARM**
			Pourcentage de femmes au sein du personnel du ministère des armées	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**6,8**	**8,0**	**9,0**	**10,0**	**DRH-MINARM**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MINARM	Améliorer la qualité des services du ministère des armées	Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2020	70,0	-	83,0	85,0	90,0	95,0	DAF-MINARM
			Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	0,0	0,0	60,0	65,0	70,0	75,0	SGA/DAF-MINARM
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2020	80,0	90,0	85,0	90,0	95,0	98,0	DRH-MINARM
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2020	0,0	0,0	0,0	60,0	65,0	70,0	DRH-MINARM
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution physique des programmes du ministère des armées	%	2020	70,0	102,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DAF-MINARM
			Taux de satisfaction des besoins des structures en matériel et équipements budgétisés	%	2020	0,0	0,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DAF-MINARM
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'informations performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Nbre	2020	30,0	-	40,0	60,0	80,0	95,0	MINARM-DAJC/SI
			Proportion des bases de données du ministère à jour	0	2020	0,0	-	-	28,0	35,0	38,0	MINARM-DAJC/SI
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées genre	%	2020	10,0	-	6,0	8,0	10,0	12,0	CELLULE GENRE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			Cellule focale genre opérationnelle	%	2020	0,0	0,0	50,0	55,0	60,0	70,0	CELLULE GENRE
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	2020	0,0	0,0	-	45,0	50,0	55,0	DRH-DCD
A1.7	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi évaluation produits dans les délais	Nbre	2020	0,0	0,0	0,0	2,0	3,0	4,0	EPP & SE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	0	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	EPP & SE
			Capacité de déploiement et de projection des Forces	**%**	**2020**	**80,0**	**80,0**	**80,0**	**70,0**	**80,0**	**90,0**	**EMG**
A2.1	Planification et conduites des opérations	Assurer une posture opérationnelle permanente	Taux d'opérationnalisation des moyens	%	2020	70,0	80,0	85,0	80,0	90,0	90,0	EMG/DIV.PLAN
			Taux d'exécution des opérations	%	2020	30,0	80,0	80,0	85,0	95,0	98,0	EMG/DIV. OPS
A2.2	Préparation des forces terrestres	Mettre en condition opérationnelle les forces terrestres en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces terrestres	%	2020	70,0	70,0	80,0	80,0	85,0	86,0	EMAT
A2.3	Préparation des forces aériennes	Mettre en condition opérationnelle les forces aériennes en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces aériennes	%	2020	60,0	65,0	70,0	70,0	80,0	85,0	EMAA
A2.4	Préparation des forces navales	Mettre en condition opérationnelle des forces navales en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces navales	%	2020	70,0	75,0	80,0	80,0	85,0	90,0	EMM
A2.5	Préparation des Unités de la gendarmerie	Mettre en condition opérationnelle les unités de la gendarmerie en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des unités de la gendarmerie	%	2020	75,0	80,0	85,0	85,0	90,0	95,0	DGGN
A2.6	Formation commune aux	Assurer la formation	Proportion des cadres	%	2020	60,0	65,0	70,0	70,0	75,0	80,0	EMG/DIV.FORM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	armées et services sur le territoire national	qualifiante des cadres des FAT	qualifiés par rapport au format défini									
A2.7	Participation à la protection civile	Répondre à toutes sollicitations de la population sur le plan national en cas de sinistre	Taux de couverture nationale des unités des sapeurs-pompiers	%	2020	65,0	70,0	80,0	80,0	85,0	88,0	CSP
A2.8	Organisation de la réserve opérationnelle	Améliorer la sécurisation du territoire national	Taux de mobilisation des réservistes	%	2020	75,0	80,0	85,0	85,0	90,0	95,0	RO
A2.9	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	Assurer la sécurisation du territoire national	Taux de couverture sécuritaire des frontières	%	2020	90,0	92,0	93,0	93,0	93,0	95,0	EMG
P3	**Soutien des forces**	**Pourvoir aux besoins des armées et assurer leur administration**	**Taux de couverture des besoins techniques et logistiques**	**%**	**2020**	**30,0**	**40,0**	**50,0**	**50,0**	**60,0**	**65,0**	**DCCA**
A3.1	Soutien commissariat	Pourvoir aux besoins des armées en soutien de l'homme	Taux de couverture des besoins en soutien de l'homme défini dans la LPM	%	2020	40,0	45,0	50,0	50,0	60,0	70,0	DCCA
A3.2	Gestion du matériel du commissariat	Assurer le stockage et la distribution du matériel du commissariat	Taux d'équipement en matériel habillement, couchage, campement, ameublement et subsistance (HCCAS)	%	2020	60,0	65,0	80,0	80,0	90,0	90,0	GRA
			Taux de rotation du matériel HCCAS	%	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	GRA
A3.3	Soutien matériel	Assurer la disponibilité opérationnelle des matériels majeurs	Taux de disponibilité opérationnelle du matériel majeur	%	2020	60,0	70,0	80,0	80,0	85,0	85,0	DCMS
A3.4	Soutien santé	Assurer la couverture médicale des forces et participer à l'amélioration de la santé publique	Taux de couverture médicale	%	2020	75,0	75,0	85,0	85,0	90,0	92,0	DCSSA
			Taux de réalisation des Actions Médicales Gratuites (AMG)	%	2020	0,0	67,0	67,0	70,0	75,0	80,0	DCSSA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A3.5	Soutien génie	Assurer la disponibilité des infrastructures opérationnelles, bâtimentaires, de protection et de sûreté	Taux de réalisation du PIP initial -Infrastructures	%	2020	0,0	0,0	90,0	90,0	92,0	95,0	DGID
			Taux d'exécution des projets PIP - Infrastructures	%	2020	0,0	0,0	90,0	90,0	92,0	95,0	DGID
P4	**Anciens combattants, mémoires lien armée-nation**	**Raffermir le lien armée-nation**	**Taux de participation des civils aux activités organisées par les militaires**	**%**	**2020**	**55,0**	**60,0**	**70,0**	**75,0**	**80,0**	**85,0**	**DMPD**
A4.1	Anciens combattants	Contribuer au bien-être des anciens combattants	Taux des anciens combattants ayant une activité	%	2020	-	-	40,0	45,0	50,0	55,0	DMPD/BOG
A4.2	Aide à la reconversion	Assurer la reconversion du militaire à la vie civile	Taux de reconversion	%	2020	40,0	55,0	50,0	55,0	60,0	65,0	DMPD/SIRPA
A4.3	Mémoire des armées	Pérenniser l'histoire des armées	Nombre de publications des ouvrages sur l'histoire des armées	Nbre	2020	1,0	2,0	2,0	3,0	3,0	4,0	DMPD/SIRPA
A4.4	Lien Armée Nation	Promouvoir les activités de cohésion armée-nation	Taux de participation des civils aux actions médicales gratuites	%	2020	-	-	50,0	55,0	60,0	65,0	DMPD/BPSA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MINARM	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	43 436	161 779	43 440	371 780	2 753 480	7 060 194	146 440	7 284 854	146 440	9 341 183	**3 046 360**	**23 686 230**
P2	Préparation et emploi des forces	Assurer avec efficience et efficacité les missions des Forces Armées Togolaises	3 875 293	19 658 350	1 725 218	21 998 911	22 926 944	26 326 336	5 029 731	26 728 972	2 578 500	35 160 479	**30 535 175**	**88 215 786**
P3	Soutien des forces	Pourvoir aux besoins des armées et assurer leur administration	379 994	42 839 338	7 051 804	39 593 810	245 160	37 936 865	245 160	40 837 843	245 160	39 171 322	**735 480**	**117 946 030**
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Raffermir le lien armée-nation	30 740	73 358	30 740	140 293	30 740	148 665	30 740	151 924	30 740	155 281	**92 220**	**455 870**
Total des programmes			**4 329 463**	**62 732 825**	**8 851 202**	**62 104 794**	**25 956 324**	**71 472 059**	**5 452 071**	**75 003 593**	**3 000 840**	**83 828 264**	**34 409 235**	**230 303 916**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**118 343**	**0**	**328 340**	**0**	**6 653 050**	**0**	**6 877 710**	**0**	**7 109 111**	**0**	**20 639 870**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	25 848	0	25 848	0	25 848	0	25 848	0	77 544
Biens et Services	0	118 343	0	302 492	0	6 627 202	0	6 851 862	0	7 083 263	0	20 562 326
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**43 436**	**43 436**	**43 440**	**43 440**	**2 753 480**	**407 144**	**146 440**	**407 144**	**146 440**	**2 232 072**	**3 046 360**	**3 046 360**
Dépenses d'investissement	43 436	43 436	43 440	43 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	439 320	439 320
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 607 040**	**260 704**	**0**	**260 704**	**0**	**2 085 632**	**2 607 040**	**2 607 040**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	2 607 040	260 704	0	260 704	0	2 085 632	2 607 040	2 607 040
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**43 436**	**161 779**	**43 440**	**371 780**	**2 753 480**	**7 060 194**	**146 440**	**7 284 854**	**146 440**	**9 341 183**	**3 046 360**	**23 686 230**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**17 967 892**	**0**	**20 273 693**	**0**	**22 641 195**	**0**	**23 777 780**	**0**	**24 942 545**	**0**	**71 361 520**
Personnel	0	11 829 679	0	14 050 383	0	16 477 051	0	17 404 672	0	18 354 205	0	52 235 927
Biens et Services	0	6 138 213	0	6 223 310	0	6 164 145	0	6 373 108	0	6 588 340	0	19 125 593
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**3 875 293**	**1 690 458**	**1 725 218**	**1 725 218**	**22 926 944**	**3 685 141**	**5 029 731**	**2 951 192**	**2 578 500**	**10 217 934**	**30 535 175**	**16 854 266**
Dépenses d'investissement	331 241	331 241	334 300	334 300	407 300	407 300	407 300	407 300	407 300	407 300	1 221 900	1 221 900
Projets d'investissement	**3 544 052**	**1 359 217**	**1 390 918**	**1 390 918**	**22 519 644**	**3 277 841**	**4 622 431**	**2 543 892**	**2 171 200**	**9 810 634**	**29 313 275**	**15 632 366**
Investissement financés sur RI	3 544 052	1 359 217	1 390 918	1 390 918	22 519 644	3 277 841	4 622 431	2 543 892	2 171 200	9 810 634	29 313 275	15 632 366
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**3 875 293**	**19 658 350**	**1 725 218**	**21 998 911**	**22 926 944**	**26 326 336**	**5 029 731**	**26 728 972**	**2 578 500**	**35 160 479**	**30 535 175**	**88 215 786**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**41 300 653**	**0**	**37 879 321**	**0**	**36 350 187**	**0**	**37 622 143**	**0**	**38 926 162**	**0**	**112 898 492**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	29 418 991	0	25 918 989	0	31 449 170	0	32 554 780	0	33 687 460	0	97 691 410
Biens et Services	0	11 881 662	0	11 960 332	0	4 901 017	0	5 067 363	0	5 238 701	0	15 207 081
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**379 994**	**1 538 685**	**7 051 804**	**1 714 489**	**245 160**	**1 586 678**	**245 160**	**3 215 700**	**245 160**	**245 160**	**735 480**	**5 047 538**
Dépenses d'investissement	379 994	379 994	380 160	380 160	245 160	245 160	245 160	245 160	245 160	245 160	735 480	735 480
Projets d'investissement	**0**	**1 158 691**	**6 671 644**	**1 334 329**	**0**	**1 341 518**	**0**	**2 970 540**	**0**	**0**	**0**	**4 312 058**
Investissement financés sur RI	0	1 158 691	6 671 644	1 334 329	0	1 341 518	0	2 970 540	0	0	0	4 312 058
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**379 994**	**42 839 338**	**7 051 804**	**39 593 810**	**245 160**	**37 936 865**	**245 160**	**40 837 843**	**245 160**	**39 171 322**	**735 480**	**117 946 030**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**42 618**	**0**	**109 553**	**0**	**117 925**	**0**	**121 184**	**0**	**124 541**	**0**	**363 650**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	5 550	0	8 348	0	21 780	0	21 780	0	21 780	0	65 340
Biens et Services	0	37 068	0	101 205	0	96 145	0	99 404	0	102 761	0	298 310
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**30 740**	**92 220**	**92 220**
Dépenses d'investissement	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	92 220	92 220
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**30 740**	**73 358**	**30 740**	**140 293**	**30 740**	**148 665**	**30 740**	**151 924**	**30 740**	**155 281**	**92 220**	**455 870**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**4 329 463**	**62 732 825**	**8 851 202**	**62 104 794**	**25 956 324**	**71 472 059**	**5 452 071**	**75 003 593**	**3 000 840**	**83 828 264**	**34 409 235**	**230 303 916**
Hors Projets	785 411	60 214 917	788 640	59 379 547	829 640	66 591 996	829 640	69 228 457	829 640	71 931 998	**2 488 920**	**207 752 452**
Projets	3 544 052	2 517 908	8 062 562	2 725 247	25 126 684	4 880 063	4 622 431	5 775 136	2 171 200	11 896 266	**31 920 315**	**22 551 464**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**4 329 463**	**62 732 825**	**8 851 202**	**62 104 794**	**25 956 324**	**71 472 059**	**5 452 071**	**75 003 593**	**3 000 840**	**83 828 264**	**34 409 235**	**230 303 916**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**59 429 507**	**0**	**58 590 907**	**0**	**65 762 356**	**0**	**68 398 817**	**0**	**71 102 358**	**0**	**205 263 532**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	41 254 220	0	40 003 568	0	47 973 848	0	50 007 080	0	52 089 293	0	150 070 221
Biens et Services	0	18 175 286	0	18 587 339	0	17 788 508	0	18 391 738	0	19 013 065	0	55 193 311
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**4 329 463**	**3 303 319**	**8 851 202**	**3 513 887**	**25 956 324**	**5 709 703**	**5 452 071**	**6 604 776**	**3 000 840**	**12 725 906**	**34 409 235**	**25 040 384**
Dépenses d'investissement	785 411	785 411	788 640	788 640	829 640	829 640	829 640	829 640	829 640	829 640	2 488 920	2 488 920
Projets d'investissement	**3 544 052**	**2 517 908**	**8 062 562**	**2 725 247**	**25 126 684**	**4 880 063**	**4 622 431**	**5 775 136**	**2 171 200**	**11 896 266**	**31 920 315**	**22 551 464**
Investissement financés sur RI	3 544 052	2 517 908	8 062 562	2 725 247	25 126 684	4 880 063	4 622 431	5 775 136	2 171 200	11 896 266	31 920 315	22 551 464
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**4 329 463**	**62 732 825**	**8 851 202**	**62 104 794**	**25 956 324**	**71 472 059**	**5 452 071**	**75 003 593**	**3 000 840**	**83 828 264**	**34 409 235**	**230 303 916**

Tableau n°6 : Dotation du ministère

RUBRIQUE	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025		Total 2023-2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CHARGE FINANCIÈRE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Intérêts sur la dette intérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur la dette extérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	**0**	**2 422 155**	**0**	**2 422 155**	**0**	**2 422 155**	**0**	**2 422 155**	**0**	**2 422 155**	**0**	**7 266 465**
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Matériels	0	0	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	7 266 465
Diverses	0	2 422 155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	**47 889 346**	**47 889 346**	**41 017 584**	**41 017 584**	**45 637 788**	**45 637 788**	**44 983 283**	**44 983 283**	**69 743 866**	**69 743 866**	**160 364 937**	**160 364 937**
Dépenses communes d'investissement (Hors PIP)	47 889 346	47 889 346	2 311 360	2 311 360	2 404 360	2 404 360	2 500 150	2 500 150	2 598 814	2 598 814	7 503 324	7 503 324
Projets d'investissements communs	0	0	38 706 224	38 706 224	43 233 428	43 233 428	42 483 133	42 483 133	67 145 052	67 145 052	152 861 613	152 861 613
Ressources internes	0	0	38 706 224	38 706 224	43 233 428	43 233 428	42 483 133	42 483 133	67 145 052	67 145 052	152 861 613	152 861 613
Ressources externes (Emprunts)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources externes (Dons)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**47 889 346**	**50 311 501**	**41 017 584**	**43 439 739**	**45 637 788**	**48 059 943**	**44 983 283**	**47 405 438**	**69 743 866**	**72 166 021**	**160 364 937**	**167 631 402**

3.2.7. Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (Section 410)

❖ Rappel sommaire de la mission du ministère

Le ministère de mise en œuvre de la politique de l'État en matière d'administration générale du territoire, de décentralisation et de développement des territoires, veille au respect de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales et œuvre à la sauvegarde de l'intérêt général et de la légalité. Il assure le suivi de l'application de la loi relative à la décentralisation et appuie ces collectivités dans leur mission de formation, de consolidation et de promotion de la citoyenneté.

Il assure le développement des territoires grâce à la poursuite de l'aménagement du territoire pour l'opérationnalisation intégrale des communes, à travers les attributions du ministère délégué chargé du développement des territoires.

❖ Liste des politiques sectorielles et stratégies du secteur/Ministère

- Feuille de route de la décentralisation et des élections locales, année 2016.

❖ Résumer succinctement les contraintes et les défis du ministère

Les contraintes qui rendent difficile la bonne exécution de la mission que le Gouvernement a confiée au MATDDT sont de trois ordres. Il s'agit de l'absence d'une structure de planification, de suivi-évaluation et d'un système sectoriel d'information d'une part et le besoin de renforcement du cadre juridique en matière gouvernance territoriale, politique et institutionnelle d'autre part. Par ailleurs, la faiblesse de la planification du développement des territoires se révèle aussi comme une contrainte majeure.

Les défis suivants sont donc à relever, en vue de permettre au MATDDT d'assurer une bonne exécution de sa mission ; notamment le transfert de compétences et de ressources de l'Etat aux collectivités territoriales, la nomination des gouverneurs, la démarcation et délimitation des frontières, ainsi que la détermination des limites administratives.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

Les perspectives qui attendent le MATDDT sont la poursuite de l'opérationnalisation des collectivités territoriales et le renforcement du cadre juridique et institutionnel relatif à la gouvernance territoriale, politique et institutionnelle.

Les actions prioritaires pour 2023 se présentent comme suit :

- poursuivre la mise en œuvre de la décentralisation et dynamiser le système de financement des collectivités locales ;
- contribuer aux efforts visant à la préservation du climat de paix, de sécurité et de la stabilité politique ;
- rendre effectives les politiques de sécurisation et de démarcation des frontières ;

- accélérer, superviser et suivre les conseils coutumiers ou des consultations populaires en vue de la désignation des chefs traditionnels dans les localités ayant des vacances et régences ;
- règlementer la liberté d'association et l'exercice des cultes au Togo.

En termes d'investissements, les priorités du ministère, pour l'année 2023, sont entre autres :

- réhabilitation et équipement des bureaux et résidences dans les préfectures ;
- construction des équipements marchands et non marchands dans les communes ;
- construction des nouvelles mairies ;
- élaboration du schéma national d'aménagement du territoire ;
- élaboration et mise en œuvre de dix (10) plans de développement de dix (10) communes
- appui à la mise en œuvre des réformes, projets des ministères sectoriels à caractère sociaux et économiques.

❖ **Les noms, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Programmes et actions	Objectifs des programmes	Titre
Pilotage et soutien aux services du MATDDT	DOUTI Lardja	SECRETAIRE GENERAL
Décentralisation et déconcentration	PALI Essossinam	Directeur de la décentralisation et des collectivités locales
Gouvernance politique et institutionnelle	IDOH Agbeko	Directeur des libertés publiques et des affaires politiques
Développement des territoires	EDJAM Abalo	Directeur Général de l'Aménagement du Territoire

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MATDDT**	**Assurer les capacités opérationnelles du MATDDT**	**Taux d'exécution des programmes du MATDDT**	**%**	**2020**	**0,6**	**0,9**	**0,9**	**0,9**	**0,9**	**0,9**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MATDDT	Renforcer les capacités opérationnelles du MATDDT	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	0,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	0,5	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	2020	0,4	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	DAAF
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et d'évaluation des actions du ministère	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	Unité	2020	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	DPSE
A1.4	Gestion du système d'information et archives	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de documents classés	Unité	2020	1 320,0	1 685,0	1 700,0	1 800,0	2 000,0	2 100,0	DADL
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	CELLULE GENRE
			Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	**%**	2020	0,0	0,0	0,3	0,4	0,5	0,6	CELLULE GENRE
P2	**Décentralisation et déconcentration**	**Favoriser la gouvernance locale**	**Proportion des sessions des conseils locaux tenus**	**%**	**2020**	**9,0**	**9,0**	**9,0**	**9,0**	**9,0**	**9,0**	**DDCL**
A2.1	Renforcement de la déconcentration	Assurer l'administration du territoire	Proportion des services déconcentrés fonctionnels	Proportion	2020	ND	ND	ND	0,8	0,9	0,9	DATF
A2.2	Consolidation de la décentralisation	Contribuer à l'offre des services publics de base	Taux d'accroissement des investissements des collectivités territoriales	Unité	2020	ND	ND	0,1	0,1	0,1	0,1	DDCL
P3	**Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux**	**Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit**	**Nombre de mesures prises**	**Unité**	**2020**	**6,0**	**9,0**	**6,0**	**6,0**	**6,0**	**7,0**	**DLPAP**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A3.1	Gestion des libertés publiques et politiques	Assurer l'exercice des libertés publiques et un meilleur encadrement de la vie politique nationale	Taux des requêtes des associations traités	Proportion	2020	8,0	8,0	0,8	0,9	0,9	1,0	DLPAP
			Taux des requêtes des partis politiques traités dans les délais légaux	Proportion	2020	0,0	5,0	0,9	0,9	0,9	1,0	DLPAP
			Nombre de catégorie d'équipements nouveaux acquis	unité	2020	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DEA
P4	**Culte et chefferie traditionnelle**	**Contribuer à une meilleure gestion des cultes et de la chefferie**	**Nombre de mesures adoptées et mises en œuvre**	**Unité**	**2020**	**0,0**	**0,2**	**0,5**	**0,8**	**1,0**	**1,0**	**DCT**
A4.1	Gestion des cultes	Renforcer les libertés cultuelles	Nombre de mesures adoptées et mises en œuvre	Unité	2020	0,0	0,0	20,0	25,0	25,0	30,0	DDC
			Taux des requêtes des organisations religieuses traités	Proportion	2020	0,0	0,0	0,9	0,9	1,0	1,0	DDC
A4.2	Gestion de la chefferie traditionnelle	Gestion de la chefferie traditionnelle	Nombre d'actes de reconnaissance	Unité	2020	0,0	0,0	165,0	280,0	290,0	300,0	DCT
P5	**Développement des territoires**	**Contribuer au développement harmonieux et équilibré du territoire national**	**Proportion d'outils de planification des territoires**	**Unité**	**2020**	**0,0**	**1,0**	**1,0**	**1,0**	**5,0**	**15,0**	**DGAT**
A5.1	Développement des instruments de gestion harmonieuse du territoire	Assurer une meilleure répartition des infrastructures et des équipements socio-collectifs sur le territoire national	Nombre d'instruments d'aménagement du territoire élaborés	Unité	2020	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	DGAT
A5.2	Appui à la planification et au développement régional et local	Renforcer les collectivités territoriales en techniques d'élaboration des outils de planification régionale et locale de développement	Nombre d'outils de planification régionale et locale élaborés	Unité	2020	0,0	10,0	15,0	30,0	30,0	42,0	DPAR
A5.3	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du territoire	Assurer la disponibilité et la diffusion de l'information sur l'aménagement du territoire	Nombre de cartes thématiques élaborées	Unité	2020	0,0	118,0	200,0	200,0	200,0	200,0	DIC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Assurer les capacités opérationnelles du MATDDT	21 969	693 012	112 000	533 092	285 500	678 357	294 635	692 927	304 044	707 935	**884 179**	**2 079 219**
P2	Décentralisation et déconcentration	Favoriser la gouvernance locale	2 428 453	7 985 364	8 988 345	15 741 309	14 839 641	23 945 288	6 346 367	15 453 826	11 448 566	20 557 891	**32 634 574**	**59 957 004**
P3	Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit	0	219 845	1 700	355 789	3 000	363 658	3 000	365 470	3 000	367 336	**9 000**	**1 096 464**
P4	Culte et chefferie traditionnelle	Contribuer à une meilleure gestion des cultes et de la chefferie	0	91 749	2 300	439 383	3 000	733 611	3 000	735 423	3 000	737 289	**9 000**	**2 206 324**
P5	Développement des territoires	Contribuer au développement harmonieux et équilibré du territoire national	0	120 151	14 000	123 562	42 000	105 320	42 000	107 132	4 675 642	4 742 640	**4 759 642**	**4 955 092**
Total des programmes			**2 450 422**	**9 110 122**	**9 118 345**	**17 193 135**	**15 173 141**	**25 826 234**	**6 689 002**	**17 354 778**	**16 434 252**	**27 113 091**	**38 296 395**	**70 294 103**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**671 042**	**0**	**421 092**	**0**	**392 857**	**0**	**398 292**	**0**	**403 891**	**0**	**1 195 040**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	523 135	0	247 152	0	217 097	0	217 097	0	217 097	0	651 290
Biens et Services	0	147 907	0	173 940	0	175 760	0	181 196	0	186 794	0	543 750
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**21 969**	**21 969**	**112 000**	**112 000**	**285 500**	**285 500**	**294 635**	**294 635**	**304 044**	**304 044**	**884 179**	**884 179**
Dépenses d'investissement	21 969	21 969	112 000	112 000	285 500	285 500	294 635	294 635	304 044	304 044	884 179	884 179
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**21 969**	**693 012**	**112 000**	**533 092**	**285 500**	**678 357**	**294 635**	**692 927**	**304 044**	**707 935**	**884 179**	**2 079 219**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**5 556 911**	**0**	**6 752 964**	**0**	**9 105 647**	**0**	**9 107 459**	**0**	**9 109 325**	**0**	**27 322 430**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 206 534	0	1 116 314	0	1 364 247	0	1 364 247	0	1 364 247	0	4 092 741
Biens et Services	0	165 376	0	201 650	0	218 400	0	220 212	0	222 078	0	660 690
Transferts Courants	0	4 185 000	0	5 435 000	0	7 523 000	0	7 523 000	0	7 523 000	0	22 569 000
Dépenses en capital	**2 428 453**	**2 428 453**	**8 988 345**	**8 988 345**	**14 839 641**	**14 839 641**	**6 346 367**	**6 346 367**	**11 448 566**	**11 448 566**	**32 634 574**	**32 634 574**
Dépenses d'investissement	4 500	4 500	20 000	20 000	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	10 500	10 500
Projets d'investissement	**2 423 953**	**2 423 953**	**8 968 345**	**8 968 345**	**14 836 141**	**14 836 141**	**6 342 867**	**6 342 867**	**11 445 066**	**11 445 066**	**32 624 074**	**32 624 074**
Investissement financés sur RI	127 520	127 520	907 540	907 540	610 000	610 000	1 665 000	1 665 000	10 553 597	10 553 597	12 828 597	12 828 597
Investissement financés sur RE	2 296 433	2 296 433	8 060 805	8 060 805	14 226 141	14 226 141	4 677 867	4 677 867	891 469	891 469	19 795 477	19 795 477
Total	**2 428 453**	**7 985 364**	**8 988 345**	**15 741 309**	**14 839 641**	**23 945 288**	**6 346 367**	**15 453 826**	**11 448 566**	**20 557 891**	**32 634 574**	**59 957 004**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**219 845**	**0**	**354 089**	**0**	**360 658**	**0**	**362 470**	**0**	**364 336**	**0**	**1 087 464**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	437	0	85 310	0	95 158	0	95 158	0	95 158	0	285 474
Biens et Services	0	9 409	0	8 779	0	10 500	0	12 312	0	14 178	0	36 990
Transferts Courants	0	210 000	0	260 000	0	255 000	0	255 000	0	255 000	0	765 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**1 700**	**1 700**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**9 000**	**9 000**
Dépenses d'investissement	0	0	1 700	1 700	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**219 845**	**1 700**	**355 789**	**3 000**	**363 658**	**3 000**	**365 470**	**3 000**	**367 336**	**9 000**	**1 096 464**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**91 749**	**0**	**437 083**	**0**	**730 611**	**0**	**732 423**	**0**	**734 289**	**0**	**2 197 324**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 565	0	339 289	0	705 817	0	705 817	0	705 817	0	2 117 452
Biens et Services	0	15 185	0	12 794	0	14 794	0	16 606	0	18 472	0	49 872
Transferts Courants	0	75 000	0	85 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**2 300**	**2 300**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**9 000**	**9 000**
Dépenses d'investissement	0	0	2 300	2 300	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**91 749**	**2 300**	**439 383**	**3 000**	**733 611**	**3 000**	**735 423**	**3 000**	**737 289**	**9 000**	**2 206 324**

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**120 151**	**0**	**109 562**	**0**	**63 320**	**0**	**65 132**	**0**	**66 998**	**0**	**195 450**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	91 182	0	72 562	0	49 920	0	49 920	0	49 920	0	149 761
Biens et Services	0	28 969	0	27 000	0	13 400	0	15 212	0	17 078	0	45 689
Transferts Courants	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**14 000**	**14 000**	**42 000**	**42 000**	**42 000**	**42 000**	**4 675 642**	**4 675 642**	**4 759 642**	**4 759 642**
Dépenses d'investissement	0	0	14 000	14 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	21 000	21 000
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**4 668 642**	**4 668 642**	**4 738 642**	**4 738 642**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	35 000	35 000	35 000	35 000	4 668 642	4 668 642	4 738 642	4 738 642
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**120 151**	**14 000**	**123 562**	**42 000**	**105 320**	**42 000**	**107 132**	**4 675 642**	**4 742 640**	**4 759 642**	**4 955 092**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**153 989**	**6 813 689**	**1 057 540**	**9 132 330**	**947 000**	**11 600 093**	**2 011 135**	**12 676 911**	**15 542 783**	**26 221 622**	**18 500 918**	**50 498 626**
Hors Projets	26 469	6 686 169	150 000	8 224 790	302 000	10 955 093	311 135	10 976 911	320 544	10 999 383	**933 679**	**32 931 387**
Projets	127 520	127 520	907 540	907 540	645 000	645 000	1 700 000	1 700 000	15 222 239	15 222 239	**17 567 239**	**17 567 239**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**2 296 433**	**2 296 433**	**8 060 805**	**8 060 805**	**14 226 141**	**14 226 141**	**4 677 867**	**4 677 867**	**891 469**	**891 469**	**19 795 477**	**19 795 477**
Dons	**2 296 433**	**2 296 433**	**6 604 581**	**6 604 581**	**10 565 901**	**10 565 901**	**3 674 253**	**3 674 253**	**38 725**	**38 725**	**14 278 879**	**14 278 879**
KfW	1 754 481	1 754 481	3 666 572	3 666 572	6 363 625	6 363 625	2 606 212	2 606 212	0	0	**8 969 837**	**8 969 837**
AFD	541 952	541 952	2 938 009	2 938 009	4 202 276	4 202 276	1 068 041	1 068 041	38 725	38 725	**5 309 042**	**5 309 042**
Emprunts	**0**	**0**	**1 456 224**	**1 456 224**	**3 660 240**	**3 660 240**	**1 003 614**	**1 003 614**	**852 744**	**852 744**	**5 516 598**	**5 516 598**
TOTAL DE FINANCEMENT	**2 450 422**	**9 110 122**	**9 118 345**	**17 193 135**	**15 173 141**	**25 826 234**	**6 689 002**	**17 354 778**	**16 434 252**	**27 113 091**	**38 296 395**	**70 294 103**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**6 659 699**	**0**	**8 074 790**	**0**	**10 653 093**	**0**	**10 665 776**	**0**	**10 678 839**	**0**	**31 997 708**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 822 853	0	1 860 627	0	2 432 239	0	2 432 239	0	2 432 239	0	7 296 718
Biens et Services	0	366 846	0	424 163	0	432 854	0	445 537	0	458 600	0	1 336 990
Transferts Courants	0	4 470 000	0	5 790 000	0	7 788 000	0	7 788 000	0	7 788 000	0	23 364 000
Dépenses en capital	**2 450 422**	**2 450 422**	**9 118 345**	**9 118 345**	**15 173 141**	**15 173 141**	**6 689 002**	**6 689 002**	**16 434 252**	**16 434 252**	**38 296 395**	**38 296 395**
Dépenses d'investissement	26 469	26 469	150 000	150 000	302 000	302 000	311 135	311 135	320 544	320 544	933 679	933 679
Projets d'investissement	**2 423 953**	**2 423 953**	**8 968 345**	**8 968 345**	**14 871 141**	**14 871 141**	**6 377 867**	**6 377 867**	**16 113 708**	**16 113 708**	**37 362 716**	**37 362 716**
Investissement financés sur RI	127 520	127 520	907 540	907 540	645 000	645 000	1 700 000	1 700 000	15 222 239	15 222 239	17 567 239	17 567 239
Investissement financés sur RE	2 296 433	2 296 433	8 060 805	8 060 805	14 226 141	14 226 141	4 677 867	4 677 867	891 469	891 469	19 795 477	19 795 477
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**2 450 422**	**9 110 122**	**9 118 345**	**17 193 135**	**15 173 141**	**25 826 234**	**6 689 002**	**17 354 778**	**16 434 252**	**27 113 091**	**38 296 395**	**70 294 103**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	73	0	358	0	371	55187,73	374	0	373	0
Catégorie A2	92	0	90	0	89	0	89	0	89	0
Catégorie A3	14	0	9	0	9	0	9	0	9	0
Catégorie B	47	0	430	0	425	0	425	0	425	0
Catégorie C	49	0	42	0	43	0	43	0	43	0
Catégorie D	8	0	5	0	5	0	5	0	5	0
Contractuels	68	0	86	0	81	0	81	0	81	0
Volontaires	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0
TOTAL	**351**	**1 822 853**	**1020**	**1 860 627**	**1027**	**2 432 239**	**1026**	**2 432 239**	**1025**	**2 432 239**

3.2.8. Ministère de la justice et de la législation (Section 420)

❖ Mission du ministère

Conformément aux dispositions du décret n°2012-004 du 29 février 2012 relatifs aux attributions des ministres d'Etat et ministres, la mission du garde des sceaux, ministre de la justice et de législation se décline en plusieurs attributions à savoir :

(i) la préparation et la mise en œuvre, « dans le respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire », de la politique du gouvernement « dans le domaine de la justice et du sceau, de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion des anciens détenus ;

(ii) l'organisation des moyens et le fonctionnement « du service public de la justice » ;

(iii) l'organisation des auxiliaires de justice » et le « contrôle de la discipline au sein de leurs professions ;

(iv) l'appui aux différents ministères dans l'élaboration, la mise en œuvre et la codification « de la législation et de la réglementation en vigueur en matière civile, sociale, pénale, commerciale, administrative et des sceaux de l'Etat ».

❖ POLITIQUE SECTORIELLE ET STRATEGIE DU MINISTERE

- Politique nationale de la justice (PNJ) ;
- Stratégie nationale de la justice pour enfants (SNJE) ;

❖ CONTRAINTES ET DEFIS

Il s'agit de :

- l'accès au droit et à la justice pour tous ;
- la révision du corpus normatif/législatif ;
- l'incorporation dans l'ordre juridique interne des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et leur application effective ;
- l'effectivité de la coopération et de l'assistance judiciaire internationale ;
- du renforcement des infrastructures et équipements ;
- la capacité à lutter contre la criminalité transnationale organisée, la cybercriminalité, le blanchiment des capitaux, la piraterie sur mer, le trafic de drogue et des êtres humains et plus particulièrement des enfants ;
- la restauration de l'image de la justice dans tous ses aspects ;
- la mise en œuvre du principe de séparation des pouvoirs ;

- l'entrave à l'exécution des décisions de justice ;
- la lutte contre la corruption ;
- la célérité dans le traitement des dossiers ;
- l'amélioration du climat des affaires ;
- la séparation des fonctions judiciaires ;
- l'adaptation du système pénitentiaire aux normes internationales ;
- l'adoption de l'organigramme du ministère ;
- du renforcement du cadre partenarial,
- la mobilisation de ressources et de pilotage.

❖ RESPONSABLES DES PROGRAMMES

PROGRAMMES	RESPONSABLE DU PROGRAMME	TITRE
Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	MISSITE Komlan Aworou	Magistrat, Secrétaire général du ministère de la justice
Administration de la justice	EDORH Gbéboumey	Magistrat, directeur des affaires civiles, sociales et commerciales
Accès au droit et à la justice	TCHAGNAO Mama Raouf	Administrateur civil, directeur de l'accès au droit et à la justice
Administration pénitentiaire et réinsertion	IDRISSOU Akibou	Magistrat, directeur de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation**	**Améliorer la qualité des services publics du ministère de la justice et de la législation**	**Taux d'exécution physique des programmes du ministère**	**%**	**2018**	**97,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**Secrétariat général**
			Pourcentage des femmes au sein du ministère de la justice et de la législation	**%**	**2020**	**14,5**	**14,5**	**14,4**	**17,4**	**18,0**	**20,4**	**Secrétariat général**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du ministère de la justice et de la législation	Proportion de dialogues de gestion tenus	Nombre	2020	18,8	4,2	66,7	75,0	83,3	100,0	Cabinet
			Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2020	ND	ND	ND	50,0	60,0	70,0	Secrétariat général
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Renforcer l'efficacité de la gestion des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	86,7	99,6	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.3	Formation des acteurs et experts judiciaires	Doter le ministère de la justice de personnel judiciaire et des experts de qualité	Proportion des auditeurs de justice formés	%	2020	19,2	19,2	19,2	38,5	38,5	57,7	Centre de formation des professions de justice
			Proportion des élèves greffiers formés	%	2020	30,7	30,7	30,7	61,4	61,4	92,1	Centre de formation des professions de justice
A1.4	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et de la législation	Améliorer le contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et de la législation	Proportion des juridictions et services du ministère contrôlés	%	2020	3,0	3,0	36,4	24,2	24,2	24,2	Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires
			Proportion des saisines aux fins d'enquête traitées	%	2020	25,0	8,3	33,3	16,7	16,7	0,0	Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.5	Promotion du genre et de l'équité dans le secteur judiciaire	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	10,4	6,6	18,9	18,9	18,9	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
A1.6	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi-évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	29,4	58,8	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
			Délai moyen de production des documents d'annuaire statistique	jour	2020	46,9	46,9	46,5	46,0	45,5	45,0	DPSSE
P2	**Administration de la justice**	**Améliorer l'efficacité de la justice**	**Pourcentage des affaires définitivement réglées dans les ressorts des cours d'appel de Lomé et de Kara**	**%**	**2019**	**34,0**	**39,0**	**44,0**	**49,0**	**53,0**	**58,0**	**Direction des affaires civiles sociales et commerciales**
			Délai moyen de traitement des affaires commerciales	**Jour**	**2019**	**108,0**	**90,0**	**88,0**	**80,0**	**80,0**	**80,0**	**Direction des affaires civiles sociales et commerciales**
A2.1	Réforme de la législation	Moderniser le cadre législatif, règlementaire et organisationnel	Proportion des textes législatifs et réglementaires élaborés, actualisés et adoptés	%	2020	18,0	45,5	63,6	81,8	90,9	100,0	Direction de la législation
A2.2	Supervision des juridictions civiles, sociales, commerciales et administratives	Renforcer les capacités opérationnelles des juridictions	Proportion des complaintes ayant connu un dénouement	%	2018	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires civiles, sociales et commerciales
A2.3	Suivi de la gestion des procédures pénales	Assurer l'efficacité des procédures pénales	Proportion des dossiers de contentieux pénal et des procédures de grâces reçus et traités	%	2020	98,0	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires pénales et des grâces
			nombre de parquets interconnectés à des unités	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	7,0	Direction des affaires pénales et des grâces

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			de polices judicaires									
A2.4	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Pourcentage des affaires définitivement réglées dans le ressort de la cour d'appel de Lomé	%	2019	34,0	39,0	44,0	49,0	54,0	59,0	Cour d'appel de Lomé
A2.5	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	Pourcentage des affaires définitivement réglées dans le ressort de la cour d'appel de Kara	%	2019	35,0	40,0	45,0	50,0	55,0	60,0	Cour d'appel de Kara
P3	**Accès au droit et à la justice**	**Rapprocher le droit et la justice du jusiticiable et du citoyen**	**Taux d'accès au droit et à la justice**	**%**	**2016**	**65,0**	**70,0**	**71,0**	**72,5**	**73,5**	**75,0**	**Direction de l'accès au droit et à la justice**
A3.1	Assistance juridique et judiciaire	Renforcer les mécanismes de médiation, de conciliation et d'orientation	Proportion des justiciables ayant bénéficiés de l'information juridique dans les maisons de justice	%	2020	43,8	42,1	44,0	46,0	48,0	50,0	Direction de l'accès au droit et à la justice
			Taux de satisfaction des usagers ayant eu un procès-verbal de conciliation dans les maisons de justice	%	2020	87,8	91,3	92,3	93,3	94,3	95,3	Direction de l'accès au droit et à la justice
A3.2	Délivrance du certificat de nationalité	Faciliter l'obtention du certificat de nationalité togolaise	Délai moyen de délivrance du certificat de nationalité togolaise	mois	2020	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	1,0	Direction de la nationalité et du sceau
			Proportion des certificats de nationalité produits	%	2020	97,9	96,2	97,0	97,0	98,0	98,0	Direction de la nationalité et du sceau
A3.3	Implémentation du droit OHADA	Faciliter l'accessibilité des textes de l'OHADA	Proportion des acteurs judiciaires formés sur les actes uniformes de l'OHADA	%	2020	0,0	12,0	16,0	24,0	24,0	24,0	Commission nationale OHADA
			Proportion des acteurs extra judiciaires sensibilisés sur les actes uniformes de l'OHADA	%	2020	0,0	7,9	13,2	26,3	26,3	26,3	Commission nationale OHADA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P4	**Administration pénitentiaire et réinsertion**	**Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle**	**Taux d'occupation des prisons**	**%**	**2019**	**185,0**	**185,0**	**180,0**	**175,0**	**160,0**	**130,0**	**Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion**
A4.1	Surveillance des prisons	Améliorer la sécurisation des prisons	Proportion des tentatives d'évasion déjouées	%	2020	43,8	53,3	100,0	100,0	100,0	100,0	Corps des Surveillants de l'Administration Pénitentiaire
			proportion des incidents maitrisés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Corps des Surveillants de l'Administration Pénitentiaire
A4.2	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	Améliorer les conditions de détention et de réinsertion socioprofessionnelles des détenus	Taux de réinsertion des détenus	%	2020	4,0	6,0	8,0	9,0	9,5	10,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion
			Proportion des enfants ayant bénéficié des mesures alternatives	%	2020	0,0	72,9	80,0	85,0	90,0	95,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MJL	Améliorer la qualité des services publics du MJL	11 900	2 212 974	68 900	1 030 275	9 665 990	1 581 570	1 315 874	3 790 591	101 615	2 800 689	**11 083 479**	**8 172 851**
P2	Administration de la justice	Améliorer l'efficacité de la justice	3 000	1 921 710	13 100	3 251 601	15 000	3 421 473	15 000	3 477 081	15 000	3 535 931	**45 000**	**10 434 485**
P3	Accès au droit et à la justice	Rapprocher le droit et la justice du justiciable et du citoyen	0	62 858	3 000	137 439	0	179 398	0	182 202	0	185 387	**0**	**546 987**
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion	Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle	0	1 421 166	15 000	1 642 852	0	1 862 786	0	1 896 438	0	1 931 073	**0**	**5 690 297**
Total des programmes			**14 899**	**5 618 707**	**100 000**	**6 062 167**	**9 680 990**	**7 045 227**	**1 330 874**	**9 346 312**	**116 615**	**8 453 080**	**11 128 479**	**24 844 619**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 201 074**	**0**	**961 375**	**0**	**586 230**	**0**	**614 930**	**0**	**643 457**	**0**	**1 844 618**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 959 399	0	671 193	0	281 094	0	286 359	0	291 777	0	859 231
Biens et Services	0	111 675	0	160 182	0	175 136	0	198 571	0	221 680	0	595 387
Transferts Courants	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	390 000
Dépenses en capital	**11 900**	**11 900**	**68 900**	**68 900**	**9 665 990**	**995 340**	**1 315 874**	**3 175 661**	**101 615**	**2 157 232**	**11 083 479**	**6 328 233**
Dépenses d'investissement	11 900	11 900	68 900	68 900	95 340	95 340	98 430	98 430	101 615	101 615	295 385	295 385
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 570 650**	**900 000**	**1 217 444**	**3 077 231**	**0**	**2 055 617**	**10 788 094**	**6 032 848**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	9 570 650	900 000	1 217 444	3 077 231	0	2 055 617	10 788 094	6 032 848
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**11 900**	**2 212 974**	**68 900**	**1 030 275**	**9 665 990**	**1 581 570**	**1 315 874**	**3 790 591**	**101 615**	**2 800 689**	**11 083 479**	**8 172 851**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 918 711**	**0**	**3 238 501**	**0**	**3 406 473**	**0**	**3 462 081**	**0**	**3 520 931**	**0**	**10 389 485**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 787 319	0	3 085 872	0	3 287 993	0	3 344 601	0	3 403 451	0	10 036 045
Biens et Services	0	131 391	0	152 629	0	118 480	0	117 480	0	117 480	0	353 440
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**3 000**	**3 000**	**13 100**	**13 100**	**15 000**	**15 000**	**15 000**	**15 000**	**15 000**	**15 000**	**45 000**	**45 000**
Dépenses d'investissement	3 000	3 000	13 100	13 100	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**3 000**	**1 921 710**	**13 100**	**3 251 601**	**15 000**	**3 421 473**	**15 000**	**3 477 081**	**15 000**	**3 535 931**	**45 000**	**10 434 485**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**62 858**	**0**	**134 439**	**0**	**179 398**	**0**	**182 202**	**0**	**185 387**	**0**	**546 987**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	17 717	0	89 287	0	140 036	0	142 840	0	146 025	0	428 901
Biens et Services	0	15 140	0	15 152	0	9 362	0	9 362	0	9 362	0	28 086
Transferts Courants	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**3 000**	**3 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**62 858**	**3 000**	**137 439**	**0**	**179 398**	**0**	**182 202**	**0**	**185 387**	**0**	**546 987**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 421 166**	**0**	**1 627 852**	**0**	**1 862 786**	**0**	**1 896 438**	**0**	**1 931 073**	**0**	**5 690 297**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	974 629	0	1 181 231	0	1 421 249	0	1 454 901	0	1 489 536	0	4 365 686
Biens et Services	0	446 536	0	446 621	0	441 537	0	441 537	0	441 537	0	1 324 611
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**1 421 166**	**15 000**	**1 642 852**	**0**	**1 862 786**	**0**	**1 896 438**	**0**	**1 931 073**	**0**	**5 690 297**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**14 899**	**5 618 707**	**100 000**	**6 062 167**	**9 680 990**	**7 045 227**	**1 330 874**	**9 346 312**	**116 615**	**8 453 080**	**11 128 479**	**24 844 619**
Hors Projets	14 899	5 618 707	100 000	6 062 167	110 340	6 145 227	113 430	6 269 081	116 615	6 397 463	**340 385**	**18 811 771**
Projets	0	0	0	0	9 570 650	900 000	1 217 444	3 077 231	0	2 055 617	**10 788 094**	**6 032 848**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**14 899**	**5 618 707**	**100 000**	**6 062 167**	**9 680 990**	**7 045 227**	**1 330 874**	**9 346 312**	**116 615**	**8 453 080**	**11 128 479**	**24 844 619**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**5 603 808**	**0**	**5 962 167**	**0**	**6 034 887**	**0**	**6 155 651**	**0**	**6 280 848**	**0**	**18 471 386**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	4 739 065	0	5 027 583	0	5 130 372	0	5 228 701	0	5 330 789	0	15 689 862
Biens et Services	0	704 743	0	774 584	0	744 515	0	766 950	0	790 059	0	2 301 524
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	**14 899**	**14 899**	**100 000**	**100 000**	**9 680 990**	**1 010 340**	**1 330 874**	**3 190 661**	**116 615**	**2 172 232**	**11 128 479**	**6 373 233**
Dépenses d'investissement	14 899	14 899	100 000	100 000	110 340	110 340	113 430	113 430	116 615	116 615	340 385	340 385
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 570 650**	**900 000**	**1 217 444**	**3 077 231**	**0**	**2 055 617**	**10 788 094**	**6 032 848**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	9 570 650	900 000	1 217 444	3 077 231	0	2 055 617	10 788 094	6 032 848
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**14 899**	**5 618 707**	**100 000**	**6 062 167**	**9 680 990**	**7 045 227**	**1 330 874**	**9 346 312**	**116 615**	**8 453 080**	**11 128 479**	**24 844 619**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	235	0	237	0	226	0	226	0	226	0
Catégorie A2	260	0	263	0	255	0	255	0	255	0
Catégorie A3	4	0	4	0	8	0	8	0	8	0
Catégorie B	209	0	221	0	183	0	183	0	183	0
Catégorie C	382	0	392	0	353	0	353	0	353	0
Catégorie D	81	0	82	0	65	0	65	0	65	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	3	0	3	0	3	0
TOTAL	**1171**	**4 739 065**	**1199**	**5 027 583**	**1093**	**5 130 372**	**1093**	**5 228 701**	**1093**	**5 330 789**

3.2.9. Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430)

❖ Mission du ministère

Les missions du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile sont régies par le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres et la lettre de mission du ministère.
Aux termes de ce décret, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a pour missions :

- La protection des personnes et de leurs biens, la sureté des institutions, la protection des édifices publics et privés, la préservation de l'ordre, de la tranquillité et de la paix publics ; la lutte contre toutes les formes de criminalités ; la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent - qui du fait de la situation sécuritaire délétère actuelle dans notre sous-région - constituent une menace réelle et imminente pour notre pays. L'exécution de l'ensemble de ces missions de sécurité intérieure comporte, de nos jours plus que par le passé, d'importantes implications du point de vue budgétaire ;
- la prévention et la gestion des situations d'urgence en ce moment où notre pays, comme les autres de la sous-région, est confronté de façon récurrente aux catastrophes naturelles ou d'origine anthropique avec de graves conséquences pour les populations, nécessitent beaucoup de moyens financiers.

La vision du ministère est de garantir la sécurité, la libre circulation et la protection des personnes et des biens au Togo dans le respect des droits humains pour un développement durable, d'ici 2030.

❖ Politiques et stratégies du ministère

- Le plan stratégique du ministère de la sécurité et de la protection civile (2013-2017)
- La politique publique du ministère de la sécurité et de la protection civile (2020-2025)
- La politique nationale de la protection civile (2017-2030).

❖ Contraintes et défis du ministère

Les contraintes
Elles sont relatives à :

- l'absence d'une stratégie nationale clairement définie en matière de sécurité intérieure ainsi qu'un plan d'action ;
- l'insuffisance d'équipements, de matériels et de moyens d'intervention ;
- la faiblesse du dispositif informatisé de collecte, de traitement, d'analyse et d'échanges des données relatives à la sécurité intérieure de l'Etat ;
- la faiblesse du dispositif de contrôle aux frontières ;

Les défis :

- La garantie de la sécurité du territoire national pour la promotion du climat des affaires ;

- Le maillage complet et cohérent du territoire national pour lutter efficacement contre toutes formes de criminalité et menaces ;
- Le renforcement de la police de proximité pour la coproduction de la sécurité du territoire national ;
- Le renforcement de la réduction des risques de catastrophe.
- Les ressources humaines diversifiées et compétentes.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Pour l'année 2023, les priorités du ministère se tournent vers :

- la poursuite des actions de réforme du secteur de la sécurité à travers l'élaboration d'une stratégie nationale de sécurité intérieure ;
- le renforcement de la sécurité intérieure pour contribuer à l'amélioration de la vie socio-économique du pays ;
- le renforcement de la coopération sécuritaire pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée, l'extrémisme violent et le terrorisme ;
- la préservation de la paix dans la sous-région et dans le monde ;
- la prévention et la préparation à la réponse aux situations d'urgence.

❖ **NOM, PRENOMS ET TITRE DE CHAQUE RESPONSABLE DE PROGRAMME**

Ministère de la sécurité et de la protection civile	**Nom du Responsable de programme**	**Fonction**
Programme1 : Pilotage et soutien des services du MSPC	Lieutenant-Colonel AKOBI Messan	Secrétaire Général du MSPC
Programme2 : Sécurité intérieure et Criminalité transfrontalière	Lieutenant-Colonel OKPAOUL Yaovi	Directeur Général de la Police Nationale
Programme3 : Protection civile	Lieutenant-Colonel BAKA Yoma	Directeur Général de l'Agence Nationale de la Protection Civile.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du MSPC**	**Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC**	**Taux d'exécution physique des programmes**	**%**	**2018**	**78,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**SG**
			Indice de satisfaction globale des usagers du MSPC	**nombre (1 à 5)**	**2018**	**4,0**	**5,0**	**5,0**	**5,0**	**5,0**	**5,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSPC	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MSPC	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2019	60,0	65,0	70,0	95,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de couverture des programmes du ministère en personnel	%	2019	97,0	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2019	90,0	90,0	91,0	92,0	95,0	96,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Proportion des rapports de suivi et/ou évaluation	%	2019	50,0	0,0	60,0	65,0	70,0	75,0	DESPSE
			Proportion de données statistiques publiées	%	2019	65,0	60,0	65,0	70,0	75,0	80,0	DESPSE
A1.4	Formation	Doter le ministère en personnel qualifié	Proportion de personnels recyclés/formés	%	2019	48,0	25,0	30,0	40,0	45,0	50,0	ESFOS
A1.5	Genre et équité	Améliorer la représentativité des femmes dans les structures du ministère	Proportion des femmes dans le personnel du ministère	%	2019	13,9	25,0	30,0	40,0	45,0	50,0	Cellule genre
			Proportion de femmes promues à des postes de responsabilité/Proportion de femmes formées ou recyclées	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
P2	**Sécurité intérieure et transfrontalière**	**Assurer une meilleure protection des personnes et des**	**Indice de sécurité nationale (cf GPI)**	**rang en Afrique**	**2018**	**25,0**	**21,0**	**20,0**	**19,0**	**18,0**	**17,0**	**DGPN**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		biens										
A2.1	Lutte contre la criminalité	Renforcer la prévention et la répression des infractions	Taux d'élucidation des infractions constatées (Nombre de cas élucidés/Nombre de cas constatés	%	2019	47,0	73,0	74,0	75,0	76,0	77,0	DCPJ
A2.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Garantir la paix et la tranquillité de la population	Taux de maillage du territoire en unités de police (Nb d'Unités existantes/NB total d'Unités prévues)	%	2018	65,0	70,0	70,0	72,0	75,0	78,0	DCSP
A2.3	Développement de la police de proximité	Créer une synergie d'action entre les forces de sécurité et la population	Proportion de faits suspects dénoncés par la population (nombre de faits dénoncés par la population / nombre de tous les faits enregistrés)	%	2018	10,0	12,0	15,0	20,0	22,0	25,0	IGSS
A2.4	Gestion des flux migratoires	Maîtriser les entrées et les sorties sur le territoire national	Taux de détection irrégulière (nombre d'irréguliers / nombre total d'entrées)	%	2018	0,0	8,0	7,0	6,0	5,0	5,0	DGDN
A2.5	Renforcement de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Proportion des contrôles effectués (Nombre de contrôles effectués/ Nombre total de contrôles planifiés)	%	2018	92,0	93,0	93,5	94,0	95,0	95,5	DSR
A2.6	Coopération sécuritaire internationale	Réduire la criminalité transfrontalière	Taux de crimes transfrontaliers (total de crimes transfrontaliers organisés /total des infractions constatées)	%	2018	4,0	5,0	6,0	8,0	10,0	10,0	DCIOE
A2.7	Renseignement intérieur	Améliorer le dispositif de collecte d'informations	Taux de renseignements opérationnels (Nombre de renseignements exploités/ nombre d'informations recueillies)	%	2018	76,0	79,0	80,0	81,0	82,0	83,0	DCRI
A2.8	Lutte contre l'extrémisme violent et	Renforcer la résilience des populations face	Proportion de la population sensibilisée (Nombre de	%	2018	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	CIPLEV

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	le terrorisme	au phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme	personnes sensibilisées/ population exposée aux risques)									
P3	**Protection civile**	**Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes**	**Proportion de la population couverte par la prévention et l'alerte (population couverte/population totale)**	**%**	**2018**	**8,0**	**11,0**	**11,0**	**15,0**	**18,0**	**19,0**	**ANPC**
A3.1	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	Renforcer la capacité des populations à faire face aux catastrophes	Proportion de la population résiliente dans les zones à risques (effectif des populations bénéficiaires / nombre total de population à risques)	%	2018	14,0	18,0	20,0	22,0	23,0	24,0	ANPC
			Proportion de victimes liées aux catastrophes ayant bénéficié d'une assistance humanitaire (nombre total des victimes assistées / nombre total de victimes enregistrées)	%	2018	19,0	25,0	50,0	55,0	60,0	65,0	ANPC
A3.2	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	Veiller à l'application de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	Proportion des sociétés privées de sécurité réglementaires	%	2018	68,0	75,0	80,0	95,0	95,0	95,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC	30 000	1 345 468	870 000	1 135 067	853 000	1 133 342	960 900	1 297 129	1 092 727	1 489 417	**2 906 627**	**3 919 888**
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière	Assurer une meilleure protection des personnes et des biens	272 207	15 201 650	606 508	14 622 689	796 622	21 064 709	2 155 130	22 323 377	0	20 149 872	**2 951 752**	**63 537 959**
P3	Protection civile	Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes	318 142	1 121 466	677 242	2 096 556	715 036	2 275 879	337 708	1 898 868	0	1 631 302	**1 052 744**	**5 806 049**
Total			**620 349**	**17 668 585**	**2 153 750**	**17 854 312**	**2 364 658**	**24 473 931**	**3 453 738**	**25 519 374**	**1 092 727**	**23 270 592**	**6 911 123**	**73 263 896**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 315 468**	**0**	**265 067**	**0**	**280 342**	**0**	**336 229**	**0**	**396 690**	**0**	**1 013 261**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 187 893	0	78 452	0	89 727	0	90 478	0	94 148	0	274 353
Biens et Services	0	107 575	0	166 615	0	170 615	0	225 751	0	282 542	0	678 908
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	**30 000**	**30 000**	**870 000**	**870 000**	**853 000**	**853 000**	**960 900**	**960 900**	**1 092 727**	**1 092 727**	**2 906 627**	**2 906 627**
Dépenses d'investissement	30 000	30 000	870 000	870 000	853 000	853 000	960 900	960 900	1 092 727	1 092 727	2 906 627	2 906 627
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**30 000**	**1 345 468**	**870 000**	**1 135 067**	**853 000**	**1 133 342**	**960 900**	**1 297 129**	**1 092 727**	**1 489 417**	**2 906 627**	**3 919 888**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**14 929 444**	**0**	**14 016 181**	**0**	**20 268 087**	**0**	**20 168 247**	**0**	**20 149 872**	**0**	**60 586 207**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	14 417 844	0	13 448 524	0	18 398 740	0	18 298 900	0	18 280 525	0	54 978 166
Biens et Services	0	461 600	0	517 657	0	519 347	0	519 347	0	519 347	0	1 558 041
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	1 350 000	0	1 350 000	0	1 350 000	0	4 050 000
Dépenses en capital	**272 207**	**272 207**	**606 508**	**606 508**	**796 622**	**796 622**	**2 155 130**	**2 155 130**	**0**	**0**	**2 951 752**	**2 951 752**
Dépenses d'investissement	9 962	9 962	130 000	130 000	172 000	172 000	100 000	100 000	0	0	272 000	272 000
Projets d'investissement	**262 245**	**262 245**	**476 508**	**476 508**	**624 622**	**624 622**	**2 055 130**	**2 055 130**	**0**	**0**	**2 679 752**	**2 679 752**
Investissement financés sur RI	262 245	262 245	476 508	476 508	624 622	624 622	2 055 130	2 055 130	0	0	2 679 752	2 679 752
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**272 207**	**15 201 650**	**606 508**	**14 622 689**	**796 622**	**21 064 709**	**2 155 130**	**22 323 377**	**0**	**20 149 872**	**2 951 752**	**63 537 959**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**803 324**	**0**	**1 419 314**	**0**	**1 560 843**	**0**	**1 561 160**	**0**	**1 631 302**	**0**	**4 753 305**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	614 395	0	755 924	0	756 241	0	826 383	0	2 338 548
Biens et Services	0	3 324	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	14 757
Transferts Courants	0	800 000	0	800 000	0	800 000	0	800 000	0	800 000	0	2 400 000
Dépenses en capital	**318 142**	**318 142**	**677 242**	**677 242**	**715 036**	**715 036**	**337 708**	**337 708**	**0**	**0**	**1 052 744**	**1 052 744**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	5 000	5 000	0	0	0	0	5 000	5 000
Projets d'investissement	**318 142**	**318 142**	**677 242**	**677 242**	**710 036**	**710 036**	**337 708**	**337 708**	**0**	**0**	**1 047 744**	**1 047 744**
Investissement financés sur RI	318 142	318 142	522 492	522 492	531 036	531 036	0	0	0	0	531 036	531 036
Investissement financés sur RE	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	0	0	516 708	516 708
Transferts en capital											0	0
Total	**318 142**	**1 121 466**	**677 242**	**2 096 556**	**715 036**	**2 275 879**	**337 708**	**1 898 868**	**0**	**1 631 302**	**1 052 744**	**5 806 049**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**620 349**	**17 668 585**	**1 999 000**	**17 699 562**	**2 185 658**	**24 294 931**	**3 116 030**	**25 181 666**	**1 092 727**	**23 270 592**	**6 394 415**	**72 747 188**
Hors Projets	39 962	17 088 198	1 000 000	16 700 562	1 030 000	23 139 273	1 060 900	23 126 536	1 092 727	23 270 592	**3 183 627**	**69 536 400**
Projets	580 387	580 387	999 000	999 000	1 155 658	1 155 658	2 055 130	2 055 130	0	0	**3 210 788**	**3 210 788**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**154 750**	**154 750**	**179 000**	**179 000**	**337 708**	**337 708**	**0**	**0**	**516 708**	**516 708**
Dons	**0**	**0**	**154 750**	**154 750**	**179 000**	**179 000**	**337 708**	**337 708**	**0**	**0**	**516 708**	**516 708**
PNUD	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	0	0	**516 708**	**516 708**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**620 349**	**17 668 585**	**2 153 750**	**17 854 312**	**2 364 658**	**24 473 931**	**3 453 738**	**25 519 374**	**1 092 727**	**23 270 592**	**6 911 123**	**73 263 896**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**17 048 235**	**0**	**15 700 562**	**0**	**22 109 273**	**0**	**22 065 636**	**0**	**22 177 865**	**0**	**66 352 773**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	15 605 737	0	14 141 371	0	19 244 392	0	19 145 619	0	19 201 057	0	57 591 067
Biens et Services	0	572 499	0	689 191	0	694 881	0	750 017	0	806 808	0	2 251 706
Transferts Courants	0	870 000	0	870 000	0	2 170 000	0	2 170 000	0	2 170 000	0	6 510 000
Dépenses en capital	**620 349**	**620 349**	**2 153 750**	**2 153 750**	**2 364 658**	**2 364 658**	**3 453 738**	**3 453 738**	**1 092 727**	**1 092 727**	**6 911 123**	**6 911 123**
Dépenses d'investissement	39 962	39 962	1 000 000	1 000 000	1 030 000	1 030 000	1 060 900	1 060 900	1 092 727	1 092 727	3 183 627	3 183 627
Projets d'investissement	**580 387**	**580 387**	**1 153 750**	**1 153 750**	**1 334 658**	**1 334 658**	**2 392 838**	**2 392 838**	**0**	**0**	**3 727 496**	**3 727 496**
Investissement financés sur RI	580 387	580 387	999 000	999 000	1 155 658	1 155 658	2 055 130	2 055 130	0	0	3 210 788	3 210 788
Investissement financés sur RE	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	0	0	516 708	516 708
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**620 349**	**17 668 585**	**2 153 750**	**17 854 312**	**2 364 658**	**24 473 931**	**3 453 738**	**25 519 374**	**1 092 727**	**23 270 592**	**6 911 123**	**73 263 896**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	51	0	52	152 289	72	208 308	72	217 638	72	231 008
Catégorie A2	522	0	522	2 270 245	606	2 180 515	601	2 195 451	596	2 221 269
Catégorie A3	63	0	63	351 193	98	222 625	98	230 206	98	243 081
Catégorie B	409	0	409	1 169 116	441	1 232 045	438	1 234 861	431	1 235 388
Catégorie C	511	0	511	1 586 305	437	1 373 078	383	1 200 485	343	1 070 446
Catégorie D	4 400	0	5 900	8 182 245	5 965	8 899 600	5 909	8 793 542	4 374	8 688 611
Contractuels	0	0	0	24 000	0	25 200	0	25 200	0	25 200
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**5956**	**15 605 737**	**7457**	**14 141 371**	**7619**	**19 244 392**	**7501**	**19 145 619**	**5914**	**19 201 057**

Tableau n°7 : Dotation du ministère

RUBRIQUE	2 021		2 022		2 023		2 024		2 025		Total 2023-2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CHARGE FINANCIÈRE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Intérêts sur la dette intérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur la dette extérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	**1 232 705**	**1 232 705**	**1 137 007**	**1 137 007**	**1 837 007**	**1 837 007**	**1 137 007**	**1 137 007**	**1 137 007**	**1 137 007**	**4 111 021**	**4 111 021**
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Matériels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diverses	1 232 705	1 232 705	1 137 007	1 137 007	1 837 007	1 837 007	1 137 007	1 137 007	1 137 007	1 137 007	4 111 021	4 111 021
Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses communes d'investissement (Hors PIP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissements communs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources externes (Emprunts)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources externes (Dons)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**1 232 705**	**1 232 705**	**1 137 007**	**1 137 007**	**1 837 007**	**1 837 007**	**1 137 007**	**1 137 007**	**1 137 007**	**1 137 007**	**4 111 021**	**4 111 021**

3.2.10. Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (Section 510)

❖ Mission du ministère

Le Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat (MEPSTA) a pour mission première, de coordonner, de proposer, de planifier les activités du système éducatif Togolais et de mettre en œuvre la politique du gouvernement relative à l'accès de tous les citoyens au savoir, en ce qui concerne l'éducation au niveau du préscolaire, du primaire, du secondaire général et technique de qualité accessible à tous en phase avec le marché du travail et de promouvoir l'artisanat.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du Ministère

Le Togo depuis 2010, s'est doté d'une politique sectorielle de l'éducation dont les objectifs principaux se déclinent comme suit :
Axe1 : équilibrer la pyramide éducative nationale tout en corrigeant les disparités et la qualité du service éducatif ;
Axe2 : améliorer l'efficacité et la qualité du service éducatif ;
Axe3 : développer un partenariat efficace avec les différents membres du corps social ;
Axe4 : améliorer la gestion et la gouvernance du système éducatif national.

L'évolution de cette politique conduit efficacement à l'atteinte des objectifs des différentes stratégies nationales de développement, notamment :

- la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE 2013-2017),
- la vision du Forum Mondial de Dakar (avril 2000) et,
- la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (OMD, septembre 2000),
- le Plan National de Développement (PND 2018- 2023) et
- la feuille de route gouvernementale (Togo Vision 2025).

❖ Contraintes et défis du ministère

L'enveloppe budgétaire selon la lettre de cadrage, oblige le MEPSTA a arbitré ses dépenses en fonction du budget alloué et le contexte de la pandémie COVID-19 qui amène à une réorganisation du monde scolaire complique de plus les défis auxquels le ministère fait face notamment les objectifs relatifs à l'accès et à la qualité. Il s'agit spécifiquement à court, à moyen et à long termes, de réhabiliter, d'augmenter les capacités physiques des établissements scolaires et centre de formation professionnelle, de les équiper d'outils digitaux, d'y améliorer la qualité des enseignements et de renforcer les capacités techniques et professionnelles des artisans en vue de leur pleine contribution à la croissance de l'économie nationale.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Les choix stratégiques et budgétaires du ministère sont opérés autour des financements sur les ressources internes et externes.

À cet effet, une partie importante des ressources allouées au ministère provient des recettes de l'état (ressources internes) représentant 92% des dépenses ordinaires (personnel, biens et services, transfert courant). Aussi, pour compléter ses ressources intérieures afin de répondre aussi bien aux engagements internationaux que nationaux, le ministère à travers l'état sollicite des dons et prêts (ressources extérieures) auprès des partenaires techniques et financiers (UNICEF, BID, PME/IDA, AFD) pour le financement de ces projets d'investissements, représentant environ 8% du budget alloué. Le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) 2023-2025 du MEPSTA a été élaboré conformément au canevas retenu dans le guide d'élaboration des DPPD.

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

N° D'ordre	Programme	Nom et Prénoms	Titre du responsable de programme
1	Pilotage et Soutien des services du Ministère	TITORA Tawuim	Secrétaire Générale
2	Enseignement Préscolaire et Primaire	DARA-AHATO Yawo Dotsè	Directeur des Enseignements Préscolaire et Primaire
3	Enseignement Secondaire Général	NOUWOSSAN Komlan	Directeur de l'Enseignement Secondaire Général
4	Enseignement Technique et formation professionnelle	ADAM-TSAR Essogbaré	Directrice de l'Enseignement Secondaire Technique
5	Artisanat	DERMANE Moutala	Directeur de l'Artisanat

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MEPSTA**	**Améliorer la qualité des services publics du MEPSTA**	**Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère**	**Pourcentage**	**ND**	**0,0**	**97,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MEPSTA	**Pourcentage**	**ND**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**CAB**
A1.1	Pilotage et Coordination des actions du MEPSTA	Renforcer les capacités opérationnelles du MEPSTA	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	ND	0,0	26,7	40,0	53,3	66,7	73,3	CAB
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MEPSTA	Taux d'occupation des postes de travail	%	2020	65,0	70,0	75,0	80,0	80,0	90,0	DRH
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à le fonction publique	Jour	2020	6,0	6,0	4,0	3,0	3,0	2,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficience des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2020	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	Pourcentage	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAF
A1.4	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel enseignant qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DF
A1.5	Prospective, Planification, Statistiques et Suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	86,9	89,5	92,1	94,8	97,4	100,0	DPSSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Jour	2019	210,0	300,0	270,0	240,0	210,0	210,0	DPSSE
A1.6	Augmentation des capacités d'accueil scolaires et des centres	Renforcer les infrastructures physiques et équiper	Effectif d'élèves par classe au niveau de l'enseignement de base	u	2019	0,0	69,6	64,7	59,7	54,8	49,9	Projet de construction scolaire du

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	de formation professionnelle	les établissements et scolaires et centres de formation professionnelle des outils digitaux										ministère
			Elèves par classe pour l'enseignement technique	u	2019	0,0	40,0	36,0	35,0	34,0	33,0	DSRP
A1.7	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2007	66,7	83,3	100,0	100,0	100,0	100,0	CNDP-TICE
			Pourcentage d'établissements scolaires connectés aux réseaux internet	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CNDP-TICE
A1.8	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Cellule genre
P2	**Enseignements Préscolaire et Primaire**	**Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle**	**Taux de couverture au préscolaire (4-5 ans)**	**Pourcentage**	**2019**	**ND**	**44,0**	**45,0**	**46,0**	**46,0**	**47,0**	**DEPP**
			Part des élèves maîtrisant les bases fondamentales de lecture en fin de primaire	**Pourcentage**	**2019**	**14,0**	**26,0**	**32,0**	**38,0**	**44,0**	**50,0**	**0**
A2.1	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	Assurer la mise en œuvre efficace et efficiente des actions du préscolaire et primaire	Taux d'exécution physique des activités	Pourcentage	2020	42,0	58,0	70,0	75,0	80,0	85,0	DEPP
A2.2	Qualité de l'enseignement au préscolaire et primaire	Améliorer la qualité de l'enseignement préscolaire et primaire et garantir la maîtrise des fondamentaux en lecture et en mathématiques	Pourcentage d'élèves ayant obtenu une note supérieure ou égale à 10/20 en français et en mathématiques au CEPD	Pourcentage	2019	25,5	38,2	51,8	58,1	64,5	70,8	DEPP
			Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	Pourcentage	2019	ND	12,3	25,0	60,0	75,0	90,0	IEPP
P3	**Enseignement secondaire général**	**Accroître l'accès et la rétention dans**	**Taux de rétention au collège**	**Pourcentage**	**2019**	**36,6**	**0,0**	**46,0**	**49,1**	**52,3**	**55,5**	**DESG**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		l'enseignement secondaire général	**Pourcentage des nouveaux inscrits en classes de seconde de l'enseignement secondaire général par rapport à l'ensemble des admis au BEPC**	**Pourcentage**	**2020**	**71,7**	**69,6**	**75,7**	**76.2**	**76.7**	**77,0**	**0**
A3.1	Coordination et suivi des actions du secondaire général	Assurer la mise en œuvre efficace et efficiente des actions du secondaire général	Taux d'exécution physique des activités	Pourcentage	2020	38,0	40,0	60,0	80,0	100,0	100,0	DESG
A3.2	Qualité de l'enseignement au secondaire général	Améliorer la qualité de l'enseignement au secondaire général	Pourcentage d'élèves disposant des manuels de français, anglais, mathématiques et sciences expérimentales	Pourcentage	2019	43,0	47,0	49,0	51,0	53,0	55,0	BOP/IESG
			Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	Pourcentage	2019	6,0	26,0	29,0	36,0	43,0	50,0	0
P4	**Enseignement technique et Formation professionnelle**	**Accroitre l'accès à l'enseignement technique, à la formation professionnelle et assurer l'adéquation emploi-formation**	**Pourcentage des nouveaux inscrits en seconde dans l'enseignement technique par rapport à l'ensemble des admis au BEPC**	**Pourcentage**	**2020**	**13,3**	**16,7**	**20,0**	**21,0**	**22,0**	**23,0**	**DEST**
			Pourcentage d'apprenants/étudiants sortant de formation technique et professionnelle contribuant à la création d'emplois stables et de la richesse nationale	**Pourcentage**	**ND**	**ND**	**ND**	**40,0**	**53,3**	**66,7**	**80,0**	**0**
A4.1	Coordination des activités de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Assurer le bon déroulement des activités du programme enseignement technique et formation professionnelle	Taux d'exécution physique annuelle des activités prévues	Pourcentage	2020	70,0	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DEST

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A4.2	Gestion des activités pédagogiques et administratives des centres de formation	Assurer le bon déroulement des activités pédagogiques et administratives des centres	Nombre de jeunes et adultes ayant bénéficié d'une formation de courte durée	Nombre	ND	ND	ND	65,0	100,0	200,0	500,0	DFPA
			Taux d'exécution annuelle des activités prévues	Pourcentage	2020	75,0	75,5	80,0	85,0	90,0	92,0	DFPA
A4.3	Qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Proportion annuelle de curricula élaborés ou révisés (Taux de réalisation des curricula)	Pourcentage	2020	60,0	69,0	70,0	75,0	80,0	80,0	DPP
			Proportion d'enseignants inspectés	Pourcentage	2020	20,0	48,0	50,0	55,0	60,0	65,0	DPP
A4.4	Appui au renforcement des capacités des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Assurer au besoin les formations initiale et continue des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Nombre d'agents du monde du travail formés	Nombre	ND	ND	71,0	121,0	171,0	221,0	251,0	INFPP
			Proportion des formateurs formés en formation initiale et continue	Pourcentage	ND	ND	5,1	7,6	10,1	15,1	20,1	INFPP
A4.5	Promotion de l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers de l'industrie	Renforcer l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers de l'industrie	Nombre d'agents du monde du travail formés dans les métiers de l'industrie	Nombre	2020	ND	100,0	185,0	300,0	400,0	400,0	CFMI
			Nombre de jeunes formés aux métiers de l'industrie	Nombre	2020	353,0	340,0	340,0	340,0	340,0	340,0	CFMI
A4.6	Appui à l'employabilité des jeunes/ adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	Renforcer l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	Nombre de jeunes/adultes accompagnés dans leur parcours d'insertion	Nombre	ND	ND	150,0	150,0	150,0	150,0	150,0	Unité de coordination du PAFPE
P5	**Artisanat**	**Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois**	**Nombre de nouvelles entreprises artisanales créées**	**Nombre**	**2019**	**821,0**	**1 406,0**	**1 200,0**	**1 200,0**	**1 200,0**	**1 200,0**	**DA**
			Nombre d'emplois créés dans le secteur	**Nombre**	**2019**	**2 449,0**	**4 218,0**	**3 180,0**	**3 180,0**	**3 600,0**	**3 600,0**	**0**
A5.1	Gouvernance du secteur de l'artisanat	Créer un environnement	Proportion des responsables de structures d'encadrement ayant	Pourcentage	2020	45,0	94,4	80,0	85,0	90,0	95,0	DA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		juridique favorable et renforcer la gouvernance des structures d'encadrement du secteur	reçu des renforcements de capacités									
			Proportion des responsables des chambres de métiers ayant maitrisé les textes en vigueur	Pourcentage	ND	ND	86,5	60,0	70,0	80,0	90,0	0,0
A5.2	Promotion du secteur de l'artisanat	Rendre compétitifs les produits et services artisanaux sur les marchés	Nombre d'artisans bénéficiant de formations managériales, entrepreneuriales et en perfectionnement	Nombre	2019	3 196,0	2 289,0	3 000,0	3 500,0	3 500,0	3 500,0	DA
			Nombre d'artisans ayant participé aux foires nationales et internationales	Nombre	2019	864,0	28,0	750,0	800,0	400,0	900,0	0,0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MEPSTA	Améliorer la qualité des services publics du MEPSTA	60 913	47 294 308	117 938	12 176 155	682 500	20 238 153	251 835	20 531 834	259 390	20 599 907	**1 193 725**	**61 369 894**
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire	Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle	48 116	84 380 784	36 490 602	85 202 234	12 360 450	98 907 270	0	93 967 401	800 000	90 279 459	**13 160 450**	**283 154 129**
P3	Enseignement secondaire général	Accroître l'accès et la rétention dans l'enseignement secondaire général	895 596	2 371 341	3 646 867	44 436 796	0	56 024 236	299 727	51 741 344	0	49 878 690	**299 727**	**157 644 271**
P4	Enseignement technique et Formation professionnelle	Accroitre l'accès à l'enseignement technique à la formation professionnelle et assurer l'adéquation emploi-formation	1 413 739	9 732 131	3 370 854	9 053 123	3 965 514	13 642 820	4 126 091	13 028 463	3 768 678	12 644 751	**11 860 283**	**39 316 034**
P5	Artisanat	Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois	0	696 610	3 000	711 417	3 000	729 963	3 090	730 585	3 183	731 154	**9 273**	**2 191 702**
Total des programmes			**2 418 364**	**144 475 174**	**43 629 261**	**151 579 725**	**17 011 464**	**189 542 441**	**4 680 743**	**179 999 627**	**4 831 251**	**174 133 961**	**26 523 458**	**543 676 029**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**47 233 395**	**0**	**12 058 217**	**0**	**19 884 153**	**0**	**20 060 999**	**0**	**20 231 017**	**0**	**60 176 168**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	43 308 920	0	8 893 636	0	16 681 182	0	16 771 778	0	16 852 960	0	50 305 920
Biens et Services	0	2 549 748	0	2 824 581	0	2 862 971	0	2 949 220	0	3 038 057	0	8 850 248
Transferts Courants	0	1 374 727	0	340 000	0	340 000	0	340 000	0	340 000	0	1 020 000
Dépenses en capital	**60 913**	**60 913**	**117 938**	**117 938**	**682 500**	**354 000**	**251 835**	**470 835**	**259 390**	**368 890**	**1 193 725**	**1 193 725**
Dépenses d'investissement	60 913	60 913	117 938	117 938	244 500	244 500	251 835	251 835	259 390	259 390	755 725	755 725
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**438 000**	**109 500**	**0**	**219 000**	**0**	**109 500**	**438 000**	**438 000**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	438 000	109 500	0	219 000	0	109 500	438 000	438 000
Transferts en capital											0	0
Total	**60 913**	**47 294 308**	**117 938**	**12 176 155**	**682 500**	**20 238 153**	**251 835**	**20 531 834**	**259 390**	**20 599 907**	**1 193 725**	**61 369 894**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**84 332 668**	**0**	**74 809 375**	**0**	**83 031 602**	**0**	**83 466 605**	**0**	**83 838 836**	**0**	**250 337 042**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	77 709 041	0	67 614 362	0	75 798 769	0	76 224 414	0	76 587 006	0	228 610 189
Biens et Services	0	314 968	0	324 109	0	311 929	0	321 287	0	330 925	0	964 141
Transferts Courants	0	6 308 659	0	6 870 904	0	6 920 904	0	6 920 904	0	6 920 904	0	20 762 712
Dépenses en capital	**48 116**	**48 116**	**36 490 602**	**10 392 859**	**12 360 450**	**15 875 668**	**0**	**10 500 796**	**800 000**	**6 440 624**	**13 160 450**	**32 817 087**
Dépenses d'investissement	48 116	48 116	83 812	83 812	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**36 406 790**	**10 309 047**	**12 360 450**	**15 875 668**	**0**	**10 500 796**	**800 000**	**6 440 624**	**13 160 450**	**32 817 087**
Investissement financés sur RI	0	0	4 414 740	579 614	2 000 000	1 775 626	0	2 403 008	0	1 126 482	2 000 000	5 305 115
Investissement financés sur RE	0	0	31 992 050	9 729 433	10 360 450	14 100 042	0	8 097 788	800 000	5 314 142	11 160 450	27 511 972
Total	**48 116**	**84 380 784**	**36 490 602**	**85 202 234**	**12 360 450**	**98 907 270**	**0**	**93 967 401**	**800 000**	**90 279 459**	**13 160 450**	**283 154 129**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 475 745**	**0**	**41 239 393**	**0**	**49 343 293**	**0**	**49 630 895**	**0**	**49 878 690**	**0**	**148 852 879**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	597 500	0	40 299 929	0	48 419 897	0	48 691 797	0	48 923 419	0	146 035 114
Biens et Services	0	478 252	0	539 464	0	523 396	0	539 098	0	555 271	0	1 617 765
Transferts Courants	0	399 993	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	1 200 000
Dépenses en capital	**895 596**	**895 596**	**3 646 867**	**3 197 403**	**0**	**6 680 943**	**299 727**	**2 110 449**	**0**	**0**	**299 727**	**8 791 392**
Dépenses d'investissement	14 996	14 996	35 250	35 250	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**880 600**	**880 600**	**3 611 617**	**3 162 153**	**0**	**6 680 943**	**299 727**	**2 110 449**	**0**	**0**	**299 727**	**8 791 392**
Investissement financés sur RI	100 000	100 000	2 794 300	579 614	0	1 872 197	210 485	552 974	0	0	210 485	2 425 171
Investissement financés sur RE	780 600	780 600	817 317	2 582 539	0	4 808 746	89 242	1 557 475	0	0	89 242	6 366 221
Transferts en capital											0	0
Total	**895 596**	**2 371 341**	**3 646 867**	**44 436 796**	**0**	**56 024 236**	**299 727**	**51 741 344**	**0**	**49 878 690**	**299 727**	**157 644 271**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**8 318 392**	**0**	**7 873 671**	**0**	**8 782 012**	**0**	**8 832 321**	**0**	**8 876 073**	**0**	**26 490 406**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	7 608 650	0	7 147 404	0	8 064 564	0	8 109 850	0	8 148 428	0	24 322 841
Biens et Services	0	159 742	0	176 267	0	167 448	0	172 471	0	177 646	0	517 565
Transferts Courants	0	550 000	0	550 000	0	550 000	0	550 000	0	550 000	0	1 650 000
Dépenses en capital	**1 413 739**	**1 413 739**	**3 370 854**	**1 179 452**	**3 965 514**	**4 860 808**	**4 126 091**	**4 196 142**	**3 768 678**	**3 768 678**	**11 860 283**	**12 825 628**
Dépenses d'investissement	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 300	10 300	10 609	10 609	30 909	30 909
Projets d'investissement	**1 413 739**	**1 413 739**	**3 360 854**	**1 169 452**	**3 955 514**	**4 850 808**	**4 115 791**	**4 185 842**	**3 758 069**	**3 758 069**	**11 829 374**	**12 794 719**
Investissement financés sur RI	238 773	238 773	861 829	487 118	425 826	730 718	271 272	341 323	150 306	150 306	847 403	1 222 346
Investissement financés sur RE	1 174 966	1 174 966	2 499 025	682 334	3 529 689	4 120 091	3 844 519	3 844 519	3 607 764	3 607 764	10 981 971	11 572 373
Transferts en capital											0	0
Total	**1 413 739**	**9 732 131**	**3 370 854**	**9 053 123**	**3 965 514**	**13 642 820**	**4 126 091**	**13 028 463**	**3 768 678**	**12 644 751**	**11 860 283**	**39 316 034**

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**696 610**	**0**	**708 417**	**0**	**726 963**	**0**	**727 495**	**0**	**727 971**	**0**	**2 182 429**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	42 628	0	54 076	0	72 839	0	73 248	0	73 596	0	219 682
Biens et Services	0	3 982	0	4 341	0	4 124	0	4 248	0	4 375	0	12 747
Transferts Courants	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	1 950 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 090**	**3 090**	**3 183**	**3 183**	**9 273**	**9 273**
Dépenses d'investissement	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	3 090	3 090	3 183	3 183	9 273	9 273
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**696 610**	**3 000**	**711 417**	**3 000**	**729 963**	**3 090**	**730 585**	**3 183**	**731 154**	**9 273**	**2 191 702**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**462 798**	**142 519 608**	**8 320 869**	**138 585 419**	**2 683 326**	**166 404 062**	**746 982**	**166 280 845**	**423 488**	**165 102 556**	**3 853 795**	**497 787 463**
Hors Projets	124 025	142 180 835	250 000	136 939 073	257 500	162 025 522	265 225	162 983 541	273 182	163 825 769	**795 907**	**488 834 831**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	338 773	338 773	8 070 869	1 646 346	2 425 826	4 378 541	481 757	3 297 304	150 306	1 276 787	**3 057 888**	**8 952 632**
Financement extérieur	**1 955 566**	**1 955 566**	**35 308 392**	**12 994 306**	**14 328 139**	**23 138 379**	**3 933 761**	**13 718 782**	**4 407 764**	**9 031 406**	**22 669 663**	**45 888 566**
Dons	**1 955 566**	**1 955 566**	**22 857 942**	**11 064 306**	**3 967 689**	**17 177 199**	**3 933 761**	**8 051 057**	**4 407 764**	**5 690 506**	**12 309 213**	**30 918 761**
AFD	1 009 319	1 009 319	1 361 678	2 960 292	45 563	4 854 309	89 242	1 557 475	0	0	**134 805**	**6 411 784**
IDA/PME	0	0	19 541 600	7 799 433	0	8 138 862	0	2 430 063	800 000	1 973 242	**800 000**	**12 542 167**
KFW	946 247	946 247	1 954 664	304 581	3 484 126	4 074 528	3 844 519	3 844 519	3 607 764	3 607 764	**10 936 408**	**11 526 810**
JAPON	0	0	0	0	438 000	109 500	0	219 000	0	109 500	**438 000**	**438 000**
Emprunts	**0**	**0**	**12 450 450**	**1 930 000**	**10 360 450**	**5 961 180**	**0**	**5 667 725**	**0**	**3 340 900**	**10 360 450**	**14 969 805**
IDA	0	0	12 172 500	1 930 000	0	0	0	3 486 855	0	1 122 500	**0**	**4 609 355**
BID	0	0	277 950	0	10 360 450	5 961 180	0	2 180 870	0	2 218 400	**10 360 450**	**10 360 450**
TOTAL DE FINANCEMENT	**2 418 364**	**144 475 174**	**43 629 261**	**151 579 725**	**17 011 464**	**189 542 441**	**4 680 743**	**179 999 627**	**4 831 251**	**174 133 961**	**26 523 458**	**543 676 029**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**142 056 810**	**0**	**136 689 073**	**0**	**161 768 022**	**0**	**162 718 316**	**0**	**163 552 587**	**0**	**488 038 924**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	129 266 739	0	124 009 407	0	149 037 250	0	149 871 088	0	150 585 409	0	449 493 746
Biens et Services	0	3 506 692	0	3 868 762	0	3 869 868	0	3 986 324	0	4 106 274	0	11 962 466
Transferts Courants	0	9 283 379	0	8 810 904	0	8 860 904	0	8 860 904	0	8 860 904	0	26 582 712
Dépenses en capital	**2 418 364**	**2 418 364**	**43 629 261**	**14 890 652**	**17 011 464**	**27 774 419**	**4 680 743**	**17 281 311**	**4 831 251**	**10 581 375**	**26 523 458**	**55 637 105**
Dépenses d'investissement	124 025	124 025	250 000	250 000	257 500	257 500	265 225	265 225	273 182	273 182	795 907	795 907
Projets d'investissement	**2 294 339**	**2 294 339**	**43 379 261**	**14 640 652**	**16 753 964**	**27 516 919**	**4 415 518**	**17 016 086**	**4 558 069**	**10 308 193**	**25 727 551**	**54 841 198**
Investissement financés sur RI	338 773	338 773	8 070 869	1 646 346	2 425 826	4 378 541	481 757	3 297 304	150 306	1 276 787	3 057 888	8 952 632
Investissement financés sur RE	1 955 566	1 955 566	35 308 392	12 994 306	14 328 139	23 138 379	3 933 761	13 718 782	4 407 764	9 031 406	22 669 663	45 888 566
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**2 418 364**	**144 475 174**	**43 629 261**	**151 579 725**	**17 011 464**	**189 542 441**	**4 680 743**	**179 999 627**	**4 831 251**	**174 133 961**	**26 523 458**	**543 676 029**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	3 293	6 795 922	4 154	15 586 725	3 855	15 080 144	4 016	15 842 539	4 418	15 918 136
Catégorie A2	7 059	5 937 545	9 265	32 441 661	9 739	40 780 259	10 156	41 104 472	11 172	41 300 258
Catégorie A3	214	1 429 828	169	634 736	194	612 234	213	774 586	235	778 304
Catégorie B	23 331	110 492 586	23 792	71 753 588	26 216	90 006 587	26 319	89 419 699	28 950	89 845 902
Catégorie C	991	4 238 813	836	3 300 515	642	2 379 738	706	2 536 882	777	2 548 979
Catégorie D	66	302 640	62	292 182	46	178 287	51	192 909	56	193 830
Contractuels	4	69 405	-	-	-	-	-	-	-	-
Volontaires	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**34 958**	**129 266 739**	**38 278**	**124 009 407**	**40 692**	**149 037 250**	**41 461**	**149 871 088**	**45 607**	**150 585 409**

3.2.11. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a une mission l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique de l'Etat en matière d'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que des services à la communauté.

❖ Politiques sectorielles et stratégies

- **Cadre politique**

Le Togo dispose d'une Politique Sectorielle de l'Education (PSE) commune aux trois sous-secteurs et élaborée en 2010.
La politique a pour objectifs majeurs de : (i) garantir un enseignement de qualité pour tous avec des enseignants qualifiés ; (ii) réguler les flux et améliorer la pertinence et la qualité de l'offre de formation professionnelle et technique afin d'élever le niveau d'employabilité des sortants et de contribuer efficacement au développement économique et social du pays et (iii) réduire les disparités qui existent, en matière d'éducation, entre les régions, les sexes, le milieu urbain et rural, les riches et les pauvres et les personnes en situation de handicap.

- **Cadre stratégique**

Les actions du sous-secteur sont articulées autour des prioritaires stratégiques suivantes :

- renforcer l'accès équitable à l'enseignement supérieur ;
- améliorer la qualité dans le système ;
- améliorer la gestion et le pilotage dans le sous-secteur ;
- dynamiser la recherche.

❖ Contraintes et défis

Le sous-secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche est marqué par des faiblesses :

- insuffisances en matière de pilotage du système ;
- croissance importante des effectifs universitaires ;
- effectifs universitaires pléthoriques ;
- insuffisance des structures d'accueil universitaires ;
- taux d'encadrement peu satisfaisant ;
- insuffisance de ressources humaines qualifiées, de moyens matériels et financiers en matière de recherche ;

- insuffisance d'infrastructures adéquates dans le domaine de la technologie et d'innovation,
- faible valorisation des résultats de la recherche.

Néanmoins, le sous-secteur ambitionne de réaliser de nombreux défis : (i) dispenser une formation scientifique, culturelle et professionnelle, dans ses dimensions initiales et continue ; (ii) former des diplômés et des citoyens responsables capables de s'intégrer dans tous les domaines de l'activité humaine ; (iii) promouvoir, créer et diffuser les connaissances par la recherche et fournir l'expertise appropriée pour aider au développement culturel, social et économique du pays ; (iv) améliorer l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur ; (v) participer à des réseaux de coopération internationale à des fins d'échanges, d'enseignement et de recherche ; (vi) mettre un accent particulier sur la recherche et la valorisation de ses résultats.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Au titre de l'exercice 2023, le MESR s'est assigné cinq (05) axes prioritaires d'actions en lien avec l'axe 3 du PND et les objectifs prioritaires du projet P11 de la feuille de route ministérielle. Il s'agit de :

- ✓ la mise en œuvre des actions de la feuille de route du ministère (interconnexion des établissements d'enseignement supérieur, acquisition d'équipements de télécommunications, mise en œuvre de nouvelles offres de formation);
- ✓ l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur ;
- ✓ la promotion des centres d'excellence afin de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ;
- ✓ le développement de la recherche par la poursuite de l'exécution du programme d'appui à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur en science et ingénierie dans les universités publiques du Togo (PARESI-UPT), des centres d'excellence et des centres universitaires ;
- ✓ Le démarrage de l'exécution du projet intitulé VaRRIWA (Valorisation des résultats de la recherche en Afrique de l'Ouest).

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

Programme	Nom du responsable	Prénoms	Titre du responsable
1-Pilotage et soutien aux services du ministère	AGBENOTO	Koffi Mawunyo	Secrétaire général
2- Enseignement supérieur	JONDO	Koffi	Directeur de l'enseignement supérieur
3- Recherche et innovation	KOKOU	Koami	Directeur de la recherche scientifique et technique

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du MESR**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MESR**	**Taux d'exécution physique des programmes du MESR**	**%**	**0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**95,0**	**95,0**	**96,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MESR	**%**	**2021**	**26,0**	**26,0**	**26,0**	**27,5**	**27,5**	**27,5**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MESR	Améliorer la qualité des services du MESR	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	83,3	83,3	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2021	0,0	0,0	42,4	53,0	63,4	76,9	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2020	93,0	94,4	95,0	96,0	96,0	96,0	DAAF
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DPSE
A1.5	Prospective, statistique et évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi évaluation des actions du ministère.	Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	nombre de mois	2021	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	DPSE
			Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2022	0,0	0,0	0,0	30,0	30,0	40,0	CELLULE GENRE
P2	**Enseignement supérieur**	**Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur**	**Pourcentage des étudiants de l' UL ayant capitalisé 180 crédits en 3 ans**	**%**	**2020**	**7,8**	**10,5**	**13,8**	**17,2**	**20,6**	**23,9**	**DES**
A2.1	Appui aux étudiants	Améliorer l'excellence académique	Pourcentage des étudiants bénéficiaires de bourses et allocations dans les UPT;	%	2020	74,9	81,6	80,0	82,0	83,0	84,0	DBS
			Taux de satisfaction des	%	2022	ND	ND	50,0	52,0	55,0	55,0	CABINET

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			étudiants par rapport aux prestations de SOTRAL									
A2.2	Coordination des activités de formation dans les établissements prives d'enseignement supérieur	Réglementer les activités des établissements d'enseignement supérieur	Pourcentage d'établissements disposant d'agrément	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
A2.3	Formation a l'université de Lomé	Offrir des meilleures conditions de vie et d'études à l'Université de Lomé	Ratio étudiants/enseignants à l'UL	Proportion	2020	122,0	128,0	127,0	126,0	124,0	123,0	UL
			Pourcentage de structures ayant bénéficié du renforcement sur la formation en ligne (UL)	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	UL
A2.4	formation a l'université de Kara	Offrir des meilleures conditions de vie et d'études à l'Université de Kara	Ratio étudiants/enseignants à l'UK	Proportion	2020	89,5	101,9	95,7	80,0	70,0	60,0	UK
			Pourcentage de structures ayant bénéficié du renforcement sur la formation en ligne (UK)	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	UK
A2.5	Formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Benin	Offrir un cadre adéquat et de meilleures conditions de travail	Taux de réussite en fin de formation	%	2022	83,3	48,3	83,3	87,0	91,0	95,0	VB
A2.6	organisation de l'examen du baccalauréat	Organiser l'examen du baccalauréat deuxième partie dans de bonnes conditions et délivrer les diplômes	Pourcentage d'admis à la suite des réclamations	%	2018	2,6	1,0	1,1	1,1	0,9	0,8	OBAC
A2.7	Organisation du BTS	Organiser l'examen de BTS dans de bonnes conditions et délivrer les diplômes	Pourcentage d'admis à la suite des réclamations	%	2021	6,9	6,9	3,4	3,4	2,0	2,0	OBTS
A2.8	Formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	Assurer la formation des enseignants du premier cycle du secondaire (ENS)	Taux de réussite des élèves-professeurs en fin de parcours	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	99,0	99,0	ENS
A2.9	Amélioration de la qualité de la formation	Agir sur les leviers de la qualité de la formation et de	Taux d'accroissement de la fréquentation à la DBAN	%	2020	-56,6	-1,9	-8,7	12,1	18,0	29,8	DBAN

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		la recherche	Pourcentage d'établissements contrôlés	0	2021	0,8	78,0	0,8	0,8	0,9	0,9	DES
P3	**Recherche et innovation**	**Promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable**	**Taux d'insertion des jeunes formés à la recherche innovation à travers les CEA et les projets-tiers**	**%**	**2022**	**31,0**	**ND**	**31,0**	**35,0**	**40,0**	**50,0**	**DRST**
A3.1	Renforcement des infrastructures de recherche	Renforcer les capacités de recherche des universités publiques du Togo et de l'ENS	Taux d'exécution physique du PTBA	%	0	0,0	ND	ND	85,0	90,0	90,0	PARESI
A3.2	Promotion des centres d'excellence	Soutenir des filières d'enseignement spécialisé : sciences aviaires, énergie, villes durables, changement climatique et protection des cultures	Taux moyen d'exécution physique du PTBA des centres d'excellence	%	0	74,0	71,0	74,0	80,0	85,0	75,0	DRST
			Taux d'exécution physique des projets	%	0	0,0	ND	25,0	75,0	75,0	80,0	VaRRIWA
A3.3	Promotion de l'éducation, la science et la culture	Assurer la mobilisation des ressources auprès de l'UNESCO pour le financement des projets	Taux d'accroissement des appuis financiers de l'UNESCO	%	2020	8,5	0,0	9,5	10,5	0,1	11,5	UNESCO
A3.4	Promotion des langues nationales	Assurer la promotion des langues nationales	Taux moyen d'accroissement des publications	%	2021	0,0	0,0	4,8	5,3	5,5	5,8	ANL

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MESR	Renforcer les capacités opérationnelles du MESR	61 374	314 103	274 820	735 530	285 759	668 990	302 451	697 594	313 464	732 087	**901 674**	**2 098 671**
P2	Enseignement supérieur	Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur	247 635	37 480 526	34 160	34 964 764	33 844	35 046 733	27 844	35 040 959	27 844	35 056 991	**89 532**	**105 144 683**
P3	Recherche et innovation	Promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable	73 674	2 849 223	15 432 909	5 244 574	6 100 961	5 207 263	1 503 867	4 110 490	36 808	2 167 676	**7 641 636**	**11 485 429**
Total			**382 683**	**40 643 852**	**15 741 889**	**40 944 868**	**6 420 564**	**40 922 986**	**1 834 162**	**39 849 043**	**378 116**	**37 956 754**	**8 632 842**	**118 728 783**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**252 729**	**0**	**460 710**	**0**	**383 231**	**0**	**395 143**	**0**	**418 623**	**0**	**1 196 997**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	112 307	0	179 956	0	123 878	0	115 815	0	118 720	0	358 413
Biens et Services	0	140 422	0	280 754	0	259 353	0	279 328	0	299 903	0	838 584
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**61 374**	**61 374**	**274 820**	**274 820**	**285 759**	**285 759**	**302 451**	**302 451**	**313 464**	**313 464**	**901 674**	**901 674**
Dépenses d'investissement	61 374	61 374	274 820	274 820	285 759	285 759	302 451	302 451	313 464	313 464	901 674	901 674
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**61 374**	**314 103**	**274 820**	**735 530**	**285 759**	**668 990**	**302 451**	**697 594**	**313 464**	**732 087**	**901 674**	**2 098 671**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**37 232 891**	**0**	**34 930 604**	**0**	**35 012 889**	**0**	**35 013 115**	**0**	**35 029 147**	**0**	**105 055 151**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	329 603	0	517 138	0	615 068	0	615 294	0	631 326	0	1 861 688
Biens et Services	0	384 989	0	380 167	0	364 522	0	364 522	0	364 522	0	1 093 566
Transferts Courants	0	36 518 299	0	34 033 299	0	34 033 299	0	34 033 299	0	34 033 299	0	102 099 897
Dépenses en capital	**247 635**	**247 635**	**34 160**	**34 160**	**33 844**	**33 844**	**27 844**	**27 844**	**27 844**	**27 844**	**89 532**	**89 532**
Dépenses d'investissement	247 635	247 635	34 160	34 160	33 844	33 844	27 844	27 844	27 844	27 844	89 532	89 532
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**247 635**	**37 480 526**	**34 160**	**34 964 764**	**33 844**	**35 046 733**	**27 844**	**35 040 959**	**27 844**	**35 056 991**	**89 532**	**105 144 683**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**109 579**	**0**	**150 822**	**0**	**166 557**	**0**	**161 776**	**0**	**166 754**	**0**	**495 087**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	46 828	0	92 967	0	110 595	0	105 814	0	110 792	0	327 201
Biens et Services	0	42 751	0	37 855	0	35 962	0	35 962	0	35 962	0	107 886
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	**73 674**	**2 739 644**	**15 432 909**	**5 093 752**	**6 100 961**	**5 040 706**	**1 503 867**	**3 948 714**	**36 808**	**2 000 922**	**7 641 636**	**10 990 342**
Dépenses d'investissement	73 674	73 674	37 050	37 050	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808	110 424	110 424
Projets d'investissement	**0**	**2 665 970**	**15 395 859**	**5 056 702**	**6 064 153**	**5 003 898**	**1 467 059**	**3 911 906**	**0**	**1 964 114**	**7 531 212**	**10 879 918**
Investissement financés sur RI	0	1 528 949	3 530 494	752 411	3 271 313	2 216 070	149 327	1 076 684	0	446 153	3 420 640	3 738 907
Investissement financés sur RE	0	1 137 021	11 865 365	4 304 291	2 792 840	2 787 828	1 317 732	2 835 222	0	1 517 961	4 110 572	7 141 011
Transferts en capital											0	0
Total	**73 674**	**2 849 223**	**15 432 909**	**5 244 574**	**6 100 961**	**5 207 263**	**1 503 867**	**4 110 490**	**36 808**	**2 167 676**	**7 641 636**	**11 485 429**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**382 683**	**39 506 831**	**3 876 524**	**36 640 577**	**3 627 724**	**38 135 158**	**516 430**	**37 013 821**	**378 116**	**36 438 793**	**4 522 270**	**111 587 772**
Hors Projets	382 683	37 977 882	346 030	35 888 166	356 411	35 919 088	367 103	35 937 137	378 116	35 992 640	**1 101 630**	**107 848 865**
Projets	0	83 922	555 254	555 254	960 824	431 458	0	529 366	0	0	**960 824**	**960 824**
Fonds de contrepartie	0	1 445 027	2 975 240	197 157	2 310 489	1 784 612	149 327	547 318	0	446 153	**2 459 816**	**2 778 083**
Financement extérieur	**0**	**1 137 021**	**11 865 365**	**4 304 291**	**2 792 840**	**2 787 828**	**1 317 732**	**2 835 222**	**0**	**1 517 961**	**4 110 572**	**7 141 011**
Dons	**0**	**625 257**	**3 328 016**	**1 175 415**	**0**	**834 878**	**0**	**996 659**	**0**	**652 097**	**0**	**2 483 634**
Allemagne	0	396 686	1 297 967	324 723	0	235 975	0	174 644	0	652 097	**0**	**1 062 716**
BM	0	228 571	2 030 049	850 692	0	598 903	0	822 015	0	0	**0**	**1 420 918**
Emprunts	**0**	**511 764**	**8 537 349**	**3 128 876**	**2 792 840**	**1 952 950**	**1 317 732**	**1 838 563**	**0**	**865 864**	**4 110 572**	**4 657 377**
BM	0	511 764	3 774 540	1 463 290	0	1 163 620	0	969 732	0	0	**0**	**2 133 352**
BID	0	0	4 762 809	1 665 586	2 792 840	789 330	1 317 732	868 831	0	865 864	**4 110 572**	**2 524 025**
TOTAL DE FINANCEMENT	**382 683**	**40 643 852**	**15 741 889**	**40 944 868**	**6 420 564**	**40 922 986**	**1 834 162**	**39 849 043**	**378 116**	**37 956 754**	**8 632 842**	**118 728 783**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**37 595 199**	**0**	**35 542 136**	**0**	**35 562 677**	**0**	**35 570 034**	**0**	**35 614 524**	**0**	**106 747 235**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	488 738	0	790 061	0	849 541	0	836 923	0	860 838	0	2 547 302
Biens et Services	0	568 162	0	698 776	0	659 837	0	679 812	0	700 387	0	2 040 036
Transferts Courants	0	36 538 299	0	34 053 299	0	34 053 299	0	34 053 299	0	34 053 299	0	102 159 897
Dépenses en capital	**382 683**	**3 048 653**	**15 741 889**	**5 402 732**	**6 420 564**	**5 360 309**	**1 834 162**	**4 279 009**	**378 116**	**2 342 230**	**8 632 842**	**11 981 548**
Dépenses d'investissement	382 683	382 683	346 030	346 030	356 411	356 411	367 103	367 103	378 116	378 116	1 101 630	1 101 630
Projets d'investissement	**0**	**2 665 970**	**15 395 859**	**5 056 702**	**6 064 153**	**5 003 898**	**1 467 059**	**3 911 906**	**0**	**1 964 114**	**7 531 212**	**10 879 918**
Investissement financés sur RI	0	1 528 949	3 530 494	752 411	3 271 313	2 216 070	149 327	1 076 684	0	446 153	3 420 640	3 738 907
Investissement financés sur RE	0	1 137 021	11 865 365	4 304 291	2 792 840	2 787 828	1 317 732	2 835 222	0	1 517 961	4 110 572	7 141 011
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**382 683**	**40 643 852**	**15 741 889**	**40 944 868**	**6 420 564**	**40 922 986**	**1 834 162**	**39 849 043**	**378 116**	**37 956 754**	**8 632 842**	**118 728 783**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	82	277 393	84	531 146	86	497 345	83	489 108	83	503 298
Catégorie A2	53	143 154	55	145 863	53	232 418	51	228 949	50	234 873
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	19	20 963	21	55 361	21	69 749	20	67 873	20	70 320
Catégorie C	14	18 042	13	27 315	11	25 857	11	26 446	11	27 300
Catégorie D	9	17 844	8	16 126	8	11 060	7	11 435	7	11 935
Contractuels	6	11 342	4	14 250	4	13 112	4	13 112	4	13 112
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**183**	**488 738**	**185**	**790 061**	**183**	**849 541**	**176**	**836 923**	**175**	**860 838**

3.2.12. Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins (Section 610)

❖ Mission du ministère

Aux termes du décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le MSHPAUS est chargé de la définition et de la mise en œuvre des programmes d'amélioration de la couverture sanitaire ainsi que des stratégies de prévention et de lutte contre les grandes endémies. Il est chargé de définir les orientations et de coordonner les actions en matière de la sécurité santé au travail. Il met en place des mécanismes appropriés pour le renforcement de l'hygiène publique, le contrôle de l'exercice des professions de santé ainsi que des établissements de soins et de leurs démembrements afin d'apporter à chaque citoyen, des soins et services de qualité, en tenant compte du contexte socio-économique et administratif du pays, notamment la décentralisation, les ressources mobilisables et les potentialités humaines.

Le MSHPAUS assure la permanence, la continuité du fonctionnement des services de santé, l'accès facile et équitable aux soins de santé et la coordination de tous les programmes et actions visant à la protection de la jeune fille, de la mère et de l'enfant, la réduction de la morbidité et de la mortalité liée aux maladies visant l'accès universel aux soins. Il met en place des mesures pour protéger la population contre les risques sociaux et professionnels.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

La vision du secteur est d'« assurer à toute la population le niveau de santé le plus élevé possible en mettant tout en œuvre pour développer un système de santé performant basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, accessible et équitable, capable de satisfaire le droit à la santé de tous en particulier les plus vulnérables ».

Pour réaliser cette vision, la politique nationale de santé a retenu des mesures de réformes dans les domaines tels que : (i) la gouvernance et le pilotage stratégique ; (ii) le financement de la santé ; (iii) la gestion des ressources humaines ; (iv) la gestion des médicaments, réactifs, consommables et dispositifs médicaux essentiels ; (v) les prestations des services ; (vi) la sécurité sanitaire et (VII) la prise en compte de la dimension genre et équité.

❖ Contraintes et défis du ministère

Contraintes

Le secteur fait face aux contraintes suivantes :

- Insuffisance dans la coordination des actions du secteur ;
- Faible couverture des besoins de financement de la santé ;
- Déficit quantitatif et qualitatif en ressources humaines en santé
- Faible capacité de gestion des médicaments au niveau des formations sanitaires ;
- Faible promotion des médicaments essentiels génériques ;
- Faible disponibilité de la chaîne de froid pour le stockage des produits sanguins dans les hôpitaux ;

- Faible fonctionnalité du circuit d'approvisionnement en produits sanguins ;
- Insuffisance de plateaux technique moderne dans les hôpitaux de référence ;
- Insuffisance de réglementation du cadre de travail des Agents de Santé Communautaire ;
- Fragmentation des initiatives de financement de la santé vers la couverture sanitaire universelle avec comme conséquence des inégalités parmi les populations couvertes et coût de gestions énormes ;
- Faibles capacités de prise en charge des maladies potentielles épidémiques (insuffisance d'infrastructures de prises en charge, insuffisance de matériels et équipements etc…).

Défis du ministère

Au regard des contraintes sus mentionnées, plusieurs défis restent à relever, entre autres :

- Renforcer le pilotage et de la coordination des actions du secteur ;
- Explorer des sources alternatives de financement de la santé ;
- Mettre en œuvre de façon optimale le plan de développement des ressources humaines en Santé (RHS) y compris l'amélioration de leur gestion ;
- Améliorer la gestion du système d'information sanitaire ;
- Améliorer l'accès et l'utilisation des services, la prévention et la lutte contre les maladies ;
- Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique ;
- Renforcer les équipements et les infrastructures d'urgence ;
- Mettre en application la loi instituant l'assurance maladie universelle ;
- Définir des mécanismes et processus de réponse et de gestion des crises sanitaires ;
- Mettre en place des mécanismes de gestion de l'approvisionnement en médicaments stratégiques sur l'ensemble de toute la chaine logistique.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Le budget exercice 2023, du MSHPAUS vise à : (i) poursuivre le processus de généralisation de la couverture maladie pour une large partie de la population (ii) développer les capacités des services et des soins de santé en terme d'infrastructures, d'équipements et de personnel afin de couvrir l'ensemble du territoire, (iii) améliorer la qualité de l'offre de services et de soins de santé, (iv) renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et aux autres urgences de santé publique, (v) assurer le pilotage et la coordination des interventions du secteur. Ces objectifs intègrent la dimension genre et équité en santé.
Ainsi, quatre (04) programmes ont été identifiés au sein du secteur et pilotés par quatre (04) responsables de programme.
Les quatre (04) programmes et leur responsable

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

Programmes	Nom du Responsable de Programme	Titre/Fonction
Programme1 : Pilotage et soutien des services du ministère chargé de la santé	**Dr WOTOBE Kokou**	Secrétaire Général
Programme 2 : Offre de service de santé de qualité et de lutte contre la maladie	**Dr BEWELI Essotoma**	Directeur Général de l'Action Sanitaire
Programme3 : Couverture santé universelle	**M. ISSA Aboubakar**	Chef Division de la Planification et de la Carte Sanitaire
Programme 4 : Réponse aux urgences sanitaires	**Dr APETSIANYI Yawa Djatougbé**	Directrice de la Région Sanitaire du Grand Lomé

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS**	**Améliorer la qualité des services du MSHPAUS**	**Taux d'exécution physique des programmes**	**%**	**2020**	**80,0**	**87,0**	**92,5**	**95,0**	**98,0**	**100,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MSHPAUS	**%**	**2020**	**17,0**	**17,0**	**17,0**	**18,0**	**20,0**	**25,0**	**SG/Cellule focale genre**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSHPAUS	Renforcer les capacités opérationnelles du MSHPAUS	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	ND	ND	47,0	70,0	80,0	100,0	100,0	CAB/SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2020	67,0	57,0	68,0	72,0	72,0	80,0	IGSS & DCGAI
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MSHPAUS	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines (au niveau primaire de soins)	%	2020	36,2	42,5	42,2	43,6	45,5	47,0	DRH
			Taux d'occupation des postes de travail	%	ND	ND	97,0	98,5	99,0	99,0	99,3	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficience des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	98,0	85,8	99,0	99,5	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2020	61,4	79,4	85,0	87,0	87,0	87,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du ministère chargé de la santé	Proportion de rapports de suivi - évaluation produits dans les délais	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEPP
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Année	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DSNISI/DEPP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	mois	2020	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	DSINISI
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2020	0,0	40,0	60,0	80,0	100,0	100,0	DSINISI
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et équité	Proportion de cadres du ministère chargé de la santé formés sur les thématiques liés genre	%	2020	12,0	15,0	30,0	50,0	70,0	80,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	**Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie**	**Améliorer l'accès aux services de santé de qualité, la prévention et la lutte contre les maladies**	**Nombre de décès maternel pour 100.000 naissances vivantes**	**%**	**ND**	**325,0**	**250,0**	**225,0**	**200,0**	**174,0**	**155,0**	**DSME**
			Proportion de femmes enceintes reçues en CPN1 au premier trimestre de la grossesse	**%**	**2020**	**21,8**	**22,2**	**25,0**	**28,0**	**30,0**	**31,0**	**DSME**
A2.1	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Améliorer la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Létalité maternelle de causes obstétricales directes dans les formations sanitaires	%	2019	1,7	1,3	1,2	1,1	0,7	0,6	DSME
			Pourcentage d'enfants de 0-11 mois ayant reçu 3 doses de vaccin Pentavalent (DTC-HepB-Hib3)	%	2019	90,6	93,0	94,0	94,0	94,0	98,0	Div Immunisation
A2.2	Lutte contre la maladie	Réduire la morbidité liée aux maladies	Taux de succès thérapeutique, toutes formes de tuberculose confondues-bactériologiquement confirmés et cliniquement	%	2020	87,0	84,0	87,0	90,0	90,0	91,0	PNLT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			diagnostiqués, nouveaux cas et rechutes									
			Proportion des PVVIH sous traitement ARV	%	2020	81,0	95,0	95,0	95,0	95,0	96,0	PNLS-IST/HV
A2.3	Promotion de la santé	Renforcer la promotion de la santé	Pourcentage de séances d'informations organisées au sein de la population (émissions télé et radiphoniques, causeries éducatives)	%	2020	85,7	84,0	90,5	91,3	92,6	93,5	Div Promotion de la Santé
			Pourcentage de séances de sensibilisation (de masse) avec véhicules sonorisés organisées	%	2020	92,6	83,0	74,1	79,3	82,7	90,0	Diiv Promotion de la Santé
A2.4	Hygiène publique	Améliorer l'hygiène publique	Pourcentage de villages/ quartiers ayant atteint l'état FDAL	%	2020	60,0	64,0	70,0	71,0	75,0	75,0	DHAB
			Nombre de concessions qui ont bénéficié des visites des services d'hygiène et assainissement	%	2020	76,0	86,0	86,0	88,0	88,0	89,0	DHAB
A2.5	Médicaments, vaccins, produits sanguins et autres produits de santé	Améliorer la disponibilité des médicaments et autres produits essentiels de qualité	Pourcentage d'établissements de santé sans rupture de stock d'au moins un médicament traceur au cours des 3 derniers mois	%	2020	47,1	57,4	58,8	60,2	61,6	62,0	DPML
			Proportion des besoins non satisfaits en concentrés de globules rouges (CGR)	%	2020	20,5	18,4	17,5	16,0	15,0	14,0	CNTS
A2.6	Structures sanitaires et	Renforcer les capacités	Taux d'occupation des lits	%	2020	48,6	41,4	43,4	45,6	47,7	45,0	DESR/DSNISI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	spécificités nationales	de prise en charge, de gestion et de coordination des structures sanitaires et spécificités nationales	Proportion de structures sanitaires ayant organisé deux supervisions semestrielles intégrées	%	2020	41,7	70,0	75,0	80,0	85,0	88,0	SP-PNDS
P3	**Couverture Santé Universelle**	**Améliorer la disponibilité et l'accès des services essentiels de base**	**Indice de couverture des services de santé**	**%**	**2019**	**44,0**	**46,0**	**47,0**	**50,0**	**52,0**	**52,0**	**Programme CSU**
			Proportion des paiements directs dans les dépenses courantes de santé	**%**	**2019**	**66,2**	**65,0**	**62,0**	**60,0**	**50,0**	**50,0**	**Programme CSU/DEPP**
A3.1	Soins primaires et de base	Améliorer la disponibilité des services essentiels de base	Taux d'accessibilité géographique des populations aux formations sanitaires	%	2020	76,0	76,5	77,0	77,5	78,0	78,5	DPCS
			Taux de fréquentation des formations sanitaires	%	2020	48,7	56,0	58,0	60,0	61,0	62,0	DSNISI
A3.2	Personnel de santé y compris les Agents de Santé Communautaire	Améliorer la disponibilité du personnel de santé au niveau primaire de soins et au niveau communautaire	Pourcentage de villages qui disposent d'un agent de santé communautaire formé sur les soins intégrés (diarrhée, pneumonie, paludisme)	%	2020	79,8	80,0	82,0	83,0	84,0	84,0	DSCPA
			Taux de couverture des besoins en personnels de santé au niveau primaire de soins	%	2020	36,2	40,0	45,0	47,0	50,0	50,0	DRH
A3.3	Couverture maladie universelle	Mettre en place la couverture maladie universelle	Proportion de la population couverte par l'assurance maladie obligatoire	%	2020	5,2	5,2	5,4	5,5	10,0	12,0	DGPS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P4	**Réponse aux urgences sanitaires**	**Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique**	**Proportion d'épidémie ayant bénéficié d'une réponse dans les 14 jours suivant la notification**	**%**	**2020**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**Div.SIUSR/COUSP**
A4.1	Préparations aux urgences de santé publique	Renforcer les stratégies de prévention et de préparation aux urgences sanitaires et crises sanitaires	Promptitude des rapports de surveillance épidémiologique	%	2019	97,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	DSIUSR
A4.2	Gestion des urgences et crises sanitaires	Renforcer les stratégies de réponse appropriées aux urgences et crises sanitaires	Proportion d'épidémie investiguée	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DSIUSR / COUSP

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS	Améliorer la qualité des services du MSHPAUS	166 985	21 619 274	145 500	6 505 957	160 500	4 420 000	165 015	4 702 236	169 665	5 028 345	**495 180**	**14 150 581**
P2	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	Améliorer l'accès aux services de santé de qualité, la prévention et la lutte contre les maladies	30 121 138	44 495 011	25 705 196	56 408 762	43 313 858	92 942 336	389 610	41 898 103	232 298	44 236 799	**43 935 766**	**179 077 238**
P3	Couverture Santé Universelle	Améliorer la disponibilité et l'accès des services essentiels de base	2 575 174	3 659 192	17 219 230	19 265 844	18 924 348	21 785 156	20 091 125	16 239 982	17 432 535	20 202 105	**56 448 008**	**58 227 242**
P4	Réponse aux urgences sanitaires	Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique	10 373 467	10 397 168	23 160 000	23 252 440	12 338 403	7 946 806	0	4 691 935	0	167 753	**12 338 403**	**12 806 493**
Total			**43 236 764**	**80 170 646**	**66 229 926**	**105 433 003**	**74 737 109**	**127 094 298**	**20 645 750**	**67 532 255**	**17 834 498**	**69 635 001**	**113 217 357**	**264 261 554**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**21 452 290**	**0**	**6 360 457**	**0**	**4 259 500**	**0**	**4 537 221**	**0**	**4 858 680**	**0**	**13 655 401**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	20 142 692	0	4 906 387	0	2 843 227	0	3 085 880	0	3 371 217	0	9 300 324
Biens et Services	0	975 651	0	1 065 435	0	1 202 273	0	1 237 341	0	1 273 462	0	3 713 077
Transferts Courants	0	333 947	0	388 635	0	214 000	0	214 000	0	214 000	0	642 000
Dépenses en capital	**166 985**	**166 985**	**145 500**	**145 500**	**160 500**	**160 500**	**165 015**	**165 015**	**169 665**	**169 665**	**495 180**	**495 180**
Dépenses d'investissement	166 985	166 985	145 500	145 500	160 500	160 500	165 015	165 015	169 665	169 665	495 180	495 180
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**166 985**	**21 619 274**	**145 500**	**6 505 957**	**160 500**	**4 420 000**	**165 015**	**4 702 236**	**169 665**	**5 028 345**	**495 180**	**14 150 581**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**14 373 873**	**0**	**32 711 103**	**0**	**39 456 664**	**0**	**41 508 493**	**0**	**44 004 501**	**0**	**124 969 658**
Personnel	0	1 807 215	0	19 443 931	0	25 771 807	0	27 808 519	0	30 288 956	0	83 869 282
Biens et Services	0	540 677	0	609 079	0	527 754	0	542 871	0	558 442	0	1 629 067
Transferts Courants	0	12 025 982	0	12 658 093	0	13 157 103	0	13 157 103	0	13 157 103	0	39 471 309
Dépenses en capital	**30 121 138**	**30 121 138**	**25 705 196**	**23 697 659**	**43 313 858**	**53 485 672**	**389 610**	**389 610**	**232 298**	**232 298**	**43 935 766**	**54 107 580**
Dépenses d'investissement	0	0	84 500	84 500	87 000	87 000	89 610	89 610	92 298	92 298	268 908	268 908
Projets d'investissement	**30 121 138**	**30 121 138**	**25 620 696**	**23 613 159**	**43 226 858**	**53 398 672**	**300 000**	**300 000**	**140 000**	**140 000**	**43 666 858**	**53 838 672**
Investissement financés sur RI	760 032	760 032	568 932	568 932	353 813	696 730	100 000	100 000	40 000	40 000	493 813	836 730
Investissement financés sur RE	29 361 105	29 361 105	25 051 764	23 044 227	42 873 045	52 701 942	200 000	200 000	100 000	100 000	43 173 045	53 001 942
Total	**30 121 138**	**44 495 011**	**25 705 196**	**56 408 762**	**43 313 858**	**92 942 336**	**389 610**	**41 898 103**	**232 298**	**44 236 799**	**43 935 766**	**179 077 238**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 084 019**	**0**	**2 046 614**	**0**	**2 125 166**	**0**	**2 219 983**	**0**	**2 312 318**	**0**	**6 657 466**
Personnel	0	513 716	0	1 450 205	0	1 544 474	0	1 634 597	0	1 722 098	0	4 901 169
Biens et Services	0	170 618	0	169 570	0	163 853	0	168 546	0	173 381	0	505 780
Transferts Courants	0	399 685	0	426 839	0	416 839	0	416 839	0	416 839	0	1 250 517
Dépenses en capital	**2 575 174**	**2 575 174**	**17 219 230**	**17 219 230**	**18 924 348**	**19 659 990**	**20 091 125**	**14 019 999**	**17 432 535**	**17 889 787**	**56 448 008**	**51 569 776**
Dépenses d'investissement	0	0	20 000	20 000	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218	61 818	61 818
Projets d'investissement	**2 575 174**	**2 575 174**	**17 199 230**	**17 199 230**	**18 904 348**	**19 639 990**	**20 070 525**	**13 999 399**	**17 411 317**	**17 868 569**	**56 386 190**	**51 507 958**
Investissement financés sur RI	2 575 174	2 575 174	5 629 230	5 629 230	13 886 666	14 622 308	11 079 366	10 981 717	10 490 158	10 296 569	35 456 190	35 900 594
Investissement financés sur RE	0	0	11 570 000	11 570 000	5 017 682	5 017 682	8 991 159	3 017 682	6 921 159	7 572 000	20 930 000	15 607 364
Total	**2 575 174**	**3 659 192**	**17 219 230**	**19 265 844**	**18 924 348**	**21 785 156**	**20 091 125**	**16 239 982**	**17 432 535**	**20 202 105**	**56 448 008**	**58 227 242**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**23 701**	**0**	**92 440**	**0**	**144 673**	**0**	**155 664**	**0**	**167 753**	**0**	**468 089**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	33 440	0	114 673	0	125 664	0	137 753	0	378 089
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	23 701	0	59 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	**10 373 467**	**10 373 467**	**23 160 000**	**23 160 000**	**12 338 403**	**7 802 133**	**0**	**4 536 271**	**0**	**0**	**12 338 403**	**12 338 404**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**10 373 467**	**10 373 467**	**23 160 000**	**23 160 000**	**12 338 403**	**7 802 133**	**0**	**4 536 271**	**0**	**0**	**12 338 403**	**12 338 404**
Investissement financés sur RI	35 053	35 053	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	10 338 414	10 338 414	23 160 000	23 160 000	12 338 403	7 802 133	0	4 536 271	0	0	12 338 403	12 338 404
Total	**10 373 467**	**10 397 168**	**23 160 000**	**23 252 440**	**12 338 403**	**7 946 806**	**0**	**4 691 935**	**0**	**167 753**	**12 338 403**	**12 806 493**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**3 537 244**	**40 471 127**	**6 448 162**	**47 658 776**	**14 507 979**	**61 572 541**	**11 454 591**	**59 778 302**	**10 813 339**	**61 963 001**	**36 775 909**	**183 313 844**
Hors Projets	166 985	37 100 867	250 000	41 460 614	267 500	46 253 503	275 225	48 696 585	283 181	51 626 432	**825 906**	**146 576 520**
Projets	2 691 150	2 691 150	4 976 350	4 976 350	13 536 214	14 271 856	10 860 221	10 762 572	10 490 158	10 296 569	**34 886 593**	**35 330 997**
Fonds de contrepartie	679 110	679 110	1 221 812	1 221 812	704 265	1 047 182	319 145	319 145	40 000	40 000	**1 063 410**	**1 406 327**
Financement extérieur	**39 699 520**	**39 699 520**	**59 781 764**	**57 774 227**	**60 229 130**	**65 521 757**	**9 191 159**	**7 753 953**	**7 021 159**	**7 672 000**	**76 441 448**	**80 947 710**
Dons	**35 457 925**	**35 457 925**	**51 106 764**	**49 099 227**	**47 746 297**	**57 540 003**	**200 000**	**200 000**	**100 000**	**100 000**	**48 046 297**	**57 840 003**
BM	6 096 820	6 096 820	26 055 000	26 055 000	4 873 252	4 838 061	0	0	0	0	**4 873 252**	**4 838 061**
KFW	1 079 027	1 079 027	3 211 582	1 204 045	5 175 609	5 175 609	0	0	0	0	**5 175 609**	**5 175 609**
GIZ	4 635 717	4 635 717	2 492 950	2 492 950	3 965 197	2 391 214	0	0	0	0	**3 965 197**	**2 391 214**
GAVI ALLIANCE	1 739 713	1 739 713	421 797	421 797	946 590	946 590	0	0	0	0	**946 590**	**946 590**
AFD	310 000	310 000	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
FM- SIDA, Tuberculose et Paludisme	21 596 648	21 596 648	18 325 435	18 325 435	32 635 649	44 038 529	0	0	0	0	**32 635 649**	**44 038 529**
FM Assainissement	0	0	600 000	600 000	150 000	150 000	200 000	200 000	100 000	100 000	**450 000**	**450 000**
BID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Emprunts	**4 241 594**	**4 241 594**	**8 675 000**	**8 675 000**	**12 482 833**	**7 981 754**	**8 991 159**	**7 553 953**	**6 921 159**	**7 572 000**	**28 395 151**	**23 107 707**
BM	4 049 544	4 049 544	8 675 000	8 675 000	12 482 833	7 981 754	8 991 159	7 553 953	6 921 159	7 572 000	**28 395 151**	**23 107 707**
AFD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
BID	192 050	192 050	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**43 236 764**	**80 170 646**	**66 229 926**	**105 433 003**	**74 737 109**	**127 094 298**	**20 645 750**	**67 532 255**	**17 834 498**	**69 635 001**	**113 217 357**	**264 261 554**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**36 933 883**	**0**	**41 210 614**	**0**	**45 986 003**	**0**	**48 421 360**	**0**	**51 343 251**	**0**	**145 750 614**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	22 463 622	0	25 833 963	0	30 274 181	0	32 654 659	0	35 520 024	0	98 448 864
Biens et Services	0	1 686 945	0	1 844 084	0	1 893 880	0	1 948 759	0	2 005 285	0	5 847 924
Transferts Courants	0	12 783 315	0	13 532 567	0	13 817 942	0	13 817 942	0	13 817 942	0	41 453 826
Dépenses en capital	**43 236 764**	**43 236 764**	**66 229 926**	**64 222 389**	**74 737 109**	**81 108 295**	**20 645 750**	**19 110 895**	**17 834 498**	**18 291 750**	**113 217 357**	**118 510 940**
Dépenses d'investissement	166 985	166 985	250 000	250 000	267 500	267 500	275 225	275 225	283 181	283 181	825 906	825 906
Projets d'investissement	**43 069 779**	**43 069 779**	**65 979 926**	**63 972 389**	**74 469 609**	**80 840 795**	**20 370 525**	**18 835 670**	**17 551 317**	**18 008 569**	**112 391 451**	**117 685 034**
Investissement financés sur RI	3 370 259	3 370 259	6 198 162	6 198 162	14 240 479	15 319 038	11 179 366	11 081 717	10 530 158	10 336 569	35 950 003	36 737 324
Investissement financés sur RE	39 699 520	39 699 520	59 781 764	57 774 227	60 229 130	65 521 757	9 191 159	7 753 953	7 021 159	7 672 000	76 441 448	80 947 710
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**43 236 764**	**80 170 646**	**66 229 926**	**105 433 003**	**74 737 109**	**127 094 298**	**20 645 750**	**67 532 255**	**17 834 498**	**69 635 001**	**113 217 357**	**264 261 554**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	1 001	7 728 252	1 050	4 549 794	990	4 668 063	1 000	4 735 555	1 012	4 807 616
Catégorie A2	3 307	6 309 798	3 768	12 891 366	3 518	13 791 208	3 556	13 954 065	3 595	14 131 928
Catégorie A3	24	492 114	48	229 747	35	235 529	35	239 856	35	244 401
Catégorie B	1 853	4 137 315	2 130	7 342 095	1 843	7 497 919	1 863	7 588 958	1 883	7 688 156
Catégorie C	594	5 116 528	463	2 509 499	445	2 535 380	450	2 577 938	454	2 623 079
Catégorie D	373	1 014 187	424	1 371 711	226	872 321	228	883 212	231	895 107
Contractuels	0	52 055	0	6 384	0	6 349	0	6 537	0	6 732
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**7 152**	**22 463 622**	**7 883**	**25 833 963**	**7 057**	**30 274 181**	**7 133**	**32 654 659**	**7 211**	**35 520 024**

3.2.13. Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social (Section 710)

❖ Mission du ministère ;

Le ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social applique la politique du gouvernement en matière de fonction publique, du travail et de l'emploi. A ce titre, il veille au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de fonction publique, du travail et de l'emploi ; œuvre à la réforme et à la modernisation permanente de la fonction publique ; veille au respect des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail ; crée un environnement qui facilite le dialogue social et favorise la promotion du travail décent ; définit la stratégie de lutte contre le chômage, le sous-emploi, le travail des enfants et le travail illégal.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur/Ministère

Les politiques et stratégies mises en œuvre par le MFPTDS à travers son budget programme concernent :

- le Projet de renforcement de la gouvernance publique (PRGP) ;
- le Programme pays de promotion du travail décent (PPTD)
- la Politique nationale de l'emploi (PNE) ;
- la Politique nationale du travail (PNT) ;
- la stratégie de migration professionnelle.

❖ Contraintes et défis du ministère

Dans le cadre de l'exercice de ses missions le MFPTDS est confronté à des contraintes ci-après :

- insuffisance de ressources financières, humaines et matérielles ;
- vétusté des outils de gestion des ressources humaines de l'Etat ;
- absence de la digitalisation des procédures et formalités administratives ;
- absence de réel programme d'insertion des diplômés sur le marché de l'emploi ;
- Insuffisance de renforcement des capacités des agents.

Les défis à relever dans le cadre de la mise en œuvre du présent DPPD sont les suivants :

- rationaliser et valoriser le personnel de l'Etat ;
- promouvoir une administration de qualité ;
- offrir un service de qualité ;
- assurer le contrôle permanent de l'effectif et de la masse salariale ;
- encourager l'utilisation des TIC dans l'administration publique ;
- dématérialiser la gestion du personnel de l'Administration ;
- améliorer la compétence des fonctionnaires et des travailleurs ;

- améliorer l'employabilité de la main d'œuvre ;
- développer le potentiel de création d'emplois dans le pays ;
- améliorer le système d'information du marché du travail ;
- renforcer la protection des travailleurs ;
- promouvoir le dialogue social ;
- promouvoir la conformité en sécurité et santé sur les lieux du travail ;
- renforcer l'intervention de l'inspection du travail dans les unités de l'économie informelle ;
- renforcer les capacités du système d'inspection du travail.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Au titre de l'année 2023, le MFPTDS s'est fixé comme objectifs d'améliorer l'exécution du budget du ministère, de développer les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise et les rendre plus compétitives en compétences et en flexibilité, de contribuer à une déconcentration équilibrée de l'autorité au sein des administrations publiques, de faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail, et de contribuer à la préservation et à la consolidation de la paix sociale ainsi qu'au renforcement du climat des affaires et de l'attractivité de l'économie togolaise.
En lien avec ses priorités, le MFPTDS entend mettre en œuvre les activités ci-après :

- l'élaboration d'un Projet de transformation de l'administration publique ;
- la réforme de l'école nationale d'administration ;
- la réforme de l'agence nationale pour l'emploi ;
- l'élaboration d'un programme d'insertion des diplômes ;
- la création d'un centre de services administratifs partagés ;
- l'élaboration et la vulgarisation des textes d'application du nouveau code du travail
- la réalisation d'une étude diagnostique pour la refonte du statut général de la fonction publique ;
- la mise en place d'une stratégie de simplification et de dématérialisation de procédures et formalités administratives ;
- le recrutement et la formation des hauts cadres de l'administration à l'ENA ;
- l'organisation d'un concours de recrutement général ;
- la mise en œuvre du programme pays de promotion du travail décent (PPTD).

❖ **Responsables des programmes**

Programme 1 : M. ASSIH Atissim, Secrétaire Général ;
Programme 2 : M. BASSOWA Tchatcha, Directeur Général de la Fonction Publique ;
Programme 3 : Madame FIANKE, Directrice de la Gestion Informatique du Personnel de l'Etat ;
Programme 4 : M. KONDO Loking, Directeur Général de l'Emploi ;
Programme 5 : M. DOUAMENYO Komi, Directeur Général du Travail.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du MFPTDS**	**Améliorer la qualité des services du MFPTDS**	**Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MFPTDS**	%	**2021**	**85,0**	**85,0**	**90,0**	**90,0**	**93,0**	**95,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes au sein du personnel du ministère	%	**2021**	**30,5**	**30,5**	**31,3**	**31,5**	**31,8**	**31,8**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MFPTDS	Renforcer les capacités opérationnelles du MFPTDS	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CAB
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2020	50,0	50,0	70,0	80,0	85,0	90,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines du MFPTDS	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MFPTDS	Proportion du personnel formé par an	%	2020	23,3	23,3	23,5	25,0	27,0	28,0	DAAF
			Délai de transmission des dossiers du personnel du MFPTDS de la DRH à la DGFP	Jours	2020	7,0	6,0	4,0	3,0	2,0	2,0	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du MFPTDS	%	2020	90,0	91,0	98,0	98,0	98,0	98,0	DAAF
			Délai moyen de liquidation des dépenses	Jours	2021	5,0	5,0	4,0	3,0	2,0	2,0	DAAF
A1.4	Prospectives, Planification, statistiques et suivi-évaluation du MFPTDS	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et évaluation des actions du MFPTDS	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	ND	ND	40,0	60,0	70,0	80,0	DPSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2020	24,0	24,8	34,5	41,4	51,7	60,0	Cellule genre
P2	**Fonction publique**	**Rendre les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise plus compétitives en compétences et en flexibilité**	**Proportion de textes modifiant l'ordonnancement juridique de la fonction publique**	%	**2020**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**50,0**	**50,0**	**0,0**	**DGFP**
			Proportion de talents identifiés	%	**2020**	**0,0**	**25,0**	**47,0**	**67,0**	**100,0**	**0,0**	**DGFP, DRFP**
A2.1	Recrutement des agents de l'Etat	Rendre administration togolaise plus compétitive en compétence	Proportion d'agents publics recrutés en réponses aux besoins planifiés	%	2020	ND	25,0	47,0	67,0	100,0	0,0	DRRS
			Nombre de fonctionnaires recrutés	Nombre	2020	5 520,0	4 705,0	6 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	DGFP
A2.2	Gestion des carrières des agents	Délivrer des actes administratifs aux agents de l'Etat dans un délai raisonnable	Proportion d'actes administratifs délivrés par an	%	2021	83,0	83,1	85,0	88,0	92,0	95,0	DRRS
A2.3	Formation des agents de l'Etat	Doter l'administration publique des agents plus compétents	Proportion de hauts cadres de l'administration formés sur la période 2020-2025	%	2020	0,0	0,0	18,0	25,0	75,0	100,0	ENA
P3	**Modernisation de l'administration publique**	**Rendre des services de qualité aux usagers /Clients**	**Taux de satisfaction des usagers du service public**	%	**2015**	**40,0**	**40,0**	**63,6**	**65,0**	**67,0**	**69,0**	**DRA, DGIPE**
A3.1	Coordination des réformes administratives et appui aux collectivités territoriales	Impulser les réformes au sein de l'administration publique	Nombre de procédures administratives simplifiées	Nombre	2020	1,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	DRA
			Nombre de compétences mises à la disposition des administrations territoriales	Nombre	2021	0,0	0,0	29,0	57,0	25,0	50,0	DRA
A3.2	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	Fiabiliser l'effectif du personnel de l'Etat	Proportion de structures interconnectées avec la DGIPE parmi celles identifiées	%	2020	0,0	0,0	16,0	0,0	16,0	50,0	DGIPE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			Proportion de recrues immatriculées dans un délai raisonnable	%	2020	92,0	93,0	95,0	96,0	96,0	97,0	DGIPE
P4	**Emploi**	**Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail**	**Taux d'insertion des stagiaires placés**	%	**2019**	**39,6**	**0,0**	**0,0**	**1,0**	**1,0**	**1,0**	**DGE, DPE, DEPSE, ANPE**
A4.1	Développement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	Promouvoir les opportunités de création d'emploi	Proportion d'outils de promotion d'emploi développés/actualisés	%	2020	33,0	0,0	33,0	33,0	67,0	100,0	DGE, DPE, DEPSE
A4.2	Insertion des demandeurs d'emploi	Faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi	Nombre de demandeurs d'emploi placés/recrutés	Nombre	2020	303,0	379,0	400,0	420,0	441,0	463,0	ANPE
			Proportion de plans d'affaires finalisés	%	2020	62,8	47,4	83,3	64,0	65,3	66,6	ANPE
A4.3	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	Faciliter l'insertion socio-professionnelle des primo-demandeurs	Proportion de demandeurs placés par an parmi ceux planifiés	%	2020	39,5	27,9	25,2	24,8	22,5	20,5	ANPE/équipe AIDE
P5	**Travail**	**Améliorer les conditions de travail et contribuer à la paix sociale dans tous les secteurs**	**Proportion d'entreprise ayant mis en œuvre les recommandations issues des visites de contrôle**	%	**2020**	**25,0**	**35,0**	**45,0**	**50,0**	**60,0**	**70,0**	**DGT**
A5.1	Dialogue social	Promouvoir la paix et la cohésion sociale dans le monde du travail	Proportion de régions dotées d'une structure de CRDS	%	2020	0,0	0,0	0,0	20,0	60,0	100,0	CNDS
			Nombre de conventions collectives conclues ou révisées par an	Nombre	2020	1,0	2,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DDSRP
A5.2	Normes et législation du travail	Améliorer le cadre juridique et règlementaire du travail	Proportion de textes d'application prévus du nouveau code de travail élaborés	%	2020	0,0	0,0	3,0	10,0	10,0	10,0	DGT, DNRI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A5.3	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	Veiller au respect de la législation sociale	Proportion de travailleurs ayant un salaire en dessous du SMIG parmi les inspectés	%	2020	10,0	8,0	7,0	7,0	5,0	5,0	DGT, DRT, IPTLS
A5.4	Sécurité et santé au travail	Réduire les maladies et les accidents professionnels	Proportion d'entreprises disposant d'un comité de sécurité et santé au travail	%	2020	23,0	26,5	30,3	34,6	40,9	47,1	IMT, CEPS
			Nombre de travailleurs pris en charge en détresse psychologique	Nombre	2020	52,0	68,0	100,0	130,0	170,0	200,0	IMT, CEPS
A5.5	Etudes et recherches en matière du travail	Produire des données en matière du travail	Nombre de documents d'étude et de rapports statistiques élaborés	Nombre	2019	1,0	2,0	4,0	2,0	2,0	3,0	DERS

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MFPTDS	Améliorer la qualité des services du MFPTDS	23 568	696 247	100 000	581 518	103 000	476 033	106 090	492 094	109 273	509 859	**318 363**	**1 477 986**
P2	Fonction publique	Rendre les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise plus compétitives en compétences et en flexibilité	7 965	473 460	0	438 959	0	582 573	0	585 009	0	601 343	**0**	**1 768 925**
P3	Modernisation de l'administration publique	Rendre des services de qualité aux usagers /Clients	131 910	346 985	300 000	478 826	300 000	559 919	0	262 727	0	272 931	**300 000**	**1 095 578**
P4	Emploi	Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail	0	1 268 969	0	1 344 704	0	2 001 021	0	2 003 389	0	2 012 418	**0**	**6 016 828**
P5	Travail	Améliorer les conditions de travail et contribuer à la paix sociale dans tous les secteurs	0	961 100	0	963 870	0	1 108 050	0	1 138 239	0	1 152 279	**0**	**3 398 568**
Total des programmes			**163 442**	**3 746 760**	**400 000**	**3 807 877**	**403 000**	**4 727 597**	**106 090**	**4 481 458**	**109 273**	**4 548 830**	**618 363**	**13 757 885**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**672 680**	**0**	**481 518**	**0**	**373 033**	**0**	**386 004**	**0**	**400 586**	**0**	**1 159 623**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	580 830	0	354 404	0	256 097	0	262 540	0	270 399	0	789 036
Biens et Services	0	91 850	0	127 114	0	116 936	0	123 464	0	130 187	0	370 587
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**23 568**	**23 568**	**100 000**	**100 000**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	23 568	23 568	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**23 568**	**696 247**	**100 000**	**581 518**	**103 000**	**476 033**	**106 090**	**492 094**	**109 273**	**509 859**	**318 363**	**1 477 986**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**465 495**	**0**	**438 959**	**0**	**582 573**	**0**	**585 009**	**0**	**601 343**	**0**	**1 768 925**
Personnel	0	208 095	0	182 670	0	329 630	0	332 066	0	348 400	0	1 010 096
Biens et Services	0	23 726	0	23 943	0	22 943	0	22 943	0	22 943	0	68 829
Transferts Courants	0	233 673	0	232 346	0	230 000	0	230 000	0	230 000	0	690 000
Dépenses en capital	**7 965**	**7 965**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	7 965	7 965	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**7 965**	**473 460**	**0**	**438 959**	**0**	**582 573**	**0**	**585 009**	**0**	**601 343**	**0**	**1 768 925**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**215 075**	**0**	**178 826**	**0**	**259 919**	**0**	**262 727**	**0**	**272 931**	**0**	**795 578**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	173 429	0	137 517	0	218 864	0	221 672	0	231 876	0	672 413
Biens et Services	0	26 646	0	21 309	0	18 709	0	18 709	0	18 709	0	56 127
Transferts Courants	0	15 000	0	20 000	0	22 346	0	22 346	0	22 346	0	67 038
Dépenses en capital	**131 910**	**131 910**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**131 910**	**131 910**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	131 910	131 910	300 000	300 000	300 000	300 000	0	0	0	0	300 000	300 000
Transferts en capital											0	0
Total	**131 910**	**346 985**	**300 000**	**478 826**	**300 000**	**559 919**	**0**	**262 727**	**0**	**272 931**	**300 000**	**1 095 578**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 268 969**	**0**	**1 344 704**	**0**	**2 001 021**	**0**	**2 003 389**	**0**	**2 012 418**	**0**	**6 016 828**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	53 843	0	128 606	0	187 597	0	189 965	0	198 994	0	576 556
Biens et Services	0	15 126	0	16 098	0	13 424	0	13 424	0	13 424	0	40 272
Transferts Courants	0	1 200 000	0	1 200 000	0	1 800 000	0	1 800 000	0	1 800 000	0	5 400 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**1 268 969**	**0**	**1 344 704**	**0**	**2 001 021**	**0**	**2 003 389**	**0**	**2 012 418**	**0**	**6 016 828**

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**961 100**	**0**	**963 870**	**0**	**1 108 050**	**0**	**1 138 239**	**0**	**1 152 279**	**0**	**3 398 568**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	484 007	0	483 403	0	628 583	0	658 772	0	672 812	0	1 960 167
Biens et Services	0	37 193	0	40 567	0	39 567	0	39 567	0	39 567	0	118 701
Transferts Courants	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	1 319 700
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**961 100**	**0**	**963 870**	**0**	**1 108 050**	**0**	**1 138 239**	**0**	**1 152 279**	**0**	**3 398 568**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**31 533**	**3 614 851**	**100 000**	**3 507 877**	**103 000**	**4 427 597**	**106 090**	**4 481 458**	**109 273**	**4 548 830**	**318 363**	**13 457 885**
Hors Projets	31 533	3 614 851	100 000	3 507 877	103 000	4 427 597	106 090	4 481 458	109 273	4 548 830	**318 363**	**13 457 885**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**131 910**	**131 910**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**
Dons	**131 910**	**131 910**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**
PNUD	131 910	131 910	300 000	300 000	300 000	300 000	0	0	0	0	**300 000**	**300 000**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
BM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**163 442**	**3 746 760**	**400 000**	**3 807 877**	**403 000**	**4 727 597**	**106 090**	**4 481 458**	**109 273**	**4 548 830**	**618 363**	**13 757 885**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**3 583 318**	**0**	**3 407 877**	**0**	**4 324 597**	**0**	**4 375 368**	**0**	**4 439 557**	**0**	**13 139 522**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 500 204	0	1 286 600	0	1 620 772	0	1 665 015	0	1 722 481	0	5 008 268
Biens et Services	0	194 542	0	229 031	0	211 579	0	218 107	0	224 830	0	654 516
Transferts Courants	0	1 888 573	0	1 892 246	0	2 492 246	0	2 492 246	0	2 492 246	0	7 476 738
Dépenses en capital	**163 442**	**163 442**	**400 000**	**400 000**	**403 000**	**403 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**618 363**	**618 363**
Dépenses d'investissement	31 533	31 533	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**131 910**	**131 910**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	131 910	131 910	300 000	300 000	300 000	300 000	0	0	0	0	300 000	300 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**163 442**	**3 746 760**	**400 000**	**3 807 877**	**403 000**	**4 727 597**	**106 090**	**4 481 458**	**109 273**	**4 548 830**	**618 363**	**13 757 885**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	135	0	153	0	151	698 775	150	768 652	150	784 178
Catégorie A2	109	0	119	0	116	467 445	116	467 445	116	485 910
Catégorie A3	5	0	4	0	13	45 322	13	46 014	13	48 328
Catégorie B	55	0	57	0	57	196 410	57	198 080	57	210 009
Catégorie C	73	0	75	0	60	146 625	60	147 359	60	155 534
Catégorie D	22	0	22	0	12	19 607	12	19 982	12	21 149
Contractuels	17	0	16	0	6	17 473	6	17 473	6	17 473
Volontaires	0	0	0	0	0	-	0	-	0	-
TOTAL	**416**	**1 500 204**	**446**	**1 286 600**	**415**	**1 620 772**	**414**	**1 665 015**	**414**	**1 722 481**

3.2.14. Ministère de la communication et des médias (Section 720)

❖ Missions du MCM

Conformément au décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'État et ministres, le MCM met en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication et des médias.

A ce titre, le ministère de la communication et des médias porte-parole du gouvernement est chargé de :

- appliquer la politique d'information et de communication définie par le gouvernement,
- assurer la gestion et le contrôle technique des structures de communication écrite et audiovisuelle du secteur public,
- apporter un appui technique à la haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication dans la régulation ;
- définir la politique de communication publicitaire ainsi que la stratégie et la gestion de la communication institutionnelle et gérer les relations entre le gouvernement et la presse nationale et internationale;
- apporter un appui technique aux autres ministères pour la réalisation de leur campagne d'information, d'éducation et de communication,
- coordonner les activités des conseillers en communication des autres départements ministériels et des institutions.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du Ministère

La politique publique s'appuie essentiellement sur les missions et charges dévolues au ministère, prend en compte le programme d'action du Gouvernement, les Objectifs de développement durable (ODD), la Feuille de Route (FDR) et les engagements internationaux dans les domaines de la communication. Elle s'inscrit donc dans le processus des réformes nationales et communautaires. Le programme se rapporte au FDR à travers l'axe 3 « Moderniser le pays et renforcer ses structures ».

❖ Contraintes et défis

Les différentes composantes du MCM sont en général confrontées à des difficultés liées au cadre juridique et institutionnel, à l'insuffisance de ressources et infrastructures adéquates.

En ce qui concerne la communication, on note l'inadéquation des infrastructures et équipements de communication par rapport aux nouvelles donnes basées, entre autres sur l'économie, le business et le bien-être social : certains bâtiments administratifs et techniques des médias d'Etat sont en état de délabrement avancé.

Les équipements de production et de diffusions audiovisuelles analogiques sont obsolètes et vétustes entrainant une inégale couverture géographique par les différents médias. A ces zones d'ombre, il faut relever l'insuffisance de communicateurs spécialisés dans les domaines transversaux tels que le business, l'agriculture, l'industrie, les transports, le tourisme, la santé, le sport, l'éducation à la citoyenneté et au civisme, l'environnement….

D'autres facteurs constituent des menaces, il s'agit de l'absence de textes réglementaires définissant la structuration, les attributions et le fonctionnement des services extérieurs.

Le MCM a en charge la mise en œuvre de la politique nationale en matière de communication. Pour ce faire, le MCM doit relever des défis notamment, (i) en dotation en ressources financières nécessaires à la réalisation des projets d'investissement, (ii) en ressources humaines qualifiées, (iii) en numérisation / digitalisation des médias.

- **Choix stratégique et budgétaire de l'année 2023**

- Avoir des médias modernes qui assurent un service public d'information et de communication de qualité ;
- Transformer les médias d'Etat en office ;
- Basculer la diffusion analogique vers le numérique
- Une politique publicitaire efficiente ;

Un meilleur rayonnement de notre pays en matière de communication.

- **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

Programme I : Dr TINAKA Wédiabalo, Secrétaire général du MCM

Programme II : Adri Dibaba GNASSENGBE, Directeur de la Direction Nationale des Radios Rurales

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du MCM**	**Améliorer la qualité des services du MCM**	**Taux d'exécution physique des programmes du MCM**	**%**	**2020**	**80,0**	**85,0**	**89,0**	**95,0**	**96,0**	**97,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MCM	**%**	**2020**	**5,0**	**5,0**	**10,0**	**20,0**	**22,0**	**25,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCM	Renforcer les capacités opérationnelles du MCM	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	29,0	29,0	29,0	90,0	92,0	95,0	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	98,0	99,0	98,0	99,0	99,0	99,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2020	98,0	99,0	98,0	99,0	99,0	99,0	DAF
A1.3	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2020	0,0	0,0	5,0	7,0	8,0	9,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	**Communication et information**	**Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous**	**Taux d'audience des médias de services publics**	**%**	**2020**	**5,0**	**10,0**	**15,0**	**25,0**	**35,0**	**50,0**	**TVT**
			Taux de couverture moyen du territoire national par les médias de services publics en TNT	**%**	**2020**	**5,0**	**10,0**	**15,0**	**20,0**	**40,0**	**75,0**	**TVT**
A2.1	Modernisation des médias au Togo	Accroitre la qualité des services des médias	taux moyen de respect des normes en vigueur par les médias des services publics	%	2020	65,0	68,0	70,0	75,0	80,0	85,0	TVT
A2.2	Télévision	Améliorer la couverture télévisuelle du territoire national	taux de couverture télévisuelle du territoire national	%	2020	5,0	10,0	15,0	20,0	40,0	75,0	TVT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A2.3	Radio	Améliorer la couverture radiophonique du territoire national	taux de couverture radiophonique du territoire national par Radio Lomé	%	2020	5,0	10,0	15,0	20,0	40,0	75,0	Radio Lomé
			taux de couverture radiophonique du territoire national par Radio Kara	%	0	5,0	10,0	15,0	20,0	40,0	75,0	Radio Kara
A2.4	Presse écrite et presse en ligne	Accroitre l'accessibilité de l'ATOP sur le plan national et international	Nombre de personnes ayant consulté le site internet	unité	2020	2 555,0	68 075,0	7 000,0	85 000,0	100 000,0	100 000,0	ATOP
A2.5	Formation	Renforcer les capacités techniques des médias publics et privés	Proportion des journalistes et techniciens du public et du privé formés	%	2020	50,0	60,0	80,0	90,0	95,0	100,0	CFRC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MCM	Améliorer la qualité des services du ministère de la communication et des médias	18 500	2 085 597	89 446	1 549 098	92 861	538 720	95 647	550 962	98 516	564 405	**287 024**	**1 654 088**
P2	Communication et information	Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous	35 314	2 341 935	10 554	2 303 621	10 139	3 443 372	10 443	3 453 823	10 756	3 464 590	**31 339**	**10 361 785**
Total des programmes			**53 814**	**4 427 532**	**100 000**	**3 852 719**	**103 000**	**3 982 092**	**106 090**	**4 004 785**	**109 273**	**4 028 995**	**318 363**	**12 015 872**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 067 097**	**0**	**1 459 652**	**0**	**445 859**	**0**	**455 315**	**0**	**465 889**	**0**	**1 367 063**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	769 982	0	150 476	0	173 316	0	171 744	0	170 296	0	515 355
Biens et Services	0	1 147 115	0	1 159 177	0	122 543	0	133 572	0	145 593	0	401 708
Transferts Courants	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	450 000
Dépenses en capital	**18 500**	**18 500**	**89 446**	**89 446**	**92 861**	**92 861**	**95 647**	**95 647**	**98 516**	**98 516**	**287 024**	**287 024**
Dépenses d'investissement	18 500	18 500	89 446	89 446	92 861	92 861	95 647	95 647	98 516	98 516	287 024	287 024
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**18 500**	**2 085 597**	**89 446**	**1 549 098**	**92 861**	**538 720**	**95 647**	**550 962**	**98 516**	**564 405**	**287 024**	**1 654 088**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 306 621**	**0**	**2 293 067**	**0**	**3 433 233**	**0**	**3 443 380**	**0**	**3 453 833**	**0**	**10 330 446**
Personnel	0	1 555 984	0	1 526 836	0	1 659 839	0	1 643 241	0	1 626 808	0	4 929 888
Biens et Services	0	150 637	0	166 230	0	1 173 394	0	1 200 139	0	1 227 025	0	3 600 558
Transferts Courants	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	1 800 000
Dépenses en capital	**35 314**	**35 314**	**10 554**	**10 554**	**10 139**	**10 139**	**10 443**	**10 443**	**10 756**	**10 756**	**31 339**	**31 339**
Dépenses d'investissement	35 314	35 314	10 554	10 554	10 139	10 139	10 443	10 443	10 756	10 756	31 339	31 339
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**35 314**	**2 341 935**	**10 554**	**2 303 621**	**10 139**	**3 443 372**	**10 443**	**3 453 823**	**10 756**	**3 464 590**	**31 339**	**10 361 785**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**53 814**	**4 427 532**	**100 000**	**3 852 719**	**103 000**	**3 982 092**	**106 090**	**4 004 785**	**109 273**	**4 028 995**	**318 363**	**12 015 872**
Hors Projets	53 814	4 427 532	100 000	3 852 719	103 000	3 982 092	106 090	4 004 785	109 273	4 028 995	**318 363**	**12 015 872**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**53 814**	**4 427 532**	**100 000**	**3 852 719**	**103 000**	**3 982 092**	**106 090**	**4 004 785**	**109 273**	**4 028 995**	**318 363**	**12 015 872**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**4 373 718**	**0**	**3 752 719**	**0**	**3 879 092**	**0**	**3 898 695**	**0**	**3 919 722**	**0**	**11 697 510**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 325 966	0	1 677 312	0	1 833 155	0	1 814 984	0	1 797 104	0	5 445 244
Biens et Services	0	1 297 752	0	1 325 407	0	1 295 937	0	1 333 711	0	1 372 618	0	4 002 266
Transferts Courants	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	2 250 000
Dépenses en capital	**53 814**	**53 814**	**100 000**	**100 000**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	53 814	53 814	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**53 814**	**4 427 532**	**100 000**	**3 852 719**	**103 000**	**3 982 092**	**106 090**	**4 004 785**	**109 273**	**4 028 995**	**318 363**	**12 015 872**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	40	351 339	44	229 106	39	255 016	39	252 707	38	250 421
Catégorie A2	168	775 136	155	615 921	146	671 482	145	664 655	143	658 009
Catégorie A3	18	59 703	12	44 964	23	99 473	23	98 478	23	97 493
Catégorie B	183	617 451	160	467 600	141	493 975	140	489 035	138	484 145
Catégorie C	143	386 993	126	262 993	104	257 059	103	254 489	102	251 944
Catégorie D	54	107 929	42	53 786	30	52 980	30	52 450	29	51 922
Contractuels	4	27 415	6	2 941	6	3 171	6	3 171	6	3 171
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**610**	**2 325 966**	**545**	**1 677 312**	**489**	**1 833 155**	**484**	**1 814 984**	**479**	**1 797 104**

3.2.15. Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de protection sociale des personnes vulnérables, d'équité et d'égalité genre, de promotion de la femme, ainsi que d'alphabétisation et d'éducation non formelle. Il conçoit, met en œuvre et fait le suivi des programmes et projets de communication, de promotion et de mobilisation sociale dans les domaines de la protection sociale des personnes vulnérables, du genre, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation.

Il planifie, programme et coordonne les actions du gouvernement en ce qui concerne l'organisation et l'encadrement des populations en vue de leur participation à l'autopromotion sociale. Il organise l'assistance de l'Etat aux personnes vulnérables ou démunies et coordonne, de concert avec les ministères et organismes concernés, les secours d'urgence en cas de catastrophes naturelles et/ou anthropiques ainsi que la protection et la prise en charge des réfugiés et demandeurs d'asile. Le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation réalise des études périodiques sur la situation de la femme et des personnes vulnérables susceptibles d'orienter ou de réorienter la politique du gouvernement et les actions des organisations non gouvernementales, des associations et des partenaires intervenant dans le secteur.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du secteur/Ministère

- la politique nationale de l'action sociale ;
- la politique nationale du bien-être de l'enfant ;
- la politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre ;
- la stratégie nationale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle.

❖ Contraintes et des défis du ministère

Concernant les défis du ministère, il s'agit, pour l'essentiel de disposer de moyens conséquents pour une identification efficace et une couverture maximale des groupes cibles, de traduire dans le vécu quotidien des populations les dispositions légales et règlementaires promouvant les droits des femmes et des filles, de répondre efficacement à la forte demande des communautés en matière d'ouverture des centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle (AENF).
Il s'agit par ailleurs, de renforcer les capacités techniques et opérationnelles du secteur. En effet, la formation des cadres du ministère en approche PPBSE et le renforcement du dispositif de suivi/évaluation avec la production des indicateurs clés faciliteront l'appréciation des progrès réalisés. L'accent sera aussi mis sur la dotation au secteur de moyens logistiques et informatiques nécessaires, aussi bien au niveau central que déconcentré, pour permettre de porter efficacement l'action sociale au niveau des communautés à la base.

En termes de perspectives, il s'agit, entre autres, de l'amélioration de la coordination et du suivi-évaluation des activités, du recrutement sectoriel du personnel, pour plus de performance dans les interventions du ministère.

❖ **Précision sur les choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Pour la gestion 2023, le ministère compte s'atteler à :

- l'appui à l'installation professionnelle des personnes handicapées ;
- l'appui aux indigents et aux personnes victimes de catastrophes naturelles et anthropiques ;
- l'appui à l'intégration socioéconomique des réfugiés ;
- l'adoption et la mise en œuvre de la politique nationale du bien-être de l'enfant ;
- l'appui à la formation professionnelle des adolescents et jeunes à risque de traite ;
- l'assurance de la prise en charge des enfants victimes de traite ;
- la détection et prise en charge des enfants victimes de violence ;
- l'organisation du forum national de la femme ;
- la mise en œuvre du Projet d'autonomisation des femmes rurales au Togo (PAFeRT) ;
- la mise à disposition des données sur les violences basées sur le genre (VBG) ;
- l'évaluation du projet PAAFF ;
- l'élaboration des normes et standards en ENF ;
- la Coordination et supervision des activités du cabinet du ministre ;
- l'élaboration et exécution des projets de budget annuel, de DPPD du ministère ;
- la gestion des ressources matérielles et financières.

❖ **Noms, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

Liste des programmes	**Responsable de programme**		
	Nom	**Prénom**	**Titre**
P1 : Pilotage et soutien aux services du ministère	BILEBA	N'Gmébib	Secrétaire Général du MASPFA
P2 : Promotion de l'action sociale	AGBONON	Sivah	Directeur Général de l'action sociale
P3 : Protection de l'enfant	Dr. KONDOH	Kandalé	Directeur Général de la protection de l'enfant
P4 : Genre et promotion de la femme	Mme OURO-AISSAH	Akanti	Directrice Générale du genre et de la promotion de la femme
P5 : Alphabétisation et éducation non formelle	ABETE	Baoumodom	Directeur Général de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère**	**Taux d'exécution physique des programmes du ministère**	**%**	**2020**	**81,0**	**82,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Proportion de dialogue de gestion tenue	%	2020	0,0	40,0	60,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion optimale des ressources humaines	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	99,0	97,2	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et évaluation des programmes et projets de développement	Proportion de rapports de suivi-évaluation disponibles	%	2020	25,0	25,0	50,0	50,0	50,0	50,0	DPSE
			Nombre de régions disposant d'une base de données fonctionnelle	Nombre	2020	2,0	2,0	4,0	6,0	6,0	6,0	DPSE
A1.5	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.7	Formations à l'Ecole Nationale de Formation Sociale	Améliorer le taux de sortie en fin de cycles	Taux de réussite des agents aux évaluations de fin de formation	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	ENFS
			Nombre d'élèves d'ENFS ayant obtenu leur diplôme	Nombre	2020	107,0	119,0	120,0	118,0	98,0	98,0	ENFS
P2	**Promotion de l'action sociale**	**Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations**	**Pourcentage des ménages ayant subi un choc**	**%**	**2015**	**81,4**	**75,4**	**70,4**	**67,4**	**67,2**	**67,0**	**DGAS**
A2.1	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	Réduire la vulnérabilité des personnes handicapées	Nombre de personnes handicapées identifiées prises en charge	Nombre	2020	ND	ND	30,0	35,0	38,0	40,0	DPH

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A2.2	Protection des personnes âgées en situation de précarité	Réduire la vulnérabilité des personnes âgées	Proportion des personnes âgées identifiées ayant bénéficié d'au moins une prise en charge sociale	%	2019	66,1	65,0	65,0	67,0	69,0	70,0	DPA
A2.3	Assistance sociale aux indigents et aux personnes victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Assurer l'assistance aux indigents et le relèvement des populations victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Proportion des personnes victimes de catastrophe naturelles et ou anthropiques identifiées ayant bénéficiées d'au moins une assistance	%	2019	60,0	80,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DGC
			Proportion des indigents identifiés ayant bénéficiés d'au moins une assistance	%	2019	68,0	72,0	80,0	82,0	85,0	90,0	ASN
A2.4	Assistance aux refugiés	Rendre autonome les refugiés	Proportion des réfugiés assistés	%	2019	67,0	68,0	70,0	71,0	72,0	74,0	CNAR
P3	**Protection de l'enfant**	**Assurer le bien-être de tous les enfants**	**Taux de prise en charge des enfants vulnérables identifiés**	**%**	**2020**	**14,3**	**24,8**	**27,7**	**30,8**	**34,1**	**35,0**	**DGPE**
A3.1	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	Réduire la vulnérabilité des enfants	Nombre d'adolescents à risque de traite identifiés bénéficiant de l'insertion socioprofessionnelle	Nombre	2018	ND	47,0	36,0	36,0	36,0	36,0	DPSV
A3.2	Prise en charge des enfants vulnérables	Assurer la prise en charge des enfants vulnérables	Nombre d'enfants vulnérables identifiés pris en charge	Nombre	2018	1 766,0	3 715,0	4 015,0	4 315,0	4 600,0	4 630,0	DAED
P4	**Genre et promotion de la femme**	**Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo**	**Indice de la condition de la femme (ICF)**	**%**	**2018**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,6**	**0,6**	**DGGPF**
A4.1	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	Améliorer la participation des femmes aux instances de prise de décisions	Proportion de femmes occupant des poste de direction dans l'administration publique	%	2018	9,0	11,0	11,5	12,0	12,2	12,5	DGDF
A4.2	Renforcement des capacités entrepreneuriales	Améliorer les capacités productives et commerciale des	Nombre de femmes formées dans l'informel ayant migré vers le formel.	Nombre	2021	216,0	216,0	252,0	200,0	220,0	240,0	DCPAEF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	inclusives des femmes	organisations féminines et mixte/ Contribuer à l'autonomisation économique des femmes	Nombre d'organisations féminines et mixte appuyées en matériels de production et de transformation	Nombre	2021	6,0	6,0	30,0	75,0	75,0	75,0	DCPAEF
A4.3	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	Participer à la promotion de l'éducation de la fille et à la réduction de toutes les formes de violences basées	Nombre de filles excellentes aux examens CEPD, BEPC et BAC2 primées	Nombre	2020	110,0	60,0	110,0	120,0	120,0	120,0	DFEJF
			Nombre de victimes de violences basées sur le genre enregistrées prises en charge	Nombre	2020	2 009,0	2 799,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	DFEJF
P5	**Alphabétisation et éducation non formelle**	**Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes**	**Taux d'alphabétisation**	**%**	**2018**	**63,3**	**66,0**	**68,0**	**70,0**	**72,0**	**72,0**	**DGAENF**
			Proportion d'alphabétisés parmi les inscrits	**%**	**2019**	**70,0**	**65,3**	**65,0**	**67,0**	**69,0**	**70,0**	**DGAENF**
A5.1	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	Réduire le taux d'analphabétisme des jeunes et adultes	Pourcentage des analphabètes ayant accès aux programmes d'alphabétisation et d'éducation continue	%	2019	27,0	44,0	53,0	54,0	55,0	56,0	DAFA
			Taux de réussite des apprenants	%	2019	70,0	86,8	90,0	91,0	92,0	93,0	DAFA
A5.2	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	Offrir une éducation de qualité aux enfants hors du système éducatif	Pourcentage d'enfants (9-14 ans) hors-école ayant accès aux programmes d'éducation non formelle	%	2019	4,0	13,0	18,0	20,0	21,0	22,0	DENFA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère	25 025	1 586 595	100 000	1 436 499	103 000	1 675 596	106 090	1 500 979	109 273	1 536 413	**318 363**	**4 712 989**
P2	Promotion de l'action sociale	Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations	0	559 724	0	606 905	35 000	672 116	283 713	899 215	265 713	879 055	**584 427**	**2 450 386**
P3	Protection de l'enfant	Assurer le bien-être de tous les enfants	0	329 973	0	332 297	0	362 611	0	373 566	0	387 345	**0**	**1 123 522**
P4	Genre et promotion de la femme	Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo	37 938	603 708	72 000	586 931	75 000	634 946	802 219	1 320 579	1 514 287	2 034 060	**2 391 505**	**3 989 584**
P5	Alphabétisation et éducation non formelle	Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes	0	169 267	0	188 884	0	198 472	0	197 428	0	197 438	**0**	**593 338**
Total			**62 963**	**3 249 267**	**172 000**	**3 151 516**	**213 000**	**3 543 741**	**1 192 022**	**4 291 766**	**1 889 273**	**5 034 312**	**3 294 295**	**12 869 819**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 561 569**	**0**	**1 336 499**	**0**	**1 572 596**	**0**	**1 394 889**	**0**	**1 427 140**	**0**	**4 394 626**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 386 600	0	1 123 973	0	1 371 546	0	1 187 284	0	1 212 783	0	3 771 614
Biens et Services	0	157 469	0	173 326	0	161 850	0	168 405	0	175 157	0	505 412
Transferts Courants	0	17 500	0	39 200	0	39 200	0	39 200	0	39 200	0	117 600
Dépenses en capital	**25 025**	**25 025**	**100 000**	**100 000**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	25 025	25 025	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**25 025**	**1 586 595**	**100 000**	**1 436 499**	**103 000**	**1 675 596**	**106 090**	**1 500 979**	**109 273**	**1 536 413**	**318 363**	**4 712 989**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**559 724**	**0**	**606 905**	**0**	**637 116**	**0**	**615 502**	**0**	**613 341**	**0**	**1 865 959**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	159 102	0	206 375	0	237 983	0	216 369	0	214 208	0	668 560
Biens et Services	0	15 700	0	15 530	0	14 133	0	14 133	0	14 133	0	42 399
Transferts Courants	0	384 922	0	385 000	0	385 000	0	385 000	0	385 000	0	1 155 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**35 000**	**35 000**	**283 713**	**283 713**	**265 713**	**265 713**	**584 427**	**584 427**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**35 000**	**35 000**	**283 713**	**283 713**	**265 713**	**265 713**	**584 427**	**584 427**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	35 000	35 000	283 713	283 713	265 713	265 713	584 427	584 427
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**559 724**	**0**	**606 905**	**35 000**	**672 116**	**283 713**	**899 215**	**265 713**	**879 055**	**584 427**	**2 450 386**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**329 973**	**0**	**332 297**	**0**	**362 611**	**0**	**373 566**	**0**	**387 345**	**0**	**1 123 522**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	158 983	0	161 647	0	193 306	0	204 261	0	218 040	0	615 607
Biens et Services	0	17 990	0	17 650	0	16 305	0	16 305	0	16 305	0	48 915
Transferts Courants	0	153 000	0	153 000	0	153 000	0	153 000	0	153 000	0	459 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**329 973**	**0**	**332 297**	**0**	**362 611**	**0**	**373 566**	**0**	**387 345**	**0**	**1 123 522**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**565 770**	**0**	**514 931**	**0**	**559 946**	**0**	**518 360**	**0**	**519 773**	**0**	**1 598 079**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	153 319	0	102 849	0	133 569	0	106 983	0	108 396	0	348 948
Biens et Services	0	12 452	0	12 082	0	11 377	0	11 377	0	11 377	0	34 131
Transferts Courants	0	400 000	0	400 000	0	415 000	0	400 000	0	400 000	0	1 215 000
Dépenses en capital	**37 938**	**37 938**	**72 000**	**72 000**	**75 000**	**75 000**	**802 219**	**802 219**	**1 514 287**	**1 514 287**	**2 391 505**	**2 391 505**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**37 938**	**37 938**	**72 000**	**72 000**	**75 000**	**75 000**	**802 219**	**802 219**	**1 514 287**	**1 514 287**	**2 391 505**	**2 391 505**
Investissement financés sur RI	37 938	37 938	72 000	72 000	75 000	75 000	802 219	802 219	1 514 287	1 514 287	2 391 505	2 391 505
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**37 938**	**603 708**	**72 000**	**586 931**	**75 000**	**634 946**	**802 219**	**1 320 579**	**1 514 287**	**2 034 060**	**2 391 505**	**3 989 584**

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**169 267**	**0**	**188 884**	**0**	**198 472**	**0**	**197 428**	**0**	**197 438**	**0**	**593 338**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	61 129	0	79 564	0	89 624	0	88 580	0	88 590	0	266 794
Biens et Services	0	8 138	0	9 320	0	8 848	0	8 848	0	8 848	0	26 544
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**169 267**	**0**	**188 884**	**0**	**198 472**	**0**	**197 428**	**0**	**197 438**	**0**	**593 338**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**62 963**	**3 249 267**	**172 000**	**3 151 516**	**213 000**	**3 543 741**	**1 192 022**	**4 291 766**	**1 889 273**	**5 034 312**	**3 294 295**	**12 869 819**
Hors Projets	25 025	3 211 329	100 000	3 079 516	103 000	3 433 741	106 090	3 205 834	109 273	3 254 312	**318 363**	**9 893 887**
Projets	37 938	37 938	72 000	72 000	110 000	110 000	1 085 932	1 085 932	1 780 000	1 780 000	**2 975 932**	**2 975 932**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**62 963**	**3 249 267**	**172 000**	**3 151 516**	**213 000**	**3 543 741**	**1 192 022**	**4 291 766**	**1 889 273**	**5 034 312**	**3 294 295**	**12 869 819**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**3 186 304**	**0**	**2 979 516**	**0**	**3 330 741**	**0**	**3 099 744**	**0**	**3 145 039**	**0**	**9 575 524**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 919 134	0	1 674 408	0	2 026 028	0	1 803 476	0	1 842 019	0	5 671 523
Biens et Services	0	211 749	0	227 908	0	212 513	0	219 068	0	225 820	0	657 401
Transferts Courants	0	1 055 422	0	1 077 200	0	1 092 200	0	1 077 200	0	1 077 200	0	3 246 600
Dépenses en capital	**62 963**	**62 963**	**172 000**	**172 000**	**213 000**	**213 000**	**1 192 022**	**1 192 022**	**1 889 273**	**1 889 273**	**3 294 295**	**3 294 295**
Dépenses d'investissement	25 025	25 025	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**37 938**	**37 938**	**72 000**	**72 000**	**110 000**	**110 000**	**1 085 932**	**1 085 932**	**1 780 000**	**1 780 000**	**2 975 932**	**2 975 932**
Investissement financés sur RI	37 938	37 938	72 000	72 000	110 000	110 000	1 085 932	1 085 932	1 780 000	1 780 000	2 975 932	2 975 932
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**62 963**	**3 249 267**	**172 000**	**3 151 516**	**213 000**	**3 543 741**	**1 192 022**	**4 291 766**	**1 889 273**	**5 034 312**	**3 294 295**	**12 869 819**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	30	202 990	29	182 557	28	227 387	25	201 197	25	203 633
Catégorie A2	204	886 013	208	799 878	207	935 970	206	836 607	205	842 217
Catégorie A3	7	28 767	7	27 263	7	40 587	7	31 897	7	33 267
Catégorie B	184	666 223	178	542 004	174	649 510	169	586 041	166	595 590
Catégorie C	75	105 307	68	96 126	66	132 886	63	115 684	61	119 738
Catégorie D	31	29 833	29	26 581	26	39 687	26	32 051	22	34 148
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**531**	**1 919 134**	**519**	**1 674 408**	**508**	**2 026 028**	**496**	**1 803 476**	**486**	**1 842 019**

3.2.16. Ministère des sports et des loisirs (Section 750)

❖ Mission du ministère

Conformément au décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'État et ministres, « le ministre des sports et des loisirs assure la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière des sports et des loisirs. Il élabore, promeut et coordonne les programmes de développement du sport ainsi que les actions et programmes qui concourent à l'expansion des loisirs ».
En outre, le ministre des sports et des loisirs veille à la formation des cadres des sports et des loisirs, suit et contrôle les activités des fédérations et associations sportives et de loisirs. Il assure l'organisation et le contrôle du mouvement sportif national.

❖ Politiques sectorielles et stratégique du ministère

- la politique nationale des sports,
- la politique nationale des loisirs,
- le plan stratégique national de lutte contre le dopage.

❖ Contraintes et défis

Défis

- Rendre opérationnel les nouvelles structures créées, notamment l'office de gestion des infrastructures et équipements sportifs (OGIES) et la Direction de la médecine des sports et du contrôle du dopage (DMSCD) ;
- Finaliser la construction des centres de développement des sports de Kpalimé et de Bassar.
- Organiser le recensement et la codification des jeux traditionnels.
- Faire la promotion des métiers connexes de sports et de loisirs,
- Relancer la détection des talents et les placer dans les centres internationaux de formation
- Renforcer les infrastructures et équipements sportifs et de loisirs et intensifier la pratique des loisirs.
- Doter es deux (2) composantes en ressources financières, matérielles et humaines nécessaires.
- Renforcer le cadre juridique et institutionnel du secteur
- Construire des infrastructures et équipements modernes

Contraintes

- Insuffisance de ressources financières, matérielles et humaines nécessaires,
- Insuffisance du cadre juridique et institutionnel du secteur
- Insuffisance d'infrastructures et équipements modernes.

❖ **Choix stratégique et budgétaire de l'année 2023**

✓ Pilotage et soutien aux services du ministère : la coordination des actions, la gestion de la communication et de l'information, la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière, la prospection, la planification, la programmation et le suivi évaluation des actions,

✓ Sports et loisirs : rendre le sport togolais plus compétitif et les activités de loisirs plus attractives

❖ **Noms et titre des responsables de programme**

Programme	Responsable	Titre
Pilotage et soutien aux services du ministère	M. AGANO Kodzo Dogbéda	Secrétaire général du ministère des sports et des loisirs
Sports	M.OURO-GANDI Tchagnani	Chargé de mission du Ministre
Loisirs		

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services DU MSL**	**Améliorer la qualité des services du MSL**	**Taux d'exécution physique des programmes du MSL**	**%**	**2021**	**80,0**	**80,0**	**85,0**	**90,0**	**95,0**	**95,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MSL	**%**	**2021**	**7,0**	**7,0**	**7,0**	**7,0**	**8,0**	**9,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSL	Renforcer les capacités opérationnelles du MSL	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	60,0	60,0	65,0	70,0	75,0	80,0	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2021	90,0	90,0	95,0	95,0	98,0	98,0	DAF
A1.3	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2021	39,0	39,0	52,0	52,0	53,0	52,0	Cellule d'information
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MSL	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	55,0	55,0	60,0	65,0	70,0	75,0	DPSSE
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2021	50,0	50,0	55,0	60,0	65,0	70,0	Cellule genre
P2	**Sports**	**Rendre le sport togolais plus compétitif**	**Nombre de titres remportés**	**Nbre**	**2021**	**0,0**	**0,0**	**10,0**	**10,0**	**12,0**	**14,0**	**DSEP**
A2.1	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	Disposer des infrastructures sportives adaptées	Nombre d'infrastructures et équipements sportifs répondant aux normes internationales	Nombre	2020	3,0	4,0	4,0	5,0	5,0	6,0	DIESEL
A2.2	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	Contribuer à relever le niveau de performance du sport togolais	Nombre de sportifs de haut niveau	Nombre	2020	30,0	30,0	35,0	35,0	40,0	40,0	DSEP
A2.3	Promotion de la santé des acteurs sportifs	Veiller à une bonne santé des acteurs sportifs	Fréquence de suivi médicale des acteurs	Trimestre	2022	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	DMSCD

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			sportifs									
P3	**Loisirs**	**Promouvoir les loisirs**	**Taux de réalisation des activités de promotion des loisirs**	**%**	**2021**	**10,0**	**10,0**	**12,0**	**15,0**	**15,0**	**20,0**	**DL**
A3.1	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	Développer la culture de la pratique des loisirs	Taux d'accroissement des clubs de loisirs	%	2021	2,0	2,0	5,0	6,0	8,0	10,0	Direction des Loisirs
			Proportion des promoteurs de loisirs accompagnés	%	2021	5,0	10,0	15,0	20,0	25,0	30,0	Direction des Loisirs

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MSL	Améliorer la qualité des services du MSL	45 908	465 449	3 083 100	1 144 681	2 921 984	1 200 639	106 090	2 324 128	109 273	360 796	**3 137 347**	**3 885 563**
P2	Sports	Rendre le sport togolais plus compétitif	0	2 908 803	0	2 098 590	0	2 564 179	0	2 561 572	0	2 561 411	**0**	**7 687 162**
P3	Loisirs	Promouvoir les loisirs	0	103 420	0	24 040	0	28 972	0	28 925	0	28 886	**0**	**86 783**
Total des programmes			**45 908**	**3 477 672**	**3 083 100**	**3 267 311**	**2 921 984**	**3 793 790**	**106 090**	**4 914 625**	**109 273**	**2 951 093**	**3 137 347**	**11 659 508**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**168 151**	**0**	**224 317**	**0**	**247 639**	**0**	**249 054**	**0**	**251 523**	**0**	**748 216**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	98 762	0	121 920	0	157 639	0	156 444	0	156 223	0	470 306
Biens et Services	0	69 389	0	102 397	0	90 000	0	92 610	0	95 300	0	277 910
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**45 908**	**297 298**	**3 083 100**	**920 364**	**2 921 984**	**953 000**	**106 090**	**2 075 074**	**109 273**	**109 273**	**3 137 347**	**3 137 347**
Dépenses d'investissement	45 908	45 908	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**251 390**	**2 983 100**	**820 364**	**2 818 984**	**850 000**	**0**	**1 968 984**	**0**	**0**	**2 818 984**	**2 818 984**
Investissement financés sur RI	0	251 390	2 983 100	820 364	2 818 984	850 000	0	1 968 984	0	0	2 818 984	2 818 984
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**45 908**	**465 449**	**3 083 100**	**1 144 681**	**2 921 984**	**1 200 639**	**106 090**	**2 324 128**	**109 273**	**360 796**	**3 137 347**	**3 885 563**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 908 803**	**0**	**2 098 590**	**0**	**2 564 179**	**0**	**2 561 572**	**0**	**2 561 411**	**0**	**7 687 162**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	51 718	0	387 034	0	438 048	0	433 787	0	431 924	0	1 303 759
Biens et Services	0	141 071	0	141 556	0	56 131	0	57 785	0	59 487	0	173 403
Transferts Courants	0	2 716 014	0	1 570 000	0	2 070 000	0	2 070 000	0	2 070 000	0	6 210 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**2 908 803**	**0**	**2 098 590**	**0**	**2 564 179**	**0**	**2 561 572**	**0**	**2 561 411**	**0**	**7 687 162**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**103 420**	**0**	**24 040**	**0**	**28 972**	**0**	**28 925**	**0**	**28 886**	**0**	**86 783**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	99 693	0	18 335	0	23 472	0	23 260	0	23 051	0	69 783
Biens et Services	0	3 727	0	5 705	0	5 500	0	5 665	0	5 835	0	17 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**103 420**	**0**	**24 040**	**0**	**28 972**	**0**	**28 925**	**0**	**28 886**	**0**	**86 783**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**45 908**	**3 477 672**	**3 083 100**	**3 267 311**	**2 921 984**	**3 793 790**	**106 090**	**4 914 625**	**109 273**	**2 951 093**	**3 137 347**	**11 659 508**
Hors Projets	45 908	3 226 282	100 000	2 446 947	103 000	2 943 790	106 090	2 945 641	109 273	2 951 093	**318 363**	**8 840 524**
Projets	0	251 390	2 983 100	820 364	2 818 984	850 000	0	1 968 984	0	0	**2 818 984**	**2 818 984**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**45 908**	**3 477 672**	**3 083 100**	**3 267 311**	**2 921 984**	**3 793 790**	**106 090**	**4 914 625**	**109 273**	**2 951 093**	**3 137 347**	**11 659 508**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**3 180 374**	**0**	**2 346 947**	**0**	**2 840 790**	**0**	**2 839 551**	**0**	**2 841 820**	**0**	**8 522 161**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	250 173	0	527 289	0	619 159	0	613 491	0	611 198	0	1 843 848
Biens et Services	0	214 187	0	249 658	0	151 631	0	156 060	0	160 622	0	468 313
Transferts Courants	0	2 716 014	0	1 570 000	0	2 070 000	0	2 070 000	0	2 070 000	0	6 210 000
Dépenses en capital	**45 908**	**297 298**	**3 083 100**	**920 364**	**2 921 984**	**953 000**	**106 090**	**2 075 074**	**109 273**	**109 273**	**3 137 347**	**3 137 347**
Dépenses d'investissement	45 908	45 908	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**251 390**	**2 983 100**	**820 364**	**2 818 984**	**850 000**	**0**	**1 968 984**	**0**	**0**	**2 818 984**	**2 818 984**
Investissement financés sur RI	0	251 390	2 983 100	820 364	2 818 984	850 000	0	1 968 984	0	0	2 818 984	2 818 984
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**45 908**	**3 477 672**	**3 083 100**	**3 267 311**	**2 921 984**	**3 793 790**	**106 090**	**4 914 625**	**109 273**	**2 951 093**	**3 137 347**	**11 659 508**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	47	93 130	48	223 406	43	270 256	43	267 956	42	265 948
Catégorie A2	26	86 773	26	90 038	23	92 659	23	91 908	21	90 901
Catégorie A3	1	0	1	2 920	2	6 380	2	6 240	2	6 181
Catégorie B	36	28 916	38	90 070	35	108 462	35	107 800	34	107 317
Catégorie C	59	27 831	59	89 842	50	114 086	50	112 769	50	112 068
Catégorie D	29	13 523	29	30 791	15	27 316	15	26 814	15	26 703
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**198**	**250 173**	**201**	**527 289**	**168**	**619 159**	**168**	**613 491**	**164**	**611 198**

3.2.17. Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760)

❖ **Missions du ministère**

Conformément au décret n°2018-129/PR du 22 août 2018 relatif aux attributions du ministre, et portant organisation et fonctionnement du ministère, le MUHRF met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière.

A ce titre, le MUHRF est chargé de :

- définir et coordonne les interventions de l'Etat et des différents acteurs dans les opérations d'aménagement et en matière de politique urbaine, foncière et de l'habitat dans les villes et les établissements humains ;

- élaborer et mettre en œuvre les programmes de développement urbain, de planification et de viabilisation des espaces urbains ;

- veiller à l'accès sécurisé à la propriété foncière et à un logement décent à toutes les couches sociales du pays ;

- assister, en relation avec le ministre chargé de l'administration territoriale et le ministre chargé de la planification du développement, les collectivités territoriales en matière de gestion urbaine, de l'habitat et de mise à disposition d'outils de planification urbaine ;

- œuvrer, en collaboration avec les autres ministres concernés par la question de ville, à l'amélioration de la qualité du cadre de vie à travers, notamment : l'accès à un service d'assainissement adéquat et d'aménagement des espaces verts.

❖ **Politiques sectorielles et les stratégies du Ministère**

La politique publique s'appuie essentiellement sur les missions et charges dévolues au ministère, prend en compte le programme d'action du Gouvernement, les Objectifs de développement durable (ODD), la feuille de route du gouvernement (FDR), politique nationale de l'habitat et du développement urbain (PNHDU) qui est en cohérence avec les objectifs du Plan national de développement (PND). Cette politique publique s'inscrit donc dans le processus des réformes nationales et communautaires. Le programme se rapporte au PND à travers l'axe 3 « consolider le développement social et les mécanismes d'inclusion », par le biais de l'effet 10 « les populations ont accès à un meilleur cadre de vie et à des logements décents »

❖ **Contraintes et défis**

Les différentes composantes du MUHRF sont en général confrontées à des difficultés liées au cadre juridique et institutionnel, à l'insuffisance de ressources humaines, financière et infrastructures adéquates.

Le diagnostic du secteur de l'habitat et du développement urbain a permis de dégager les problématiques majeures comme un développement spatial peu harmonieux des centres urbains; une insuffisance d'informations à référence spatiale à jour et fiables, une production et gestion foncières non adaptées, des logements décents à promouvoir, un financement de l'urbanisation inopérant, un financement du logement difficilement accessible, une mobilité urbaine à améliorer, le besoin croissant en matière d'assainissement et de salubrité publique et des capacités du secteur limitées.

Pour ce faire, le MUHRF doit relever des défis notamment, (i) améliorer la qualité des services publics du MUHRF ; (ii) assurer un développement spatial harmonieux par la mise à disposition des informations à référence spatiale à jour et fiables ; (iii) répondre aux besoins en logements décents des populations et (iv) préserver un environnement urbain sain, viable et durable pour la population.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

- L'amélioration de l'offre de logements décents par la construction de 3000 logements ;
- l'élaboration de schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme de douze (12) communes, l'élaboration de plans de détail des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; l'implantation de la voirie et des réserves administratives ;
- le contrôle du respect des normes de construction par l'instruction des demandes de permis de construire ;
- le projet de densification du réseau géodésique ;
- la production de cartes analogiques à moindre coût ;
- l'aménagement, assainissement et bitumage des rues urbaines à Lomé
- l'aménagement de la voirie et des ouvrages de drainage des eaux pluviales par la mise en œuvre du projet d'infrastructures et de développement urbain (PIDU) ;
- la production et la promotion des matériaux locaux de construction ;
- la promotion des aménagements paysagers et la protection des espaces publics par l'aménagement d'espaces verts dans la ville de Lomé.

Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Programme I : OUADJA Kossi Gbati, Secrétaire général du MUHRF

Programme II : NIKABOU KPAPOU, Directeur de la Cartographie

Programme III : DAKEY Koffi Kouma, DG Urbanisme et de l'Habitat

Programme IV : BLAKIME Têtou-ouyo, DG Infrastructures et Equipements Urbains

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MUHRF**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MUHRF**	**Taux d'exécution physique des programmes du MUHRF**	**%**	**2020**	**63,5**	**65,0**	**80,0**	**90,0**	**100,0**	**100,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MUHRF	**%**	**2020**	**14,5**	**13,2**	**15,0**	**16,0**	**17,0**	**18,0**	**0**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MUHRF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	53,0	53,0	86,7	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2020	0,3	0,9	4,6	6,3	7,6	9,1	DAAF/ Division RH
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	jour	2020	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	93,7	43,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF/ Division comptabilité
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	Unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Conseiller en communication
A1.5	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	50,0	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les	%	2020	42,9	50,0	55,0	55,0	60,0	62,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			thématiques liés genre									
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	**Information géographique**	**Répondre au besoin national en informations géographiques fiables et à jour**	**Taux de couverture national en information géographique à jour**	**%**	**2020**	**0,0**	**38,5**	**50,0**	**60,0**	**4,0**	**100,0**	**DGIGC**
A2.1	Bornes géodésiques	Mettre en œuvre la planification de l'occupation du territoire national	Nombre de bornes géodésiques construites et nivelés par an	Nombre	2020	134,0	253,0	181,0	85,0	155,0	65,0	DIG
A2.2	Cartographie de masse	Couvrir les besoins des acteurs de développement en matière de cartes	Nombre de cartes produites par an	Nombre	2020	1 000,0	695,0	800,0	900,0	1 000,0	1 000,0	DC
A2.3	Observatoire du développement urbain	Doter les acteurs de développement de données urbaines fiables et à jour	Proportion des villes couvertes par l'observatoire	%	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CITAFRIC
P3	**Logement décent**	**Répondre aux besoins en logements décents des populations**	**Taux d'accès aux logements décents**	**%**	**2020**	**47,7**	**47,7**	**47,7**	**55,0**	**60,0**	**70,0**	**DGUH**
A3.1	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	Assurer une gestion optimale de l'espace urbain	Proportion de SDAU implantés par an	%	2020	14,0	16,0	24,0	44,0	65,0	65,0	DGUH/DDU
A3.2	Contrôle des normes de construction	Renforcer la qualité et la sécurité des constructions	Nombre de permis de construire instruits par an	Nombre	2020	158,0	160,0	180,0	200,0	220,0	220,0	DGUH/DH
A3.3	Logements sociaux décents	Permettre à tous les togolais d'accéder à un logement décent	Nombre de logement décents construits par an	Nombre	2022	170,0	215,0	500,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	DGUH/DH

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A3.4	Réforme foncière	Sécuriser le foncier	Nombre de texte proposé à adoption par an	Nombre	2020	2,0	0,0	2,0	3,0	3,0	3,0	DAJC
P4	**Cadre de vie**	**Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population**	**population ayant bénéficié de l'amélioration de cadre de vie**	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**496 870,0**	**646 870,0**	**896 870,0**	**896 870,0**	**DGIEU**
A4.1	Aménagement de la voirie	Faciliter la circulation urbaine et contribuer à la sécurisation du transport routier	Mètre linéaire de canivaux construits par an	ml	2020	0,0	0,0	1 593,2	14 261,5	108 316,0	108 316,0	DGIEU/DIU
			Mètre linéaire de routes aménagées par an	ml	2020	5 000,0	0,0	4 407,0	10 109,0	54 158,0	54 158,0	DGIEU/DIU
A4.2	Assainissement et gestion des déchets	Contribuer à la réduction des risques d'inondations et préserver la salubrité publique	Linéaire des ouvrages d'assainissement entretenus dans les communes	ml	2020	9 300,0	10 350,0	12 000,0	15 000,0	20 000,0	20 000,0	ANASAP
			Volume de déchets évacués à la décharge finale	M^3	2020	N/A	N/A	50,3	53,7	62,8	62,8	ANASAP
A4.3	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	Contribuer à l'embellissement de l'environnement urbain	Surface d'espace vert aménagé par an	m²	2020	23 560,0	2 000,0	3 000,0	4 000,0	5 000,0	5 000,0	DCV
			Taux de satisfaction des populations/nombre de pieds mis en terre	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Renforcer les capacités opérationnelles du MUHRF	9 000	298 880	94 200	289 341	96 500	444 935	99 090	381 529	102 273	396 706	**297 863**	**1 223 170**
P2	Information géographique	Répondre au besoin national en informations géographiques fiables et à jour	120 729	200 317	122 252	198 816	351 000	416 475	401 000	463 493	1 000	63 495	**753 000**	**943 463**
P3	Logement décent	Répondre aux besoins en logements décents des populations	313 989	574 643	752 689	1 002 373	8 504 500	3 021 401	12 005 000	6 242 739	25 005 000	16 191 834	**45 514 500**	**25 455 974**
P4	Cadre de vie	Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population	3 219 880	3 926 728	13 309 435	11 626 987	37 853 749	10 313 561	9 196 633	8 798 768	13 701 000	14 299 760	**60 751 382**	**33 412 089**
Total des programmes			**3 663 598**	**5 000 568**	**14 278 576**	**13 117 517**	**46 805 749**	**14 196 372**	**21 701 723**	**15 886 529**	**38 809 273**	**30 951 795**	**107 316 745**	**61 034 696**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**289 880**	**0**	**195 141**	**0**	**348 435**	**0**	**282 439**	**0**	**294 433**	**0**	**925 307**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	222 901	0	120 552	0	266 873	0	198 196	0	204 993	0	670 062
Biens et Services	0	66 979	0	74 589	0	81 562	0	84 243	0	89 440	0	255 245
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**9 000**	**9 000**	**94 200**	**94 200**	**96 500**	**96 500**	**99 090**	**99 090**	**102 273**	**102 273**	**297 863**	**297 863**
Dépenses d'investissement	9 000	9 000	94 200	94 200	96 500	96 500	99 090	99 090	102 273	102 273	297 863	297 863
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**9 000**	**298 880**	**94 200**	**289 341**	**96 500**	**444 935**	**99 090**	**381 529**	**102 273**	**396 706**	**297 863**	**1 223 170**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**79 588**	**0**	**76 564**	**0**	**65 475**	**0**	**62 493**	**0**	**62 495**	**0**	**190 463**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	53 913	0	50 864	0	37 975	0	35 282	0	35 284	0	108 541
Biens et Services	0	5 675	0	5 700	0	7 500	0	7 211	0	7 211	0	21 922
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	**120 729**	**120 729**	**122 252**	**122 252**	**351 000**	**351 000**	**401 000**	**401 000**	**1 000**	**1 000**	**753 000**	**753 000**
Dépenses d'investissement	1 499	1 499	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000
Projets d'investissement	**119 230**	**119 230**	**121 252**	**121 252**	**350 000**	**350 000**	**400 000**	**400 000**	**0**	**0**	**750 000**	**750 000**
Investissement financés sur RI	119 230	119 230	121 252	121 252	350 000	350 000	400 000	400 000	0	0	750 000	750 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**120 729**	**200 317**	**122 252**	**198 816**	**351 000**	**416 475**	**401 000**	**463 493**	**1 000**	**63 495**	**753 000**	**943 463**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**260 654**	**0**	**249 684**	**0**	**236 901**	**0**	**237 739**	**0**	**236 244**	**0**	**710 884**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	149 939	0	137 899	0	124 701	0	124 639	0	124 494	0	373 834
Biens et Services	0	10 715	0	11 785	0	12 200	0	13 100	0	11 750	0	37 050
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	**313 989**	**313 989**	**752 689**	**752 689**	**8 504 500**	**2 784 500**	**12 005 000**	**6 005 000**	**25 005 000**	**15 955 590**	**45 514 500**	**24 745 090**
Dépenses d'investissement	2 999	2 999	3 800	3 800	4 500	4 500	5 000	5 000	5 000	5 000	14 500	14 500
Projets d'investissement	**310 990**	**310 990**	**748 889**	**748 889**	**8 500 000**	**2 780 000**	**12 000 000**	**6 000 000**	**25 000 000**	**15 950 590**	**45 500 000**	**24 730 590**
Investissement financés sur RI	310 990	310 990	748 889	748 889	8 500 000	2 780 000	12 000 000	6 000 000	25 000 000	15 950 590	45 500 000	24 730 590
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**313 989**	**574 643**	**752 689**	**1 002 373**	**8 504 500**	**3 021 401**	**12 005 000**	**6 242 739**	**25 005 000**	**16 191 834**	**45 514 500**	**25 455 974**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**706 848**	**0**	**836 724**	**0**	**807 782**	**0**	**807 285**	**0**	**807 057**	**0**	**2 422 124**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	129 049	0	100 282	0	99 635	0	99 707	0	299 624
Biens et Services	0	6 848	0	7 675	0	7 500	0	7 650	0	7 350	0	22 500
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	**3 219 880**	**3 219 880**	**13 309 435**	**10 790 263**	**37 853 749**	**9 505 779**	**9 196 633**	**7 991 483**	**13 701 000**	**13 492 703**	**60 751 382**	**30 989 965**
Dépenses d'investissement	1 500	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000
Projets d'investissement	**3 218 380**	**3 218 380**	**13 308 435**	**10 789 263**	**37 852 749**	**9 504 779**	**9 195 633**	**7 990 483**	**13 700 000**	**13 491 703**	**60 748 382**	**30 986 965**
Investissement financés sur RI	559 236	559 236	5 389 263	5 389 263	33 611 236	5 263 266	8 606 633	7 401 483	13 700 000	13 491 703	55 917 869	26 156 452
Investissement financés sur RE	2 659 144	2 659 144	7 919 172	5 400 000	4 241 513	4 241 513	589 000	589 000	0	0	4 830 513	4 830 513
Total	**3 219 880**	**3 926 728**	**13 309 435**	**11 626 987**	**37 853 749**	**10 313 561**	**9 196 633**	**8 798 768**	**13 701 000**	**14 299 760**	**60 751 382**	**33 412 089**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**1 004 454**	**2 341 424**	**6 359 404**	**7 717 517**	**42 564 236**	**9 954 859**	**21 112 723**	**15 297 529**	**38 809 273**	**30 951 795**	**102 486 232**	**56 204 183**
Hors Projets	14 998	1 351 968	100 000	1 458 113	103 000	1 561 593	106 090	1 496 046	109 273	1 509 502	**318 363**	**4 567 141**
Projets	976 190	976 190	6 246 138	6 246 138	42 447 970	8 380 000	21 000 000	13 794 850	38 700 000	29 442 293	**102 147 970**	**51 617 143**
Fonds de contrepartie	13 266	13 266	13 266	13 266	13 266	13 266	6 633	6 633	0	0	**19 899**	**19 899**
Financement extérieur	**2 659 144**	**2 659 144**	**7 919 172**	**5 400 000**	**4 241 513**	**4 241 513**	**589 000**	**589 000**	**0**	**0**	**4 830 513**	**4 830 513**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**2 659 144**	**2 659 144**	**7 919 172**	**5 400 000**	**4 241 513**	**4 241 513**	**589 000**	**589 000**	**0**	**0**	**4 830 513**	**4 830 513**
Banque mondiale	2 659 144	2 659 144	7 919 172	5 400 000	4 241 513	4 241 513	589 000	589 000	0	0	**4 830 513**	**4 830 513**
TOTAL DE FINANCEMENT	**3 663 598**	**5 000 568**	**14 278 576**	**13 117 517**	**46 805 749**	**14 196 372**	**21 701 723**	**15 886 529**	**38 809 273**	**30 951 795**	**107 316 745**	**61 034 696**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 336 970**	**0**	**1 358 113**	**0**	**1 458 593**	**0**	**1 389 956**	**0**	**1 400 229**	**0**	**4 248 778**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	426 753	0	438 364	0	529 831	0	457 752	0	464 478	0	1 452 061
Biens et Services	0	90 217	0	99 749	0	108 762	0	112 204	0	115 751	0	336 717
Transferts Courants	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	2 460 000
Dépenses en capital	**3 663 598**	**3 663 598**	**14 278 576**	**11 759 404**	**46 805 749**	**12 737 779**	**21 701 723**	**14 496 573**	**38 809 273**	**29 551 566**	**107 316 745**	**56 785 918**
Dépenses d'investissement	14 998	14 998	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**3 648 600**	**3 648 600**	**14 178 576**	**11 659 404**	**46 702 749**	**12 634 779**	**21 595 633**	**14 390 483**	**38 700 000**	**29 442 293**	**106 998 382**	**56 467 555**
Investissement financés sur RI	989 456	989 456	6 259 404	6 259 404	42 461 236	8 393 266	21 006 633	13 801 483	38 700 000	29 442 293	102 167 869	51 637 042
Investissement financés sur RE	2 659 144	2 659 144	7 919 172	5 400 000	4 241 513	4 241 513	589 000	589 000	0	0	4 830 513	4 830 513
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**3 663 598**	**5 000 568**	**14 278 576**	**13 117 517**	**46 805 749**	**14 196 372**	**21 701 723**	**15 886 529**	**38 809 273**	**30 951 795**	**107 316 745**	**61 034 696**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	17	0	14	0	14	74 249	14	72 961	14	73 461
Catégorie A2	45	0	44	0	44	670 305	44	179 233	31	178 971
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	13	0
Catégorie B	19	0	17	0	17	66 940	16	66 904	17	67 809
Catégorie C	10	0	15	0	15	33 792	15	31 314	14	31 661
Catégorie D	2	0	2	0	2	2 778	2	3 005	2	3 005
Contractuels	7	0	7	0	7	17 234	7	17 234	7	17 234
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**100**	**426 753**	**99**	**438 364**	**99**	**529 831**	**98**	**457 752**	**98**	**464 478**

3.2.18. Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (Section 810)

❖ Mission du ministère

Selon le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural met en œuvre la politique de l'Etat dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural.

Il définit et met en œuvre la politique en matière de santé des animaux et de promotion de la qualité des produits agricoles et alimentaires. Il participe à la définition et à l'animation de la politique de recherche agronomique, biotechnologique et vétérinaire.

Il élabore les programmes agricoles et définit les actions de développement agricole au plan national et au niveau régional. Il veille à l'amélioration de la productivité et à l'augmentation de la production vivrière et de la production pour l'exportation. Il poursuit l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du développement agricole et rural et la professionnalisation des filières en vue de favoriser l'émergence de l'entreprenariat agricole et de nouvelles filières de production.

Il contrôle et évalue l'offre de services agricoles et améliore la qualité des services offerts aux producteurs en matière de vulgarisation-conseil, de formation, de recherche-développement et d'intrants agricoles et de promotion des organisations professionnelles agricoles (OPA) et de leur structuration au niveau local, régional et national.

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural prépare et met en œuvre le plan de développement des filières agricoles et exerce la police sanitaire. Il propose toutes les mesures susceptibles de garantir la sécurité alimentaire.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

- Améliorer la productivité et les rendements agricoles ;
- Améliorer l'accès au financement et l'accès au marché aux agriculteurs à travers ;
- Renforcer les industries de transformation agroalimentaires et encourager l'agriculture à haute valeur ajoutée ;
- Améliorer l'organisation de l'espace agricole et des filières agricoles et animales ;
- Améliorer la résilience, l'alimentation, la nutrition des populations rurales et l'inclusion sociale et la prise en compte de la dimension genre ;
- Promouvoir une agriculture protectrice de l'environnement
- Développement d'un environnement favorable aux investissements privés.

❖ Contraintes et défis du ministère

✓ Contraintes

- Agriculture essentiellement pluviale (faible maitrise de l'eau) ;
- Emiettement des surfaces cultivables ;
- Survenance des aléas (sécheresse, inondation invasion de chenille) ;

- Couts élevés de la production agricole ;
- Organisation insuffisante des chaînes de valeurs ;
- Faible niveau de valorisation des produits agricoles ;
- La balance commerciale agricole déficitaire (- 119,8 Milliards de FCFA en 2018) pèse lourdement sur l'économie nationale et constitue une perte d'opportunités.

✓ **Défis**

- Rééquilibrer la balance commerciale par la promotion d'une agriculture d'import-substitution,
- Améliorer les rendements agricoles ;
- Développer un environnement favorable aux investissements privés ;
- Développer la mécanisation agricole ;
- Maitriser l'eau pour l'agriculture
- Faciliter l'accès au financement pour les agriculteurs à travers divers mécanismes
- Cartographier les terres agricoles pour une meilleure exploitation.
- Développer une agriculture intelligente face au changement climatique ;

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Intitulé des Programmes	**Nom des responsables de programme**	**Titre des responsables de programme**
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	Dr BALI Nèmè	
P2 : Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	M.KPADENOU Anani Kodjogan	Directeur des filières végétales (DFV)
P3 : Amélioration de la productivité et valorisation des produits	M.TEZIKE Madadozi	Secrétaire Général du ministère
P4 : Sécurité alimentaire et résilience des populations	M.BOUAB Kpanté	Chargé de mission du Ministre pour le développement rural

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du MAEDR**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MAEDR**	**Taux d'exécution physique des programmes du MAEDR**	**%**	**2019**	**78,8**	**54,0**	**80,0**	**85,0**	**90,0**	**100,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MAEDR	**%**	**2020**	**6,1**	**6,1**	**4,5**	**7,0**	**7,0**	**8,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MAEDR	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	33,0	120,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CAB
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2021	80,0	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Taux d'exécution du plan de formation continue du MAEDR	%	2020	0,0	0,0	0,0	10,0	15,0	20,0	DRH
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Jour	2020	10,0	10,0	8,0	8,0	7,0	7,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MAEDR	Taux d'exécution du budget	%	2020	90,7	66,6	80,0	85,0	85,0	90,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2020	77,0	64,0	80,0	85,0	85,0	90,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistique et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	100,0	0,0	100,0	0,0	100,0	0,0	DPPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Trimestre	2020	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DPPSE
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DSID
			Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	Nombre	2020	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	DSID
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	2020	81,9	89,4	100,0	100,0	100,0	100,0	INFA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2020	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	**Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques**	**Améliorer les revenus des acteurs des chaînes de valeur agricole dans les territoires à fort potentiel**	**Taux de croissance des revenus agricoles dans les agropoles et organisations similaires par rapport aux autres zones rurales**	**%**	**2018**	**0,0**	**0,0**	**7,0**	**7,3**	**7,5**	**7,5**	**DFV**
A2.1	Mise en place des agropoles en partenariat avec le privé	Etendre les surfaces cultivées	Superficie exploitée	Ha	2019	5 000,0	7 400,0	30 000,0	70 000,0	100 000,0	130 000,0	APRODAT
A2.2	Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques	Faciliter l'accès au financement aux agriculteurs	Nombre d'agriculteurs accompagnés dans le financement de leurs activités (contre 75 000 en 2019)	Nombre	2020	87 000,0	131 631,0	445 000,0	630 000,0	815 000,0	1 000 000,0	MIFA
			Pourcentage d'acteurs appuyés ayant adopté de nouvelles technologies et/ou des nouveaux intrants améliorés (80% en 2025)	%	2021	PM	PM	PM	PM	PM	PM	ICAT
A2.3	Poursuite de la structuration et du renforcement des Organisations Paysannes (OP) et des Interprofessions (IP) agricoles	Inciter les acteurs des chaines de valeur à s'organiser et à renforcer leurs capacités	Nombre d'OP structurées	Nombre	2020	5 033,0	919,0	200,0	210,0	230,0	250,0	DFDTOPA
			Nombre de IP structurées	Nombre	2020	15,0	15,0	16,0	17,0	18,0	19,0	DFV
A2.4	Cartographie des terres agricoles	Cartographier et consolider les terres agricoles disponibles	Superficie de terres agricole cartographiées	Ha	2020	0,0	0,0	55 000,0	200 000,0	350 000,0	500 000,0	DAEMA
			Surface agricole consolidée	Ha	2020	15 361,0	10 600,0	15 000,0	25 000,0	35 000,0	40 000,0	DAEMA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P3	**Amélioration de la productivité et valorisation des produits**	**Accroitre durablement les rendements, et diversifier la production vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation (y compris leur mise en marché)**	**Taux d'accroissement annuel des rendements pour les principaux produits végétaux**	**%**	**2020**	**-0,4**	**PM**	**8,0**	**8,0**	**8,0**	**10,0**	**DSP**
			Part des besoins en produits agricoles couverte par la production locale pour les segments et cultures prioritaires identifiés (100% en 2025)	**%**	**2020**	**107,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**DSP**
A3.1	Amélioration des connaissances et des compétences aux nouvelles technologies	Faciliter l'accès des acteurs aux technologies innovantes, adaptées et éprouvées	Nombre de technologies innovantes adoptées	Nombre	2020	10,0	2,0	4,0	4,0	5,0	6,0	ITRA
A3.2	Amélioration de l'accès des EAF et des EAA aux intrants et équipements	Faciliter l'accès aux intrants et équipements	Taux de couverture des besoins nationaux en engrais de qualité	%	2020	16,0	80,2	64,7	70,6	75,0	75,0	CAGIA
			Taux de couverture des besoins nationaux en semences de qualité	%	2020	8,0	10,0	15,0	20,0	25,0	30,0	CAGIA
A3.3	Développement des infrastructures de productions agricoles et animales	Accroitre les capacités d'exploitation et de valorisation du potentiel disponible	Nombre d'exploitants adoptants les outils de mécanisation	Nombre	2020	57 447,0	57 500,0	60 000,0	60 100,0	60 200,0	60 500,0	DAEMA
			Taux d'irrigation	%	2020	0,3	0,3	0,6	0,7	1,0	1,2	DAEMA
A3.4	Promotion de la qualité des produits agricoles et animale	Rendre les produits de qualité accessible	Nombre de produits agricoles et agroalimentaires certifiés	Nombre	2020	225,0	225,0	300,0	225,0	400,0	400,0	DPV
A3.5	Amélioration des capacités de transformation des produits agricoles	Promouvoir les entreprises de transformation agricoles et agroalimentaires	Nombre d'entreprises agroalimentaires appuyées	Nombre	2021	4,0	4,0	10,0	20,0	25,0	25,0	ONAF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P4	**Sécurité alimentaire et résilience des populations**	**Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer leurs régimes alimentaires**	**Prévalence de l'insécurité alimentaire (dont insécurité sévère)**	**%**	**2020**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,2**	**Cabinet/Chargé de Mission**
A4.1	Amélioration de la gestion des risques et des crises alimentaires	Renforcer les systèmes nationaux de gestion des crises alimentaires et des réponses aux désastres naturels	Proportion de personnes en situation de crise (phase 3)	%	2020	0,1	7,0	1,0	1,0	1,0	1,0	ANSAT
			Stock de sécurité alimentaire constitué	Tonnes	2020	9 000,0	12 539,3	15 000,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	ANSAT
A4.2	Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques	Promouvoir les techniques d'exploitation agricole durables	Pourcentage des terres agricoles sous les pratiques de gestion durable des terres	%	2021	23,0	23,0	29,0	30,0	35,0	35,0	ICAT
A4.3	Amélioration de la protection sociale en milieu rural	Développer un mécanisme de protection sociale spécifique et adapté au secteur agricole	Nombre de producteurs ayant accès aux produits d'assurance	Nombre	2020	4 978,0	200 000,0	400 000,0	600 000,0	800 000,0	1 000 000,0	CP/CAT
A4.4	Développement de production d'aliments riches en nutriments	Faciliter la fortification des aliments de grande consommation en micronutriment essentiels	Nombre d'opération de fortification appuyé	Nombre	2020	0,0	4,0	5,0	8,0	10,0	10,0	CP/CAT
			Proportion de la population sous-alimentée (% de la population du pays)	%	2019	11,4	8,5	7,0	6,5	6,0	6,0	CN-CMLA
A4.5	Gestion de la transhumance et du pastoralisme	Réduire à 0 les conflits liés à la transhumance	Nombre de conflits	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Comite de gestion de la transhumance

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MAEDR	Renforcer les capacités opérationnelles du MAEDR	399 990	2 331 104	265 716	2 539 265	1 206 000	4 020 615	2 212 180	5 053 591	718 545	5 298 325	**4 136 725**	**14 372 531**
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	Améliorer les revenus des acteurs des chaînes de valeur agricole dans les territoires à fort potentiel	5 637 772	4 846 141	11 697 120	9 786 764	17 931 706	8 412 397	5 765 262	8 005 654	6 560 000	10 636 709	**30 256 968**	**27 054 760**
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits	Accroitre durablement les rendements, et diversifier la production vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation	13 495 979	19 926 902	28 935 297	21 198 721	41 653 140	26 641 503	18 739 808	13 493 466	29 843 769	45 024 408	**90 236 717**	**85 159 377**
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations	Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer leurs régimes alimentaires	3 655 317	7 719 264	7 686 719	10 766 613	13 582 306	13 341 945	22 829 986	12 060 792	15 205 114	15 024 748	**51 617 406**	**40 427 485**
Total des programmes			**23 189 058**	**34 823 411**	**48 584 852**	**44 291 363**	**74 373 152**	**52 416 460**	**49 547 236**	**38 613 503**	**52 327 428**	**75 984 190**	**176 247 816**	**167 014 153**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 887 612**	**0**	**2 289 265**	**0**	**3 614 615**	**0**	**3 841 411**	**0**	**4 079 780**	**0**	**11 535 806**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 187 861	0	1 514 894	0	2 544 118	0	2 776 880	0	3 032 202	0	8 353 200
Biens et Services	0	429 751	0	499 371	0	650 497	0	644 531	0	627 578	0	1 922 606
Transferts Courants	0	270 000	0	275 000	0	420 000	0	420 000	0	420 000	0	1 260 000
Dépenses en capital	**399 990**	**443 492**	**265 716**	**250 000**	**1 206 000**	**406 000**	**2 212 180**	**1 212 180**	**718 545**	**1 218 545**	**4 136 725**	**2 836 725**
Dépenses d'investissement	99 990	99 990	200 000	200 000	206 000	206 000	212 180	212 180	218 545	218 545	636 725	636 725
Projets d'investissement	**300 000**	**343 502**	**65 716**	**50 000**	**1 000 000**	**200 000**	**2 000 000**	**1 000 000**	**500 000**	**1 000 000**	**3 500 000**	**2 200 000**
Investissement financés sur RI	300 000	343 502	65 716	50 000	1 000 000	200 000	2 000 000	1 000 000	500 000	1 000 000	3 500 000	2 200 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**399 990**	**2 331 104**	**265 716**	**2 539 265**	**1 206 000**	**4 020 615**	**2 212 180**	**5 053 591**	**718 545**	**5 298 325**	**4 136 725**	**14 372 531**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**745 832**	**0**	**491 104**	**0**	**586 677**	**0**	**605 901**	**0**	**633 428**	**0**	**1 826 006**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	467 500	0	215 644	0	274 746	0	300 331	0	326 558	0	901 635
Biens et Services	0	18 332	0	35 460	0	41 931	0	35 570	0	36 870	0	114 371
Transferts Courants	0	260 000	0	240 000	0	270 000	0	270 000	0	270 000	0	810 000
Dépenses en capital	**5 637 772**	**4 100 309**	**11 697 120**	**9 295 660**	**17 931 706**	**7 825 720**	**5 765 262**	**7 399 753**	**6 560 000**	**10 003 281**	**30 256 968**	**25 228 754**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**5 637 772**	**4 100 309**	**11 697 120**	**9 295 660**	**17 931 706**	**7 825 720**	**5 765 262**	**7 399 753**	**6 560 000**	**10 003 281**	**30 256 968**	**25 228 754**
Investissement financés sur RI	1 998 511	1 937 835	1 325 000	580 000	2 240 174	727 039	1 125 262	1 580 397	100 000	100 000	3 465 436	2 407 436
Investissement financés sur RE	3 639 261	2 162 474	10 372 120	8 715 660	15 691 532	7 098 681	4 640 000	5 819 356	6 460 000	9 903 281	26 791 532	22 821 318
Total	**5 637 772**	**4 846 141**	**11 697 120**	**9 786 764**	**17 931 706**	**8 412 397**	**5 765 262**	**8 005 654**	**6 560 000**	**10 636 709**	**30 256 968**	**27 054 760**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 746 811**	**0**	**3 613 683**	**0**	**9 802 773**	**0**	**3 932 544**	**0**	**4 076 928**	**0**	**17 812 245**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	107 382	0	984 458	0	1 033 598	0	1 128 764	0	1 234 548	0	3 396 910
Biens et Services	0	44 429	0	34 225	0	44 175	0	78 780	0	117 380	0	240 335
Transferts Courants	0	2 595 000	0	2 595 000	0	8 725 000	0	2 725 000	0	2 725 000	0	14 175 000
Dépenses en capital	**13 495 979**	**17 180 091**	**28 935 297**	**17 585 038**	**41 653 140**	**16 838 730**	**18 739 808**	**9 560 922**	**29 843 769**	**40 947 480**	**90 236 717**	**67 347 132**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**13 495 979**	**17 180 091**	**28 935 297**	**17 585 038**	**41 653 140**	**16 838 730**	**18 739 808**	**9 560 922**	**29 843 769**	**40 947 480**	**90 236 717**	**67 347 132**
Investissement financés sur RI	6 245 529	6 091 866	14 631 322	4 584 536	16 698 411	7 533 024	7 000 000	3 731 396	21 258 561	17 157 695	44 956 972	28 422 115
Investissement financés sur RE	7 250 450	11 088 225	14 303 975	13 000 502	24 954 729	9 305 706	11 739 808	5 829 526	8 585 208	23 789 785	45 279 745	38 925 017
Transferts en capital											0	0
Total	**13 495 979**	**19 926 902**	**28 935 297**	**21 198 721**	**41 653 140**	**26 641 503**	**18 739 808**	**13 493 466**	**29 843 769**	**45 024 408**	**90 236 717**	**85 159 377**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 500 000**	**0**	**3 673 992**	**0**	**4 114 624**	**0**	**4 255 791**	**0**	**4 410 894**	**0**	**12 781 309**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	1 168 992	0	1 514 624	0	1 655 791	0	1 810 894	0	4 981 309
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	2 500 000	0	2 505 000	0	2 600 000	0	2 600 000	0	2 600 000	0	7 800 000
Dépenses en capital	**3 655 317**	**5 219 264**	**7 686 719**	**7 092 621**	**13 582 306**	**9 227 321**	**22 829 986**	**7 805 001**	**15 205 114**	**10 613 854**	**51 617 406**	**27 646 176**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**3 655 317**	**5 219 264**	**7 686 719**	**7 092 621**	**13 582 306**	**9 227 321**	**22 829 986**	**7 805 001**	**15 205 114**	**10 613 854**	**51 617 406**	**27 646 176**
Investissement financés sur RI	663 066	534 901	634 098	40 000	1 000 000	400 000	2 000 000	559 934	292 334	2 124 070	3 292 334	3 084 004
Investissement financés sur RE	2 992 251	4 684 363	7 052 621	7 052 621	12 582 306	8 827 321	20 829 986	7 245 067	14 912 780	8 489 784	48 325 072	24 562 172
Transferts en capital											0	0
Total	**3 655 317**	**7 719 264**	**7 686 719**	**10 766 613**	**13 582 306**	**13 341 945**	**22 829 986**	**12 060 792**	**15 205 114**	**15 024 748**	**51 617 406**	**40 427 485**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**9 307 096**	**16 888 349**	**16 856 136**	**15 522 580**	**21 144 585**	**27 184 752**	**12 337 442**	**19 719 554**	**22 369 440**	**33 801 340**	**55 851 467**	**80 705 646**
Hors Projets	99 990	7 980 245	200 000	10 268 044	206 000	18 324 689	212 180	12 847 827	218 545	13 419 575	**636 725**	**44 592 091**
Projets	6 664 040	6 482 178	14 471 350	4 331 536	17 793 546	7 743 024	9 325 262	5 740 463	19 217 000	16 258 464	**46 335 808**	**29 741 951**
Fonds de contrepartie	2 543 066	2 425 926	2 184 786	923 000	3 145 039	1 117 039	2 800 000	1 131 264	2 933 895	4 123 301	**8 878 934**	**6 371 604**
Financement extérieur	**13 881 962**	**17 935 062**	**31 728 716**	**28 768 783**	**53 228 567**	**25 231 708**	**37 209 794**	**18 893 949**	**29 957 988**	**42 182 850**	**119 610 008**	**85 522 166**
Dons	**9 076 909**	**13 165 141**	**14 980 025**	**15 299 012**	**18 682 137**	**18 107 221**	**10 500 000**	**9 740 116**	**9 910 403**	**5 793 398**	**39 092 540**	**33 640 735**
BM	0	0	4 000 000	4 000 000	8 000 000	7 677 855	7 000 000	5 445 067	6 871 383	3 371 384	**21 871 383**	**16 494 306**
GIZ	6 043 811	12 442 635	6 907 430	6 907 430	2 363 266	1 899 696	0	463 570	0	0	**2 363 266**	**2 363 266**
FIDA	0	0	0	0	2 589 201	1 800 000	2 500 000	2 000 000	2 071 149	2 000 000	**7 160 350**	**5 800 000**
BAD	127 837	127 837	1 625 293	1 625 293	1 198 987	1 198 987	0	0	0	0	**1 198 987**	**1 198 987**
AFD	206 380	252 237	934 857	1 253 844	1 778 478	1 778 478	0	0	0	0	**1 778 478**	**1 778 478**
UEMOA	1 157 789	228 914	267 916	267 916	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
EGYPTE	1 129 086	52 540	850 225	850 225	0	1 000 000	0	831 479	0	0	**0**	**1 831 479**
Fonds Coréen	0	0	314 212	314 212	2 333 004	2 333 004	0	0	0	0	**2 333 004**	**2 333 004**
AIEA	412 006	60 978	80 092	80 092	18 451	18 451	0	0	0	0	**18 451**	**18 451**
Emprunts	**4 805 053**	**4 769 921**	**16 748 691**	**13 469 771**	**34 546 430**	**7 124 487**	**26 709 794**	**9 153 833**	**20 047 585**	**36 389 452**	**80 517 468**	**51 881 431**
BM	0	0	0	0	4 000 000	567 160	13 829 986	1 800 000	8 041 397	5 118 400	**25 871 383**	**7 485 560**
BAD	442 573	1 106 126	2 101 408	1 437 855	1 070 763	1 070 763	0	0	0	0	**1 070 763**	**1 070 763**
FIDA	0	0	0	0	500 000	440 000	2 500 000	1 600 000	3 500 000	1 700 000	**6 500 000**	**3 740 000**
BOAD	1 243 772	2 663 369	7 767 517	5 952 150	20 620 129	1 031 420	3 500 000	2 924 624	4 046 188	18 940 059	**28 166 317**	**22 896 103**
BIDC	45 198	45 198	1 000 000	1 000 000	2 608 803	2 608 803	0	0	0	0	**2 608 803**	**2 608 803**
OFID	233 549	233 549	1 486 246	1 486 246	224 853	360 000	5 055 352	489 853	1 000 000	2 410 352	**6 280 205**	**3 260 205**
BADEA	1 359 424	328 964	1 000 000	1 000 000	2 935 541	200 000	184 456	500 000	0	2 419 997	**3 119 997**	**3 119 997**
BID	1 368 798	280 976	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds Khalifa	0	0	1 800 000	1 000 000	1 800 000	60 000	1 640 000	1 839 356	3 460 000	5 800 644	**6 900 000**	**7 700 000**
FSN	111 739	111 739	1 593 520	1 593 520	786 341	786 341	0	0	0	0	786 341	786 341
TOTAL DE FINANCEMENT	**23 189 058**	**34 823 411**	**48 584 852**	**44 291 363**	**74 373 152**	**52 416 460**	**49 547 236**	**38 613 503**	**52 327 428**	**75 984 190**	**176 247 816**	**167 014 153**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**7 880 255**	**0**	**10 068 044**	**0**	**18 118 689**	**0**	**12 635 647**	**0**	**13 201 030**	**0**	**43 955 366**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 762 743	0	3 883 988	0	5 367 086	0	5 861 766	0	6 404 202	0	17 633 054
Biens et Services	0	492 512	0	569 056	0	736 603	0	758 881	0	781 828	0	2 277 312
Transferts Courants	0	5 625 000	0	5 615 000	0	12 015 000	0	6 015 000	0	6 015 000	0	24 045 000
Dépenses en capital	**23 189 058**	**26 943 156**	**48 584 852**	**34 223 319**	**74 373 152**	**34 297 771**	**49 547 236**	**25 977 856**	**52 327 428**	**62 783 160**	**176 247 816**	**123 058 787**
Dépenses d'investissement	99 990	99 990	200 000	200 000	206 000	206 000	212 180	212 180	218 545	218 545	636 725	636 725
Projets d'investissement	**23 089 068**	**26 843 166**	**48 384 852**	**34 023 319**	**74 167 152**	**34 091 771**	**49 335 056**	**25 765 676**	**52 108 883**	**62 564 615**	**175 611 091**	**122 422 062**
Investissement financés sur RI	9 207 106	8 908 104	16 656 136	5 254 536	20 938 585	8 860 063	12 125 262	6 871 727	22 150 895	20 381 765	55 214 742	36 113 555
Investissement financés sur RE	13 881 962	17 935 062	31 728 716	28 768 783	53 228 567	25 231 708	37 209 794	18 893 949	29 957 988	42 182 850	120 396 349	86 308 507
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**23 189 058**	**34 823 411**	**48 584 852**	**44 291 363**	**74 373 152**	**52 416 460**	**49 547 236**	**38 613 503**	**52 327 428**	**75 984 190**	**176 247 816**	**167 014 153**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	129	623 350	273	870 330	277	1 152 247	277	1 252 247	277	1 322 247
Catégorie A2	117	385 752	545	1 164 441	671	1 344 554	664	1 444 514	657	1 524 514
Catégorie A3	2	4 699	92	576 774	115	589 108	115	589 108	115	687 108
Catégorie B	97	238 657	490	552 798	596	633 791	593	653 791	590	653 791
Catégorie C	63	321 825	116	438 799	137	655 160	137	655 260	137	655 013
Catégorie D	19	188 460	75	280 846	98	362 814	98	382 814	98	382 814
Contractuels	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**427**	**1 762 743**	**1591**	**3 883 988**	**1894**	**5 367 086**	**1884**	**5 861 766**	**1874**	**6 404 202**

3.2.19. Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (Section 811)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise a pour mission de mettre en œuvre les politiques nationales en matière de l'eau, de l'assainissement avec la collaboration d'autres ministères et institutions concernés.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

Pour la réalisation de cette mission, le Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (MEHV) a élaboré plusieurs documents de politique et stratégies pour le secteur de l'eau et de l'assainissement dont la mise en œuvre permettra de satisfaire les besoins en matière d'eau et assainissement des populations.

Ainsi, on distingue La Politique Nationale de l'Eau (PNE) adoptée par le Gouvernement en Août 2010 mais également les politiques sous-sectorielles notamment La politique sous-sectorielle d'approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu rural et semi urbain a été adoptée par le gouvernement en juillet 2006 et la politique sous sectorielle de l'assainissement collectif (PSAAC) au Togo.

Pour mettre en œuvre ces documents de politique, deux (2) plans d'actions ont été élaborés. Dans la hiérarchie de ces plans se trouve le Plan National d'Actions du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement (PANSEA-2011-2015) et le Plan d'Action National de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE 2010-2025).

Face aux énormes défis, aux nouveaux engagements internationaux auxquels le Togo a souscrit, aux mutations sous régionales et aux nouvelles orientations portées par le plan national de développement (PND) et la Feuille de Route du gouvernement (FdR), le ministère s'est engagé dans l'actualisation des documents de politiques nationales de l'eau et de l'hygiène et de l'assainissement. Cette actualisation a donné lieu à la politique nationale de l'eau et de l'assainissement (PNEA) assortie du PANSEA 2021-2025. A ces politiques et plan d'actions, s'ajoute la stratégie de l'approvisionnement en eau potable et assainissement à l'horizon 2030 en cours de finalisation

❖ Contraintes et défis du ministère

La politique nationale de l'eau et de l'assainissement (PNEA) à l'horizon 2030 a identifié plusieurs enjeux et défis dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dont la synthèse est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau synthèse des enjeux et défis du secteur de l'eau et de l'assainissement à l'horizon 2030

Enjeux	Défis
Connaissance et pérennité des ressources en eau	• Mieux connaître les ressources en eau disponibles par l'organisation du suivi permanent de leur évolution qualitative et quantitative; • Mieux gérer la ressource en eau en vue de garantir la disponibilité de l'eau aux différents usages et protéger les écosystèmes vitaux ; • Gérer les risques naturels liés à l'eau, en l'occurrence à la protection des hommes et des biens contre les effets des inondations et à la prévention des maladies liées à l'eau; • Mettre en place et opérationnaliser les organes de la GIRE.
Financement du secteur et ressources humaines	• Renforcer les ressources humaines en quantité et en qualité • Mobiliser les ressources financières garantissant l'atteinte de la vision de la PNEA
Lutte contre les effets de changements climatiques	• minimiser les inconvénients des effets des changements climatiques sur la disponibilité des ressources en eau pour tous les usages
Accès aux services de l'eau potable et de l'assainissement pour répondre à la demande des populations	• Développer les infrastructures garantissant l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement • Garantir la performance opérationnelle de la gestion des services d'eau et d'assainissement • Dynamiser le système de suivi-évaluation pour le suivi de la performance • Garantir à tous les ménages la Fin de la Défécation à l'Air Libre.

La programmation budgétaire 2023 est basée sur les priorités du ministères alignées sur les engagements pris par le ministère en matière de l'eau et de l'assainissement dans la feuille de route du gouvernement 2020-2025 ainsi que les orientations nationales contenues dans le PND 2018- 2023.

Les actions du MEHV à mettre en œuvre en 2023 sont regroupées dans 4 programmes du budget programme. Il s'agit du :

- Programme 1 : pilotage et soutien des services du MEHV dont le responsable est monsieur Hatimi TCHABORE
- Programme 2 : gestion intégrée des ressources en eau dont le responsable est monsieur Wohou AKAKPO
- Programme 3 : approvisionnement en eau potable dont le responsable est monsieur Abalo KADANGA
- Programme 4 : assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta dont le responsable est monsieur Koffi SEMEGLO.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du MEHV**	**Renforcer les capacités opérationnelles du ministère**	**Taux d'exécution physique de l'ensemble des programmes**	**%**	**2020**	**80,0**	**74,9**	**83,0**	**85,0**	**87,0**	**90,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MEHV	**%**	**2020**	**3,0**	**3,0**	**3,5**	**4,0**	**4,5**	**5,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEHV	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MEHV	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	40,0	40,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Nombre de cadres de concertation règlementaires des acteurs du secteur tenus	Nombre	2020	6,0	2,0	6,0	6,0	6,0	6,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2020	10,0	36,0	40,0	45,0	50,0	55,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	73,7	82,0	82,0	84,0	85,0	90,0	DAAF
A1.3	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement	nombre de projets murs inscrit au PIP	Nombre	2020	2,0	0,0	3,0	5,0	6,0	7,0	DPSE
			proportion des rapports de suivi évaluation élaborée	%	2020	50,0	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.4	Genre et équité	assurer l'équité et genre	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2020	0,0	8,9	18,0	27,0	36,0	45,0	Cellule genre
			Nombre de comités eau formés sur les thématiques genre	Nombre	2020	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Cellule genre
P2	**Gestion intégrée des ressources en eau**	**assurer l'utilisation durable des ressources en eau**	**dégré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau**	**%**	**2020**	**34,0**	**35,0**	**36,0**	**37,0**	**38,0**	**40,0**	**DRE**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A2.1	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	Assurer la connaissance des ressources en eau	Taux de couverture en stations de mesure piézomètriques	%	2020	43,7	49,3	50,7	55,0	63,0	77,0	DRE
			Taux de couverture en stations de mesure hydrométriques	%	2020	72,6	72,6	72,6	76,7	100,0	100,0	DRE
A2.2	Planification de l'utilisation des ressources en eau	Assurer une utilisation rationnelle et équitable des ressources en eau pour toutes les activités socio-économiques	proportion de bassins disposant d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	%	2020	0,0	0,0	0,0	33,0	66,0	100,0	DRE
P3	**Approvisionnement en eau potable**	**Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable**	**Proportion des ménages ayant accès de base à une source d'eau potable**	**%**	**2017**	**74,0**	**ND**	**75,0**	**77,0**	**80,0**	**85,0**	**DAEP**
			taux de desserte national en eau potable	**%**	**2020**	**60,2**	**61,5**	**67,4**	**73,2**	**79,1**	**85,0**	**DAEP**
A3.1	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu rural aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu rural	%	2020	68,1	69,5	75,9	82,2	88,6	95,0	DAEP/SP-EAU/TdE
A3.2	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu semi-urbain aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu semi-urbain	%	2020	53,0	52,9	60,9	68,9	77,0	85,0	DAEP/SP-EAU/TdE
A3.3	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu urbain aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	%	2020	57,6	60,3	64,0	67,7	71,4	75,0	DAEP/SP-EAU/TdE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P4	**Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excrétas**	**Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excrétas**	**Proportion de zones inondables traitées dans les communes disposant de PDA**	**%**	**2020**	**9,9**	**9,9**	**9,9**	**9,9**	**10,2**	**11,7**	**DA**
A4.1	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	Protéger la population et l'environnement contre les effets des inondations	Linéaire de collecteur réalisés annuellement	KM	2022	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	5,0	DA
			Proportion de personnes touchées par les dommages liés aux eaux de ruissellement pour 100.000 hab (°/0000)	%	2010	1 350,0	1 250,0	1 250,0	1 250,0	1 250,0	1 150,0	DA
A4.2	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange	Protéger la population et l'environnement contre la pollution des eaux usées et des excrétas	Proportion de la population ayant accès aux ouvrages d'évacuation des eaux usées	%	2015	7,0	8,0	8,0	8,0	11,0	13,0	DA
			Proportion d'eaux usées urbaines traitée	%	2012	2,0	8,0	8,0	8,0	8,0	20,0	DA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MEHV	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	74 694	471 514	100 000	548 383	103 000	582 503	106 090	566 544	109 273	577 311	**318 363**	**1 726 357**
P2	Gestion intégrée des ressources en eau	assurer l'utilisation durable des ressources en eau	149 757	182 475	454 217	489 576	200 000	237 003	685 837	719 864	0	34 933	**885 837**	**991 800**
P3	Approvisionnement en eau potable	Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable	26 970 898	14 571 146	28 533 871	23 622 001	44 838 646	25 584 316	17 617 524	24 161 194	18 038 691	20 337 702	**80 494 861**	**70 083 212**
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excrétas	Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excrétas	0	73 536	459 170	396 120	0	139 375	8 750 572	2 030 911	0	3 035 395	**8 750 572**	**5 205 680**
Total des programmes			**27 195 349**	**15 298 670**	**29 547 258**	**25 056 079**	**45 141 646**	**26 543 197**	**27 160 023**	**27 478 512**	**18 147 964**	**23 985 341**	**90 449 633**	**78 007 049**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**396 820**	**0**	**448 383**	**0**	**479 503**	**0**	**460 454**	**0**	**468 038**	**0**	**1 407 994**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	236 302	0	265 735	0	309 968	0	286 443	0	291 488	0	887 899
Biens et Services	0	110 518	0	132 648	0	119 535	0	124 011	0	126 549	0	370 095
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	**74 694**	**74 694**	**100 000**	**100 000**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	74 694	74 694	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**74 694**	**471 514**	**100 000**	**548 383**	**103 000**	**582 503**	**106 090**	**566 544**	**109 273**	**577 311**	**318 363**	**1 726 357**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**32 718**	**0**	**35 359**	**0**	**37 003**	**0**	**34 027**	**0**	**34 933**	**0**	**105 963**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	25 725	0	28 159	0	30 003	0	27 237	0	27 513	0	84 753
Biens et Services	0	6 993	0	7 200	0	7 000	0	6 790	0	7 420	0	21 210
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**149 757**	**149 757**	**454 217**	**454 217**	**200 000**	**200 000**	**685 837**	**685 837**	**0**	**0**	**885 837**	**885 837**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**149 757**	**149 757**	**454 217**	**454 217**	**200 000**	**200 000**	**685 837**	**685 837**	**0**	**0**	**885 837**	**885 837**
Investissement financés sur RI	149 757	149 757	100 000	100 000	200 000	200 000	685 837	685 837	0	0	885 837	885 837
Investissement financés sur RE	0	0	354 217	354 217	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**149 757**	**182 475**	**454 217**	**489 576**	**200 000**	**237 003**	**685 837**	**719 864**	**0**	**34 933**	**885 837**	**991 800**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**52 305**	**0**	**21 439**	**0**	**16 993**	**0**	**15 870**	**0**	**16 591**	**0**	**49 454**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	45 602	0	14 239	0	9 993	0	9 080	0	9 171	0	28 244
Biens et Services	0	6 703	0	7 200	0	7 000	0	6 790	0	7 420	0	21 210
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**26 970 898**	**14 518 841**	**28 533 871**	**23 600 561**	**44 838 646**	**25 567 323**	**17 617 524**	**24 145 324**	**18 038 691**	**20 321 111**	**80 494 861**	**70 033 758**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**26 970 898**	**14 518 841**	**28 533 871**	**23 600 561**	**44 838 646**	**25 567 323**	**17 617 524**	**24 145 324**	**18 038 691**	**20 321 111**	**80 494 861**	**70 033 758**
Investissement financés sur RI	709 428	699 221	7 523 479	3 020 098	4 699 045	4 068 506	646 000	4 631 007	776 000	1 382 144	6 121 045	10 081 657
Investissement financés sur RE	26 261 470	13 819 620	21 010 392	20 580 463	40 139 601	21 498 817	16 971 524	19 514 317	17 262 691	18 938 967	74 373 816	59 952 101
Transferts en capital											0	0
Total	**26 970 898**	**14 571 146**	**28 533 871**	**23 622 001**	**44 838 646**	**25 584 316**	**17 617 524**	**24 161 194**	**18 038 691**	**20 337 702**	**80 494 861**	**70 083 212**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**73 536**	**0**	**28 785**	**0**	**32 557**	**0**	**30 568**	**0**	**31 531**	**0**	**94 655**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	66 551	0	21 585	0	25 557	0	23 228	0	23 461	0	72 245
Biens et Services	0	6 985	0	7 200	0	7 000	0	7 340	0	8 070	0	22 410
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**459 170**	**367 335**	**0**	**106 818**	**8 750 572**	**2 000 343**	**0**	**3 003 864**	**8 750 572**	**5 111 025**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**459 170**	**367 335**	**0**	**106 818**	**8 750 572**	**2 000 343**	**0**	**3 003 864**	**8 750 572**	**5 111 025**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	8 750 572	2 000 343	0	3 003 864	8 750 572	5 004 207
Investissement financés sur RE	0	0	459 170	367 335	0	106 818	0	0	0	0	0	106 818
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**73 536**	**459 170**	**396 120**	**0**	**139 375**	**8 750 572**	**2 030 911**	**0**	**3 035 395**	**8 750 572**	**5 205 680**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**933 879**	**1 479 050**	**7 723 479**	**3 754 064**	**5 002 045**	**4 937 562**	**10 188 499**	**7 964 195**	**885 273**	**5 046 374**	**16 075 817**	**17 948 130**
Hors Projets	74 694	630 072	100 000	633 966	103 000	669 055	106 090	647 008	109 273	660 366	**318 363**	**1 976 429**
Projets	680 454	680 455	7 188 482	2 695 101	4 793 325	4 143 506	9 436 409	6 926 187	0	3 916 008	**14 229 734**	**14 985 701**
Fonds de contrepartie	178 731	168 523	434 997	424 997	105 720	125 000	646 000	391 000	776 000	470 000	**1 527 720**	**986 000**
Financement extérieur	**26 261 470**	**13 819 620**	**21 823 779**	**21 302 015**	**40 139 601**	**21 605 635**	**16 971 524**	**19 514 317**	**17 262 691**	**18 938 967**	**74 373 816**	**60 058 919**
Dons	**12 763 141**	**8 329 279**	**8 580 926**	**8 735 023**	**2 417 928**	**6 729 022**	**0**	**859 084**	**0**	**0**	**2 417 928**	**7 588 106**
UE	6 112 326	2 798 894	772 988	2 419 675	0	1 366 745	0	0	0	0	**0**	**1 366 745**
UE/AFD	2 184 509	2 184 509	4 501 673	2 865 524	0	1 893 641	0	530 797	0	0	**0**	**2 424 438**
AFD	3 850 000	2 742 429	3 177 993	3 321 552	0	1 378 995	0	0	0	0	**0**	**1 378 995**
FSD	0	0	82 072	82 072	2 417 928	2 089 641	0	328 287	0	0	**2 417 928**	**2 417 928**
REPUBLIQUE DE CHINE	0	0	46 200	46 200	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
UEMOA	616 306	603 448	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Emprunts	**13 498 329**	**5 490 341**	**13 242 853**	**12 566 992**	**37 721 673**	**14 876 613**	**16 971 524**	**18 655 233**	**17 262 691**	**18 938 967**	**71 955 888**	**52 470 813**
BID-UEMOA	116 202	116 202	3 795 867	3 795 867	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
AFD	425 448	369 585	4 507 208	1 575 512	18 323 000	5 982 061	2 982 624	6 311 322	0	6 195 077	**21 305 624**	**18 488 460**
BOAD	292 317	292 317	4 200 000	1 138 191	5 262 683	2 909 675	0	2 577 521	0	1 877 891	**5 262 683**	**7 365 087**
FONDS KOWEITIEN	0	0	285 000	285 000	11 700 990	2 865 395	0	3 503 050	0	2 518 991	**11 700 990**	**8 887 436**
APPOALIM BANK	12 664 362	4 712 236	454 778	5 772 422	0	2 634 482	0	0	0	0	**0**	**2 634 482**
BID	0	0	0	0	1 235 000	235 000	6 000 000	3 774 440	2 971 691	3 457 008	**10 206 691**	**7 466 448**
BM	0	0	0	0	1 200 000	250 000	5 000 000	1 500 000	8 000 000	2 000 000	**14 200 000**	**3 750 000**
BAD	0	0	0	0	0	0	2 988 900	988 900	6 291 000	2 890 000	**9 279 900**	**3 878 900**
TOTAL DE FINANCEMENT	**27 195 349**	**15 298 670**	**29 547 258**	**25 056 079**	**45 141 646**	**26 543 197**	**27 160 023**	**27 478 512**	**18 147 964**	**23 985 341**	**90 449 633**	**78 007 049**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**555 378**	**0**	**533 966**	**0**	**566 055**	**0**	**540 918**	**0**	**551 093**	**0**	**1 658 066**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	374 180	0	329 718	0	375 520	0	345 987	0	351 634	0	1 073 141
Biens et Services	0	131 198	0	154 248	0	140 535	0	144 931	0	149 459	0	434 925
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	**27 195 349**	**14 743 292**	**29 547 258**	**24 522 113**	**45 141 646**	**25 977 141**	**27 160 023**	**26 937 594**	**18 147 964**	**23 434 248**	**90 449 633**	**76 348 983**
Dépenses d'investissement	74 694	74 694	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**27 120 655**	**14 668 598**	**29 447 258**	**24 422 113**	**45 038 646**	**25 874 141**	**27 053 933**	**26 831 504**	**18 038 691**	**23 324 975**	**90 131 270**	**76 030 620**
Investissement financés sur RI	859 185	848 978	7 623 479	3 120 098	4 899 045	4 268 506	10 082 409	7 317 187	776 000	4 386 008	15 757 454	15 971 701
Investissement financés sur RE	26 261 470	13 819 620	21 823 779	21 302 015	40 139 601	21 605 635	16 971 524	19 514 317	17 262 691	18 938 967	74 373 816	60 058 919
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**27 195 349**	**15 298 670**	**29 547 258**	**25 056 079**	**45 141 646**	**26 543 197**	**27 160 023**	**27 478 512**	**18 147 964**	**23 985 341**	**90 449 633**	**78 007 049**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	21	151 951	21	104 595	19	113 554	18	106 520	18	108 241
Catégorie A2	17	54 721	15	61 595	14	71 595	13	57 289	11	58 298
Catégorie A3	0	0	2	6 104	2	6 104	2	6 226	2	6 226
Catégorie B	14	32 215	12	25 784	11	31 092	11	28 147	10	28 753
Catégorie C	35	55 513	32	44 368	28	50 505	27	46 564	24	47 335
Catégorie D	12	46 490	11	37 443	9	44 986	9	43 035	8	43 707
Contractuels	10	33 292	19	49 829	19	57 684	19	58 207	19	59 074
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**109**	**374 180**	**112**	**329 718**	**102**	**375 520**	**99**	**345 987**	**92**	**351 634**

3.2.20. Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière (Section 813)

❖ **Les missions du ministère**

Le ministère de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière élabore et met en œuvre la politique du gouvernement togolais dans le domaine de la mer sous ses divers aspects, nationaux et internationaux.

La vision portée par le ministère est d'accélérer le développement économique des secteurs maritimes et halieutique tout en préservant les écosystèmes. Cette vision est déclinée en trois (03) objectifs stratégiques :

- favoriser le développement d'un plan de l'économie bleue ;

- développer les infrastructures permettant le développement accru de l'économie portuaire

- favoriser la protection des milieux côtiers

❖ **Politiques sectorielles et stratégies du ministère**

Les missions du ministère s'inscrivent d'une part dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, en particulier l'ODD 14 : **Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable** et d'autre part contribuent à l'affermissement de la place du Togo en tant que hub logistique et de services part la réalisation du projet P17 (**Amélioration de la compétitivité du secteur logistique via la réforme du port et la digitalisation**) de la feuille de route gouvernementale TOGO2025.

Il est à noter que les actions s'inscrivent également dans la ligne édictée par la Stratégie Nationale pour la mer et le Littoral élaborée par le Haut Conseil pour la Mer (HCM).

❖ **Contraintes et défis du ministère**

- Faible industrialisation du secteur de la pêche
- Problématique de congestion portuaire
- Aménagement du littoral peu optimal
- Érosion côtière
- Faible proportion de formations spécialisées dans le domaine maritime
- Défi de mobilisations des ressources humaines compétentes dans le secteur

- **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Pour l'année 2023, le ministère entend mettre en œuvre des projets à fort impact sociale tout d'abord, en particulier dans le secteur de la pêche avec l'accompagnement des acteurs au travers notamment du projet Togo Aquaculture, mais également à continuer à stimuler la compétitivité du Port de Lomé par la mise en place d'un Port Community System et l'accélération de la digitalisation des services portuaires. Il est important également de préciser que dans le volet protection côtière des actions vont continuer à être menée pour d'une part sécuriser l'intégralité de la côte togolaise mais également poursuivre les réflexions dans le cadre de l'aménagement du littoral togolais.

- **Responsables de programme**

Programme 1 : AFACHAWO Kouete, Secrétaire Général du MEMPPC

Programme 2 : ADJINON Stéphane, Conseiller Technique

Programme 3 : ALI Domtani, Directeur des Pêches et de l'Aquaculture

Programme 4 : KPATCHA Essowè, Chargé de mission

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MEMPPC**	**Taux d'exécution physique des programmes du MEMPPC**	**%**	**2020**	**95,0**	**99,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MEMPPC	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**31,0**	**32,0**	**32,0**	**SG**
A1.1	Coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MEMPPC	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	100,0	96,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2021	21,0	21,0	25,0	30,0	40,0	50,0	SG
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Taux	2020	99,0	122,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.4	Planification, programmation et suivi évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de rapports de suivi évaluation disponible	Nbre	2021	10,0	10,0	10,0	15,0	15,0	15,0	DPSE
A1.5	Gestion des affaires juridiques	Améliorer la gestion et le traitement des affaires juridiques	Nombre de textes juridiques soumis par le ministère au SGG	nbre	2021	10,0	10,0	15,0	20,0	22,0	25,0	DAJC
A1.6	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion de femmes occupant des postes de responsabilité	%	2020	31,0	35,0	30,0	31,0	32,0	32,0	Cellule genre
P2	**Transport maritime**	**Réduire le temps moyen passé les navires au port**	**Taux de réduction du temps passé par les navires au port**	**%**	**2020**	**0,0**	**9,0**	**15,0**	**18,0**	**20,0**	**25,0**	**DAM**
A2.1	Délimitation des frontières maritimes et	Reconnaissance par l'ONU et l'OMI des frontières maritimes	Nombre de litiges frontaliers enregistré	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAM
			% de tentatives d'actes de	Nombre	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	renforcement de la sécurité et de la sûreté maritime	togolaises et assurer la protection des biens et personnes dans le transport maritime	pirateries déjoués									
A2.2	Modernisation du port	Rendre le port de Lomé plus compétitif	Nombre de nouveaux organes de gestion mise en place	Nombre	2021	2,0	2,0	3,0	2,0	2,0	2,0	Cabinet
			Proportion des services portuaires digitalisés	%	2021	0,0	0,0	20,0	50,0	70,0	90,0	Cabinet
P3	**Développement de la pêche et de l'aquaculture**	**Augmenter la production halieutique nationale**	**Taux d'augmentation de la production halieutique nationale**	**%**	**2020**	**0,3**	**0,9**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,2**	**DPA**
A3.1	Modernisation de la pêche et développement de l'aquaculture	Promouvoir les fermes aquacoles et les navires de pêches modernes	Volume des productions halieutiques nationales (En tonnes)	Tonne	2020	18 034,0	17 984,0	17 000,0	19 800,0	24 500,0	30 000,0	DPA
P4	**Développement et protection du littoral**	**Favoriser la protection et le développement économique du littoral**	**Proportion des côtes protégées contre l'érosion**	**%**	**2020**	**44,0**	**44,0**	**45,0**	**50,0**	**50,0**	**60,0**	**DPC**
A4.1	Protection du littoral	Lutter contre l'érosion côtière	Linéaire de côte protégée	km	2020	21,2	21,2	21,2	21,2	41,0	44,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MEMPPC	12 389	87 482	33 000	174 673	33 500	188 401	34 535	192 161	34 578	194 999	**102 613**	**575 560**
P2	Transport maritime	Réduire le temps moyen passé les navires au port	766 246	1 263 642	555 515	226 758	1 809 000	929 746	9 270	1 091 342	10 049	114 893	**1 828 319**	**2 135 981**
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Augmenter la production halieutique nationale	878 631	574 170	2 911 492	2 894 354	1 079 000	1 186 127	9 240	119 271	10 009	123 047	**1 098 249**	**1 428 444**
P4	Développement et protection du littoral	Favoriser la protection et le développement économique du littoral	100 000	98 714	100 000	109 826	0	8 576	0	8 096	0	8 096	**0**	**24 768**
Total des programmes			**1 757 266**	**2 024 008**	**3 600 007**	**3 405 611**	**2 921 500**	**2 312 850**	**53 045**	**1 410 870**	**54 636**	**441 034**	**3 029 181**	**4 164 753**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**75 093**	**0**	**141 673**	**0**	**154 901**	**0**	**157 626**	**0**	**160 421**	**0**	**472 947**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	43 364	0	96 590	0	108 073	0	109 239	0	110 440	0	327 751
Biens et Services	0	31 729	0	45 083	0	46 828	0	48 387	0	49 981	0	145 196
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**12 389**	**12 389**	**33 000**	**33 000**	**33 500**	**33 500**	**34 535**	**34 535**	**34 578**	**34 578**	**102 613**	**102 613**
Dépenses d'investissement	12 389	12 389	33 000	33 000	33 500	33 500	34 535	34 535	34 578	34 578	102 613	102 613
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**12 389**	**87 482**	**33 000**	**174 673**	**33 500**	**188 401**	**34 535**	**192 161**	**34 578**	**194 999**	**102 613**	**575 560**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**10 906**	**0**	**71 243**	**0**	**100 285**	**0**	**102 533**	**0**	**104 844**	**0**	**307 662**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	60 378	0	69 963	0	72 004	0	74 107	0	216 074
Biens et Services	0	10 906	0	10 865	0	10 322	0	10 529	0	10 737	0	31 588
Transferts Courants	0	0	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	**766 246**	**1 252 736**	**555 515**	**155 515**	**1 809 000**	**829 461**	**9 270**	**988 809**	**10 049**	**10 049**	**1 828 319**	**1 828 319**
Dépenses d'investissement	6 246	6 246	9 000	9 000	9 000	9 000	9 270	9 270	10 049	10 049	28 319	28 319
Projets d'investissement	**760 000**	**1 246 490**	**546 515**	**146 515**	**1 800 000**	**820 461**	**0**	**979 539**	**0**	**0**	**1 800 000**	**1 800 000**
Investissement financés sur RI	760 000	1 246 490	546 515	146 515	1 800 000	820 461	0	979 539	0	0	1 800 000	1 800 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**766 246**	**1 263 642**	**555 515**	**226 758**	**1 809 000**	**929 746**	**9 270**	**1 091 342**	**10 049**	**114 893**	**1 828 319**	**2 135 981**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**14 355**	**0**	**92 862**	**0**	**107 127**	**0**	**110 031**	**0**	**113 038**	**0**	**330 195**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	82 652	0	97 427	0	100 211	0	103 078	0	300 715
Biens et Services	0	14 355	0	10 210	0	9 700	0	9 820	0	9 960	0	29 480
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**878 631**	**559 815**	**2 911 492**	**2 801 492**	**1 079 000**	**1 079 000**	**9 240**	**9 240**	**10 009**	**10 009**	**1 098 249**	**1 098 249**
Dépenses d'investissement	6 132	6 132	8 000	8 000	9 000	9 000	9 240	9 240	10 009	10 009	28 249	28 249
Projets d'investissement	**872 499**	**553 683**	**2 903 492**	**2 793 492**	**1 070 000**	**1 070 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 070 000**	**1 070 000**
Investissement financés sur RI	872 499	553 683	2 903 492	2 793 492	1 070 000	1 070 000	0	0	0	0	1 070 000	1 070 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**878 631**	**574 170**	**2 911 492**	**2 894 354**	**1 079 000**	**1 186 127**	**9 240**	**119 271**	**10 009**	**123 047**	**1 098 249**	**1 428 444**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**0**	**0**	**9 826**	**0**	**8 576**	**0**	**8 096**	**0**	**8 096**	**0**	**24 768**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	9 826	0	8 576	0	8 096	0	8 096	0	24 768
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**100 000**	**98 714**	**100 000**	**100 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**100 000**	**98 714**	**100 000**	**100 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	100 000	98 714	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**100 000**	**98 714**	**100 000**	**109 826**	**0**	**8 576**	**0**	**8 096**	**0**	**8 096**	**0**	**24 768**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**1 757 266**	**2 024 008**	**3 600 007**	**3 405 611**	**2 921 500**	**2 312 850**	**53 045**	**1 410 870**	**54 636**	**441 034**	**3 029 181**	**4 164 753**
Hors Projets	24 767	125 121	50 000	365 604	51 500	422 389	53 045	431 331	54 636	441 034	**159 181**	**1 294 753**
Projets	1 519 979	1 856 383	1 886 515	1 376 515	2 120 000	1 140 461	0	979 539	0	0	**2 120 000**	**2 120 000**
Fonds de contrepartie	212 520	42 504	1 663 492	1 663 492	750 000	750 000	0	0	0	0	**750 000**	**750 000**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**1 757 266**	**2 024 008**	**3 600 007**	**3 405 611**	**2 921 500**	**2 312 850**	**53 045**	**1 410 870**	**54 636**	**441 034**	**3 029 181**	**4 164 753**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**100 354**	**0**	**315 604**	**0**	**370 889**	**0**	**378 286**	**0**	**386 398**	**0**	**1 135 572**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	43 364	0	249 446	0	284 039	0	289 550	0	295 720	0	869 308
Biens et Services	0	56 990	0	66 158	0	66 850	0	68 736	0	70 678	0	206 264
Transferts Courants	0	0	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	**1 757 266**	**1 923 654**	**3 600 007**	**3 090 007**	**2 921 500**	**1 941 961**	**53 045**	**1 032 584**	**54 636**	**54 636**	**3 029 181**	**3 029 181**
Dépenses d'investissement	24 767	24 767	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**1 732 499**	**1 898 887**	**3 550 007**	**3 040 007**	**2 870 000**	**1 890 461**	**0**	**979 539**	**0**	**0**	**2 870 000**	**2 870 000**
Investissement financés sur RI	1 732 499	1 898 887	3 550 007	3 040 007	2 870 000	1 890 461	0	979 539	0	0	2 870 000	2 870 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**1 757 266**	**2 024 008**	**3 600 007**	**3 405 611**	**2 921 500**	**2 312 850**	**53 045**	**1 410 870**	**54 636**	**441 034**	**3 029 181**	**4 164 753**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	12	43 364	22	88 939	20	87 172	20	90 493	20	93 854
Catégorie A2	0	0	21	61 937	22	64 612	22	66 416	22	68 660
Catégorie A3	0	0	3	7 230	3	7 447	3	7 730	3	7 900
Catégorie B	0	0	7	18 428	6	18 970	6	19 540	6	19 921
Catégorie C	0	0	4	7 135	4	7 349	4	7 569	4	7 796
Catégorie D	0	0	1	1 251	1	1 289	1	1 289	1	1 289
Contractuels	0	0	19	64 526	21	66 067	21	66 067	21	66 067
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**12**	**43 364**	**77**	**249 446**	**77**	**284 039**	**77**	**289 550**	**77**	**295 720**

3.2.21. Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale (Section 820)

❖ Mission du Ministère

Le ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale met en œuvre la politique de l'Etat en matière de commerce, de l'industrie et de la consommation locale, en collaboration avec les autres ministères concernés. Il organise, coordonne et suit les politiques, actions et programmes des secteurs du commerce, de l'industrie et de la consommation locale.

❖ Politiques et stratégies sectorielles du ministère

Le ministère met en œuvre des politiques et stratégies couvrant les secteurs relevant de son ressort, il s'agit de :

- La Politique nationale de développement du commerce, en cours d'actualisation ;
- La Politique nationale de développement industriel ;
- La politique nationale de la qualité ;
- La Stratégie de la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf);
- La Stratégie AGOA ;
- La Stratégie du développement du secteur Privé ;
- La stratégie de la consommation locale.

❖ Contraintes et défis du ministère

Le département fait face à un nombre de contraintes et défis notamment :

- Le processus de décentralisation au niveau national ;
- La nouvelle dynamique gouvernementale traduite par la responsabilisation des ministres sur les projets et réformes prioritaires ;
- l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf),
- les réformes dans le secteur agricoles qui appellent à une pro activité du département ;
- le développement d'une chaîne logistique et de transport terrestre, aéroportuaire et maritime en l'intégrant à un réseau rénové en vue de créer un hub logistique et un corridor de développement compétitifs ;
- le développement des chaines de valeurs industrielles et de services respectant les normes et standards internationaux ;
- l'amélioration continuelle de l'environnement des affaires pour une meilleure attractivité des investissements directs étrangers (IDE) ;
- la promotion de la consommation des produits et services locaux ;
- le renforcement de l'appui au secteur privé pour accroitre sa compétitivité sur le plan national et international ; et
- le respect des normes de qualité des produits industriels.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

Face à cette multitude des contraintes et défis, le ministère pour le compte de l'année 2023, a fait le choix d'orienter prioritairement ses ressources budgétaires vers les actions stratégiques suivantes :

- Développement du commerce intérieur et de la consommation locale
- Développement du commerce extérieur et la promotion du commerce électronique
- Développement du secteur privé ;
- Développement du tissu industriel et;
- Développement de la qualité des produits et services.

❖ **Responsables des programmes du ministère**

Les responsables des trois programmes du budget-programme du ministère sont les suivants :

- Programme 1 :« Pilotage et Soutien » : Monsieur ABE Talime, Secrétaire Général du ministère ;
- Programme 2 : « Commerce et Consommation Locale » : Monsieur Mensah Kofi Vignon;
- Programme 3 : « Industrie » : Monsieur Feou Bilakimwe

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCICL**	**Améliorer la qualité des services du MCICL**	**Taux d'exécution physique des programmes**	**%**	**2021**	**65,0**	**80,0**	**80,0**	**90,0**	**95,0**	**100,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes au sein du personnel du MCICL	**%**	**2020**	**20,0**	**20,0**	**20,0**	**21,0**	**21,0**	**21,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCICL	Renforcer les capacités opérationnelles du MCICL	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	26,0	26,0	40,0	66,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielle et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du MCICL	Proportion du personnel formé par an	%	2020	20,0	30,0	35,0	35,0	35,0	35,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	99,0	99,1	99,1	99,2	99,2	99,3	DAAF
A1.3	Gestion du système d'information /Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Développer un système d'information performant et améliorer le processus de planification, de production des statistiques et suivi-évaluation	Fréquence de mise à jour des données en lignes	Semaine	2020	3,0	3,0	3,0	4,0	5,0	5,0	DPSSE
			Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	98,0	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Pourcentage des femmes aux postes nominatifs du MCICL	%	2020	10,0	10,0	11,0	36,8	44,1	47,8	Cellule Genre
P2	**COMMERCE**	**Renforcer le développement du commerce**	**Part de la branche commerce dans le PIB**	**%**	**2019**	**5,8**	**5,9**	**6,0**	**6,5**	**6,8**	**7,0**	**DGC**
A2.1	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	Renforcer le circuit de distribution et le contrôle de la concurrence sur le marché intérieur	Taux d'accroissement d'autorisations de mise en consommation des produits alimentaires	%	2020	10,0	15,6	13,3	11,1	10,0	16,7	DCIC
A2.2	Consommation locale	Accroître la consommation des produits locaux	Taux de variation des pratiques anormales de commerce	%	2021	64,3	64,3	-81,0	-75,6	-125,0	-300,0	DCIC
			Proportion des autorisations accordées de la consommation des produits locaux	%	2021	5,0	5,0	6,0	8,0	10,0	15,0	DCL
A2.3	Commerce extérieur	Faciliter les échanges	Taux d'accroissement des	%	2020	7,0	7,0	8,0	10,0	10,0	10,0	DCE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		commerciaux	échanges commerciaux (Biens)									
A2.4	Commerce électronique	Promouvoir les échanges commerciaux en lignes	Nombre de réseaux et plateformes en ligne encadrés	Nbre	2020	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0	150,0	DPCE
			Pourcentage des usagers en ligne ayant effectué des achats en ligne	%	2018	7,0	8,0	9,0	10,0	12,0	14,0	DPCE
A2.5	Promotion des exportations	Accroître les exportations des produits	Taux de croissance des exportations de biens	%	2020	11,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	DPCEx
A2.6	Contrôle du conditionnement des produits	Contrôler la qualité des produits agricoles à l'exportation	Proportion des Produits agrioles contrôlés conforme aux normes	%	2020	94,0	1,0	86,0	90,0	93,0	95,0	DCP
P3	**INDUSTRIE**	**Accroitre la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois**	**Part cible de l'industrie manufacturière dans le PIB**	**%**	**2019**	**12,0**	**12,0**	**12,0**	**12,5**	**14,0**	**14,5**	**DGI**
A3.1	Développement des petites et moyennes industries	Promouvoir les petites et moyennes industries	Taux D'accroissement des petites et moyennes industries	%	2021	-29,4	-29,4	66,7	10,0	13,6	20,0	DDPMI
A3.2	Transformation des matières premières locales	Accroître la transformation des matières premières locales	Taux d'accroissement des entreprises utilisant les matières premières locales	%	2021	0,0	0,0	25,0	20,0	25,0	33,3	DTPL
A3.3	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	Développer les chaînes de valeurs à fort potentiel	Nombre de chaînes de valeurs développées	Nbre	2020	1,0	1,0	2,0	2,0	3,0	3,0	DDCVLRG
A3.4	Qualité des produits et services	Améliorer la qualité des produits et des services	Nombre d'entreprises / Produits certifiés par an	Nbre	2020	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0	150,0	COTAG
A3.5	Normalisation	Rendre les produits et les services conformes aux normes	Nombre de normes élaborées /adoptées par an	Nbre	2020	50,0	60,0	72,0	85,0	98,0	115,0	ATN
A3.6	Métrologie	Renforcer la métrologie	Taux d'accroissement des instruments de mesure contrôlés conformes	%	2021	-9,0	-9,0	11,0	13,0	11,0	25,0	ATOMET

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A3.7	Protection des droits de propriété intellectuelle	Accroître l'utilisation du système de protection des droits de propriété industrielle	Nombre de titres de propriétés industrielles enregistrés	Nbre	2020	155,0	204,0	222,0	258,0	280,0	312,0	INPIT
A3.8	Restructuration et mise à niveau des entreprises	Rendre viable les entreprises	Nombre d'entreprises ayant adhérées au programme par an	Nbre	2020	104,0	5,0	18,0	25,0	40,0	60,0	BRMN
			Nombre d'entreprises sensibilisées par an	Nbre	2020	966,0	25,0	71,0	80,0	90,0	100,0	BRMN
P4	**SECTEUR PRIVE**	**Contribuer au développement du secteur privé**	**Part de l'investissement privé dans le PIB**	**%**	**2019**	**9,5**	**9,0**	**9,2**	**9,5**	**9,8**	**10,0**	**DGDSP**
A4.1	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	Contribuer à la mise en place des conditions favorables au développement des entreprises	Nombre de réformes opérées en faveur des entreprises	Nbre	2020	0,0	1,0	3,0	4,0	5,0	5,0	DFCOE
A4.2	Facilitation du financement du secteur privé	Contribuer à la facilitation de l'accès au financement des entreprises	Taux d'accroissement de porteurs de projet/entreprises accompagnées	%	2020	3,0	3,5	4,2	20,0	16,7	14,3	DFASP
A4.3	Facilitation des partenariats	Contribuer à la mise en place des partenariats privé-privé, international, public-privé	Nombre de partenariats institués	Nbre	2020	0,0	0,0	0,0	5,0	10,0	15,0	DFP

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MCICL	Améliorer la qualité des services du MCICL	380 125	814 172	587 800	881 427	78 500	347 140	81 100	355 715	83 783	364 580	**243 383**	**1 067 436**
P2	Commerce	Renforcer le développement du commerce	467 799	10 269 822	233 574	10 098 135	16 000	48 045 036	16 320	10 060 230	16 646	10 075 871	**48 966**	**68 181 137**
P3	Industrie	Accroitre la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	258 799	478 487	701 500	862 275	1 789 520	753 632	4 590	757 578	4 682	1 046 655	**1 798 792**	**2 557 866**
P4	Secteur prive	Contribuer au développement du secteur privé	1 970 073	2 679 520	460 383	1 368 849	4 000	938 909	4 080	941 229	4 162	943 611	**12 242**	**2 823 748**
Total			**3 076 796**	**14 242 001**	**1 983 257**	**13 210 686**	**1 888 020**	**50 084 717**	**106 090**	**12 114 752**	**109 273**	**12 430 718**	**2 103 383**	**74 630 187**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**434 047**	**0**	**293 627**	**0**	**268 640**	**0**	**274 615**	**0**	**280 797**	**0**	**824 053**
Personnel	0	353 629	0	204 790	0	171 134	0	175 548	0	180 095	0	526 777
Biens et Services	0	80 418	0	88 837	0	97 506	0	99 067	0	100 703	0	297 276
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**380 125**	**380 125**	**587 800**	**587 800**	**78 500**	**78 500**	**81 100**	**81 100**	**83 783**	**83 783**	**243 383**	**243 383**
Dépenses d'investissement	8 735	8 735	87 800	87 800	78 500	78 500	81 100	81 100	83 783	83 783	243 383	243 383
Projets d'investissement	**371 390**	**371 390**	**500 000**	**500 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	371 390	371 390	500 000	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**380 125**	**814 172**	**587 800**	**881 427**	**78 500**	**347 140**	**81 100**	**355 715**	**83 783**	**364 580**	**243 383**	**1 067 436**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**9 802 031**	**0**	**9 864 561**	**0**	**48 029 036**	**0**	**10 043 910**	**0**	**10 059 225**	**0**	**68 132 170**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	313 764	0	309 530	0	440 890	0	454 104	0	467 728	0	1 362 722
Biens et Services	0	48 989	0	49 838	0	82 953	0	84 612	0	86 304	0	253 869
Transferts Courants	0	9 439 278	0	9 505 193	0	47 505 193	0	9 505 193	0	9 505 193	0	66 515 579
Dépenses en capital	**467 799**	**467 791**	**233 574**	**233 574**	**16 000**	**16 000**	**16 320**	**16 320**	**16 646**	**16 646**	**48 966**	**48 966**
Dépenses d'investissement	9 244	9 244	9 200	9 200	16 000	16 000	16 320	16 320	16 646	16 646	48 966	48 966
Projets d'investissement	**458 555**	**458 547**	**224 374**	**224 374**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	292 139	292 131	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	166 416	166 416	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**467 799**	**10 269 822**	**233 574**	**10 098 135**	**16 000**	**48 045 036**	**16 320**	**10 060 230**	**16 646**	**10 075 871**	**48 966**	**68 181 137**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**261 211**	**0**	**160 775**	**0**	**249 132**	**0**	**252 988**	**0**	**256 954**	**0**	**759 074**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	40 456	0	39 897	0	107 354	0	110 575	0	113 892	0	331 820
Biens et Services	0	10 755	0	10 878	0	31 778	0	32 414	0	33 062	0	97 253
Transferts Courants	0	210 000	0	110 000	0	110 000	0	110 000	0	110 000	0	330 000
Dépenses en capital	**258 799**	**217 276**	**701 500**	**701 500**	**1 789 520**	**504 500**	**4 590**	**504 590**	**4 682**	**789 702**	**1 798 792**	**1 798 792**
Dépenses d'investissement	1 489	1 489	1 500	1 500	4 500	4 500	4 590	4 590	4 682	4 682	13 772	13 772
Projets d'investissement	**257 310**	**215 787**	**700 000**	**700 000**	**1 785 020**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**785 020**	**1 785 020**	**1 785 020**
Investissement financés sur RI	257 310	215 787	700 000	700 000	1 785 020	500 000	0	500 000	0	785 020	1 785 020	1 785 020
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**258 799**	**478 487**	**701 500**	**862 275**	**1 789 520**	**753 632**	**4 590**	**757 578**	**4 682**	**1 046 655**	**1 798 792**	**2 557 866**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**857 169**	**0**	**908 466**	**0**	**934 909**	**0**	**937 149**	**0**	**939 449**	**0**	**2 811 507**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	51 168	0	54 138	0	55 762	0	57 435	0	167 335
Biens et Services	0	7 169	0	7 298	0	30 771	0	31 386	0	32 014	0	94 172
Transferts Courants	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	2 550 000
Dépenses en capital	**1 970 073**	**1 822 351**	**460 383**	**460 383**	**4 000**	**4 000**	**4 080**	**4 080**	**4 162**	**4 162**	**12 242**	**12 242**
Dépenses d'investissement	1 499	1 499	1 500	1 500	4 000	4 000	4 080	4 080	4 162	4 162	12 242	12 242
Projets d'investissement	**1 968 574**	**1 820 852**	**458 883**	**458 883**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	1 528 353	1 528 353	458 883	458 883	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	440 221	292 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**1 970 073**	**2 679 520**	**460 383**	**1 368 849**	**4 000**	**938 909**	**4 080**	**941 229**	**4 162**	**943 611**	**12 242**	**2 823 748**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**2 470 159**	**13 783 086**	**1 758 883**	**12 986 312**	**1 888 020**	**50 084 717**	**106 090**	**12 114 752**	**109 273**	**12 430 718**	**2 103 383**	**74 630 187**
Hors Projets	20 967	11 375 425	100 000	11 327 429	103 000	49 584 717	106 090	11 614 752	109 273	11 645 698	**318 363**	**72 845 167**
Projets	920 839	879 308	1 200 000	1 200 000	1 785 020	500 000	0	500 000	0	785 020	**1 785 020**	**1 785 020**
Fonds de contrepartie	1 528 353	1 528 353	458 883	458 883	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**606 637**	**458 915**	**224 374**	**224 374**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**293 684**	**233 085**	**224 374**	**224 374**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
OMC	166 416	166 416	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
BAD	127 268	66 669	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
BOAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Emprunts	**312 953**	**225 830**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
BAD	312 953	225 830	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**3 076 796**	**14 242 001**	**1 983 257**	**13 210 686**	**1 888 020**	**50 084 717**	**106 090**	**12 114 752**	**109 273**	**12 430 718**	**2 103 383**	**74 630 187**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**11 354 458**	**0**	**11 227 429**	**0**	**49 481 717**	**0**	**11 508 662**	**0**	**11 536 425**	**0**	**72 526 804**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	707 849	0	605 385	0	773 516	0	795 989	0	819 149	0	2 388 654
Biens et Services	0	147 331	0	156 851	0	243 008	0	247 479	0	252 083	0	742 570
Transferts Courants	0	10 499 278	0	10 465 193	0	48 465 193	0	10 465 193	0	10 465 193	0	69 395 579
Dépenses en capital	**3 076 796**	**2 887 543**	**1 983 257**	**1 983 257**	**1 888 020**	**603 000**	**106 090**	**606 090**	**109 273**	**894 293**	**2 103 383**	**2 103 383**
Dépenses d'investissement	20 967	20 967	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**3 055 829**	**2 866 576**	**1 883 257**	**1 883 257**	**1 785 020**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**	**785 020**	**1 785 020**	**1 785 020**
Investissement financés sur RI	2 449 192	2 407 661	1 658 883	1 658 883	1 785 020	500 000	0	500 000	0	785 020	1 785 020	1 785 020
Investissement financés sur RE	606 637	458 915	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**3 076 796**	**14 242 001**	**1 983 257**	**13 210 686**	**1 888 020**	**50 084 717**	**106 090**	**12 114 752**	**109 273**	**12 430 718**	**2 103 383**	**74 630 187**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	34	155 848	34	156 833	30	165 982	30	170 961	30	176 090
Catégorie A2	85	296 697	84	306 058	69	318 974	69	328 538	69	338 394
Catégorie A3	1	2 378	1	2 378	1	3 158	1	3 253	1	3 350
Catégorie B	39	108 065	38	108 305	36	112 920	36	116 305	36	119 794
Catégorie C	32	57 304	31	62 351	24	58 446	24	60 198	24	62 004
Catégorie D	2	60 065	3	18 730	4	6 358	4	6 549	4	6 746
Contractuels	0	0	0	0	6	3 573	6	3 680	6	3 791
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**193**	**707 849**	**191**	**605 385**	**170**	**773 516**	**170**	**795 989**	**170**	**819 149**

3.2.22. Ministère de la promotion des investissements (Section 821)

❖ Mission du ministère

Le ministère de la promotion de l'investissement met en œuvre la politique de l'Etat en matière de la promotion de l'investissement, en collaboration avec les autres ministères concernés. La mission principale assignée au ministère est la promotion et la facilitation des investissements nationaux et étrangers. A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, et sous l'autorité du Premier Ministre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- Élaboration et mise en œuvre de stratégies adaptées pour faciliter les investissements ;
- Amélioration de la compétitivité de l'environnement des affaires et promotion des initiatives privées ;
- Promotion du secteur privé national et des investissements étrangers ;
- Identification et mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- Réalisation des études nécessaires en vue de rendre plus attractif le cadre législatif et réglementaire de promotion des partenariats public-privé ;
- Coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les Ministères concernés ;
- Contribution à la création et la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches.

❖ Enjeux, défis et perspectives

L'enjeu, aujourd'hui, est de capitaliser tous les efforts en matière d'amélioration du climat des affaires et surtout de soutenir la croissance économique par des mesures stratégiques pouvant aider le pays à assurer une bonne politique de promotion des investissements.
Dans ce cadre, de nombreux défis se présentent au ministère, notamment :

- l'adoption du décret fixant les attributions du ministre et portant organisation du ministère
- le renforcement des services en ressources humaines qualifiées, en outils et équipements adéquats ;
- la synergie avec les différentes structures qui interviennent dans la promotion des investissements et le climat des affaires
- l'opérationnalisation de l'API-ZF.

❖ Choix stratégique et budgétaires de l'année 2023

Pour l'année budgétaire 2023, l'accent est mis le fonctionnement effectif du cabinet et les directions opérationnelles. Aussi le budget du programme 1 s'élèvent 256 731 pour le personnel et biens et services et 100 000 pour le HPIP. Le programme 2 est constitué essentiellement de la subvention accordée à la structure rattaché SAZOF.

❖ Nom, prénoms et titre des responsables de programmes du ministère.

- Programme 1 : M. BEDINADE Bedembada, Directeur des affaires financières par intérim.
- Programme 2 : Mme SAGBO Sélomé Marie Anaïs, Conseillère du Ministre

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services DU MPI**	**Assurer le pilotage et la coordination des services du MPI**	**Taux d'exécution physique des programmes**	**%**	**2020**	**0,0**	**70,0**	**80,0**	**85,0**	**90,0**	**95,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MPI	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion entre le Ministre et les responsables de programmes	%	2020	100,0	92,3	92,0	92,0	92,0	92,0	SG
			Taux de mise œuvre des recommandations issues des dialogues	%	2020	100,0	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	0,0	101,0	90,0	90,0	95,0	95,0	DAF
			Proportion du personnel formé par an	%	2020	0,0	70,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DAF
A1.3	Planification, programmation, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets	Nouveaux projets inscrits au PIP	Nbre	2020	0,0	0,0	2,0	2,0	3,0	5,0	DPSSE
			Proportion de rapports de suivi-évaluation disponibles dans le délai	%	2020	0,0	0,0	14,3	42,9	71,4	85,7	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion du personnel du ministère formé sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	0,0	80,0	85,0	90,0	95,0	CELLULE GENRE DU MPI
			Proportion de femmes promues à un poste de responsabilité	%	2020	0,0	0,0	0,0	20,0	30,0	50,0	CELLULE GENRE DU MPI
P2	**Promotion des investissements**	**Contribuer à la croissance économique**	**Nombre d'emploi nouvellement crée (zone franche)**	**Nbre**	**2020**	**371,0**	**1 128,0**	**2 000,0**	**3 000,0**	**4 000,0**	**5 000,0**	**SG**
A2.1	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	Augmenter les investissements privés nationaux et étrangers	Nombre cumulé de société en activité en ZF	Nbre	2020	74,0	82,0	91,0	101,0	121,2	145,5	SAZOF/APIZF
A2.2	Facilitation des démarches liées à l'investissement	Simplifier le parcours de l'investisseur	Délai d'obtention d'agrément ZF et CI	Jour	2020	30,0	30,0	30,0	20,0	10,0	7,0	SAZOF/APIZF

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MPI	Assurer le pilotage et la coordination des services du MPI	99 773	227 949	100 000	256 731	103 000	250 240	106 090	257 891	109 273	265 763	**318 363**	**773 894**
P2	Promotion des investissements	Contribuer à la croissance économique	0	0	0	110 659	2 687 069	1 604 006	0	746 697	0	669 309	**2 687 069**	**3 020 012**
Total			**99 773**	**227 949**	**100 000**	**367 390**	**2 790 069**	**1 854 246**	**106 090**	**1 004 587**	**109 273**	**935 072**	**3 005 432**	**3 793 906**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**128 176**	**0**	**156 731**	**0**	**147 240**	**0**	**151 801**	**0**	**156 490**	**0**	**455 531**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	60 042	0	50 306	0	52 136	0	53 664	0	55 229	0	161 029
Biens et Services	0	68 134	0	106 425	0	95 104	0	98 137	0	101 261	0	294 502
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**99 773**	**99 773**	**100 000**	**100 000**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	99 773	99 773	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**99 773**	**227 949**	**100 000**	**256 731**	**103 000**	**250 240**	**106 090**	**257 891**	**109 273**	**265 763**	**318 363**	**773 894**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**0**	**0**	**110 659**	**0**	**110 658**	**0**	**110 979**	**0**	**111 306**	**0**	**332 943**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	10 659	0	10 658	0	10 979	0	11 306	0	32 943
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 687 069**	**1 493 348**	**0**	**635 718**	**0**	**558 003**	**2 687 069**	**2 687 069**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 687 069**	**1 493 348**	**0**	**635 718**	**0**	**558 003**	**2 687 069**	**2 687 069**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	1 895 421	701 700	0	635 718	0	558 003	1 895 421	1 895 421
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	791 648	791 648	0	0	0	0	791 648	791 648
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**110 659**	**2 687 069**	**1 604 006**	**0**	**746 697**	**0**	**669 309**	**2 687 069**	**3 020 012**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**99 773**	**227 949**	**100 000**	**367 390**	**1 998 421**	**1 062 598**	**106 090**	**1 004 587**	**109 273**	**935 072**	**2 213 784**	**3 002 258**
Hors Projets	99 773	227 949	100 000	367 390	103 000	360 898	106 090	368 869	109 273	377 069	**318 363**	**1 106 837**
Projets	0	0	0	0	1 847 550	653 829	0	635 718	0	558 003	**1 847 550**	**1 847 550**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	47 871	47 871	0	0	0	0	**47 871**	**47 871**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**791 648**	**791 648**	**0**	**0**	**0**	**0**	**791 648**	**791 648**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**791 648**	**791 648**	**0**	**0**	**0**	**0**	**791 648**	**791 648**
BAD	0	0	0	0	791 648	791 648	0	0	0	0	**791 648**	**791 648**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**99 773**	**227 949**	**100 000**	**367 390**	**2 790 069**	**1 854 246**	**106 090**	**1 004 587**	**109 273**	**935 072**	**3 005 432**	**3 793 906**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**128 176**	**0**	**267 390**	**0**	**257 898**	**0**	**262 779**	**0**	**267 796**	**0**	**788 474**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	60 042	0	60 965	0	62 794	0	64 642	0	66 535	0	193 972
Biens et Services	0	68 134	0	106 425	0	95 104	0	98 137	0	101 261	0	294 502
Transferts Courants	0	0	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	**99 773**	**99 773**	**100 000**	**100 000**	**2 790 069**	**1 596 348**	**106 090**	**741 808**	**109 273**	**667 276**	**3 005 432**	**3 005 432**
Dépenses d'investissement	99 773	99 773	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 687 069**	**1 493 348**	**0**	**635 718**	**0**	**558 003**	**2 687 069**	**2 687 069**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	1 895 421	701 700	0	635 718	0	558 003	1 895 421	1 895 421
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	791 648	791 648	0	0	0	0	791 648	791 648
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**99 773**	**227 949**	**100 000**	**367 390**	**2 790 069**	**1 854 246**	**106 090**	**1 004 587**	**109 273**	**935 072**	**3 005 432**	**3 793 906**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie A2	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**0**	**60 042**	**2**	**60 965**	**2**	**62 794**	**2**	**64 642**	**2**	**66 535**

3.2.23. Ministère des travaux publics (Section 830)

❖ Mission du Ministère

Le Ministère des Travaux Publics a pour mission de « Développer un réseau routier de qualité afin de stimuler les déplacements entre les régions ; faciliter les débouchés des producteurs agricoles et contribuer au développement social du pays à la fois en participant à la construction d'infrastructures (e.g. centres de soins, d'écoles) et en facilitant leurs accès ».

Il veille à la bonne exécution des tâches de construction, de réhabilitation, de contrôle et de maintenance efficace du réseau routier national et des bâtiments scolaires et de soins. Il œuvre pour le développement, la conception et l'emploi de nouveaux matériaux ou de nouvelles structures favorisant la mise en œuvre des principes de développement durable.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

- document de politique nationale de développement des infrastructures ;
- Vision stratégique 2025 pour les travaux publics ;
- Feuille de route du ministère.

❖ Contraintes et défis du ministère

✓ **Contraintes**

- insuffisance du financement de l'entretien routier et des ressources humaines ;
- insuffisance dans le mécanisme de contrôle qualité (travaux et sécurité des ouvriers) auprès des entreprises de BTP et la formation des entreprises locales du secteur ; et
- insuffisance dans le système d'informations centralisées de recueil et de gestion de statistiques dans le secteur des transports.

✓ **Défis**

- accroître la capacité des infrastructures routières à recevoir le trafic ou à satisfaire le service de transport routier en général ;
- entamer la construction de l'Autoroute de l'Unité, section : Davié-Atakpamé-Sokodé-Kara-Dapaong-Cinkassé (675 km) en vue de décongestionner le trafic routier qui ne cesse de croître ;
- participer à la construction du corridor Abidjan-Lagos ; et
- renforcer les capacités du personnel pour accroître ses performances.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

La coordination des actions du ministère ; la gestion des ressources humaines ; la gestion des ressources matérielles et financières ; la planification, la programmation et le suivi-évaluation des programmes et actions du ministère ; la gestion du système d'informations ; l'équité et l'égalité du genre dans les activités du secteur. Plus spécifiquement, les priorités du Ministère des travaux publics se présentent comme suit en 2023 :

✓ **Pour le secteur des infrastructures routières :**

- l'achèvement des études techniques de dédoublement de la Route national n°1 (RN1) pour le compte du Projet de construction de l'Autoroute de l'Unité : Davié-Atakpamé-Aouda-Kara-Cinkassé (675 km) et éventuellement le démarrage des travaux du lot 1 « tronçon Davié-Atakpamé » ;
- l'achèvement des travaux de dédoublement de la route Lomé-Cotonou (phase 2) et de protection côtière, tronçon Avépozo-Aného (30 km) ;
- l'achèvement à 90% des travaux de réhabilitation de la RN17 sur le tronçon Sokodé-Bassar, y compris le contournement des monts Malfakassa (75 km) ;
- l'entretien d'une grande partie du réseau routier.

✓ **En ce qui concerne les bâtiments :**

- l'achèvement de la construction des préfectures de Kpendjal, Kpendjal Ouest et Oti sud ;
- la construction de l'institut de formation pour l'agro-développement de BARKOISSI ;
- la construction d'un bâtiment technique et administratif de la station Méolut-next à l'Etat-Major à Lomé ; et
- l'achèvement à 80% des neuf (09) CMS.

❖ **Nom, prénoms et titre des responsables de programmes du ministère.**

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programmes	Titre des responsables de programmes
P1 : Pilotage et soutien aux services du Ministère des travaux publics	Bignoite KONGNAH	Directeur de cabinet du Ministère des travaux publics
P2 : Réseaux de routes nationales	Nayadjakina AMAH	Directeur général des travaux publics
P3 : Développement des bâtiments publics	Kossivi AMAGBEGNON	Directeur régional des travaux publics, Région maritime

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics**	**Améliorer la qualité des services du MTP**	**Taux d'exécution physique des programmes du MTP**	**%**	**2020**	**86,7**	**89,8**	**90,0**	**92,0**	**93,0**	**95,0**	**CAB**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MTP	**%**	**2021**	**11,8**	**11,8**	**11,4**	**11,8**	**12,0**	**13,0**	**0**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	NA	NA	NA	75,0	80,0	85,0	CAB(SG)
			Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2020	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MTP	Proportion du personnel formé par an	%	2020	NA	NA	NA	25,0	30,0	35,0	DAC
			Taux d'occupation des postes de travail	%	2020	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficience des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2020	86,0	92,1	95,0	96,0	97,0	98,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2020	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	Développer un système d'information performant	Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	U	2020	2,0	2,0	4,0	4,0	4,0	5,0	CBDR
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MTP	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	0,0	0,0	0,0	50,0	60,0	80,0	DPESE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	jour	2022	30,0	30,0	30,0	25,0	20,0	15,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation	%	2020	0,0	10,0	20,0	45,0	50,0	50,0	CERFER
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	0,0	0,0	0,1	1,0	1,0	2,0	Cellule Genre
			Cellule focale genre opérationnelle	U	2020	NA	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0
P2	**Réseaux de routes nationales**	**Renforcer la capacité des routes nationales**	**Pourcentage de routes nationales en bon état**	**%**	**2020**	**46,0**	**46,4**	**50,0**	**0,0**	**62,0**	**65,0**	**DGTP**
			Taux de satisfaction des usagers par rapport à l'état de la route	**%**	**2023**	**NA**	**NA**	**NA**	**0,0**	**0,0**	**50,0**	**DGTP**
A2.1	Construction de routes nationales et d'ouvrages d'art sur toute l'étendue du territoire	Développer le réseau de routes nationales	Linéaire de routes construites	Km	2020	46,0	71,0	65,0	100,0	110,0	25,0	DCRR
			Linéaire de revêtement exécuté sur les routes nationales	km	2020	71,0	21,0	151,0	180,0	150,0	170,0	DCRR
A2.2	Entretien du réseau des routes nationales	Préserver le réseau de routes nationales existant	Linéaire de routes nationales entretenues	Km	2020	1 337,6	1 698,0	1 685,0	1 750,0	1 800,0	1 850,0	DER
P3	**Bâtiments publics**	**Accroitre les capacités d'accueil des services publics**	**Taux de satisfaction des usagers de bâtiments publics en rapport aux conditions physiques des bâtiments publics**	**%**	**2021**	**NA**	**NA**	**52,0**	**54,0**	**56,0**	**60,0**	**DBP**
A3.1	Construction, réhabilitation et entretien de bâtiments publics	Contribuer aux meilleures conditions de travail des usagers	Nombre de bâtiments administratifs construits ou entretenus	U	2019	1,0	1,0	7,0	5,0	2,0	2,0	DBP
A3.2	Appui technique aux projets de bâtiments publics	Assurer la qualité des bâtiments publics	Proportion de bâtiments publics respectant les normes AFNOR ou Européennes	%	2021	NA	NA	1,0	0,5	0,6	0,8	DBP

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MTP	Améliorer la qualité des services du MTP	213 468	935 244	50 000	475 817	43 550	482 716	24 132	460 426	39 100	477 287	**106 782**	**1 420 428**
P2	Réseaux de routes nationales	Renforcer la capacité des routes nationales	149 550 005	58 835 711	107 675 422	112 995 459	378 524 981	96 656 211	20 543 500	100 289 285	21 537 391	111 552 001	**420 605 872**	**308 497 497**
P3	Bâtiments publics	Accroitre les capacités d'accueil des services publics	2 184 122	4 691 996	4 697 940	3 813 964	475 666	727 418	3 789 571	346 865	0	340 613	**4 265 237**	**1 414 896**
Total			**151 947 595**	**64 462 951**	**112 423 362**	**117 285 240**	**379 044 197**	**97 866 345**	**24 357 203**	**101 096 576**	**21 576 491**	**112 369 901**	**424 977 891**	**311 332 822**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**721 776**	**0**	**425 817**	**0**	**439 166**	**0**	**436 294**	**0**	**438 187**	**0**	**1 313 646**
Personnel	0	592 333	0	239 537	0	267 926	0	258 555	0	257 952	0	784 432
Biens et Services	0	109 443	0	166 280	0	151 240	0	157 739	0	160 235	0	469 214
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	**213 468**	**213 468**	**50 000**	**50 000**	**43 550**	**43 550**	**24 132**	**24 132**	**39 100**	**39 100**	**106 782**	**106 782**
Dépenses d'investissement	213 468	213 468	50 000	50 000	43 550	43 550	24 132	24 132	39 100	39 100	106 782	106 782
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**213 468**	**935 244**	**50 000**	**475 817**	**43 550**	**482 716**	**24 132**	**460 426**	**39 100**	**477 287**	**106 782**	**1 420 428**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**655 783**	**0**	**484 337**	**0**	**517 428**	**0**	**510 439**	**0**	**514 128**	**0**	**1 541 995**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	523 943	0	346 101	0	380 638	0	372 707	0	371 728	0	1 125 073
Biens et Services	0	81 840	0	88 236	0	86 790	0	87 732	0	92 400	0	266 922
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	**149 550 005**	**58 179 928**	**107 675 422**	**112 511 122**	**378 524 981**	**96 138 783**	**20 543 500**	**99 778 846**	**21 537 391**	**111 037 873**	**420 605 872**	**306 955 502**
Dépenses d'investissement	0	0	20 000	20 000	23 000	23 000	43 500	43 500	37 391	37 391	103 891	103 891
Projets d'investissement	**149 550 005**	**58 179 928**	**107 655 422**	**112 491 122**	**378 501 981**	**96 115 783**	**20 500 000**	**99 735 346**	**21 500 000**	**111 000 482**	**420 501 981**	**306 851 611**
Investissement financés sur RI	56 176 299	33 611 485	59 613 859	49 986 660	336 468 333	62 455 332	20 500 000	67 716 085	21 500 000	80 405 799	378 468 333	210 577 216
Investissement financés sur RE	93 373 706	24 568 442	48 041 563	62 504 462	42 033 648	33 660 451	0	32 019 261	0	30 594 683	42 033 648	96 274 394
Transferts en capital											0	0
Total	**149 550 005**	**58 835 711**	**107 675 422**	**112 995 459**	**378 524 981**	**96 656 211**	**20 543 500**	**100 289 285**	**21 537 391**	**111 552 001**	**420 605 872**	**308 497 497**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**94 367**	**0**	**129 939**	**0**	**141 069**	**0**	**140 234**	**0**	**140 613**	**0**	**421 916**
Personnel	0	0	0	35 476	0	47 069	0	46 234	0	46 113	0	139 416
Biens et Services	0	4 367	0	4 463	0	4 000	0	4 000	0	4 500	0	12 500
Transferts Courants	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	**2 184 122**	**4 597 629**	**4 697 940**	**3 684 025**	**475 666**	**586 349**	**3 789 571**	**206 631**	**0**	**200 000**	**4 265 237**	**992 980**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	5 550	5 550	6 631	6 631	0	0	12 181	12 181
Projets d'investissement	**2 184 122**	**4 597 629**	**4 697 940**	**3 684 025**	**470 116**	**580 799**	**3 782 940**	**200 000**	**0**	**200 000**	**4 253 056**	**980 799**
Investissement financés sur RI	424 122	4 597 629	4 697 940	1 924 025	470 116	580 799	3 782 940	200 000	0	200 000	4 253 056	980 799
Investissement financés sur RE	1 760 000	0	0	1 760 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**2 184 122**	**4 691 996**	**4 697 940**	**3 813 964**	**475 666**	**727 418**	**3 789 571**	**346 865**	**0**	**340 613**	**4 265 237**	**1 414 896**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**56 813 889**	**39 894 508**	**64 381 799**	**53 020 778**	**337 010 549**	**64 205 894**	**24 357 203**	**69 077 315**	**21 576 491**	**81 775 218**	**382 944 243**	**215 058 427**
Hors Projets	213 468	1 685 394	70 000	1 110 093	72 100	1 169 763	74 263	1 161 230	76 491	1 169 419	222 854	3 500 412
Projets	33 207 673	28 698 885	51 647 074	40 940 677	331 506 449	53 993 353	24 282 940	60 607 716	21 500 000	75 912 294	**377 289 389**	**190 513 363**
Fonds de contrepartie	23 392 748	9 510 229	12 664 725	10 970 008	5 432 000	9 042 778	0	7 308 369	0	4 693 505	**5 432 000**	**21 044 652**
Financement extérieur	**95 133 706**	**24 568 442**	**48 041 563**	**64 264 462**	**42 033 648**	**33 660 451**	**0**	**32 019 261**	**0**	**30 594 683**	**42 033 648**	**96 274 394**
Dons	**668 406**	**2 384 148**	**7 525 488**	**10 178 950**	**17 581 719**	**10 038 302**	**0**	**7 107 120**	**0**	**6 794 683**	**17 581 719**	**23 940 105**
BAD	0	0	37 798	107 586	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
FEM	0	96 583	2 395 573	1 936 478	2 481 719	1 821 803	0	1 821 803	0	0	**2 481 719**	**3 643 605**
UE	668 406	1 366 191	4 201 109	7 088 040	0	4 589 422	0	0	0	0	**0**	**4 589 422**
UEMOA	0	716 783	687 233	747 233	0	387 233	0	0	0	0	**0**	**387 233**
Autres donateurs	0	204 590	203 775	299 613	15 100 000	3 239 845	0	5 285 317	0	6 794 683	**15 100 000**	**15 319 845**
Emprunts	**94 465 300**	**22 184 295**	**40 516 075**	**54 085 512**	**24 451 929**	**23 622 148**	**0**	**24 912 141**	**0**	**23 800 000**	**24 451 929**	**72 334 289**
BOAD	12 733 097	7 216 263	8 616 468	15 674 182	0	5 500 000	0	2 712 141	0	2 573 085	**0**	**10 785 226**
BIDC	0	746 966	0	1 686 419	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
BADEA	4 451 400	972 045	494 095	1 000 000	0	1 200 000	0	1 000 000	0	773 450	**0**	**2 973 450**
FKDEA	7 391 899	2 013 957	1 053 596	1 267 536	0	1 570 792	0	2 000 000	0	860 746	**0**	**4 431 538**
OFID	5 037 877	1 530 717	0	1 549 783	962 123	1 500 000	0	1 200 000	0	219 500	**962 123**	**2 919 500**
Fonds d'Abu Dhabi	4 197 735	1 148 644	0	1 515 976	802 265	851 356	0	0	0	0	**802 265**	**851 356**
BAD	1 760 000	0	0	1 760 000	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
BID	0	2 946 340	21 500 000	15 900 000	22 687 541	4 000 000	0	8 000 000	0	10 000 000	**22 687 541**	**22 000 000**
Autres emprunteurs	58 893 292	5 609 363	8 851 916	13 731 616	0	9 000 000	0	10 000 000	0	9 373 218	**0**	**28 373 218**
TOTAL DE FINANCEMENT	**151 947 595**	**64 462 951**	**112 423 362**	**117 285 240**	**379 044 197**	**97 866 345**	**24 357 203**	**101 096 576**	**21 576 491**	**112 369 901**	**424 977 891**	**311 332 822**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 471 926**	**0**	**1 040 093**	**0**	**1 097 663**	**0**	**1 086 967**	**0**	**1 092 928**	**0**	**3 277 558**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 116 276	0	621 114	0	695 633	0	677 496	0	675 793	0	2 048 922
Biens et Services	0	195 650	0	258 979	0	242 030	0	249 471	0	257 135	0	748 636
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	**151 947 595**	**62 991 025**	**112 423 362**	**116 245 147**	**379 044 197**	**96 768 682**	**24 357 203**	**100 009 609**	**21 576 491**	**111 276 973**	**424 977 891**	**308 055 264**
Dépenses d'investissement	213 468	213 468	70 000	70 000	72 100	72 100	74 263	74 263	76 491	76 491	222 854	222 854
Projets d'investissement	**151 734 127**	**62 777 557**	**112 353 362**	**116 175 147**	**378 972 097**	**96 696 582**	**24 282 940**	**99 935 346**	**21 500 000**	**111 200 482**	**424 755 037**	**307 832 410**
Investissement financés sur RI	56 600 421	38 209 114	64 311 799	51 910 685	336 938 449	63 036 131	24 282 940	67 916 085	21 500 000	80 605 799	382 721 389	211 558 015
Investissement financés sur RE	95 133 706	24 568 442	48 041 563	64 264 462	42 033 648	33 660 451	0	32 019 261	0	30 594 683	42 033 648	96 274 394
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**151 947 595**	**64 462 951**	**112 423 362**	**117 285 240**	**379 044 197**	**97 866 345**	**24 357 203**	**101 096 576**	**21 576 491**	**112 369 901**	**424 977 891**	**311 332 822**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	43	238017	38	244977	41	236450	41	233266	41	246659
Catégorie A2	57	183179	59	200372	57	198316	57	195848	57	122932
Catégorie A3	0	0	0	0	1	3770	1	3770	1	3770
Catégorie B	50	99737	42	114491	37	101928	37	99151	37	94518
Catégorie C	36	64374	37	68510	31	57949	31	56630	31	93468
Catégorie D	15	29529	18	30251	17	24555	17	23171	17	48709
Contractuels	0	0	0	0	2	7636	2	7636	2	7811
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**201**	**1 116 276**	**194**	**621 114**	**186**	**695 633**	**186**	**677 496**	**186**	**675 793**

3.2.24. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831)

❖ Mission du ministère

La gestion et le développement du réseau des pistes rurales au Togo sont confiés au Ministère du désenclavement et des pistes rurales (MDPR). Cette mission initialement assurée par le Ministère des infrastructures et des transports à travers la Direction des pistes rurales (DPR), conformément aux articles 1 et 2 du décret n°2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels, était une de ses administrations centrales.

En l'absence d'un décret ou arrêté spécifique d'actualité, les attributions de la DPR sont celles de l'article 27 du décret n°2011-178/PR du 7 décembre 2011, ainsi qu'il suit :

La Direction des pistes rurales est compétente pour traiter des attributions du département ayant leur individualité propre, ou de même nature, ou encore faisant appel à une même technique, qu'elle soit administrative ou autre. Elle assure un rôle de :

- conception en développant les orientations, les politiques et stratégies du secteur et en élaborant, les programmes et plans d'action afin de garantir l'efficacité de la structure pour la réalisation des objectifs du département ;
- supervision, coordination et animation de la structure, en veillant à l'utilisation optimale des ressources humaines, financières et matérielles, en impulsant les activités, en assurant les prises de décision et leur suivi et en favorisant la circulation de l'information ;
- suivi et évaluation des activités et des programmes ;
- liaison et contact avec les usagers et les autres structures du département.

Ainsi, l'organisation de la DPR est celle actuellement fonctionnelle conformément à l'article 21 du décret abrogé n°2005-099/PR du 28 octobre 2005. A ce titre la DPR comprend :

- la division des études et de contrôle des travaux neufs ;
- la division de la gestion de l'entretien et de la participation communautaire.

Les partenaires du Ministère du désenclavement et des pistes rurales sont constitués d'opérateurs économiques privés exerçant principalement dans le domaine des infrastructures, notamment les entreprises, les bureaux d'études du secteur des travaux publics (TP), les partenaires techniques et financiers et les collectivités

❖ **Politiques sectorielles du ministère**

Le MDPR dispose de deux programmes à savoir :

- Pilotage et soutien aux services du Ministère du désenclavement et des pistes rurales
- Développement, extension et maintenance du réseau des pistes rurales

Ces programmes s'inscrivent dans l'axe 1.2 du PND qui vise à faire du Togo, grâce à ses réseaux et services de transport modernes et efficaces, d'ici à l'horizon 2030, une plateforme émergente de commerce, de transport et d'échange au niveau de la sous-région et sur le plan international.

Le programme « développement et extension du réseau des pistes rurales », projet N°13 de la feuille de route du gouvernement 2025, entre dans le cadre de la mise en œuvre de la politique des transports et du développement agricole, visant à favoriser l'intégration du milieu rural pour accélérer son développement économique et social.

L'atteinte des objectifs de ces programmes contribuera également à de meilleurs résultats fixés pour les secteurs dont le MDPR est en support.

❖ **Enjeux, défis et perspectives**

A travers la mise en œuvre de ses programmes, le ministère du désenclavement et des pistes rurales (MDPR) compte accroître la capacité des pistes rurales à recevoir le trafic ou à satisfaire au service de transport des biens et des personnes.

❖ **Priorités du ministère pour l'année 2023**

Pour l'année 2023, les priorités fixées par le MDPR sont :

- Poursuite des travaux de réhabilitation et construction des pistes rurales ;
- Poursuite des travaux d'élimination des points critiques sur les pistes rurales ;
- Poursuite des travaux de construction et de reconstruction ponts sur les pistes rurales ;
- Poursuite des travaux d'entretien courant mécanisé du réseau existant des pistes rurales prioritaires ;
- Poursuite des travaux d'entretien courant manuel par cantonnage du réseau existant des pistes rurales ;
- Poursuite des opérations de collecte des données routières, diagnostic d'état et définition des travaux de 2023

❖ **Les responsables de programmes**

Programme	Noms des responsables	Titre des responsables
Pilotage et soutien aux services du MDPR	AGBOZO Kossi Mawouéna	Gestionnaire comptable, Analyste de projets
	ABALO Ablavi	Planificateur
Développement, extension et maintenance du réseau des pistes rurales	YEMPABOU S. Abdourazakou	Gestionnaire comptable
	BADJASSILONA B. Fabien-Sébastien	Planificateur

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDPR**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MDPR**	**Taux d'exécution physique des programmes du MDPR**	**%**	**2020**	**0,0**	**64,0**	**30,0**	**45,0**	**65,0**	**80,0**	**CAB**
			Proportion de femmes aux postes nominatifs du MDPR	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**16,0**	**33,0**	**33,0**	**CAB**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDPR	Améliorer la qualité des services du MDPR	Proportion de dialogue de gestion tenue	%	2020	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2020	0,0	64,0	80,0	90,0	95,0	97,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	2020	0,0	0,0	80,0	80,0	80,0	80,0	CGMP
A1.3	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MDPR	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.4	Equité Genre	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion de cadres du Ministère formés sur les thématiques du genre	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	CELLULE GENRE
P2	**Développement et extension du réseau des pistes rurales**	**Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et sociale**	**Proportion du réseau des pistes rurales praticables en toute saison**	**%**	**2020**	**15,0**	**31,0**	**45,0**	**59,0**	**69,0**	**75,0**	**DPR**
A2.1	Maintenance et extensions du réseau des pistes rurales	Développer des infrastructures du réseau des pistes rurales qui permettent l'intégration physique du milieu rural	Linéaire de pistes rurales réhabilitées, ouvertes, construites y compris élimination des points critiques	km	2020	0,0	105,0	749,0	2 386,0	750,0	700,0	DPR
			Pourcentage du réseau des pistes rurales en bon ou moyen état	%	2020	15,0	31,0	45,0	59,0	69,0	75,0	DPR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDPR	Renforcer les capacités opérationnelles du MDPR	0	52 860	0	114 006	0	140 908	0	143 079	0	144 052	**0**	**428 039**
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales	Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et sociale	6 212 713	6 407 220	36 107 802	14 050 213	143 631 985	31 491 513	33 788 720	62 411 192	32 207 578	89 470 633	**209 628 283**	**183 373 338**
Total des programmes			**6 212 713**	**6 460 080**	**36 107 802**	**14 164 219**	**143 631 985**	**31 632 421**	**33 788 720**	**62 554 271**	**32 207 578**	**89 614 685**	**209 628 283**	**183 801 377**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**52 860**	**0**	**114 006**	**0**	**140 908**	**0**	**143 079**	**0**	**144 052**	**0**	**428 039**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	28 109	0	70 160	0	108 615	0	108 615	0	108 615	0	325 845
Biens et Services	0	24 751	0	43 846	0	32 293	0	34 464	0	35 437	0	102 194
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**52 860**	**0**	**114 006**	**0**	**140 908**	**0**	**143 079**	**0**	**144 052**	**0**	**428 039**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**20 973**	**0**	**60 506**	**0**	**62 363**	**0**	**61 938**	**0**	**62 763**	**0**	**187 064**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	7 479	0	43 096	0	42 463	0	42 463	0	42 463	0	127 389
Biens et Services	0	13 494	0	17 410	0	19 900	0	19 475	0	20 300	0	59 675
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**6 212 713**	**6 386 247**	**36 107 802**	**13 989 707**	**143 631 985**	**31 429 150**	**33 788 720**	**62 349 254**	**32 207 578**	**89 407 870**	**209 628 283**	**183 186 274**
Dépenses d'investissement	24 951	24 951	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**6 187 762**	**6 361 296**	**36 057 802**	**13 939 707**	**143 580 485**	**31 377 650**	**33 735 675**	**62 296 209**	**32 152 942**	**89 353 234**	**209 469 102**	**183 027 093**
Investissement financés sur RI	3 956 961	4 130 495	29 949 543	7 831 448	136 939 951	24 737 116	20 950 000	49 510 534	14 760 001	71 960 293	172 649 952	146 207 943
Investissement financés sur RE	2 230 801	2 230 801	6 108 259	6 108 259	6 640 534	6 640 534	12 785 675	12 785 675	17 392 941	17 392 941	36 819 150	36 819 150
Transferts en capital											0	0
Total	**6 212 713**	**6 407 220**	**36 107 802**	**14 050 213**	**143 631 985**	**31 491 513**	**33 788 720**	**62 411 192**	**32 207 578**	**89 470 633**	**209 628 283**	**183 373 338**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**3 981 912**	**4 229 279**	**29 999 543**	**8 055 960**	**136 991 451**	**24 991 887**	**21 003 045**	**49 768 596**	**14 814 637**	**72 221 744**	**172 809 133**	**146 982 227**
Hors Projets	24 951	98 784	50 000	224 512	51 500	254 771	53 045	258 062	54 636	261 451	**159 181**	**774 284**
Projets	3 956 961	4 130 495	29 949 543	7 831 448	136 939 951	24 737 116	20 250 000	48 810 534	13 850 283	71 050 575	**171 040 234**	**144 598 225**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	700 000	700 000	909 718	909 718	**1 609 718**	**1 609 718**
Financement extérieur	**2 230 801**	**2 230 801**	**6 108 259**	**6 108 259**	**6 640 534**	**6 640 534**	**12 785 675**	**12 785 675**	**17 392 941**	**17 392 941**	**36 819 150**	**36 819 150**
Dons	**1 452 041**	**1 452 041**	**4 140 388**	**4 140 388**	**2 991 795**	**2 991 795**	**4 463 627**	**4 463 627**	**4 678 908**	**4 678 908**	**12 134 330**	**12 134 330**
KFW	1 452 041	1 452 041	4 140 388	4 140 388	2 991 795	2 991 795	4 463 627	4 463 627	4 678 908	4 678 908	**12 134 330**	**12 134 330**
Emprunts	**778 760**	**778 760**	**1 967 871**	**1 967 871**	**3 648 739**	**3 648 739**	**8 322 048**	**8 322 048**	**12 714 033**	**12 714 033**	**24 684 820**	**24 684 820**
AFD	778 760	778 760	1 967 871	1 967 871	3 648 739	3 648 739	8 322 048	8 322 048	12 714 033	12 714 033	**24 684 820**	**24 684 820**
TOTAL DE FINANCEMENT	**6 212 713**	**6 460 080**	**36 107 802**	**14 164 219**	**143 631 985**	**31 632 421**	**33 788 720**	**62 554 271**	**32 207 578**	**89 614 685**	**209 628 283**	**183 801 377**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**73 833**	**0**	**174 512**	**0**	**203 271**	**0**	**205 017**	**0**	**206 815**	**0**	**615 103**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	35 588	0	113 256	0	151 078	0	151 078	0	151 078	0	453 234
Biens et Services	0	38 245	0	61 256	0	52 193	0	53 939	0	55 737	0	161 869
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**6 212 713**	**6 386 247**	**36 107 802**	**13 989 707**	**143 631 985**	**31 429 150**	**33 788 720**	**62 349 254**	**32 207 578**	**89 407 870**	**209 628 283**	**183 186 274**
Dépenses d'investissement	24 951	24 951	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**6 187 762**	**6 361 296**	**36 057 802**	**13 939 707**	**143 580 485**	**31 377 650**	**33 735 675**	**62 296 209**	**32 152 942**	**89 353 234**	**209 469 102**	**183 027 093**
Investissement financés sur RI	3 956 961	4 130 495	29 949 543	7 831 448	136 939 951	24 737 116	20 950 000	49 510 534	14 760 001	71 960 293	172 649 952	146 207 943
Investissement financés sur RE	2 230 801	2 230 801	6 108 259	6 108 259	6 640 534	6 640 534	12 785 675	12 785 675	17 392 941	17 392 941	36 819 150	36 819 150
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**6 212 713**	**6 460 080**	**36 107 802**	**14 164 219**	**143 631 985**	**31 632 421**	**33 788 720**	**62 554 271**	**32 207 578**	**89 614 685**	**209 628 283**	**183 801 377**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	7	0	8	0	11	0	0	0	0	0
Catégorie A2	3	0	3	0	3	0	0	0	0	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	2	0	2	0	2	0	0	0	0	0
Catégorie C	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	26	0	28	0	27	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**40**	**35 588**	**41**	**113 256**	**43**	**151 078**	**0**	**151 078**	**0**	**151 078**

3.2.25. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832)

❖ Mission du ministère

Le ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires a pour mission d'assurer et de développer un système intégré de transport multimodal efficace, économique, fiable et sûr, afin de répondre aux exigences de la lutte pour la réduction de la pauvreté, aux besoins de circulation sur toute l'étendue du territoire national en vue de faciliter les échanges extérieurs des pays enclavés, et cela de façon pérenne du point de vue sociale, économique et environnementale.

Au titre du transport routier, il met en œuvre la politique des transports urbains et inter urbains et s'assure, de concert avec le ministère des travaux publics, de la cohérence et du bon état du réseau routier. Il veille à une desserte facile par la route de l'ensemble des zones du pays.

Il définit les conditions d'utilisation des véhicules, de protection des usagers et de transport de marchandises ; et veille en rapport avec les ministères chargés de la sécurité et de la santé, au renforcement de la prévention et de la sécurité routière. En outre, il veille à la facilitation des transports et de transit le long des corridors routiers inter-Etats.

S'agissant du transport ferroviaire, il met en œuvre la politique du Gouvernement en matière de construction et de développement du réseau ferroviaire national.

Dans le domaine aérien, il assure le contrôle du transport aérien et veille à son développement et à sa sécurité en vue de le rendre plus compétitif. Il est responsable du bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures aéroportuaires.

La vision du ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires est de contribuer à mettre en place un hub logistique d'excellence et un centre d'affaire de premier ordre dans la sous-région. Ces efforts doivent amener à faire du Togo un pays émergent, doté d'un système de transports modernes à l'horizon 2030.

Les réformes qui soutiennent cette vision sont celles contenues dans la feuille de route 2020-2025 du Gouvernement ainsi que dans les différentes politiques du secteur.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

Les politiques du ministère sont entre autres :

- la politique nationale des transports à l'horizon 2030 ;
- la politique nationale de la sécurité routière adoptée en novembre 2020 et dont le plan stratégique est en cours de finalisation ;
- et celle de la mise en place d'un cadre institutionnel, légal et réglementaire adéquat des services de transport en fonction des besoins de la population et des opérateurs économiques (Loi d'orientation et d'organisation des transports routiers et des professions auxiliaires).

❖ **Contraintes et défis du ministère**

Contraintes

Les contraintes auxquelles le ministère est confronté sont notamment :

- L'insuffisance de ressources humaines et financières ;
- Le cadre réglementaire du sous-secteur du transport routier doit être renforcé ;
- La sécurité routière demeure une préoccupation car les statistiques sur les accidents de circulation démontrent à suffisance que le code de la route n'est pas du tout respecté par un grand nombre d'usagers ;
- Les transports urbains, peu efficaces et mal organisés couvrent un vaste réseau avec un nombre très insuffisant de bus ;
- Le réseau ferroviaire est vétuste et en voie de disparition entrainant un transport ferroviaire restreint ;
- L'Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma (l'AIGE) est desservi par un nombre insuffisant de compagnies ;
- L'aéroport de Lomé fournit de bons services aux passagers mais ne dispose pas de compétences pour la maintenance des aéronefs des compagnies aériennes ;
- les travaux de réhabilitation de l'aéroport international de Niamtougou ainsi que ceux des études des aérodromes de l'intérieur du pays connaissent un retard.

Défis

A travers la mise en œuvre des politiques citées plus haut, la gouvernance du ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires sera renforcée, ce qui contribuera à l'atteinte des résultats escomptés et à la performance du département.

En termes de perspectives, le ministère entend poursuivre l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire du secteur, mettre en place des agences pour la coordination et la promotion de la sécurité routière, créer un centre de formation aux métiers de transporteurs routiers, améliorer les services du bureau d'enquêtes d'accidents d'avions puis rechercher l'exploitation optimale du réseau d'infrastructures routières, aériens et ferroviaires, tout en s'appuyant sur une meilleure intégration de son système multimodal.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

- La coordination des actions, la gestion de la communication et de l'information, la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière, la planification, la programmation et le suivi-évaluation des actions ;
- Dans le sous-secteur aéroportuaire, il est prévu la consolidation du positionnement de l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema, à travers plusieurs activités notamment le cadrage des besoins de développement de cet aéroport, l'accroissement du trafic aérien passager et fret, le développement des services aux compagnies, l'accroissement des services commerciaux proposés aux passagers et l'amélioration des mesures de sûreté et de sécurité sur la plateforme aéroportuaire ;
- Dans le domaine routier, on a le renforcement des services du transport routier à travers l'amélioration du cadre juridique du sous-secteur, l'acquisition de bus pour le transport collectif en milieux urbains, l'amélioration de la sécurité routière et l'assistance technique à l'opérationnalisation de l'observatoire des transports terrestres pour assurer la disponibilité des outils de prise de décisions dans le sous-secteur. Il est prévu l'exécution du projet régional corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey afin d'améliorer la résilience des populations, la qualité du transport et du transit le long de la section togolaise dudit corridor ;
- En ce qui concerne le transport ferroviaire, il est prévu la réalisation de l'étude de faisabilité de l'avant-projet sommaire et de l'avant- projet détaillé du projet de construction du chemin de fer Lomé-Cinkassé.

En outre, le ministère est appelé à apporter l'expertise transport routier et transport ferroviaire à la réalisation de 14 projets de la feuille de route 2020-2025 du Gouvernement.

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien aux services du Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires	TINDANO Komlan	Secrétaire Général (SG)
P2 : Transport aérien	Col. LATTA Gnama	Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (DG ANAC)
P3 : Services de transports routiers et ferroviaires	SIKAO Souleymane	Directeur Général des Transports

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien des services du MTRAF**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MTRAF**	**Taux d'exécution physique des programmes du MTRAF**	**%**	**2021**	**75,0**	**75,0**	**85,0**	**95,0**	**100,0**	**100,0**	**Secrétariat Général**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MTRAF	**%**	**2021**	**13,0**	**13,0**	**13,0**	**15,0**	**15,0**	**17,0**	**Secrétariat Général**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MTRAF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	15,0	15,0	17,0	20,0	22,0	22,0	Cabinet
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2021	0,0	0,0	60,0	80,0	100,0	100,0	Inspection de services/SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MTRAF	Proportion du personnel formé par an	%	2021	4,5	4,5	8,0	12,0	16,0	20,0	DRH
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Jour	2021	3,0	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières du MTRAF	Taux d'exécution du budget	%	2021	89,7	89,7	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du MTRAF	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Trimestre	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DPPSE
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Conseiller en communicatio n
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Conseiller en communicatio n

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	0,0	0,0	25,0	40,0	60,0	80,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2021	1,0	1,0	4,0	8,0	10,0	12,0	Cellule genre
P2	**Transport aérien**	**Consolider le positionnement stratégique de l'aéroport**	**Taux de croissance du trafic passager**	**%**	**2019**	**91,5**	**88,0**	**92,5**	**95,0**	**98,0**	**100,0**	**ANAC**
A2.1	Croissance du trafic aérien	Accroitre le trafic aérien passager et frêt	Taux de croissance trafic passager	%	2019	91,5	88,0	92,5	95,0	98,0	100,0	ANAC
			Taux de croissance trafic frêt	%	2019	60,0	83,0	90,0	95,0	98,0	100,0	ANAC
A2.2	Mise à niveau des prestations de sécurité	Améliorer les prestations en matière de supervision de la sécurité	Taux de mise en œuvre des exigences sécurité	%	2016	85,8	85,8	87,0	90,0	91,0	92,0	ANAC
A2.3	Mise aux normes des installations de l'AINTG	Mettre aux normes les installations de l'AINTG	Taux de mise aux normes des installations de l'AINTG	%	2019	6,3	10,0	40,0	60,0	80,0	100,0	AINTG
A2.4	Mise à niveau des prestations de sûreté	Améliorer la mise en œuvre des mesures de sûreté	Taux de mise en œuvre des exigences sûreté	%	2019	67,0	82,0	85,0	87,0	90,0	92,0	ASAIGE
A2.5	Renforcement des capacités des services météorologiques	Améliorer les prestations météorologiques	Taux de couverture du réseau national	%	2019	60,0	60,0	62,0	67,0	70,0	72,0	DGMN
P3	**Transports routiers et ferroviaires**	**Accroitre l'offre des services de transports routiers et ferroviaires**	**Taux d'accroissement du trafic routier**	**%**	**2020**	**5,7**	**5,7**	**5,7**	**5,7**	**6**	**6,0**	**DTR**
			Taux d'accroissement du volume des trafics ferroviaires	**%**	**2020**	**2,5**	**2,5**	**2,5**	**2,5**	**3**	**3,0**	**DTF**
A3.1	Renforcement des services de transport routier	Améliorer la compétitivité du transport routier	Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de marchandises sur le réseau routier	%	2019	16,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	DTR
			Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de passagers sur le réseau routier	%	2019	10,0	32,0	37,0	42,0	47,0	52,0	DTR

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A3.2	Amélioration du transport urbain	Accroitre l'offre de service de transport urbain collectif	Taux d'accroissement du nombre de passagers transportés	%	2019	48,0	81,0	86,0	91,0	96,0	101,0	SOTRAL
A3.3	Amélioration de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Taux de réduction des accidents	%	2020	32,0	4,0	3,9	3,8	3,7	3,6	DRC
A3.4	Développement du transport ferroviaire	Améliorer la compétitivité du transport ferroviaire	Taux d'accroissement du frêt ferroviaire	%	2020	13,0	26,0	32,0	38,0	44,0	50,0	DTF

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MTRAF	Renforcer les capacités opérationnelles du MTRAF	24 785	120 494	50 000	191 154	21 500	187 638	53 045	224 404	54 636	231 297	**129 181**	**643 339**
P2	Transport aérien	Consolider le positionnement stratégique de l'aéroport	80 000	651 190	0	957 259	1 655 496	2 031 828	0	1 649 731	0	1 042 186	**1 655 496**	**4 723 745**
P3	Transports routiers et ferroviaires	Accroitre l'offre des services de transports routiers et ferroviaires	7 382 082	8 090 660	12 415 709	13 218 658	19 131 142	20 004 704	39 589 306	23 254 006	0	6 488 413	**58 720 448**	**49 747 123**
Total			**7 486 867**	**8 862 344**	**12 465 709**	**14 367 071**	**20 808 138**	**22 224 170**	**39 642 351**	**25 128 141**	**54 636**	**7 761 896**	**60 505 125**	**55 114 207**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**95 709**	**0**	**141 154**	**0**	**166 138**	**0**	**171 359**	**0**	**176 661**	**0**	**514 158**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	33 624	0	70 156	0	84 406	0	86 908	0	89 410	0	260 724
Biens et Services	0	62 085	0	70 998	0	81 732	0	84 451	0	87 251	0	253 434
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**24 785**	**24 785**	**50 000**	**50 000**	**21 500**	**21 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**129 181**	**129 181**
Dépenses d'investissement	24 785	24 785	50 000	50 000	21 500	21 500	53 045	53 045	54 636	54 636	129 181	129 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**24 785**	**120 494**	**50 000**	**191 154**	**21 500**	**187 638**	**53 045**	**224 404**	**54 636**	**231 297**	**129 181**	**643 339**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**571 190**	**0**	**957 259**	**0**	**1 011 828**	**0**	**1 022 750**	**0**	**1 033 671**	**0**	**3 068 249**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	110 912	0	294 972	0	350 128	0	361 050	0	371 971	0	1 083 149
Biens et Services	0	10 278	0	12 287	0	11 700	0	11 700	0	11 700	0	35 100
Transferts Courants	0	450 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	1 950 000
Dépenses en capital	**80 000**	**80 000**	**0**	**0**	**1 655 496**	**1 020 000**	**0**	**626 981**	**0**	**8 515**	**1 655 496**	**1 655 496**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	20 000	20 000	0	0	0	0	20 000	20 000
Projets d'investissement	**80 000**	**80 000**	**0**	**0**	**1 635 496**	**1 000 000**	**0**	**626 981**	**0**	**8 515**	**1 635 496**	**1 635 496**
Investissement financés sur RI	80 000	80 000	0	0	1 635 496	1 000 000	0	626 981	0	8 515	1 635 496	1 635 496
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**80 000**	**651 190**	**0**	**957 259**	**1 655 496**	**2 031 828**	**0**	**1 649 731**	**0**	**1 042 186**	**1 655 496**	**4 723 745**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**708 578**	**0**	**802 949**	**0**	**873 562**	**0**	**880 987**	**0**	**888 413**	**0**	**2 642 962**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	90 832	0	162 362	0	169 787	0	177 213	0	509 362
Biens et Services	0	8 578	0	12 117	0	11 200	0	11 200	0	11 200	0	33 600
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	**7 382 082**	**7 382 082**	**12 415 709**	**12 415 709**	**19 131 142**	**19 131 142**	**39 589 306**	**22 373 019**	**0**	**5 600 000**	**58 720 448**	**47 104 161**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	10 000	10 000
Projets d'investissement	**7 382 082**	**7 382 082**	**12 415 709**	**12 415 709**	**19 121 142**	**19 121 142**	**39 589 306**	**22 373 019**	**0**	**5 600 000**	**58 710 448**	**47 094 161**
Investissement financés sur RI	5 728 743	5 728 743	4 644 268	4 644 268	1 437 962	1 437 962	2 373 019	2 373 019	0	0	3 810 981	3 810 981
Investissement financés sur RE	1 653 339	1 653 339	7 771 441	7 771 441	17 683 180	17 683 180	37 216 287	20 000 000	0	5 600 000	54 899 467	43 283 180
Transferts en capital											0	0
Total	**7 382 082**	**8 090 660**	**12 415 709**	**13 218 658**	**19 131 142**	**20 004 704**	**39 589 306**	**23 254 006**	**0**	**6 488 413**	**58 720 448**	**49 747 123**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**5 753 528**	**7 129 005**	**4 694 268**	**6 595 630**	**3 124 958**	**4 540 990**	**2 426 064**	**5 128 141**	**54 636**	**2 161 896**	**5 605 658**	**11 831 027**
Hors Projets	24 785	1 400 262	50 000	1 951 362	51 500	2 103 028	53 045	2 128 141	54 636	2 153 381	**159 181**	**6 384 550**
Projets	5 728 743	5 728 743	4 644 268	4 644 268	3 073 458	2 437 962	2 373 019	3 000 000	0	8 515	**5 446 477**	**5 446 477**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**1 653 339**	**1 653 339**	**7 771 441**	**7 771 441**	**17 683 180**	**17 683 180**	**37 216 287**	**20 000 000**	**0**	**5 600 000**	**54 899 467**	**43 283 180**
Dons	**0**	**0**	**5 783 713**	**5 783 713**	**17 000 000**	**17 000 000**	**7 216 287**	**7 216 287**	**0**	**0**	**24 216 287**	**24 216 287**
UE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
BM	0	0	5 783 713	5 783 713	17 000 000	17 000 000	7 216 287	7 216 287	0	0	**24 216 287**	**24 216 287**
Emprunts	**1 653 339**	**1 653 339**	**1 987 728**	**1 987 728**	**683 180**	**683 180**	**30 000 000**	**12 783 713**	**0**	**5 600 000**	**30 683 180**	**19 066 893**
BM	1 653 339	1 653 339	1 987 728	1 987 728	683 180	683 180	30 000 000	12 783 713	0	5 600 000	**30 683 180**	**19 066 893**
TOTAL DE FINANCEMENT	**7 406 867**	**8 782 344**	**12 465 709**	**14 367 071**	**20 808 138**	**22 224 170**	**39 642 351**	**25 128 141**	**54 636**	**7 761 896**	**60 505 125**	**55 114 207**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 375 477**	**0**	**1 901 362**	**0**	**2 051 528**	**0**	**2 075 096**	**0**	**2 098 745**	**0**	**6 225 369**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	144 536	0	455 960	0	596 896	0	617 745	0	638 594	0	1 853 235
Biens et Services	0	80 941	0	95 402	0	104 632	0	107 351	0	110 151	0	322 134
Transferts Courants	0	1 150 000	0	1 350 000	0	1 350 000	0	1 350 000	0	1 350 000	0	4 050 000
Dépenses en capital	**7 486 867**	**7 486 867**	**12 465 709**	**12 465 709**	**20 808 138**	**20 172 642**	**39 642 351**	**23 053 045**	**54 636**	**5 663 151**	**60 505 125**	**48 888 838**
Dépenses d'investissement	24 785	24 785	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**7 462 082**	**7 462 082**	**12 415 709**	**12 415 709**	**20 756 638**	**20 121 142**	**39 589 306**	**23 000 000**	**0**	**5 608 515**	**60 345 944**	**48 729 657**
Investissement financés sur RI	5 808 743	5 808 743	4 644 268	4 644 268	3 073 458	2 437 962	2 373 019	3 000 000	0	8 515	5 446 477	5 446 477
Investissement financés sur RE	1 653 339	1 653 339	7 771 441	7 771 441	17 683 180	17 683 180	37 216 287	20 000 000	0	5 600 000	54 899 467	43 283 180
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**7 486 867**	**8 862 344**	**12 465 709**	**14 367 071**	**20 808 138**	**22 224 170**	**39 642 351**	**25 128 141**	**54 636**	**7 761 896**	**60 505 125**	**55 114 207**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	29	0	24	216 271	24	184 891	23	173 339	23	173 344
Catégorie A2	29	0	29	140 405	31	143 826	22	127 647	22	127 647
Catégorie A3	1	0	1	2 510	1	2 556	11	31 116	11	31 116
Catégorie B	22	0	22	67 551	22	73 551	18	68 948	18	68 948
Catégorie C	31	0	29	78 606	29	81 819	29	81 819	29	81 819
Catégorie D	5	0	4	11 125	4	11 250	4	9 583	4	9 583
Contractuels	1	0	1	1 848	1	0	1	1 848	1	1 848
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**118**	**144 536**	**110**	**455 960**	**112**	**596 896**	**108**	**617 745**	**108**	**638 594**

3.2.26. Ministère délégué auprès de la Présidence de la République chargé de l'énergie et des mines (Section 840)

❖ Mission du ministère

Le ministère délégué chargé de l'énergie et des mines a pour mission la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière des mines, des hydrocarbures et de l'énergie. A ce titre, le département assure pour le secteur des mines, la gestion du domaine minier de l'Etat et veille à une valorisation optimale des richesses du sous-sol. Il coordonne et contrôle toutes les activités de recherche, d'extraction, d'exploitation et de production.

Quant au secteur des hydrocarbures, il assure la satisfaction de la demande nationale et la sécurisation des approvisionnements en matière d'hydrocarbures.

En ce qui concerne le domaine de l'énergie, il assure la construction et contrôle la qualité des infrastructures énergétiques. Il promeut la recherche et l'utilisation des énergies renouvelables.

❖ Politique sectorielle et les stratégies du ministère

Au niveau stratégique, le département dispose de deux documents stratégiques de référence notamment la stratégie d'électrification du Togo et la politique minière du Togo. Elles s'arriment toutes sur la vision nationale notamment le PND et la feuille de route 2020-2025.

Pour le secteur des mines, la vison est de garantir « *une exploitation durable, équitable et compétitive des ressources minières basée sur l'amélioration de la connaissance géo scientifique, l'industrialisation, la transparence en vue de contribuer à la croissance économique et au bien-être de la population togolaise à l'horizon 2030* ».

Quant au secteur énergétique, il s'agira d'*« assurer, à l'horizon 2030, à toute la population l'accès à une énergie propre de qualité, compétitive qui préserve l'environnement en mettant tout en œuvre pour développer un système performant et durable d'approvisionnement en énergie basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives capables de promouvoir le développement économique et social du Togo »*.

❖ Contraintes et défis

Le secteur est confronté à certaines difficultés d'ordre organisationnel et fonctionnel dont les plus majeurs sont :

- ✓ inadaptation de l'arrêté portant organisation du ministère par rapport aux nouvelles réformes et missions du département ;
- ✓ insuffisance du personnel ;
- ✓ absence d'investissements massifs nécessaires au renouvellement des outils de production et de l'exportation du potentiel minier;
- ✓ vétusté des infrastructures actuelles de stockage des produits pétroliers ;
- ✓ obsolescence du code des hydrocarbures ;
- ✓ vétusté et l'incapacité du réseau de la CEET pour transiter les puissances demandées ;
- ✓ vétusté du parc de production de l'électricité;

- ✓ absence d'une institution responsable de la prospection, de la réalisation des investissements en infrastructures et de la construction des ouvrages électriques;

Les défis majeurs du secteur minier demeurent la valorisation ou la transformation du potentiel minier, la transformation locale, la garantie de la transparence et de la bonne gouvernance du secteur des mines. Ceci se matérialise à travers le projet d'installation du complexe de fabrication de fertilisants par la société Dangote Industries Limited qui réalise actuellement l'étude de faisabilité y relative à l'issue du mémorandum signé avec l'Etat en 2019.

En matière des hydrocarbures, l'ambition demeure la sécurisation des infrastructures de dépôts, de stockage, d'analyse et de distribution des produits pétroliers et la promotion du Gaz de Pétrole Liquéfié.

Pour le secteur de l'énergie, il s'agira d'accroitre considérablement la capacité de production d'ici 2025 à travers la construction et la réhabilitation des barrages hydroélectriques, la construction de nouvelles centrales thermiques et solaires afin de disposer d'une capacité totale oscillant entre 350 et 500 MW.

Il faudra également améliorer l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coût abordable grâce aux travaux d'extension des réseaux électriques, la construction de mini-centrales solaires et le déploiement des kits domestiques. Il convient également d'encourager les branchements promotionnels et la mise en place d'un fonds d'électrification.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

En vue d'atteindre les objectifs assignés au département, il convient de poursuivre l'électrification pour tous à travers le déploiement de systèmes décentralisés, l'exécution des projets d'accès à l'électrification en milieu rural et les projets d'extension aux réseaux électriques.

Aussi, s'agira-t-il d'augmenter considérablement la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité par la mise en œuvre des projets de construction de barrages hydroélectriques et de centrales ainsi que des lignes de transports. A cet effet, une part importante du budget d'investissement est allouée au secteur de l'énergie.

Pour ce qui est du secteur minier, le choix stratégique se focalisera sur la construction des unités de transformation des produits minérales, une meilleure connaissance du potentiel minier et leur exploitation durable à travers l'exécution des projets de développement et d'amélioration de la gouvernance du secteur minier.

❖ **Responsables de programme**

PROGRAMMES	RESPONSABLES	TITRES
Pilotage et soutien	GAFO Raouf	Directeur des Affaires Administratives et Financières
Mines	SOGLE Damegare	Directeur Général des Mines et de la Géologie
Energie	ABOULAYE Abass	Directeur Général de l'Energie

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et Soutien**	**Améliorer la qualité des services du ministère délégué chargé de l'énergie et des mines**	**Taux d'exécution physique des programmes du ministère délégué chargé de l'énergie et des mines**	**%**	**2020**	**67,0**	**85,0**	**90,0**	**92,0**	**94,0**	**96,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	**%**	**2020**	**0,0**	**11,0**	**11,0**	**21,0**	**26,0**	**32,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	53,0	40,0	40,0	53,0	80,0	100,0	SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2020	0,0	0,0	0,0	N/D	N/D	N/D	SG
A1.2	Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2020	97,0	76,3	86,0	90,0	92,0	95,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2020	97,0	97,0	97,0	98,0	98,0	98,0	DAF
A1.3	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Taux d'exécution du plan de formation continue du ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2020	61,0	59,0	57,0	78,0	80,0	84,0	DAF
A1.4	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	25,0	25,0	50,0	75,0	100,0	100,0	CPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires)	jour	2020	0,0	0,0	N/D	N/D	N/D	N/D	CPSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			statistiques									
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système d'information permanent	Proportion de bases de données à jour	%	2020	100,0	50,0	35,0	45,0	65,0	75,0	Cellule informatique
			Fréquence de mise à jour des données en ligne	mensuel	2020	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	Cellule informatique
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Cellule focale genre opérationnelle	nombre	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
			Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2020	N/D	N/D	N/D	25,0	50,0	75,0	Cellule genre
P2	**Mines**	**Améliorer la valorisation et la transformation durable des ressources minérales**	**Taux d'accroissement des recettes minérales**	**%**	**2020**	**6,2**	**-9,0**	**2,0**	**5,0**	**7,0**	**9,0**	**DGMG**
A2.1	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	Approfondir l'exploration géologique et minière	Pourcentage du territoire national couvert par an par les activités d'exploration géologique et minière	%	2020	0,0	0,0	25,0	5,0	10,0	15,0	DRGM
A2.2	Développement et exploitation durable des ressources minières	Garantir une exploitation durable des ressources minières	Pourcentage de mines, de carrières et d'unités de transformation mis en conformité avec la législation minière	%	2020	11,0	19,0	30,0	30,0	32,0	35,0	DDCM
			Nombre d'unités de transformation de substances minières construites	Nombre	2020	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DDCM
A2.3	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	Réaliser les analyses et expertises de substances minérales	Proportion des ouvrages en métaux précieux mise aux normes	%	2020	65,4	61,9	500,0	70,0	75,0	80,0	DLM
			Nombre d'analyses géochimiques et pétrographiques réalisées par an	Nombre	2020	0,0	200,0	500,0	500,0	750,0	1 000,0	DLM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A2.4	Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	Valoriser le potentiel de l'offshore et assurer la qualité des ouvrages et des produits pétroliers	Proportion d'infrastructures de produits pétroliers contrôlés conformes à la réglementation	%	2020	75,0	78,0	80,0	85,0	86,0	87,0	DH
			Nombre de campagnes de promotion pétrolière réalisées	Nombre	2020	3,0	1,0	1,0	2,0	3,0	4,0	DH
P3	**Energie**	**Augmenter l'accès à l'énergie**	**Taux d'accès à l'énergie électrique**	**%**	**2020**	**53,0**	**58,0**	**62,0**	**65,0**	**70,0**	**75,0**	**DGE**
A3.1	Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables	Assurer pour tous l'accès à l'énergie électrique	Linéaire de réseaux (MT/ BT) construit	km	2020	780,0	847,0	950,0	1 000,0	1 300,0	1 350,0	DPE
			Nombre de ménages électrifiés par système hors réseau	nombre	2020	25 643,0	22 302,0	25 500,0	30 500,0	35 000,0	40 000,0	DPE
A3.2	Développement d'infrastructures durables d'énergie	Augmenter la capacité de production et de transport d'énergie	Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique	%	2020	20,0	20,0	30,0	40,0	45,0	50,0	DEEE
			Taux de dépendance en énergie électrique	%	2020	60,0	50,0	45,0	40,0	35,0	30,0	DEEE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et Soutien	Améliorer la qualité des services du MEM	57 699	446 053	86 035	258 923	40 500	274 844	85 635	272 832	90 409	285 015	**216 544**	**832 691**
P2	Mines	Améliorer la valorisation et la transformation durable des ressources minérales	2 562 016	2 707 296	63 965	1 562 859	521 500	821 988	542 896	835 538	1 006 988	1 304 779	**2 071 384**	**2 962 305**
P3	Energie	Augmenter l'accès à l'énergie	27 706 958	27 832 812	82 220 247	56 726 393	60 003 929	60 107 844	43 815 216	43 920 686	51 152 728	51 260 641	**154 971 873**	**155 289 171**
Total			**30 326 673**	**30 986 161**	**82 370 247**	**58 548 175**	**60 565 929**	**61 204 676**	**44 443 747**	**45 029 056**	**52 250 125**	**52 850 435**	**157 259 801**	**159 084 167**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**388 354**	**0**	**172 888**	**0**	**234 344**	**0**	**187 197**	**0**	**194 606**	**0**	**616 147**
Personnel	0	310 742	0	90 664	0	114 559	0	115 971	0	119 285	0	349 815
Biens et Services	0	77 612	0	82 224	0	119 785	0	71 226	0	75 321	0	266 332
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**57 699**	**57 699**	**86 035**	**86 035**	**40 500**	**40 500**	**85 635**	**85 635**	**90 409**	**90 409**	**216 544**	**216 544**
Dépenses d'investissement	57 699	57 699	86 035	86 035	40 500	40 500	85 635	85 635	90 409	90 409	216 544	216 544
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**57 699**	**446 053**	**86 035**	**258 923**	**40 500**	**274 844**	**85 635**	**272 832**	**90 409**	**285 015**	**216 544**	**832 691**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**145 280**	**0**	**298 894**	**0**	**300 488**	**0**	**292 642**	**0**	**297 791**	**0**	**890 921**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	12 399	0	164 779	0	155 838	0	156 817	0	161 966	0	474 621
Biens et Services	0	42 881	0	44 115	0	54 650	0	45 825	0	45 825	0	146 300
Transferts Courants	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	**2 562 016**	**2 562 016**	**63 965**	**1 263 965**	**521 500**	**521 500**	**542 896**	**542 896**	**1 006 988**	**1 006 988**	**2 071 384**	**2 071 384**
Dépenses d'investissement	18 000	18 000	63 965	63 965	43 500	43 500	63 500	63 500	63 500	63 500	170 500	170 500
Projets d'investissement	**2 544 016**	**2 544 016**	**0**	**1 200 000**	**478 000**	**478 000**	**479 396**	**479 396**	**943 488**	**943 488**	**1 900 884**	**1 900 884**
Investissement financés sur RI	38 977	38 977	0	0	478 000	478 000	479 396	479 396	943 488	943 488	1 900 884	1 900 884
Investissement financés sur RE	2 505 039	2 505 039	0	1 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**2 562 016**	**2 707 296**	**63 965**	**1 562 859**	**521 500**	**821 988**	**542 896**	**835 538**	**1 006 988**	**1 304 779**	**2 071 384**	**2 962 305**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**89 042**	**0**	**100 487**	**0**	**103 915**	**0**	**105 471**	**0**	**107 913**	**0**	**317 299**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	46 674	0	57 315	0	61 315	0	62 010	0	64 452	0	187 777
Biens et Services	0	12 368	0	13 172	0	12 600	0	13 461	0	13 461	0	39 522
Transferts Courants	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	**27 706 958**	**27 743 770**	**82 220 247**	**56 625 906**	**60 003 929**	**60 003 929**	**43 815 216**	**43 815 215**	**51 152 728**	**51 152 728**	**154 971 873**	**154 971 872**
Dépenses d'investissement	23 312	23 312	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	30 000	30 000
Projets d'investissement	**27 683 646**	**27 720 458**	**82 220 247**	**56 625 906**	**59 993 929**	**59 993 929**	**43 805 216**	**43 805 215**	**51 142 728**	**51 142 728**	**154 941 873**	**154 941 872**
Investissement financés sur RI	1 326 276	1 363 088	3 573 877	2 751 389	1 505 092	1 505 092	3 050 524	3 050 524	2 267 473	2 267 473	6 823 089	6 823 089
Investissement financés sur RE	26 357 370	26 357 370	78 646 370	53 874 517	58 488 837	58 488 837	40 754 692	40 754 691	48 875 255	48 875 255	148 118 784	148 118 783
Total	**27 706 958**	**27 832 812**	**82 220 247**	**56 726 393**	**60 003 929**	**60 107 844**	**43 815 216**	**43 920 686**	**51 152 728**	**51 260 641**	**154 971 873**	**155 289 171**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**1 464 264**	**2 123 752**	**3 723 877**	**3 473 658**	**2 077 092**	**2 715 839**	**3 689 055**	**4 274 365**	**3 374 870**	**3 975 180**	**9 141 017**	**10 965 384**
Hors Projets	99 011	721 687	150 000	722 269	94 000	732 747	159 135	744 445	163 909	764 219	**417 044**	**2 241 411**
Projets	1 155 776	1 192 588	2 320 724	2 320 724	1 838 092	1 838 092	1 987 014	1 987 014	2 835 870	2 835 870	**6 660 976**	**6 660 976**
Fonds de contrepartie	209 477	209 477	1 253 153	430 665	145 000	145 000	1 542 906	1 542 906	375 091	375 091	**2 062 997**	**2 062 997**
Financement extérieur	**28 862 409**	**28 862 409**	**78 646 370**	**55 074 517**	**58 488 837**	**58 488 837**	**40 754 692**	**40 754 691**	**48 875 255**	**48 875 255**	**148 118 784**	**148 118 783**
Dons	**4 780 999**	**4 780 999**	**29 670 141**	**24 745 551**	**24 140 169**	**24 140 169**	**9 579 337**	**9 579 337**	**2 611 990**	**2 611 990**	**36 331 495**	**36 331 495**
KfW	3 144 607	3 144 607	11 363 621	8 684 802	11 139 318	11 139 318	2 893 204	2 893 204	415 382	415 382	**14 447 904**	**14 447 904**
UE	1 598 457	1 598 457	10 627 611	8 381 840	9 688 113	9 688 113	4 960 970	4 960 970	471 445	471 445	**15 120 528**	**15 120 528**
BAD	37 935	37 935	178 909	178 909	55 551	55 551	0	0	0	0	**55 551**	**55 551**
BM	0	0	7 500 000	7 500 000	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Emprunts	**24 081 410**	**24 081 410**	**48 976 229**	**30 328 966**	**34 348 668**	**34 348 668**	**31 175 355**	**31 175 355**	**46 263 266**	**46 263 266**	**111 787 289**	**111 787 288**
BM	7 477 836	7 477 836	2 657 016	3 857 016	1 954 107	1 954 107	500 000	500 000	500 000	500 000	**2 954 107**	**2 954 107**
BOAD	5 912 947	5 912 947	8 163 023	1 154 099	5 052 496	5 052 496	3 014 900	3 014 900	11 188 100	11 188 100	**19 255 496**	**19 255 496**
BIDC	0	0	4 000 277	3 310 941	2 000 000	2 000 000	2 580 000	2 580 000	0	0	**4 580 000**	**4 580 000**
BID	571 489	571 489	3 822 067	1 500 000	3 400 000	3 400 000	4 782 111	4 782 111	12 675 065	12 675 065	**20 857 176**	**20 857 175**
FSID	493 556	493 556	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
OFID	326 061	326 061	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
EXIM BANK INDE	2 201 139	2 201 139	768 883	768 883	1 089 775	1 089 775	0	0	0	0	**1 089 775**	**1 089 775**
AFD	4 110 924	4 110 924	7 568 404	9 055 675	8 060 147	8 060 147	4 768 965	4 768 965	14 587 728	14 587 728	**27 416 840**	**27 416 840**
BAD	29 127	29 127	206 272	206 272	55 873	55 873	0	0	0	0	**55 873**	**55 873**
FOND D'HABU DABI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres emprunteurs	2 958 331	2 958 331	21 790 287	10 476 080	12 736 270	12 736 270	15 529 379	15 529 379	7 312 373	7 312 373	**35 578 022**	**35 578 022**
TOTAL DE FINANCEMENT	**30 326 673**	**30 986 161**	**82 370 247**	**58 548 175**	**60 565 929**	**61 204 676**	**44 443 747**	**45 029 056**	**52 250 125**	**52 850 435**	**157 259 801**	**159 084 167**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**622 676**	**0**	**572 269**	**0**	**638 747**	**0**	**585 310**	**0**	**600 310**	**0**	**1 824 367**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	369 815	0	312 758	0	331 712	0	334 798	0	345 703	0	1 012 213
Biens et Services	0	132 861	0	139 511	0	187 035	0	130 512	0	134 607	0	452 154
Transferts Courants	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	360 000
Dépenses en capital	**30 326 673**	**30 363 485**	**82 370 247**	**57 975 906**	**60 565 929**	**60 565 929**	**44 443 747**	**44 443 746**	**52 250 125**	**52 250 125**	**157 259 801**	**157 259 800**
Dépenses d'investissement	99 011	99 011	150 000	150 000	94 000	94 000	159 135	159 135	163 909	163 909	417 044	417 044
Projets d'investissement	**30 227 662**	**30 264 474**	**82 220 247**	**57 825 906**	**60 471 929**	**60 471 929**	**44 284 612**	**44 284 611**	**52 086 216**	**52 086 216**	**156 842 757**	**156 842 756**
Investissement financés sur RI	1 365 253	1 402 065	3 573 877	2 751 389	1 983 092	1 983 092	3 529 920	3 529 920	3 210 961	3 210 961	8 723 973	8 723 973
Investissement financés sur RE	28 862 409	28 862 409	78 646 370	55 074 517	58 488 837	58 488 837	40 754 692	40 754 691	48 875 255	48 875 255	148 118 784	148 118 783
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**30 326 673**	**30 986 161**	**82 370 247**	**58 548 175**	**60 565 929**	**61 204 676**	**44 443 747**	**45 029 056**	**52 250 125**	**52 850 435**	**157 259 801**	**159 084 167**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	17	74 978	17	78 563	16	76 167	16	77 450	16	80 657
Catégorie A2	24	84 090	24	88 998	25	107 909	25	108 715	25	112 885
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	10	27 096	10	27 517	10	31 021	10	31 484	10	33 337
Catégorie C	18	34 433	18	36 977	12	27 778	12	28 205	12	29 631
Catégorie D	4	5 655	4	6 108	3	5 121	3	5 228	3	5 478
Contractuels	41	107 044	43	98 865	43	59 068	43	59 068	43	59 068
Volontaires	0	3 800	0	1 848	0	24 648	0	24 648	0	24 648
TOTAL	**114**	**369 815**	**116**	**312 758**	**109**	**331 712**	**109**	**334 798**	**109**	**345 703**

3.2.27. Ministère de la culture et du tourisme (Section 850)

❖ Mission du ministère

Le ministère de la culture et du tourisme met en œuvre la politique du gouvernement en matière de la culture et du tourisme. A ce titre, le ministère de la culture et du tourisme :

- assure la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel dans toute sa diversité ;
- encourage la créativité dans les domaines des arts et lettres ;
- favorise les initiatives culturelles des collectivités locales et de la société civile ;
- veille au développement, à la réhabilitation et à la promotion des ressources, sites et infrastructures touristiques ;

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du ministère

- Politique sectorielle de la culture du Togo ;
- Politique sectorielle du tourisme du Togo ;

Les stratégies sont de :

- Créer et développer une offre touristique à destination des touristes nationaux, régionaux et internationaux.
- Renforcer les infrastructures de transport afin de faciliter la venue des touristes
- Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entreprenariat

❖ Contraintes et les défis du ministère

Le ministère de la culture et du tourisme a en charge la mise en œuvre de la politique nationale en matière de la culture et du tourisme. Face aux enjeux de la pandémie du coronavirus, de la mondialisation et de la standardisation des cultures puis de la sollicitation de l'industrie touristique pour relever l'économie au plan planétaire, le ministère doit relever des défis en dotant les deux (02) secteurs en ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à la réalisation de leurs projets, en professionnalisant les artistes et les acteurs culturels et touristiques, en veillant à la pratique du tourisme durable et en créant des cadres propices au développement du tourisme national, régional et international. En termes de perspectives, le ministère de la culture et du tourisme envisage le développement des industries culturelles et créatives, le renforcement de l'image de la destination Togo, le développement du tourisme interne puis la mise en place des infrastructures modernes adaptées à la pratique du tourisme.

❖ **Les choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Dans le cadre de ses prestations de service au profit des opérateurs économiques, des partenaires, des touristes et des citoyens, sur la période 2023-2025, les actions prioritaires identifiées pour le ministère de la culture et du tourisme sont :

- pilotage et coordination des actions du ministère ;
- gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- prospective, planification et suivi évaluation ;
- genre et équité ;
- formation ;
- valorisation du patrimoine culturel ;
- renforcement des infrastructures culturelles et organisation d'évènements artistiques et culturels ;
- développement du cinéma et de l'image animée ;
- promotion du livre ;
- développement de l'entreprenariat et des industries culturelles ;
- développement et promotion du produit touristique ;
- réglementation des activités et des professions touristiques ;
- appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique.

❖ **Noms, prénoms et titre des responsables programmes**

Programme 1 : pilotage et soutien aux services du ministère de la culture et du tourisme, Madame ASSINGUIME Akoum Mafissa, Directrice de la planification et du développement touristique
Programme 2 : Culture, Monsieur KOUTOM Essohanam, Directeur National de la Cinématographie
Programme3 : Tourisme, Monsieur KPOBIE Bawiléssim, Directeur de la Promotion Touristique
Programme 4 : Fonds de Promotion et de développement du Tourisme (FPDT), Monsieur ANIAYE Koffi Zoboekayi, Secrétaire exécutif du FPDT

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MCT**	**Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère de la culture et du tourisme**	**Taux d'exécution physique des programmes du MCT**	**%**	**2020**	**81,5**	**85,0**	**87,0**	**88,5**	**91,0**	**95,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MCT	**%**	**2020**	**30,8**	**34,6**	**38,5**	**42,3**	**46,2**	**47,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCT	Améliorer la qualité des services du MCT	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	33,0	50,0	55,0	60,0	65,0	70,0	CABINET
			Taux de satisfaction du personnel du MCT par rapport au management des premiers responsables	%	2022	50,0	0,0	50,0	60,0	70,0	80,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2020	96	97	98	99	99	99	DAAF
			Proportion du personnel formé par an	%	2020	8,0	7,0	8,0	9,0	10,0	10,0	DAAF
A1.3	Prospectives, planification et suivi -évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions du MCT	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les delais	%	2020	25,0	25,0	50,0	75,0	100,0	100,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Nombre de jours	2020	90,0	60,0	60,0	60,0	45,0	30,0	DPSE
A1.4	Genre et équité	Développer la culture et le tourisme par la prise en compte de la dimension genre (Promouvoir le genre	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	0,0	0,0	10,0	23,0	37,0	50,0	CELLULE GENRE
			Proportion de femmes au poste de décision	%	2020	60,0	70,0	80,0	90,0	100,0	100,0	IRES-RDEC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		et l'équité)										
A1.5	Formation	Assurer l'expertise et l'enseignement sur les questions de culture et du tourisme en lien avec le développement	Taux de réussite des apprenants à l'IRES RDEC	%	2020,0	60,0	70,0	80,0	90,0	100,0	100,0	IRES-RDEC
			Taux d'employabilité des diplômés togolais de l'institut	%	2020	45,0	50,0	55,0	60,0	70,0	80,0	IRES-RDEC
P2	**Culture**	**Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entreprenariat dans le secteur culturel**	**Part des activités culturelles privées et formelles dans le PIB**	**%**	**2020**	**1,8**	**2,0**	**3,5**	**3,8**	**4,0**	**5,0**	**DNC**
			Proportion d'individus exerçant un emploi culturel	**%**	**2020**	**0,8**	**0,8**	**1,0**	**1,5**	**2,0**	**3,0**	**DNC**
A2.1	Patrimoine culturel	Valoriser le patrimoine culturel national	Proportion du patrimoine culturel national valorisé	%	2020	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,2	DPC
			Taux d'accroissement de la fréquentation des sites et musées	%	2020	5,0	5,0	6,0	7,0	10,0	12,0	DPC
A2.2	Infrastructures culturelles et évènements artistiques et culturels	Promouvoir les arts et la culture	Taux d'accroissement d'évènements artistiques et culturels organisés	%	2020	5,0	10,0	15,0	20,0	25,0	35,0	DPAC
A2.3	Cinéma et image animée	Accroître la création, la production et la diffusion d'œuvres cinématographiques et de l'image animée	Proportion des films togolais diffusés	%	2020	15,0	15,0	17,0	20,0	25,0	25,0	DNC
			Proportion de films togolais assistés par l'Etat	%	2020	2,0	3,0	5,0	10,0	15,0	20,0	DNC
A2.4	Création littéraire	Dynamiser la chaîne du livre et de la lecture	Taux de progression de la fréquentation des centres de lecture	%	2020	10,0	10,0	13,0	15,0	20,0	22,0	CENALAC
			Taux d'accroissement des	%	2020	15,0	20,0	22,0	25,0	30,0	30,0	DBPL

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			titres édités									
A2.5	Entrepreneuriat et industrie culturelle	Soutenir la production des industries culturelles et créatives	Taux de réalisation des projets financés par le FNPC	%	2020	0,0	90,0	93,0	94,0	96,0	98,0	FAC
			Taux d'accroissement des exportations des produits culturels	%	2020	8,0	10,0	13,0	15,0	20,0	22,0	FAC
P3	**Tourisme**	**Accroître la productivité du secteur touristique**	**Part du tourisme dans le PIB**	**%**	**2020**	**1,5**	**1,6**	**2,0**	**3,0**	**4,0**	**4,1**	**DPT**
			Proportion d'emplois touristiques créés	**%**	**2020**	**3,0**	**4,0**	**5,0**	**6,0**	**7,0**	**8,0**	**DPT**
A3.1	Tourisme de loisirs	Développer une offre touristique de loisirs à destination des touristes nationaux et de la sous-région	Taux de croissance annuel du nombre d'arrivées des touristes	%	2020	6,0	5,0	7,0	8,0	10,0	12,0	DPT
			Taux d'accroissement des recettes touristiques	%	2020	10,0	9,0	12,0	15,0	20,0	21,0	DPT
A3.2	Qualité des produits et services touristiques	Assurer la qualité des prestations de services touristiques	Taux de satisfaction des visiteurs de la destination	%	2020	1,0	1,3	1,7	2,0	3,0	5,0	DRICEHB
			Taux de progression de la durée moyenne de séjour dans la destination TOGO	%	2020	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	DRICEHB

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MCT	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère de la culture et du tourisme	24 588	1 091 507	100 000	717 880	103 000	767 150	106 090	781 698	109 273	786 943	318 363	2 335 791
P2	Culture	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entreprenariat dans le secteur culturel	0	452 060	0	659 220	0	724 424	0	723 467	0	725 266	**0**	**2 173 157**
P3	Tourisme	Accroître la productivité du secteur touristique	192 683	217 854	100 000	309 687	1 242 750	971 309	4 563 235	4 283 673	5 500 000	5 733 526	**11 305 985**	**10 988 508**
Total des programmes			**217 271**	**1 761 421**	**200 000**	**1 686 787**	**1 345 750**	**2 462 883**	**4 669 325**	**5 788 838**	**5 609 273**	**7 245 735**	**11 624 348**	**15 497 456**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 066 919**	**0**	**617 880**	**0**	**664 150**	**0**	**675 608**	**0**	**677 671**	**0**	**2 017 428**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	807 144	0	348 319	0	412 835	0	419 574	0	416 775	0	1 249 184
Biens et Services	0	159 775	0	169 561	0	151 315	0	156 034	0	160 895	0	468 245
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	**24 588**	**24 588**	**100 000**	**100 000**	**103 000**	**103 000**	**106 090**	**106 090**	**109 273**	**109 273**	**318 363**	**318 363**
Dépenses d'investissement	24 588	24 588	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**24 588**	**1 091 507**	**100 000**	**717 880**	**103 000**	**767 150**	**106 090**	**781 698**	**109 273**	**786 943**	**318 363**	**2 335 791**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**452 060**	**0**	**659 220**	**0**	**724 424**	**0**	**723 467**	**0**	**725 266**	**0**	**2 173 157**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	8 624	0	214 463	0	239 667	0	236 918	0	236 870	0	713 455
Biens et Services	0	58 436	0	59 757	0	59 757	0	61 550	0	63 396	0	184 703
Transferts Courants	0	385 000	0	385 000	0	425 000	0	425 000	0	425 000	0	1 275 000
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**452 060**	**0**	**659 220**	**0**	**724 424**	**0**	**723 467**	**0**	**725 266**	**0**	**2 173 157**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**25 171**	**0**	**209 687**	**0**	**228 559**	**0**	**233 085**	**0**	**233 526**	**0**	**695 170**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	184 087	0	202 959	0	207 017	0	206 976	0	616 952
Biens et Services	0	15 171	0	15 600	0	15 600	0	16 068	0	16 550	0	48 218
Transferts Courants	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	**192 683**	**192 683**	**100 000**	**100 000**	**1 242 750**	**742 750**	**4 563 235**	**4 050 588**	**5 500 000**	**5 500 000**	**11 305 985**	**10 293 338**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**192 683**	**192 683**	**100 000**	**100 000**	**1 242 750**	**742 750**	**4 563 235**	**4 050 588**	**5 500 000**	**5 500 000**	**11 305 985**	**10 293 338**
Investissement financés sur RI	192 683	192 683	100 000	100 000	1 242 750	742 750	4 563 235	4 050 588	5 500 000	5 500 000	11 305 985	10 293 338
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**192 683**	**217 854**	**100 000**	**309 687**	**1 242 750**	**971 309**	**4 563 235**	**4 283 673**	**5 500 000**	**5 733 526**	**11 305 985**	**10 988 508**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**217 271**	**1 761 421**	**200 000**	**1 686 787**	**1 345 750**	**2 462 883**	**4 669 325**	**5 788 838**	**5 609 273**	**7 245 735**	**11 624 348**	**15 497 456**
Hors Projets	24 588	1 568 738	100 000	1 586 787	103 000	1 720 133	106 090	1 738 250	109 273	1 745 735	**318 363**	**5 204 118**
Projets	192 683	192 683	100 000	100 000	1 242 750	742 750	4 563 235	4 050 588	5 500 000	5 500 000	**11 305 985**	**10 293 338**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**217 271**	**1 761 421**	**200 000**	**1 686 787**	**1 345 750**	**2 462 883**	**4 669 325**	**5 788 838**	**5 609 273**	**7 245 735**	**11 624 348**	**15 497 456**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 544 150**	**0**	**1 486 787**	**0**	**1 617 133**	**0**	**1 632 160**	**0**	**1 636 462**	**0**	**4 885 756**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	815 768	0	746 869	0	855 461	0	863 509	0	860 621	0	2 579 590
Biens et Services	0	233 382	0	244 918	0	226 672	0	233 652	0	240 842	0	701 165
Transferts Courants	0	495 000	0	495 000	0	535 000	0	535 000	0	535 000	0	1 605 000
Dépenses en capital	**217 271**	**217 271**	**200 000**	**200 000**	**1 345 750**	**845 750**	**4 669 325**	**4 156 678**	**5 609 273**	**5 609 273**	**11 624 348**	**10 611 701**
Dépenses d'investissement	24 588	24 588	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	318 363	318 363
Projets d'investissement	**192 683**	**192 683**	**100 000**	**100 000**	**1 242 750**	**742 750**	**4 563 235**	**4 050 588**	**5 500 000**	**5 500 000**	**11 305 985**	**10 293 338**
Investissement financés sur RI	192 683	192 683	100 000	100 000	1 242 750	742 750	4 563 235	4 050 588	5 500 000	5 500 000	11 305 985	10 293 338
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**217 271**	**1 761 421**	**200 000**	**1 686 787**	**1 345 750**	**2 462 883**	**4 669 325**	**5 788 838**	**5 609 273**	**7 245 735**	**11 624 348**	**15 497 456**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	40	557 338	45	349 749	45	229 089	41	216 181	40	220 425
Catégorie A2	57	146 631	52	193 700	52	351 666	52	363 132	51	365 096
Catégorie A3	0	0	0	0	4	33 647	4	33 754	4	33 754
Catégorie B	38	44 819	51	121 605	57	162 662	57	168 540	54	168 396
Catégorie C	54	47 149	49	58 915	42	56 066	42	57 564	40	48 602
Catégorie D	17	13 983	18	16 053	12	19 961	12	21 970	12	21 980
Contractuels	3	5 848	3	6 847	1	2 369	1	2 369	1	2 369
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**209**	**815 768**	**218**	**746 869**	**213**	**855 461**	**209**	**863 509**	**202**	**860 621**

3.2.28. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'environnement et des ressources forestières est chargé de la mise en œuvre de la vision du gouvernement en matière d'environnement. De ce fait, sa missions est précisée par l'arrêté 001/2013/MERF/SG du 20 août 2013 et s'articule autour de :

- mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de gestion de l'environnement et des ressources forestières ;
- élaborer des règles relatives à la sauvegarde et la protection de l'environnement, la prévention contre les pollutions et nuisances et la prévention des risques et catastrophes naturelles ;
- contrôler l'exécution et le respect des conventions internationales en matière d'environnement, ainsi que des dispositions de la loi-cadre sur l'environnement, du code forestier et de la loi sur la prévention des risques biotechnologiques ;
- contrôler l'intégration des préoccupations environnementales dans les différentes politiques sectorielles et stratégies nationales de développement ;
- développer des moyens d'appui et d'encadrement des populations et des autres acteurs dans le cadre du reboisement et de l'aménagement des forêts ;
- assurer la police transfrontière des mouvements de produits chimiques et de substances dangereuses

Quant aux attributions spécifiques, elles peuvent schématiquement être relevées par sous-secteur. Ainsi, dans le sous-secteur de la préservation de l'environnement, les questions relatives à la prévention des risques et des catastrophes naturelles, aux évaluations environnementales ainsi qu'aux technologies et modes de production et de consommation écologiquement viables sont adressées. Dans le sous-secteur des ressources forestières, les attributions se concentrent autour du suivi et de la mise en œuvre de la politique en matière forestière.

❖ Politiques et stratégies du ministère

Afin de relever tous ces défis et enjeux, le MERF s'est doté de deux politiques et plusieurs stratégies et plans qui sont :

- La politique de l'environnement, adoptée le 23 décembre 1998
- La déclaration de la politique forestière de 2011
- Stratégie nationale de gestion des feux de végétation (SNGFV) de 2010
- Stratégie nationale d'information, d'éducation et de communication (IEC) sur l'environnement au Togo
- Stratégie et plan national d'actions sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages issus de leur utilisation (APA)
- Stratégie nationale de mise en œuvre de la convention-cadre des nations unies sur les changements climatiques
- Stratégie nationale de développement durable (SNDD)
- Stratégie et le plan d'action national pour la biodiversité (SPANB)
- Plan national d'adaptation aux changements climatiques
- Plan d'Actions Forestier National de 2011
- Contributions déterminées au niveau national (CDN).

❖ **Contraintes et défis du ministère**

- **Contraintes**
  - Le manque de ressources humaines pour garantir la gestion efficace des ressources naturelles
  - La limitation des ressources financières
- **Défis**

Les tendances d'évolution des ressources naturelles et l'analyse des problèmes environnementaux ont mis en évidence la nécessité et l'urgence pour le pays de répondre à un certain nombre d'enjeux et de défis environnementaux. Ces défis et enjeux sont :

- la préservation des ressources naturelles et de l'intégrité des écosystèmes ;
- l'extension de la couverture forestière pour satisfaire les besoins nationaux en bois d'œuvre, bois de service et bois énergie ;
- la conservation de la biodiversité ;
- la restauration des sols et du paysage ;
- la lutte contre les changements climatiques ;
- la prévention et la gestion des catastrophes naturelles ;
- la protection du littoral ;
- la lutte contre les pollutions et nuisances ;
- la prise en compte systématique des impératifs environnementaux dans les plans, programmes et projets de développement socio-économique ;
- la prise en compte des grandes tendances et des enjeux environnementaux régionaux (politique environnementale de la CEDEAO, politique commune d'amélioration de l'environnement de l'UEMOA) et globaux dans les approches de gestion de l'environnement ;
- la protection de la santé publique, la préservation et l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- la promotion de la participation et de la responsabilisation de toute la population pour garantir le succès des interventions des différents acteurs en matière d'environnement ;
- la gestion des risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques
- Etc.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

- La réalisation du gros œuvre de protections de la côte contre l'érosion côtière à travers le projet WACA
- Le développement et la mise en œuvre des sous projets communautaires à travers le projet WACA
- La mise en œuvre de l'ambition décennale par le reboisement de 25 000 ha
- La conservation et la protection des aires protégées du Togo

- Le renforcement des capacités en infrastructure du ministère
- L'élaboration du programme d'anticipation aux risques climatiques majeurs
- Le développement des forêts communautaires à travers le projet d'appui à la lutte contre les changements climatiques

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

En termes d'organisation pour des résultats probants, les missions du ministère sont organisées autour de trois programmes budgétaires et un programme compte d'affectation spécial (confère CAS FNDF). Chaque programme est coordonné par un responsable de programme nommé par le ministre de l'environnement et des ressources forestières. Il s'agit de :

Programme	**Nom du responsable**	**Titre du responsable**
Pilotage et soutien	Lt-Col DIMIZOU Aoufoh	Secrétaire général
Gestion durable des écosystèmes	ATUTONU Ama	Directrice des ressources forestières
Environnement et mobilité durable	ESSOBIYOU Tiyou	Directeur de l'environnement

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MERF**	**Améliorer la qualité des services du MERF**	**Taux d'exécution physique des programmes du MERF**	**pourcentage**	**2020**	**70,0**	**80,0**	**85,0**	**90,0**	**92,0**	**93,5**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MERF	**pourcentage**	**2020**	**5,0**	**8,0**	**10,0**	**13,0**	**15,0**	**17,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MERF	Renforcer les capacités opérationnelles du MERF	Proportion de dialogues de gestion tenus	pourcentage	2020	46,2	46,2	100,0	100,0	100,0	100,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	pourcentage	2020	60,0	73,0	75,0	80,0	82,0	84,0	DAAF
			Proportion du personnel formé par an	pourcentage	2020	67,0	67,0	68,0	69,0	75,0	76,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation	Proportion des rapports de suivi évaluation produit dans les délais	pourcentage	2020	50,0	50,0	70,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	pourcentage	2021	7,0	7,0	22,1	28,3	34,0	41,0	Cellule genre
P2	**Gestion durable des écosystèmes**	**Assurer la gestion durable des terres et des forêts**	**Nombre de plants mis en terre**	**Nombre**	**2020**	**5 732 297,0**	**8 779 750,0**	**10 000 000,0**	**11 000 000,0**	**12 100 000,0**	**13 300 000,0**	**DRF**
			Taux de couverture forestière	**pourcentage**	**2020**	**24,2**	**24,4**	**24,6**	**24,8**	**24,9**	**25,0**	**DRF**
A2.1	Gestion durable des terres et des forêts	Augmenter la couverture forestière	superficie des terres restaurées	hectare	2020	27 270,4	29 342,0	29 928,8	30 527,4	31 138,0	31 760,7	DRF
			superficie reboisée	hectare	2020	1 632,7	5 322,4	5 854,6	6 440,0	7 084,0	7 792,5	DRF
A2.2	Développement et	Augmenter la superficie	superficie aménagée	hectare	2020	1 886,9	2 284,6	1 564,7	1	1	2	DRF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
	gestion durable des forêts domaniales y compris bois-énergie	des forêts domaniales sous gestion durable							721,0	900,0	083,0	
			superficie des plantations à vocation bois-énergie	hectare	2022	NA	NA	0,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	ODEF
P3	**Environnement et climat**	**Renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques**	**Linéaire de côte protégée**	**mètre**	**2020**	**21 170,0**	**22 270,0**	**27 270,0**	**35 720,0**	**41 720,0**	**47 720,0**	**DE**
			Nombre de ménages moins exposé aux risques	**Nombre de ménages**	**2020**	**0,0**	**5 060,0**	**10 144,0**	**12 735,0**	**12 900,0**	**13 100,0**	**DE (WACA, Ecovillages, R4C)**
A3.1	Lutte contre les changements climatiques	Contribuer à la réduction des effets des changements climatiques	Nombre de mesures incitatives pour la mobilité verte	nbre	2020	0,0	1,0	1,0	2,0	3,0	4,0	DE
A3.2	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	Améliorer la gestion des Installations classées et des substances dangereuses pour préserver la santé humaine et l'environnement	Quantité de déchets dangereux et de SAO (substance apprivoisant la couche d'Ozone) éliminés	Tonne métrique (TM)	2020	20 000,0	4 998,3	3 010,4	3 504,0	3 506,4	3 506,9	DE
			Quantité de produit chimique autorisée à l'importation	kg	2020	45 090,0	38 794,0	35 000,0	34 000,0	33 000,0	32 000,0	DE
A3.3	Evaluations et Surveillance Environnementales	Réduire les impacts environnementaux et sociaux des projets	Taux de PGES ET PGR suivi	%	2020	70,3	80,0	83,0	87,0	90,0	93,0	ANGE
			Nombre de communes couvertes par les capteurs de la qualité de l'air	Nbre	2022	NA	NA	NA	10,0	60,0	80,0	ANGE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF	Améliorer la qualité des services du MERF	370 209	1 623 757	354 745	832 719	640 879	958 009	641 969	1 240 823	1 395 525	1 252 940	2 678 373	3 451 772
P2	Gestion durable des écosystèmes	Assurer la gestion durable des terres et des forêts	2 501 915	3 544 343	3 303 884	5 208 778	4 838 000	3 727 305	7 328 200	6 066 896	8 125 500	6 124 219	**20 291 700**	**15 918 420**
P3	Environnement et climat	Renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques	6 075 582	3 308 713	16 362 245	16 633 733	11 068 290	12 290 283	8 426 585	9 200 218	974 732	1 000 522	**20 469 607**	**22 491 024**
Total			**8 947 706**	**8 476 814**	**20 020 874**	**22 675 231**	**16 547 169**	**16 975 598**	**16 396 754**	**16 507 937**	**10 495 757**	**8 377 681**	**43 439 680**	**41 861 216**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 254 164**	**0**	**477 975**	**0**	**491 438**	**0**	**448 854**	**0**	**447 415**	**0**	**1 387 707**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 162 138	0	383 693	0	405 816	0	361 335	0	356 335	0	1 123 486
Biens et Services	0	92 026	0	94 282	0	85 623	0	87 519	0	91 080	0	264 222
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**370 209**	**369 593**	**354 745**	**354 745**	**640 879**	**466 571**	**641 969**	**791 969**	**1 395 525**	**805 525**	**2 678 373**	**2 064 065**
Dépenses d'investissement	25 000	25 000	100 000	100 000	100 000	100 000	101 090	101 090	102 273	102 273	303 363	303 363
Projets d'investissement	**345 209**	**344 593**	**254 745**	**254 745**	**540 879**	**366 571**	**540 879**	**690 879**	**1 293 252**	**703 252**	**2 375 010**	**1 760 702**
Investissement financés sur RI	345 209	344 593	254 745	254 745	540 879	366 571	540 879	690 879	1 293 252	703 252	2 375 010	1 760 702
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**370 209**	**1 623 757**	**354 745**	**832 719**	**640 879**	**958 009**	**641 969**	**1 240 823**	**1 395 525**	**1 252 940**	**2 678 373**	**3 451 772**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**1 007 038**	**0**	**1 904 894**	**0**	**1 807 305**	**0**	**1 785 434**	**0**	**1 803 203**	**0**	**5 395 942**
Personnel	0	948 640	0	1 843 501	0	1 748 200	0	1 722 173	0	1 737 000	0	5 207 372
Biens et Services	0	58 398	0	61 393	0	59 105	0	63 261	0	66 203	0	188 570
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**2 501 915**	**2 537 305**	**3 303 884**	**3 303 884**	**4 838 000**	**1 920 000**	**7 328 200**	**4 281 462**	**8 125 500**	**4 321 016**	**20 291 700**	**10 522 478**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**2 501 915**	**2 537 305**	**3 303 884**	**3 303 884**	**4 838 000**	**1 920 000**	**7 328 200**	**4 281 462**	**8 125 500**	**4 321 016**	**20 291 700**	**10 522 478**
Investissement financés sur RI	591 921	558 307	1 356 840	1 356 840	4 338 000	1 420 000	6 128 200	3 081 462	6 625 500	2 821 016	17 091 700	7 322 478
Investissement financés sur RE	1 909 994	1 978 999	1 947 044	1 947 044	500 000	500 000	1 200 000	1 200 000	1 500 000	1 500 000	3 200 000	3 200 000
Transferts en capital											0	0
Total	**2 501 915**	**3 544 343**	**3 303 884**	**5 208 778**	**4 838 000**	**3 727 305**	**7 328 200**	**6 066 896**	**8 125 500**	**6 124 219**	**20 291 700**	**15 918 420**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**145 321**	**0**	**271 488**	**0**	**476 171**	**0**	**462 759**	**0**	**455 397**	**0**	**1 394 328**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	36 280	0	162 236	0	167 221	0	153 161	0	145 461	0	465 844
Biens et Services	0	9 040	0	9 253	0	8 950	0	9 597	0	9 936	0	28 483
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	900 000
Dépenses en capital	**6 075 582**	**3 163 393**	**16 362 245**	**16 362 245**	**11 068 290**	**11 814 112**	**8 426 585**	**8 737 459**	**974 732**	**545 125**	**20 469 607**	**21 096 696**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**6 075 582**	**3 163 393**	**16 362 245**	**16 362 245**	**11 068 290**	**11 814 112**	**8 426 585**	**8 737 459**	**974 732**	**545 125**	**20 469 607**	**21 096 696**
Investissement financés sur RI	386 969	383 397	634 250	634 250	841 396	471 003	1 771 089	571 089	559 344	129 737	3 171 829	1 171 829
Investissement financés sur RE	5 688 613	2 779 996	15 727 995	15 727 995	10 226 894	11 343 109	6 655 496	8 166 370	415 388	415 388	17 297 778	19 924 867
Transferts en capital											0	0
Total	**6 075 582**	**3 308 713**	**16 362 245**	**16 633 733**	**11 068 290**	**12 290 283**	**8 426 585**	**9 200 218**	**974 732**	**1 000 522**	**20 469 607**	**22 491 024**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**1 349 099**	**3 717 819**	**2 345 835**	**5 000 192**	**5 820 275**	**5 132 489**	**8 541 258**	**7 141 567**	**8 580 369**	**6 462 293**	**22 941 902**	**18 736 349**
Hors Projets	25 000	2 431 523	100 000	2 754 357	100 000	2 874 915	101 090	2 798 137	102 273	2 808 288	303 363	8 481 340
Projets	973 246	939 816	1 634 745	1 634 745	5 359 272	1 896 571	8 400 168	4 303 430	8 448 096	3 624 005	**22 207 536**	**9 824 006**
Fonds de contrepartie	350 853	346 481	611 090	611 090	361 003	361 003	40 000	40 000	30 000	30 000	**431 003**	**431 003**
Financement extérieur	**7 598 607**	**4 758 994**	**17 675 039**	**17 675 039**	**10 726 894**	**11 843 109**	**7 855 496**	**9 366 370**	**1 915 388**	**1 915 388**	**20 497 778**	**23 124 867**
Dons	**6 527 993**	**4 265 474**	**9 806 177**	**9 806 177**	**5 026 894**	**7 076 889**	**3 055 496**	**3 055 496**	**1 915 388**	**1 915 388**	**9 997 778**	**12 047 773**
PNUD	1 127 423	1 172 928	2 740 262	2 740 262	782 251	726 001	0	0	0	0	**782 251**	**726 001**
BM/IDA	2 304 496	1 073 400	3 300 000	3 300 000	2 250 000	3 481 096	700 716	700 716	0	0	**2 950 716**	**4 181 812**
BM/FEM	1 400 000	524 851	1 500 000	1 500 000	138 252	1 013 401	392 660	392 660	0	0	**530 912**	**1 406 061**
FAO/FEM	0	0	0	0	1 132 758	1 132 758	762 120	762 120	415 388	415 388	**2 310 266**	**2 310 266**
PNUD/FEM	0	0	0	0	500 000	500 000	1 200 000	1 200 000	1 500 000	1 500 000	**3 200 000**	**3 200 000**
PNUE	292 000	171 217	169 625	169 625	223 633	223 633	0	0	0	0	**223 633**	**223 633**
BM	1 104 074	1 173 079	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
PNUD	1 127 423	1 172 928	2 740 262	2 740 262	782 251	726 001	0	0	0	0	**782 251**	**726 001**
Emprunts	**1 070 614**	**493 520**	**7 868 862**	**7 868 862**	**5 700 000**	**4 766 220**	**4 800 000**	**6 310 874**	**0**	**0**	**10 500 000**	**11 077 094**
BM/IDA	1 070 614	493 520	7 868 862	7 868 862	5 700 000	4 766 220	4 800 000	6 310 874	0	0	**10 500 000**	**11 077 094**
TOTAL DE FINANCEMENT	**8 947 706**	**8 476 814**	**20 020 874**	**22 675 231**	**16 547 169**	**16 975 598**	**16 396 754**	**16 507 937**	**10 495 757**	**8 377 681**	**43 439 680**	**41 861 216**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 406 523**	**0**	**2 654 357**	**0**	**2 774 915**	**0**	**2 697 047**	**0**	**2 706 015**	**0**	**8 177 977**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 147 059	0	2 389 430	0	2 321 237	0	2 236 669	0	2 238 796	0	6 796 702
Biens et Services	0	159 464	0	164 927	0	153 678	0	160 378	0	167 219	0	481 275
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	900 000
Dépenses en capital	**8 947 706**	**6 070 291**	**20 020 874**	**20 020 874**	**16 547 169**	**14 200 683**	**16 396 754**	**13 810 890**	**10 495 757**	**5 671 666**	**43 439 680**	**33 683 239**
Dépenses d'investissement	25 000	25 000	100 000	100 000	100 000	100 000	101 090	101 090	102 273	102 273	303 363	303 363
Projets d'investissement	**8 922 706**	**6 045 291**	**19 920 874**	**19 920 874**	**16 447 169**	**14 100 683**	**16 295 664**	**13 709 800**	**10 393 484**	**5 569 393**	**43 136 317**	**33 379 876**
Investissement financés sur RI	1 324 099	1 286 296	2 245 835	2 245 835	5 720 275	2 257 574	8 440 168	4 343 430	8 478 096	3 654 005	22 638 539	10 255 009
Investissement financés sur RE	7 598 607	4 758 994	17 675 039	17 675 039	10 726 894	11 843 109	7 855 496	9 366 370	1 915 388	1 915 388	20 497 778	23 124 867
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**8 947 706**	**8 476 814**	**20 020 874**	**22 675 231**	**16 547 169**	**16 975 598**	**16 396 754**	**16 507 937**	**10 495 757**	**8 377 681**	**43 439 680**	**41 861 216**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	65	1730082,487	70	465741,3103	84	461092,264	82	454400,87	80	412414,27
Catégorie A2	188	256679,5785	188	722301,9573	158	700517,269	155	667917,596	154	690287,558
Catégorie A3	7	89487,56411	7	97163,107	8	41541,603	8	41541,603	8	41541,603
Catégorie B	183	285303,3868	183	487487,3493	152	529063,953	145	492834,799	144	524624,761
Catégorie C	228	201463,4528	222	481089,7652	178	488175,921	176	482393,344	175	470850,044
Catégorie D	51	124139,4731	51	129814,511	37	74998,218	36	71734,188	34	73232,188
Contractuels	0	6146,43	0	5832	0	25848	0	25848	0	25848
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**722**	**2 147 059**	**721**	**2 389 430**	**617**	**2 321 237**	**602**	**2 236 669**	**595**	**2 238 796**

3.2.29. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870)

❖ Mission du ministère

Le ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale (MENTD) gère les activités de l'Etat relatives au développement de l'économie numérique. Il œuvre pour la promotion et la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue de l'émergence du secteur de l'économie numérique.

A ce titre, il est chargé entre autres de :

- coordonner l'élaboration des textes réglementaires relatifs au secteur de l'économie numérique ;
- poursuivre le déploiement et la généralisation de l'accès Internet haut-débit, du développement de l'offre de contenus numériques sur tout le territoire ;
- permettre progressivement à tous les citoyens, quel que soit leur lieu de vie, d'accéder aux outils, services et contenus numériques ;
- mettre en œuvre des initiatives pertinentes afin que dans tous les domaines d'activités socioprofessionnels, les TIC deviennent un facteur de croissance et d'efficacité accrue ;
- contribuer au développement des compétences dans le secteur ;
- contribuer à la mise en place des instruments juridiques pour garantir le respect de la vie privée et la protection des personnes face à la multiplication des données numériques personnelles ;
- contribuer à améliorer la gouvernance par l'utilisation accrue des outils numériques.

❖ Politiques sectorielle et stratégie du secteur

Le MENTD a élaboré et fait adopter par le gouvernement la politique du secteur de l'économie numérique la période 2018- 2023.Cette politique sectorielle, qui a pour vision de faire du Togo un hub de services et un centre international d'innovation et de compétence digitale, est construite autour de quatre (04) axes stratégiques, à savoir : i) développer les infrastructures locales, nationales et internationales ; ii) favoriser la diffusion des TIC dans l'économie et l'accroissement des usages pour les couches les plus vulnérables ; iii) renforcer la concurrence sur l'ensemble des segments du marché ; et iv) garantir la souveraineté numérique nationale y compris la cybersécurité et la protection des citoyens.

Par ailleurs, afin de matérialiser la volonté de transformation numérique du pays voulue par le gouvernement à travers la feuille de route gouvernementale Togo 2025, le MENTD a élaboré la stratégie Togo digital pour la période 2020 – 2025. Cette stratégie se décline en neuf (09) compsantes structurés autours des trois (03) grandes ambitions suivantes : i) Inclure tous les citoyens dans le système social et économique ; ii) Digitaliser les services publics et sociaux ; et iii) accélérer la transformation numérique de l'économie et faire du Togo un hub digital.

❖ Contraintes et les défis du ministère

✓ Contraintes

- Insuffisance de ressources financières et des ressources humaines de qualité ;
- Faible appropriation des outils de programmation budgétaires ;
- Faible productivité de données statistiques dans le secteur ;
- Faible déploiement d'infrastructures de communication électronique en milieu rural ;
- résistance au changement dans les habitudes de travail imposées par la digitalisation ;
- Inadéquation de l'offre du marché en compétences numériques avec les besoins pour accélérer la transformation numérique;
- Faible culture digitale dans les activités économiques et sociales.

✓ Défis

Les défis sont de plusieurs ordres, à savoir : (i) mettre en œuvre l'aménagement numérique du territoire afin d'assurer le déploiement des infrastructures, la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel ainsi que l'amélioration de la qualité de service ; (ii) inclure l'ensemble des populations et notamment les catégories les plus vulnérables, (iii) dynamiser le marché des services aux entreprises, (iv) intégrer pleinement les TIC dans l'éducation, (v) concilier concurrence, investissement et innovation (vi) optimiser l'utilisation des TIC dans les services de l'Etat et de façon générale la digitalisation des activités économiques et sociales.

❖ Les choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

Les choix stratégiques du MENTD pour 2023 découlent des trois programmes retenus et se déclinent comme suit :

Programme 1 : *Pilotage et soutien des actions du ministère*

La coordination des actions ; la gestion de la communication et de l'information ; la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière ; la prospection, la planification, la programmation et le suivi évaluation des actions.

Programme 2 : *Infrastructures numériques et postales*

L'extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile ; le renforcement du raccordement Internet au réseau mondial ; l'extension de la couverture réseau postal.

Programme 3 : *Digitalisation des activités économiques et sociales*

L'attribution de l'identité pour tous ; l'amélioration de la qualité de l'enseignement ; la mise en place du Registre social unique, la digitalisation des principaux services publics et le développement d'un hub d'innovation digital.

- **Les personnes responsables de programmes**

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	M. Tidjani KASSIME	Secrétaire Général du MENTD
P2 : Infrastructures numériques et postales	Attia BYLL	Directeur Général de la SIN
P3 : Digitalisation des activités économiques et sociales	Mme Kafui EKOUHOHO	DG Agence Togo Digital

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MENTD**	**Renforcer les capacités opérationnelles du MENTD**	**Taux d'exécution physique des programmes du MENTD**	**%**	**2020**	**60,0**	**65,0**	**75,0**	**80,0**	**85,0**	**90,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MENTD	**%**	**2020**	**3,3**	**6,7**	**6,7**	**10,0**	**10,0**	**13,3**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MENTD	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	33	50	67	83	92	100	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2020	3	30	50	70	90	90	DAAF
			Délai de transmission des dossiers administratifs du personnel à la fonction publique	jour	2020	10	7	5	5	4	3	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	65	70	75	80	85	90	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2020	67	73	78	80	87	95	DAAF
A1.4	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	mois	2020	1	2	3	4	4	4	CC/DI
			Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	unité	2020	1	1	1	1	1	1	CC/DI
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	50	50	100	100	100	100	Cellule planification
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0	0	2	2	3	4	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
			Cellule focale genre opérationnelle	unité	2020	1	1	1	1	1	1	Cellule genre
P2	**Infrastructures numériques et postales**	**Renforcer l'aménagement numérique du territoire et améliorer de la couverture postale**	**Taux de couverture du territoire en services haut débit**	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**61,0**	**66,0**	**71,0**	**75,0**	**DIT**
			Nombre de points de présence postale pour 100000hbts	**nbre/100 000hbts**	**2020**	**1,0**	**1,3**	**1,5**	**1,5**	**1,8**	**1,8**	**DP**
A2.1	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	Etendre l'Internet haut débit à tous les togolais	Taux de couverture de la population en services haut débit	%	2019	0,0	0,0	65,0	75,0	85,0	95,0	ARCEP/SIN
A2.2	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	Renfoncer le raccordement du réseau Internet national au réseau mondial et améliorer la connectivité internet au Togo afin d'offrir un accès internet à haut débit et abordable à toute la population.	Câble sous-marin déployé	Oui/Non	2021	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	SIN
			Câble sous-marin activé et opérationnel	Oui/Non	2021	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	SIN
A2.3	Extension de la couverture réseau postal	Accroitre la couverture postale sur l'ensemble du territoire	Nombre de points de présence postale	nbre/100 000hbts	2019	108,0	110,0	112,0	115,0	120,0	125,0	DP/SPT
P3	**Digitalisation des activités économiques et sociales**	**Assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital**	**Pourcentage des principales démarches administratives digitalisées**	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**30,0**	**55,0**	**75,0**	**100,0**	**DPEN**
A3.1	Attribution de l'identité pour tous	Augmenter le nombre de personnes en République Togolaise	Existence d'un système fID qui génère des numéros d'identifiants uniques (NIU)	Oui/Non	2020	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	UGP-WURI/ANID

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
		qui ont une preuve d'identité unique reconnue par le gouvernement afin de leur permettre d'accès aux services économiques et sociaux	Nombre de togolais disposant d'un numéro d'identifiant unique	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	1 000 000,0	4 500 000,0	7 500 000,0	UGP-WURI/ANID
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement	Déployer des plateformes d'apprentissage informatisées	Nombre d'établissements équipés en plateformes d'apprentissage	nombre	2019	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	0,0	MENTD
A3.3	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	Améliorer l'implémentation des programmes de protection sociale du gouvernement	Existence d'une plateforme technologique permettant d'identifier les personnes éligibles aux divers programmes de protections sociales	Oui/Non	2020	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	UGP-WURI/ANID
			Nombre de Ménages inscrits au RSPM	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	700 000,0	UGP-WURI/ANID
A3.4	Digitalisation des principaux services publics	Facilitation de l'accès aux services publics (p.ex., état civil, titres fonciers, impôts)	Existence d'un portail national des services publics digitalisés	Oui/Non	2020	0,0	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	ATD/MENTD
			Services publics prioritaires digitalisés et intégrés à la plateforme nationale à l'horizon 2025	Nombre	2020	0,0	0,0	6,0	11,0	15,0	20,0	ATD/MENTD
A3.5	Développement d'un hub d'innovation digital	Faire du Togo un hub digital	Hub digital (Djanta Tech hub) opérationnel	Oui/Non	2020	0,0	0,0	0,0	Oui	Oui	Oui	ATD/MENTD
			Nombre d'entreprises (start-up) incubées au sein du Djanta Tech Hub	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	5,0	10,0	15,0	ATD/MENTD

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Renforcer les capacités opérationnelles du MENTD	4 973	87 188	50 000	137 124	51 500	137 111	53 045	140 582	54 636	150 658	159 181	428 351
P2	Infrastructures numériques et postales	Renforcer l'aménagement numérique du territoire et améliorer de la couverture postale	12 000 000	12 209 667	6 255 000	6 466 790	13 486 985	817 478	0	205 000	0	205 000	**13 486 985**	**1 227 478**
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales	Assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital	807 439	810 438	12 601 949	9 135 941	26 100 943	13 182 817	14 209 050	13 515 000	7 835 244	14 854 590	**48 145 237**	**41 552 407**
Total			**12 812 412**	**13 107 293**	**18 906 949**	**15 739 855**	**39 639 428**	**14 137 406**	**14 262 095**	**13 860 582**	**7 889 880**	**15 210 248**	**61 791 403**	**43 208 236**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**82 215**	**0**	**87 124**	**0**	**85 611**	**0**	**87 537**	**0**	**96 022**	**0**	**269 170**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	47 552	0	32 125	0	36 920	0	36 965	0	43 513	0	117 398
Biens et Services	0	34 663	0	54 999	0	48 691	0	50 572	0	52 509	0	151 772
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**4 973**	**4 973**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	4 973	4 973	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**4 973**	**87 188**	**50 000**	**137 124**	**51 500**	**137 111**	**53 045**	**140 582**	**54 636**	**150 658**	**159 181**	**428 351**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**209 667**	**0**	**211 790**	**0**	**205 000**	**0**	**205 000**	**0**	**205 000**	**0**	**615 000**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 672	0	4 790	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	7 995	0	7 000	0	5 000	0	5 000	0	5 000	0	15 000
Transferts Courants	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	600 000
Dépenses en capital	**12 000 000**	**12 000 000**	**6 255 000**	**6 255 000**	**13 486 985**	**612 478**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13 486 985**	**612 478**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**12 000 000**	**12 000 000**	**6 255 000**	**6 255 000**	**13 486 985**	**612 478**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13 486 985**	**612 478**
Investissement financés sur RI	12 000 000	12 000 000	6 255 000	6 255 000	13 486 985	612 478	0	0	0	0	13 486 985	612 478
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**12 000 000**	**12 209 667**	**6 255 000**	**6 466 790**	**13 486 985**	**817 478**	**0**	**205 000**	**0**	**205 000**	**13 486 985**	**1 227 478**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**2 999**	**0**	**3 992**	**0**	**1 703 000**	**0**	**1 703 000**	**0**	**1 703 000**	**0**	**5 109 000**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	2 999	0	3 992	0	3 000	0	3 000	0	3 000	0	9 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	1 700 000	0	1 700 000	0	1 700 000	0	5 100 000
Dépenses en capital	**807 439**	**807 439**	**12 601 949**	**9 131 949**	**26 100 943**	**11 479 817**	**14 209 050**	**11 812 000**	**7 835 244**	**13 151 590**	**48 145 237**	**36 443 407**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**807 439**	**807 439**	**12 601 949**	**9 131 949**	**26 100 943**	**11 479 817**	**14 209 050**	**11 812 000**	**7 835 244**	**13 151 590**	**48 145 237**	**36 443 407**
Investissement financés sur RI	77 480	77 480	4 618 107	1 148 107	2 000 000	2 000 000	7 000 000	7 000 000	7 835 244	7 835 244	16 835 244	16 835 244
Investissement financés sur RE	729 959	729 959	7 983 842	7 983 842	24 100 943	9 479 817	7 209 050	4 812 000	0	5 316 346	31 309 993	19 608 163
Transferts en capital											0	0
Total	**807 439**	**810 438**	**12 601 949**	**9 135 941**	**26 100 943**	**13 182 817**	**14 209 050**	**13 515 000**	**7 835 244**	**14 854 590**	**48 145 237**	**41 552 407**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**12 082 453**	**12 377 334**	**10 923 107**	**7 756 013**	**15 538 485**	**4 657 589**	**7 053 045**	**9 048 582**	**7 889 880**	**9 893 902**	**30 481 410**	**23 600 073**
Hors Projets	4 973	299 854	50 000	352 906	51 500	2 045 111	53 045	2 048 582	54 636	2 058 658	159 181	6 152 351
Projets	12 077 480	12 077 480	10 873 107	7 403 107	15 486 985	2 612 478	7 000 000	7 000 000	7 835 244	7 835 244	**30 322 229**	**17 447 722**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**729 959**	**729 959**	**7 983 842**	**7 983 842**	**24 100 943**	**9 479 817**	**7 209 050**	**4 812 000**	**0**	**5 316 346**	**31 309 993**	**19 608 163**
Dons	**0**	**0**	**4 583 333**	**4 583 333**	**7 459 817**	**7 459 817**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 459 817**	**7 459 817**
Banque Mondiale	0	0	4 583 333	4 583 333	7 459 817	7 459 817	0	0	0	0	**7 459 817**	**7 459 817**
Emprunts	**729 959**	**729 959**	**3 400 509**	**3 400 509**	**16 641 126**	**2 020 000**	**7 209 050**	**4 812 000**	**0**	**5 316 346**	**23 850 176**	**12 148 346**
Banque Mondiale	729 959	729 959	3 400 509	3 400 509	16 641 126	2 020 000	7 209 050	4 812 000	0	5 316 346	**23 850 176**	**12 148 346**
TOTAL DE FINANCEMENT	**12 812 412**	**13 107 293**	**18 906 949**	**15 739 855**	**39 639 428**	**14 137 406**	**14 262 095**	**13 860 582**	**7 889 880**	**15 210 248**	**61 791 403**	**43 208 236**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**294 881**	**0**	**302 906**	**0**	**1 993 611**	**0**	**1 995 537**	**0**	**2 004 022**	**0**	**5 993 170**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	49 224	0	36 915	0	36 920	0	36 965	0	43 513	0	117 398
Biens et Services	0	45 657	0	65 991	0	56 691	0	58 572	0	60 509	0	175 772
Transferts Courants	0	200 000	0	200 000	0	1 900 000	0	1 900 000	0	1 900 000	0	5 700 000
Dépenses en capital	**12 812 412**	**12 812 412**	**18 906 949**	**15 436 949**	**39 639 428**	**12 143 795**	**14 262 095**	**11 865 045**	**7 889 880**	**13 206 226**	**61 791 403**	**37 215 066**
Dépenses d'investissement	4 973	4 973	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**12 807 439**	**12 807 439**	**18 856 949**	**15 386 949**	**39 587 928**	**12 092 295**	**14 209 050**	**11 812 000**	**7 835 244**	**13 151 590**	**61 632 222**	**37 055 885**
Investissement financés sur RI	12 077 480	12 077 480	10 873 107	7 403 107	15 486 985	2 612 478	7 000 000	7 000 000	7 835 244	7 835 244	30 322 229	17 447 722
Investissement financés sur RE	729 959	729 959	7 983 842	7 983 842	24 100 943	9 479 817	7 209 050	4 812 000	0	5 316 346	31 309 993	19 608 163
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**12 812 412**	**13 107 293**	**18 906 949**	**15 739 855**	**39 639 428**	**14 137 406**	**14 262 095**	**13 860 582**	**7 889 880**	**15 210 248**	**61 791 403**	**43 208 236**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	5	0	5	0	8	0	8	0	8	0
Catégorie A2	2	0	2	0	9	0	9	0	9	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	25	0	44	0	64	0	64	0	64	0
Volontaires	0	0	7	0	40	0	40	0	40	0
TOTAL	**34**	**49 224**	**60**	**36 915**	**123**	**36 920**	**123**	**36 965**	**123**	**43 513**

3.2.30. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920)

❖ Missions du ministère

Aux termes du décret le Décret n° 2012-004 du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, la mission du MDHFCDRIR consiste à mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de droits de l'homme et de démocratie. Il doit :

- veiller, de concert avec les institutions et ministères intéressés, à la promotion et à la protection des droits de l'homme, au raffermissement des principes démocratiques et à la consolidation de la démocratie participative ;
- contribuer au renforcement de la cohésion et de l'unité nationales et initier toutes études et recherches prospectives sur les facteurs susceptibles d'aider durablement à la consolidation de la démocratie.
- veiller en relation avec le ministre chargé des affaires étrangères et de la coopération, à la mise en œuvre des accords internationaux en matière de promotion et de protection des droits de l'homme ;
- assure, en relation avec le ministre chargé de la justice, l'information, la formation et la sensibilisation des citoyens sur leurs droits et devoirs ainsi que la vulgarisation des instruments, textes et documents afférents aux droits de l'homme. Il œuvre à l'instauration d'une culture citoyenne.
- préparer, participer à l'animation et suivre les discussions parlementaires ;
- proposer la composition de l'équipe du commissaire du gouvernement lors des débats et discussions parlementaires et institutionnels ;
- assurer la représentation et défendre les positions du gouvernement auprès de toutes les institutions ;
- veiller à l'application des directives du ministre en rapport avec les activités des institutions de la République;
- suivre les programmes et le déroulement des activités et travaux des institutions de la République, des organisations parlementaires et des juridictions régionales et internationales.
- mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de civisme et de l'éducation à la citoyenneté.

La vision de la Politique publique du MMDHFCRIR à l'horizon 2025 est celle d'un Togo moderne où règne la paix et dans lequel les citoyens, sans exclusion aucune, jouissent des libertés fondamentales et agissent de manière responsable dans un cadre institutionnel respectueux des droits de l'homme et des principes démocratiques. Son objectif global est de contribuer à la construction d'une nation moderne composée de citoyens qui prennent conscience de leurs droits et responsabilités civiques pour la réalisation des projets de développement dans un environnement institutionnel protecteur des droits de l'homme, renforcé et de paix.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

- Politique publique des droits de l'homme et de la consolidation de la démocratie (PPDHCD) ;
- Stratégie nationale de consolidation de la démocratie et de la paix pour le développement ;

- Plan d'action national de mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel et des organes de traités (PAN-EPU 2018-2021) ;
- Politique Nationale de Formation Civique et d'Education à la Citoyenneté ;
- Manuel de formation à la citoyenneté à l'usage du monde associatif ;
- Recueil des droits et devoir du citoyen dans la constitution togolaise.

Les trois 1ers documents nécessitent une actualisation.

❖ **Contraintes et défis du ministère**

Contraintes

- Insuffisance de ressources humaines et financières ;
- Faible appropriation des outils de programmation budgétaires par les agents de conception et d'exécution ;
- Absence de structures déconcentrées ;
- Documents de planification (politique publique et stratégies non actualisés) ;
- Difficultés de production des données statistiques dans le secteur ;
- Diverses perceptions des traitements des droits de l'homme ;
- Faible appropriation du plan d'action de mise en œuvre des recommandations des organes de traités et de l'EPU par les acteurs ;
- Manque de confiance et une tendance au rejet des institutions par les populations etc.

Défis

- ✓ Mise en place de projets d'investissement ;
- ✓ Formation continue du personnel ;
- ✓ Renforcement de capacités du Togo en matière de veille informationnelle dans le domaine des droits de l'homme et du développement des institutions ;
- ✓ Promotion de la prise en compte et suivi des droits de l'homme dans les processus d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques, stratégies, programmes et projets de développement et réformes ;
- ✓ Amélioration de la situation des droits de l'homme dans une approche inclusive,participative et protectrice des droits (respect des principes et valeurs, lutte contre les violences) dans les processus de mise en place, ainsi de mise en œuvre et de suivi-évaluation notamment es projets dedéveloppement industriels, d'infrastructures, agricoles et d'accès des populations les plus vulnérablesaux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, électricité, logements sociaux, etc.)
- ✓ Mise en œuvre et suivi des engagements régionaux et internationaux pris par le Togo dans l'esprit d'une collaboration et d'un partenariat renforcé avec les organes de traités et le Conseil des droits de l'homme.

- ✓ Renforcement de la gouvernance démocratique et la participation citoyenne ;
- ✓ Renforcement des structures de promotion de paix
- ✓ Promotion de la citoyenneté consciente des droits et responsabilités civiques pour la réalisation de projets de société dans un environnement de paix, de solidarité et de cohésion sociale ;
- ✓ Sensibilisation de la population sur les risques de dépravation des mœurs, face à la modernité et au développement des secteurs porteurs (digitalisation, internet, tourisme, industrie etc.) ;
- ✓ Renforcement des relations fonctionnelles entre le gouvernement et les institutions de la République ;
- ✓ Renforcement des institutions de la République en vue de les rendre plus efficaces et plus performantes pour l'atteinte progressive de l'ODD 16.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

- ✓ La coordination des actions, la gestion de la communication et de l'information, la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière, la prospection, la planification, la programmation et le suivi évaluation des actions ;
- ✓ La promotion des droits de l'homme (PDH) à tous les niveaux à travers la vulgarisation des principes et valeurs de droits de l'homme dans une approche inclusive et participative, y compris dans les projets de développement et réformes, et le renforcement des mesures de protection des droits de l'homme ;
- ✓ Le renforcement de la gouvernance démocratique et la prévention des conflits : la promotion d'une citoyenneté responsable face aux enjeux de la modernité ;
- ✓ La construction d'institutions efficaces, la promotion d'un dialogue interinstitutionnel permanent et le renforcement de la gouvernance démocratique, constituent les leviers d'action des cinq programmes du ministère pour l'année 2023.

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Programmes	**Nom des responsables de programme**	**Titre des responsables de programme**
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	KOUSSETOU Makonawoe	Directeur des affaires administratives et financières (DAAF)
P2 : Renforcement des mesures de mise en œuvre et de protection des droits de l'homme au Togo	AKPAOU Abdou Gafaou	Directeur p.i.de la législation et de la protection des droits de l'homme (DLPDH)
P3 : Consolidation de la démocratie et de la paix	d'ALMEIDA-DOKOU Dopé Pauline	Directrice p.i de la prévention des conflits (DPC)
P4 : Formation à la citoyenneté	TALIM Asksno Anathère	Directeur p.i formation civique de la
P5 : Relations avec les institutions de la République	ROWLAND Komlavi	Directeur p.i Relations avec les institutions de la République (DRIR)

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR**	**Améliorer la qualité des services du MDHFCRIR**	**Taux d'exécution physique des programmes du MDHFCRIR**	**%**	**2020**	**82,0**	**85,0**	**86,0**	**90,0**	**90,0**	**92,0**	**SG**
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MDHFCRIR	**%**	**2020**	**37,0**	**33,0**	**33,0**	**37,0**	**37,0**	**41,0**	**SG**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDHFCRIR	Renforcer les capacités opérationnelles du MDHFCRIR	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	85,0	87,0	90,0	92,0	95,0	97,0	SG
			Taux de satisfaction du personnel par rapport au management des premiers responsables	%	2020	90,0	92,0	94,0	95,0	96,0	98,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel formé par an	%	2020	0,0	50,0	50,0	50,0	50,0	60,0	DRH
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2020	25,0	25,0	30,0	50,0	55,0	60,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financière	Taux d'exécution du budget	%	2020	100,0	96,0	96,0	96,0	96,0	98,0	DAF
			Taux d'exécution du PPM	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Proportion de bases de données mises à jour par mois	%	2020	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CC
			Proportion de plateformes opérationnelles	%	2020	70,0	75,0	75,0	80,0	85,0	90,0	CC
A1.5	Prospectives, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production de statistiques de suivi et l'évaluation des actions du MDHFCRIR	Proportion de rapports produits dans les délais	%	2020	75,0	75,0	75,0	85,0	90,0	95,0	DPSE
			Proportion des documents budgétaires élaborés dans les délais	%	2020	60,0	65,0	75,0	85,0	90,0	100,0	DPSE
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion du personnel formé sur le genre	%	2020	ND	ND	75,0	80,0	85,0	90,0	Cellule focale genre
P2	**Droits de l'homme**	**Renforcer l'effectivité des droits de l'homme**	**Indice de sensibilité des institutions aux droits de l'homme**	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0**

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
A2.1	Promotion des droits de l'homme	Améliorer la connaissance des principes et valeurs des droits de l'homme	Pourcentage d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance en matière de droits de l'homme	%	2020	0,0	77,0	78,0	79,0	80,0	82,0	DPDH
A2.2	Protection des droits de l'homme	Contribuer à la protection des droits de l'homme	Pourcentage des cas d'allégations de violation de droits de l'homme étudiés dans le cadre du monitoring	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DLPDH
			Pourcentage des recommandations acceptées mises en œuvre au titre du nouveau cycle de l'EPU	%	2020	75,0	90,0	20,0	30,0	40,0	50,0	DPLPDH
P3	**Consolidation de la démocratie et de la paix**	**Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix au sein des communautés**	**Taux de participation aux processus électoraux**	**%**	**2020**	**76,0**	**0,0**	**0,0**	**65,0**	**65,0**	**77,0**	**DPC**
			Pourcentage de personnes ayant recours aux mécanismes de règlement de conflits	**%**	**0**	**0,0**	**ND**	**ND**	**20,0**	**25,0**	**30,0**	**DPC**
A3.1	Gouvernance démocratique	Promouvoir la culture démocratique	Proportion d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance des principes démocratiques	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DRD
A3.2	Prévention des conflits	Renforcer la prévention des conflits	Pourcentage d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance en matière de prévention des conflits	%	2020	89,6	95,0	95,0	100,0	100,0	100,0	DPC
P4	**Citoyenneté**	**Promouvoir une citoyenneté responsable**	**Taux d'incivisme**	**%**	**0**	**0,0**	**ND**	**ND**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**DFC**
A4.1	Education à la citoyenneté	Renforcer l'éducation à la citoyenneté	Pourcentage d'acteurs formés qui sensibilisent leur base sur les valeurs citoyenneté	%	2020	85,0	87,0	90,0	92,0	93,0	95,0	0
P5	**Relation avec les institutions de la République**	**Contribuer à l'efficacité des institutions de la République**	**Taux de traitement de saisines des institutions de la République**	**%**	**2020**	**10,0**	**30,0**	**30,0**	**40,0**	**50,0**	**50,0**	**DRIR**
A5.1	Appui aux institutions de la République	Renforcer les capacités institutionnelles, fonctionnelles et organisationnelles des institutions de la République	Pourcentage d'institutions ayant bénéficié d'un appui institutionnel, organisation/institutionnel	%	2020	15,0	23,0	15,0	15,0	15,0	15,0	DRIR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Améliorer la qualité des services du MDHFCRIR	20 000	191 545	50 000	272 202	51 500	277 442	53 045	285 460	54 636	286 346	159 181	849 248
P2	Droits de l'homme	Renforcer l'effectivité des droits de l'homme	0	35 191	0	35 492	0	45 217	0	46 480	0	47 952	**0**	**139 649**
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix au sein des communautés	0	35 652	0	34 484	0	24 063	0	22 104	0	23 037	**0**	**69 204**
P4	Citoyenneté	Promouvoir une citoyenneté responsable	0	106 251	0	112 083	0	110 893	0	112 314	0	112 875	**0**	**336 082**
P5	Relation avec les institutions de la République	Contribuer à l'efficacité des institutions de la République	0	32 123	0	33 166	0	34 025	0	33 305	0	36 228	**0**	**103 558**
Total des programmes			**20 000**	**400 762**	**50 000**	**487 427**	**51 500**	**491 640**	**53 045**	**499 663**	**54 636**	**506 438**	**159 181**	**1 497 741**

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**171 545**	**0**	**222 202**	**0**	**225 942**	**0**	**232 415**	**0**	**231 710**	**0**	**690 067**
Personnel	0	75 166	0	116 153	0	119 614	0	121 374	0	118 502	0	359 490
Biens et Services	0	96 379	0	106 049	0	106 328	0	111 041	0	113 208	0	330 577
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**20 000**	**20 000**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	20 000	20 000	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**20 000**	**191 545**	**50 000**	**272 202**	**51 500**	**277 442**	**53 045**	**285 460**	**54 636**	**286 346**	**159 181**	**849 248**

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**35 191**	**0**	**35 492**	**0**	**45 217**	**0**	**46 480**	**0**	**47 952**	**0**	**139 649**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	20 683	0	20 984	0	37 534	0	38 726	0	39 732	0	115 992
Biens et Services	0	14 508	0	14 508	0	7 683	0	7 754	0	8 220	0	23 657
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**35 191**	**0**	**35 492**	**0**	**45 217**	**0**	**46 480**	**0**	**47 952**	**0**	**139 649**

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**35 652**	**0**	**34 484**	**0**	**24 063**	**0**	**22 104**	**0**	**23 037**	**0**	**69 204**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	22 640	0	21 472	0	16 318	0	14 082	0	14 985	0	45 385
Biens et Services	0	13 012	0	13 012	0	7 745	0	8 022	0	8 052	0	23 819
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**35 652**	**0**	**34 484**	**0**	**24 063**	**0**	**22 104**	**0**	**23 037**	**0**	**69 204**

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**106 251**	**0**	**112 083**	**0**	**110 893**	**0**	**112 314**	**0**	**112 875**	**0**	**336 082**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	60 088	0	65 920	0	67 403	0	67 077	0	67 077	0	201 557
Biens et Services	0	46 163	0	46 163	0	43 490	0	45 237	0	45 798	0	134 525
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**106 251**	**0**	**112 083**	**0**	**110 893**	**0**	**112 314**	**0**	**112 875**	**0**	**336 082**

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**32 123**	**0**	**33 166**	**0**	**34 025**	**0**	**33 305**	**0**	**36 228**	**0**	**103 558**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	15 011	0	16 054	0	18 269	0	18 747	0	19 116	0	56 132
Biens et Services	0	17 112	0	17 112	0	15 756	0	14 558	0	17 112	0	47 426
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**0**	**32 123**	**0**	**33 166**	**0**	**34 025**	**0**	**33 305**	**0**	**36 228**	**0**	**103 558**

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**20 000**	**400 762**	**50 000**	**487 427**	**51 500**	**491 640**	**53 045**	**499 663**	**54 636**	**506 438**	**159 181**	**1 497 741**
Hors Projets	20 000	400 762	50 000	487 427	51 500	491 640	53 045	499 663	54 636	506 438	159 181	1 497 741
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**20 000**	**400 762**	**50 000**	**487 427**	**51 500**	**491 640**	**53 045**	**499 663**	**54 636**	**506 438**	**159 181**	**1 497 741**

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**380 762**	**0**	**437 427**	**0**	**440 140**	**0**	**446 618**	**0**	**451 802**	**0**	**1 338 560**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	193 588	0	240 583	0	259 138	0	260 006	0	259 412	0	778 556
Biens et Services	0	187 174	0	196 844	0	181 002	0	186 612	0	192 390	0	560 004
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**20 000**	**20 000**	**50 000**	**50 000**	**51 500**	**51 500**	**53 045**	**53 045**	**54 636**	**54 636**	**159 181**	**159 181**
Dépenses d'investissement	20 000	20 000	50 000	50 000	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**20 000**	**400 762**	**50 000**	**487 427**	**51 500**	**491 640**	**53 045**	**499 663**	**54 636**	**506 438**	**159 181**	**1 497 741**

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2021		2022		2023		2024		2025	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	18	955 882	19	1 339 395	18	1 347 103	18	1 395 193	18	1 445 300
Catégorie A2	13	586 807	12	1 190 675	12	1 311 764	12	1 329 590	12	1 236 991
Catégorie A3	2	30 230	3	192 716	3	199 384	3	207 512	3	213 287
Catégorie B	10	417 751	10	655 028	10	700 031	10	722 889	10	737 316
Catégorie C	8	713 169	9	1 159 651	7	942 500	5	948 435	5	975 153
Catégorie D	3	71 105	3	106 520	1	129 508	0	104 586	0	177 631
Contractuels	3	52 055	2	6 384	1	7 409	1	7 597	1	7 792
Volontaires	6	0	4	0	3	0	3	0	3	0
TOTAL	**63**	**193 588**	**62**	**240 583**	**55**	**259 138**	**52**	**260 006**	**52**	**259 412**

4. PRESENTATION DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

4.1. Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP)

❖ mission du FNAFPP

Le FNAFPP a pour mission d'appuyer financièrement les institutions, les organismes et les entreprises intervenant dans l'étude, la conception et la réalisation des programmes d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels.

❖ politiques sectorielles et stratégies du secteur

o Politiques sectorielles

Le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) du FNAFPP tient compte du plan stratégique du Fonds et du plan sectoriel de l'éducation (PSE 2020-2030) qui sont en cohérence avec le PND 2018- 2023 et la feuille de route gouvernementale, Togo 2025.

La mission du FNAFPP se retrouve dans l'axe 3 du PND intitulé « consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion ».

o Stratégies du FNAFPP

Les stratégies du FNAFPP sont entre autres :

- rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds ;
- renforcer les capacités professionnelles des acteurs économiques ;
- développer les capacités de conception et de pratiques des apprentis.

❖ Contraintes et défis du FNAFPP

o Contraintes

- Problème de mise à disposition effective des ressources financières du Fonds (Délais/Disponibilité) ;
- Problème de faible sollicitation du FNAFPP par les entreprises du secteur formel ;
- Problème de nécessité d'accentuation du rôle de conseil et d'accompagnement au développement de la Formation Professionnelle au Togo ;
- Problème lié à la gouvernance (réaffirmer les rôles des instances du Fonds)

o **Défis**

- reverser directement, entièrement et à temps sur le compte bancaire du FNAFPP la patente collectée ;
- activer les autres sources de financement prévues par la loi (développer un partenariat actif avec les PTFs ;
- amener l'Etat à accorder une subvention au Fonds afin de lui permettre de promouvoir l'apprentissage de type dual coopératif…).

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

- le renforcement des capacités professionnelles de 5440 acteurs économiques ;
- le renforcement des capacités de conception et de pratique de 600 apprentis en vue de leur insertion ;

Pour réaliser ces actions, il est prévu un montant de 1 439 689 000 F CFA.

❖ NOM ET PRENOMS DU RESPONSABLE DU PROGRAMME

CHANKONI Koffi, Secrétaire exécutif du FNAFPP

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNAFPP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels**	**Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation**	**Proportion d'acteurs formés**	**%**	**2020**	**57,3**	**80,0**	**57,2**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**FNAFPP**
			Taux de satisfaction des bénéficiaires	**%**	**2020**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0**
A1.1	Coordination des actions du FNAFPP	Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	%	2020	77,0	85,0	50,0	95,0	98,0	100,0	FNAFPP
A1.2	Financement des projets souples de formation	Renforcer les capacités techniques et professionnelles des acteurs économiques	Proportion des acteurs économiques ayant bénéficié des financements pour la formation	%	2020	106,0	79,9	50,3	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
A1.3	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes	Améliorer les capacités opérationnelles des bénéficiaires des formations de type dual coopératif et innovantes	Proportion d'apprentis formés dans le dual coopératif	%	2020	100,0	80,2	82,6	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
			Proportion des jeunes formés dans les formations innovantes	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation	41 029	494 537	13 551	552 754	92 000	1 625 011	80 000	1 720 762	78 000	1 826 094	**250 000**	**5 171 867**
Total des programmes			**41 029**	**494 537**	**13 551**	**552 754**	**92 000**	**1 625 011**	**80 000**	**1 720 762**	**78 000**	**1 826 094**	**250 000**	**5 171 867**

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**453 509**	**0**	**539 203**	**0**	**1 533 011**	**0**	**1 640 762**	**0**	**1 748 094**	**0**	**4 921 867**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	95 175	0	41 203	0	179 281	0	182 032	0	184 364	0	545 677
Biens et Services	0	358 334	0	498 000	0	1 353 730	0	1 458 730	0	1 563 730	0	4 376 190
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**41 029**	**41 029**	**13 551**	**13 551**	**92 000**	**92 000**	**80 000**	**80 000**	**78 000**	**78 000**	**250 000**	**250 000**
Dépenses d'investissement	41 029	41 029	13 551	13 551	92 000	92 000	80 000	80 000	78 000	78 000	250 000	250 000
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**41 029**	**494 537**	**13 551**	**552 754**	**92 000**	**1 625 011**	**80 000**	**1 720 762**	**78 000**	**1 826 094**	**250 000**	**5 171 867**

Tableau n°4 : Sources de financement du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**41 029**	**494 537**	**13 551**	**552 754**	**92 000**	**1 625 011**	**80 000**	**1 720 762**	**78 000**	**1 826 094**	**250 000**	**5 171 867**
Hors Projets	41 029	494 537	13 551	552 754	92 000	1 625 011	80 000	1 720 762	78 000	1 826 094	**250 000**	**5 171 867**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**41 029**	**494 537**	**13 551**	**552 754**	**92 000**	**1 625 011**	**80 000**	**1 720 762**	**78 000**	**1 826 094**	**250 000**	**5 171 867**

4.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH)

❖ Mission du FSDH

Le FSDH a pour mission d'accorder un appui financier aux organismes intervenant dans la réalisation des programmes d'aménagement de terrains et de construction des logements sociaux par la prise en charge du financement du tout ou partie des voiries et réseaux divers de même que les équipements sociaux collectifs.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

o Politiques sectorielles

Le document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) tient compte des orientations stratégiques du Fonds et de la politique nationale de l'habitat et du développement urbain (PNHDU), qui sont alignées au PND 2018- 2023 et à la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Le FSDH entend poursuivre sa mission s'inscrivant dans l'atteinte de l'objectif 11 de développement durable : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » et de l'effet attendu 10 : « les populations ont accès à un meilleur cadre de vie et à des logements décents » de l'axe 3 du PND

o Stratégies du FSDH

Les stratégies du FSDH sont entre autres :
- rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds ;
- faciliter la mise en œuvre des projets de logements sociaux.

❖ CONTRAINTES ET DEFIS DU FSDH

o Contraintes

- insuffisance des ressources du FSDH eu égard à la grandeur de sa mission ;
- la non disponibilité du foncier sécurisé, gage et condition sine qua non de réussite de la promotion des logements sociaux ;
- lenteur des dossiers dans le circuit financier impactant sur l'efficacité et l'efficience de mise en œuvre des activités.

o Défis

- reverser directement et à temps sur le compte trésor du FSDH la totalité de la patente collectée ;
- revoir à la hausse la prévision budgétaire du FSDH ;

- revoir la loi créant le FSDH en vue d'élargir son champ d'action et diversifier ses ressources pour lui permettre de mieux jouer sa partition pour relever le défi des 20 000 logements.
- permettre au FSDH de loger des projets ou fonds extérieurs au profit des logements sociaux dans un contexte de partenariat public-privé.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023

Les actions ci-après sont retenues en 2023 :

- appui financier à la construction de 500 logements sociaux ;
- acquisition de 05 hectares de superficie de terrains constructibles ;

Tableau n°1 : Cadre de performance du FSDH

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Appui à la promotion immobilière**	**Améliorer l'offre de logements décents à coût abordable**	**Proportion d'appuis accordés aux promoteurs immobiliers**	**pourcentage**	**2020**	**0,5**	**0,6**	**0,7**	**0,7**	**0,9**	**0,9**	**FSDH**
A1.1	Coordination des actions du Fonds	Rendre plus efficaces et efficients les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	pourcentage	2020	55,0	64,8	80,0	88,0	90,0	90,0	FSDH
A1.2	Accompagnement des promoteurs immobiliers	Faciliter la mise en œuvre des projets de logements décents à coût abordable	Nombre de logements construits par an avec l'appui du Fonds	Nombre	2020	170,0	215,0	500,0	500,0	1 000,0	1 000,0	FSDH
			Superficie de terrains acquis par an	hectares	2020	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	FSDH

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Appui à la promotion immobilière	Améliorer l'offre de logements décents à coût abordable	234 200	347 053	844 856	1 081 689	1 547 289	1 844 072	1 010 979	1 260 762	1 116 311	1 366 094	**3 674 579**	**4 470 928**
Total			**234 200**	**347 053**	**844 856**	**1 081 689**	**1 547 289**	**1 844 072**	**1 010 979**	**1 260 762**	**1 116 311**	**1 366 094**	**3 674 579**	**4 470 928**

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**112 853**	**0**	**236 833**	**0**	**296 783**	**0**	**249 783**	**0**	**249 783**	**0**	**796 349**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	66 230	0	99 133	0	99 033	0	99 033	0	99 033	0	297 099
Biens et Services	0	46 623	0	137 700	0	197 750	0	150 750	0	150 750	0	499 250
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**234 200**	**234 200**	**844 856**	**844 856**	**1 547 289**	**1 547 289**	**1 010 979**	**1 010 979**	**1 116 311**	**1 116 311**	**3 674 579**	**3 674 579**
Dépenses d'investissement	234 200	234 200	844 856	844 856	1 547 289	1 547 289	1 010 979	1 010 979	1 116 311	1 116 311	3 674 579	3 674 579
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**234 200**	**347 053**	**844 856**	**1 081 689**	**1 547 289**	**1 844 072**	**1 010 979**	**1 260 762**	**1 116 311**	**1 366 094**	**3 674 579**	**4 470 928**

Tableau n°4 : Sources de financement du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**234 200**	**347 053**	**844 856**	**1 081 689**	**1 547 289**	**1 844 072**	**1 010 979**	**1 260 762**	**1 116 311**	**1 366 094**	**3 674 579**	**4 470 928**
Hors Projets	234 200	347 053	844 856	1 081 689	1 547 289	1 844 072	1 010 979	1 260 762	1 116 311	1 366 094	**3 674 579**	**4 470 928**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**234 200**	**347 053**	**844 856**	**1 081 689**	**1 547 289**	**1 844 072**	**1 010 979**	**1 260 762**	**1 116 311**	**1 366 094**	**3 674 579**	**4 470 928**

4.3. Fonds national de développement forestier (FNDF)

❖ Mission du FNDF

Le FNDF a pour mission de financer les opérations de gestion durable des forêts au Togo. A cet effet, le fonds finance notamment les activités de reboisement, de protection des aires protégées et de lutte contre la criminalité liée aux espèces de faune et de flore sauvages.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

o Politiques sectorielles

La politique de l'Etat en matière de ressources forestières se traduit par des ambitions énoncées dans la feuille de route gouvernementale 2023-2025 et l'ambition décennale du gouvernement en matière de reboisement.

Au niveau de la feuille de gouvernementale, l'Etat envisage porter à 25 % le taux de couverture forestière nationale à l'horizon 2025 sur la base des données de l'inventaire forestier national de 2015 qui l'a évalué à 24,24 %, ce qui correspond à une extension des forêts de près de 50 000 ha.

Aussi, le Togo a-t-il lancé un vaste programme de reboisement qui vise le reboisement d'un milliard de plants d'ici à 2030. Ceci passe par la mobilisation des acteurs (Etat, collectivités territoriales, les communautés, les organisations de la société civile, les particuliers, etc) et des terres en vue de la réalisation de cette ambition.

o Stratégies du FNDF

Le FNDF qui est un compte d'affectation dédié exclusivement au financement des opérations forestières contribue au financement des activités concourant à la concrétisation de la politique du secteur forestier. Dans cette perspective, les ressources du FNDF contribuent à :

- étendre le couvert forestier ;
- lutter contre la dégradation des terres et écosystèmes particuliers ;
- rendre plus visible et communiquer autour des activités sur la gestion durable des forêts ;
- appuyer la mobilisation des acteurs du secteur pour l'atteinte des objectifs stratégiques définis par les documents de politiques ;

❖ CONTRAINTES ET DEFIS DU FNDF

o Contraintes

- Les ressources du fonds restent bien insuffisantes pour financer convenablement les opérations forestières ;
- Le caractère saisonnier des activités forestières et la nécessité de les réaliser entièrement demande une souplesse et une célérité dans les procédures de décaissement pour répondre au mieux aux besoins exprimés ;
- L'insuffisance du personnel sur le Fonds (comptable assermenté de l'Etat, secrétaire et un cadre) ;

o Défis

- Accroitre les ressources du fonds à travers la mobilisation des autres sources d'approvisionnement prévues du FNDF (la subvention de l'Etat, développer un partenariat actif avec les PTF) ;
- Réviser la fiscalité forestière pour accroitre le niveau des recettes de service qui alimentent le fonds.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2023**

Les interventions ci-après sont retenues en 2023 :
- reboisement de 150 hectares ;
- appui à la conservation des aires protégées ;
- suivi, entretien et contrôle des plantations de reboisement.

❖ **Nom et prénom du responsable du programme**

MAMAN Farida, Responsable administratif et financier du FNDF.

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNDF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P1	**Fonds national de développement forestier**	**Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières**	**Part du fonds alloué au financement de l'extension du couvert végétal**	**%**	**2020**	**38,9**	**94,0**	**98,0**	**98,0**	**98,0**	**99,0**	**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU FNDF**
A1.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	Améliorer le cadre de financement du fonds	Taux d'exécution financière	%	2020	39,1	94,0	99,0	99,0	99,0	99,0	RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU FNDF
A1.2	Appui financier à la gestion durable des forêts	Permettre l'exécution des activités de terrain visant à répondre aux objectifs du fonds	Montant de financement octroyé	F CFA	2020	160 119,0	306 884,0	407 050,0	406 261,9	406 261,9	406 261,9	COMITE DE GESTION DU FNDF

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Fonds national de développement forestier	Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières	340 624	422 670	407 050	475 000	241 108	475 000	241 108	475 000	241 108	475 000	**723 324**	**1 425 000**
Total des programmes			**340 624**	**422 670**	**407 050**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	723 324	**1 425 000**

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**82 046**	**0**	**67 950**	**0**	**233 892**	**0**	**233 892**	**0**	**233 892**	**0**	**701 676**
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	82 046	0	67 950	0	233 892	0	233 892	0	233 892	0	701 676
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**340 624**	**340 624**	**407 050**	**407 050**	**241 108**	**241 108**	**241 108**	**241 108**	**241 108**	**241 108**	**723 324**	**723 324**
Dépenses d'investissement	340 624	340 624	407 050	407 050	241 108	241 108	241 108	241 108	241 108	241 108	723 324	723 324
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	**340 624**	**422 670**	**407 050**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**723 324**	**1 425 000**

Tableau n°4 : Sources de financement du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**340 624**	**422 670**	**407 050**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**723 324**	**1 425 000**
Hors Projets	340 624	422 670	407 050	475 000	241 108	475 000	241 108	475 000	241 108	475 000	**723 324**	**1 425 000**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**340 624**	**422 670**	**407 050**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**241 108**	**475 000**	**723 324**	**1 425 000**

4.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT)

❖ Mission du FPDT

Le FPDT a pour mission d'appuyer financièrement les actions liées au développement du secteur du tourisme au plan national, régional et international.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

Politiques sectorielles

Conformément à la feuille de route gouvernementale 2020 – 2025, le Togo ambitionne accueillir un minimum de 500.000 touristes par année. Le programme FPDT appuie les actions du secteur tourisme devant permettre au ministère de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière du tourisme. Il se rapporte à l'axe 2 de ladite feuille de route du gouvernement intitulée : « Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie».

Stratégies du FPDT

Les stratégies du FPDT sont entre autres :

- Appuyer les actions de développement et de promotion du secteur tourisme ;
- Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds ;
- Appuyer financièrement le secteur du tourisme.

❖ Contraintes et défis du FPDT

Contraintes

- Insuffisance du fonds alloué au secteur ;
- Limitation dans la collecte des taxes devant alimenter le fonds ;
- Besoins trop considérables par rapport à la dotation ;
- Faible appui des entreprises touristiques tant sur le plan financier que technique…

Défis

- Activer les autres sources de financement prévues par la loi ;
- Amener l'Etat à accorder une subvention au Fonds afin de lui permettre de promouvoir le tourisme
- Impliquer les acteurs du tourisme dans la collecte de la taxe spéciale pour la promotion touristique, la seule ressource du FPDT

❖ **Noms et pronoms du responsable :** Monsieur ANIAYE Koffi Zoboekayi, Secrétaire exécutif du FPDT

Tableau n°1 : Cadre de performance du FPDT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2021	2022	2023	2024	2025	
P4	**Fonds de promotion et de développement du tourisme**	**Financer les actions de développement et de promotion du tourisme**	**Taux de couverture des besoins en financement**	**%**	**2020**	**80,0**	**81,0**	**90,0**	**95,0**	**98,0**	**98,0**	**FPDT**
A4.1	Coordination des actions du fonds	Rendre plus efficaces et efficients les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du PTBA du fonds	0	2020	100,0	81,0	89,0	90,0	93,0	95,0	FPDT
A4.2	Appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique	Appuyer financièrement les activités du secteur du tourisme	Taux d'exécution du budget du fonds	0	2020	99,0	98,0	98,0	98,0	98,0	98,0	FPDT

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P4	Fonds de promotion et de développement du tourisme	Financer les actions de développement et de promotion du tourisme	214 835	250 000	23 454	142 804	304 764	500 000	304 764	500 000	304 764	500 000	**914 292**	**1 500 000**
Total des programmes			**214 835**	**250 000**	**23 454**	**142 804**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**914 292**	**1 500 000**

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	**0**	**35 165**	**0**	**119 350**	**0**	**195 236**	**0**	**195 236**	**0**	**195 236**	**0**	**585 708**
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	4 000	0	23 000	0	26 386	0	26 386	0	26 386	0	79 158
Biens et Services	0	31 165	0	96 350	0	168 850	0	168 850	0	168 850	0	506 550
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	**214 835**	**214 835**	**23 454**	**23 454**	**304 764**	**304 764**	**304 764**	**304 764**	**304 764**	**304 764**	**914 292**	**914 292**
Dépenses d'investissement	214 835	214 835	23 454	23 454	304 764	304 764	304 764	304 764	304 764	304 764	914 292	914 292
Projets d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	**214 835**	**250 000**	**23 454**	**142 804**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**914 292**	**1 500 000**

Tableau n°4 : Sources de financement du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2021		2022		2023		2024		2025		Total 2023 - 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	**214 835**	**250 000**	**23 454**	**142 804**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**914 292**	**1 500 000**
Hors Projets	214 835	250 000	23 454	142 804	304 764	500 000	304 764	500 000	304 764	500 000	**914 292**	**1 500 000**
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Financement extérieur	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dons	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Emprunts	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE FINANCEMENT	**214 835**	**250 000**	**23 454**	**142 804**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**304 764**	**500 000**	**914 292**	**1 500 000**

CONCLUSION

L'élaboration du budget programme de l'Etat 2023-2025 intègre la démarche de la gestion axée sur les résultats dont le vote renforcera la mise en œuvre des réformes en matière d'exécution, de comptabilisation et de suivi-évaluation des dépenses et des recettes publiques.

Sur le plan technique, les travaux ont permis de mesurer le niveau d'adéquation entre les documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) et les projets annuels de performance (PAP) encore appelés budget programme et les politiques publiques tout en veillant à la prise en compte des actions prioritaires du Plan national de développement (PND) et des projets et réformes de la feuille de route gouvernementale, Togo 2025. Ainsi, le budget programme 2023-2025, qui est en cohérence parfaite avec les référentiels nationaux ci-dessus mentionnés, est le fruit des efforts soutenus consentis par les acteurs budgétaires des ministères et institutions de la République.

Dans cette optique, des actions de réformes seront renforcées afin d'assurer une exécution conforme aux résultats prévus dans le budget programme et qui sera sanctionnée par un reporting budgétaire et comptable ainsi que les rapports annuels de performance.